

No 41 Sommaire

CHRONIQUE

La révolution bolivarienne, les oligarques et les menteurs
Par Frédérique LANGUE

7

DOSSIER

L'ARGENTINE DÉBOUSSOLÉE

Introduction

Par Sébastien VELUT

13

L'effondrement de la représentation et la crise politique
en Argentine

Par Silvia ROBIN

19

Entre ciel et terre: les sciences sociales
et la mobilisation populaire en Argentine

Par Denis MERKLEN

33

Pratiques et discours de l'altérité négative dans le cadre
de la crise argentine. Une approche des violences

Par Edgardo MANERO

55

La crise et l'insertion nationale de l'Argentine

Par Félix PEÑA

77

Compétitivité acquise et capacité d'adaptation:
l'agriculture pampéenne face à la crise

Par Martine GUIBERT et Guillermo HILLCOAT

91

ÉTUDES

Mathieu de Fossey, su visión del mundo indígena mexicano

Par Manuel FERRER MUÑOZ

107

ÉTUDES (SUITE)

L'évolution du modèle de Brasilia : vers une métropole banale?
Par Hervé THÉRY 123

Las islas de Chiloé en el mundo global :
poesía, identidad y territorio
Par Sergio MANSILLA TORRES 137

INFORMATION SCIENTIFIQUE

Les femmes et le marché du travail académique :
une enquête comparative France-Mexique
Par Polymnia ZAGEFKA 155

Lectures 167

CHRONIQUE

FRÉDÉRIQUE LANGUE



CARACAS : MANIFESTATION DE SOUTIEN A HUGO CHAVEZ, LORS DU REFERENDUM
POUR L'ADOPTION DE LA NOUVELLE CONSTITUTION BOLIVARIENNE (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

LA REVOLUTION BOLIVARIENNE, LES OLIGARQUES ET LES MENTEURS

FRÉDÉRIQUE LANGUE*

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ? La question s'impose, devant la médiatisation et l'internationalisation d'une crise dont l'ampleur est à la mesure des espoirs suscités. En 1998, Hugo Chávez était devenu président avec 56 % des voix, et avait été réélu en 2000. Il bénéficiait même de 80 % d'opinions favorables. Fin 2002, ces opinions favorables étaient tombées à moins de 25 %. La mobilisation de ses partisans ne soutient guère la comparaison avec celle d'une société civile, acteur principal de ces derniers mois et plus encore de ces dernières semaines, mais tout aussi opposée au retour des (anciens) partis – dont le discrédit et la corruption expliquent la victoire de Hugo Chávez – qu'à la permanence de celui-ci au pouvoir.

Cinquième producteur mondial de pétrole et troisième fournisseur des États-Unis, le Venezuela connaît une grave crise économique, politique et sociale. Cette quatrième grève nationale en un an est la plus longue de l'histoire politique du pays. Convoquée le 2 décembre 2002 à l'initiative du patronat (Fedecámaras), des syndicats (CTV) et de la Coordination démocratique (partis et associations d'opposants), elle a pour fer de lance les travailleurs du pétrole, traditionnellement à l'avant-garde de l'histoire du syndicalisme au Venezuela¹. L'une des raisons profondes de cette mobilisation est en effet catégorielle, aussi bien en avril (2^{ème} grève nationale le 10, qui précède la tentative de coup d'État du 12 avril) que depuis le 2 décembre. C'est ce que l'on appelle au Venezuela la « méritocratie », confrontée à l'imposition par le gouvernement de cadres dirigeants *extérieurs* à l'entreprise pétrolière nationale PDVSA, devenue dès lors le catalyseur et le symbole de la rébellion.

D'inspiration « civique » (*paro cívico*), cette grève nationale visait dans un premier temps à la tenue d'un référendum, puis d'élections anticipées et au départ du président. Parmi les raisons invoquées : le non-respect des institutions et des

*CNRS-CERMA (Frederique.Langue@ehess.fr)

pratiques gouvernementales autoritaires, en particulier depuis novembre 2001, et la promulgation de décrets-lois sur la terre, les hydrocarbures et le travail, décrets à l'origine de la première grève nationale en décembre 2001. De même mentionne-t-on la corruption et les pressions exercées sur les pouvoirs judiciaires et moraux (*Tribunal Supremo de Justicia, Consejo Nacional Electoral*) et, dans cet ordre d'idées, l'échec de la « commission de la vérité », censée enquêter sur les morts du 11 avril 2002. Cette commission était l'un des points clés, avec la cessation du climat de violence et l'instauration d'un dialogue, retenus par le secrétaire général de l'OEA César Gaviria dès ses premières tentatives de médiation. H. Chávez « s'est mis tout le monde à dos. Les syndicats, l'Église, les médias, l'armée, et surtout la classe moyenne, un secteur de la population qu'il aurait très bien pu se gagner, qui a voté pour lui et a pris la rue aujourd'hui. En Amérique latine, on peut éventuellement gouverner sans la classe moyenne, mais pas contre elle »².

La falsification de l'histoire à travers les médias est l'une des constantes de l'actualité récente du Venezuela au vu de la transmission d'un message plus que d'une information par les chaînes nationales ou « communautaires », transmission relayée à l'occasion par les médias occidentaux. Quant aux chaînes privées, elles mènent campagne contre le président, et iraient jusqu'à diffuser des images subliminales. Aux côtés de la société civile, les médias s'affirment comme des acteurs essentiels de l'opposition, alors même qu'ils avaient été pour beaucoup dans la victoire de Hugo Chávez, l'appuyant dans sa campagne électorale et dans les premiers mois de son gouvernement (ainsi les quotidiens *El Nacional* et *Tal Cual*).

Le rôle des affects dans cette polarisation à l'extrême de l'opinion publique ne peut davantage être sous-estimé, et ce, pour plusieurs raisons : le personnage de Hugo Chávez, leader charismatique et ses discours radicaux, stigmatisant l'opposant devenu « ennemi » du « peuple » et de la « révolution », les « oligarques », ou les « malpropres » (*escuálidos*, appellation d'ailleurs reprise à leur compte par les opposants, en particulier sur Internet) ; le refus du dialogue (même si à intervalles réguliers, et en particulier pour les médias internationaux, H. Chávez lance un appel au calme et à la conciliation) et la menace d'en appeler à la révolution « armée » ; ses relations privilégiées avec des pays de l'« axe du mal » (relations qui remontent en fait aux années quatre-vingt voire soixante-dix, si l'on se réfère à l'ouvrage d'un ancien militaire et compagnon de route, William Izarra³, et à la formation du mouvement bolivarien, à l'origine mouvement clandestin né dans les casernes) ; l'ombre tutélaire ou maléfique de Cuba (selon la perspective adoptée, mais, quelle que soit la sympathie éprouvée à un moment ou à un autre, « celle-ci ne peut effacer l'histoire » a indiqué Teodoro Petkoff, ancien guérillero dirigeant aujourd'hui le quotidien *Tal Cual*) ; le rôle des Cercles boliviens, sortes de comités de défense de la défense de la révolution ; à l'extérieur du pays, l'axe Cuba-Venezuela-Brésil-Equateur-Bolivie et des néo-populismes latino américains se superposant à un imaginaire européen en mal de repères et de référents idéologiques. En témoignent les nombreuses réactions enregistrées au Venezuela à l'encontre du traitement de l'actualité vénézuélienne par la presse française et la dénonciation de la « myopie de la gauche française ».

Dépasser le manichéisme ambiant – malgré les « demies vérités » qui hantent l'histoire récente et malgré les effets destructeurs de cette idéologie de

la division et de l'exclusion prônée par l'un et l'autre camp (du moins leurs ailes radicales, actuellement dominantes)⁴ – s'impose donc, et conduit à relativiser certaines interprétations.

- L'opposition qualifiée « de droite » par un pouvoir chaviste relayé par les parangons de la vertu occidentale est certes composée d'intérêts économiques, avec en arrière-plan le rôle des États-Unis et d'un secteur réactionnaire (évident dans la tentative de coup d'État d'avril), mais elle est également formée des électeurs de 1998 et 2000, de partis de gauche (MAS, Bandera Roja, Causa Radical) d'anciens guérilleros et ... de compagnons de route ou de gouvernement (F. Arias Cárdenas, complice de la tentative de coup d'État conduite par H. Chávez en 1992 ; Luis Miquilena, ancien ministre de l'Intérieur), et plus récemment, de secteurs populaires eux aussi passés à la protestation. Les « oligarques » à lunettes noires (sous les tropiques, il est pour le moins difficile de s'en passer, que l'on vive ou non dans des quartiers « huppés ») et téléphone portable (le marché a explosé au Venezuela bien avant la France, compte tenu du peu de fiabilité du réseau national de communications) évoqués dans un grand quotidien français prêteraient à rire si la situation n'était pas devenue aussi pré-occupante. Dans le même ordre d'idées, aucun parti n'est capable de mobiliser ainsi des centaines de milliers de personnes (voir le 1^{er} mai 2002 en France...), du moins dans des démocraties.
- Des similitudes avec le Chili ont souvent été évoquées, en raison de la tentative de coup d'État d'avril, mais il est une différence fondamentale : il s'agit d'une alliance politico-militaire dans le cas du Venezuela alors que les auteurs du coup d'État chilien ne provenaient que du secteur militaire. Autres différences : à la différence d'Allende, H. Chávez est intimement lié au « processus » et l'incarne, même si son départ ne signifie pas la résolution immédiate de la crise. Une partie de celle-ci est antérieure à son arrivée au pouvoir, notamment dans le domaine économique, même si la gestion chaviste a conduit à une aggravation de la crise structurelle⁵. Le rôle de l'armée s'avère atypique : après la chute de la dictature en 1958, les forces armées ont *accompagné* et non pas orienté le régime des partis mis en place par le pacte de Punto Fijo, à la différence de ce que l'on observait alors dans les pays du continent, soumis à des dictatures. D'où le terme de prétorianisme et non de militarisme préféré par certains spécialistes (D. Irwin) pour qualifier cette originalité⁶.

La Constitution bolivarienne (1999) a par ailleurs contribué à faire de l'armée un véritable parti politique, de surcroît extrêmement divisé. Tout au long de l'année 2002, de nombreux hauts-gradés ont rendu public leurs désaccords, certains ont été impliqués dans le coup d'État d'avril, puis dans le contre coup d'État qui a rendu possible le retour de H. Chávez au pouvoir. Le point d'ancrage de ces dissidences réside dans l'article 350 de la Constitution, qui autorise la rébellion en cas de non-respect des règles de la démocratie par le pouvoir en place. Cet article légitimait *a posteriori* la tentative de coup d'État de

H. Chávez en 1992, et inspire désormais les « militaires démocratiques », lesquels occupent depuis la fin du mois d'octobre la place Altamira à Caracas et se refusent à passer pour putschistes.

Plus que jamais, le Venezuela se présente comme le laboratoire d'écriture d'une histoire médiatisée, marquée du sceau de la falsification. L'une des dernières en date : les entrepôts occupés en janvier par la garde nationale, propriété du groupe Cisneros et de Coca Cola, et censés renfermer des produits alimentaires « de première nécessité », ne contenaient que de la bière et des boissons gazeuses... Au 63^{ème} jour de grève, la Coordination démocratique a décidé de lever en partie la grève (exception : le secteur pétrolier). Mais la mobilisation demeure, puisque dépassant très largement le cadre d'une coordination de type politique. Malgré l'annulation par le pouvoir du référendum prévu pour le 2 février, la « table de négociation » présidée par le secrétaire général de l'OEA vient de trouver un second souffle : fin janvier a été constitué le « groupe des amis » du Venezuela (Espagne, Portugal, Mexique, États-Unis, Chili et Brésil), dans lequel le Brésil, à l'origine de cette initiative, a refusé d'inclure des pays comme Cuba, la Russie ou la Libye, dont la présence avait été réclamée par H. Chávez. De cette mobilisation témoignent également les 4 millions de signatures d'électeurs à nouveau recueillies en vue d'un référendum de type révocatoire (avant mi-mandat, seule option retenue par le pouvoir) et de l'adoption d'un amendement à la Constitution, afin de réduire la durée du mandat présidentiel. 4 millions, soit davantage que le nombre de voix recueillies par Hugo Chávez lors de sa réélection en 2000.

Paris, février 2003

Notes

- 1 Pour un aperçu de l'histoire du syndicalisme dans l'histoire du Venezuela : Frédérique Langue, *Histoire du Venezuela de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- 2 « Teodoro Petkoff, fondateur du Mouvement vers le socialisme : « Chávez est politiquement inculte » (entrevue par J.-P. Armengaud), *Libération*, 14/01/2003.
- 3 William Izarra, *En busca de la revolución*, Caracas, 2001. Sur la genèse du mouvement bolivarien, de l'*Ejército Bolivariano Revolucionario* au *Movimiento Quinta República* (MVR), voir notre ouvrage *Hugo Chávez et le Venezuela. Une action politique au pays de Bolívar*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- 4 Manuel Caballero, « Ocho grandes mentiras de la propaganda chavista », *El Universal*, 12/01/2003.
- 5 Carlos Quenan, « Venezuela : les racines de la crise », *Le Monde* (de l'Économie), 14/01/2003.
- 6 Domingo Irwin, *Relaciones civiles-militares en el siglo XX*, Caracas, El Centauro, 2000. D. Irwin, H. Castillo, M.A. Donis Ríos (comp.), *Militares y civiles. Balance y perspectivas de las relaciones civiles-militares venezolanas en la segunda mitad del siglo XX*, Caracas, USB-UCAB-UPEL, 2001. Sur la chronologie des dissidences, voir nos articles « Venezuela : la révolution chaviste, dissidences et questionnements », *L'Ordinaire Latino-Américain*, n° 186, 2001, et « Venezuela : la révolution chaviste et la rébellion permanente », *L'Ordinaire Latino-Américain*, n° 187, 2002.



TOUR EN CONSTRUCTION SUR LES ANCIENS TERRAINS PORTUAIRES DE BUENOS AIRES.
LANCÉS DANS L'EUPHORIE MENÉMISTE, LES TRAVAUX ONT ÉTÉ PARALYSÉS PAR LA CRISE (CLICHÉ : SÉBASTIEN VELUT).

L'ARGENTINE DÉBOUSSOLEE

SÉBASTIEN VELUT*

EN 2001, LES ARGENTINS CONNUENT une mémorable fin d'année. Après plus d'un an d'une crise politique commencée avec la démission du vice-président Carlos Alvarez et plus de deux ans de récession économique, le président Fernando de la Rúa, remarqué surtout par son inactivité, est poussé à la démission par des manifestations populaires remplissant, comme en d'autres occasions historiques, la Plaza de Mayo. En quelques heures, le pouvoir est à prendre, en quelques semaines l'Argentine, voit défiler quatre présidents.

La presse insiste alors sur quelques événements forts : la fuite du président de la Casa Rosada, les pillages des magasins dans le grand Buenos Aires, les victimes des violences, l'effondrement rapide du peso qui perd les deux tiers de sa valeur. Mais on retient aussi la marche pacifique de milliers d'Argentins qui, à l'annonce de l'instauration de l'état de siège, descendent pacifiquement dans les rues pour s'opposer à cette mesure autoritaire.

Au-delà de l'actualité, cette crise en rappelle d'autres. On se souvient qu'en 1989, le président Raul Alfonsín avait dû mettre prématurément fin à son mandat face à une situation qui devenait incontrôlable. Par rapport aux progrès perçus au début des années 1990, qui avaient vu la maîtrise de l'hyperinflation et le retour des investisseurs étrangers, il semble que l'Argentine soit de nouveau aux prises avec ses vieux démons, l'incapacité à assainir sa situation financière, sociale et politique pour connaître une croissance durable. Or, les changements de la présidence Menem avaient modifié certaines variables fondamentales du rapport entre l'État et la société, mis en avant de nouvelles formes d'insertion internationale avec la création du Mercosur et l'ouverture de l'économie, et engendré chez les Argentins des comportements nouveaux.

La crise de 2001-2002 pose donc le problème de savoir dans quelle mesure l'Argentine a réellement changé depuis une décennie : assiste-t-on

* École normale supérieure (Sébastien.Velut@ens.fr)

à un phénomène original lié aux conditions du moment, notamment le maintien d'un régime des changes trop rigide? ou bien voit-on jouer des mécanismes déjà connus qui, dans différentes circonstances, fragilisent le pays, paralysent les instances de décision et l'empêchent de changer de cap sinon de manière dramatique? La persistante incurie des gouvernants, le dédain des élites pour les affaires nationales et une position internationale durablement marginale et dominée militent pour cette seconde hypothèse. Elle fait revenir les thèmes de l'inexorable déclin et du gâchis des ressources naturelles et humaines d'un pays bien doté.

Depuis les dernières années de la présidence de Carlos Menem, il était devenu clair pour la plupart des observateurs que l'Argentine allait, à moins d'une réorientation de sa politique, vers une crise profonde. L'euphorie des investissements étrangers appartenait au passé, la croissance stagnait, les signes de mécontentement se multipliaient. La misère devenait palpable jusque dans le centre de la capitale que remplissaient, à la nuit tombée, des chiffonniers venant éventrer les sacs d'ordures. Des termes jusqu'alors inconnus désignent de nouvelles manifestations du mal-être social: *escraches*, affronts publics envers les politiciens corrompus ou les responsables de la dictature militaire, *piqueteros*, chômeurs bloquant les routes et semblant s'organiser à l'écart des partis et des syndicats traditionnels, *secuestro express*, l'enlèvement de courte durée contre une rançon souvent minime mais se soldant aussi parfois par un assassinat, *cacerolazo*, concert de casseroles, brandies dans les rues ou devant les banques par des manifestants généralement issus de la classe moyenne, *corralito*, l'enclous bancaire d'où ne pouvaient sortir l'argent des épargnants.

Tous témoignent de forces contradictoires qui mettent le pays sous tension: d'un côté, l'accroissement des inégalités et le malaise qui l'accompagne, avec la progression du nombre des pauvres, estimé par l'Institut national de la statistique à plus de la moitié de la population des grandes villes au mois d'octobre 2002 et, d'un autre côté, un système économique reposant sur la consommation souvent ostentatoire de produits importés plutôt que sur la production de richesses. La criminalité dépend certainement de ces inégalités exacerbées, mais elle est aussi le signe de l'impuissance voire de la complicité de la police qui n'inspire plus aucune confiance à ceux qu'elle devrait protéger. Le discrédit touche également la justice, les dirigeants politiques, les partis, les syndicats: les Argentins ne se sentent plus ni protégés, ni représentés, ni défendus. Cette faillite est grave car elle pointe l'incapacité de vingt années de démocratie à résoudre des problèmes récurrents, ou tout du moins à les affronter sereinement. Cependant, même si les Argentins n'accordent plus leur confiance à ceux qui prétendent les représenter, et qui ont prouvé leur incapacité et parfois même leur indignité, ils restent en grande majorité attachés aux libertés individuelles et hostiles à l'autoritarisme.

C'est dire que la crise ne se résume pas aux seuls problèmes économiques et financiers qui ont pourtant mobilisé l'essentiel des énergies¹. À l'opposé, des interprétations maximalistes ont diagnostiqué une crise culturelle dont le dénouement serait la fin de l'Argentine, première victime de la décomposition sociale dans la mondialisation. Or, force est de constater que l'on a assisté depuis un an à une série d'accommodements, d'ajustements permettant de calmer le jeu politique, de planifier des élections présidentielles pour avril 2003 et de parvenir à un accord avec les institutions financières inter-

nationales. Mais les problèmes de fond demeurent irrésolus et seront à la charge du nouveau gouvernement. Les mouvements populaires, les assemblées et les manifestations n'ont pas débouché sur une révolution, le personnel politique n'a pas changé au point même que Carlos Menem apparaît comme l'un des candidats sérieux des prochaines élections, les provinces de Patagonie n'ont pas fait sécession, l'Armée n'est pas intervenue.

Il paraissait donc intéressant de faire un bilan sur quelques thèmes précis, sans tomber ni dans le catastrophisme, ni dans l'accusation des instances internationales, ni dans le dénigrement systématique du caractère national. Face aux incertitudes d'une Argentine désorientée, les auteurs de ce dossier se sont efforcés de dégager un certain nombre de repères selon des perspectives scientifiques différentes, sans pour autant couvrir l'ensemble des problèmes soulevés par la crise. En montrant son caractère structurel, ils prouvent qu'il ne s'agit pas d'un soubresaut aléatoire ou exogène, mais plutôt de l'exacerbation paroxystique de tendances déjà décelables pendant les années 1990, certaines d'entre elles l'étant même bien avant. Mais rendue intelligible, la crise n'en devient pas pour autant plus facile à résoudre tant ses causes sont profondes.

Ainsi, Silvia Robin étudie les dérèglements du système politique, perverti par un présidentialisme exacerbé, donnant au président élu plus de responsabilités que ne pouvait véritablement en assumer Fernando de la Rúa, porté au pouvoir par une coalition fragile. Elle insiste sur le renouveau manqué lors de la réforme constitutionnelle de 1994, puis lors de l'élection présidentielle de 1999, qui met en lumière la difficulté des élites argentines à faire émerger et à soutenir de nouveaux leaders. Sur le terrain, la situation est bien plus nuancée comme le montre Denis Merklen. Confrontées à la désagrégation de l'État providence et à la disparition de mécanismes établis d'intégration sociale, les populations pauvres créent d'autres formes d'action collective pour obtenir d'un État toujours plus faible d'indispensables ressources. Elles témoignent d'une recomposition amorcée bien avant l'année 2001, redéfinissant les appartenances sur des bases très locales et autour de thèmes liés à la survie quotidienne, ainsi qu'en s'articulant de façon complexe avec les partis et les élus. Plutôt qu'à un affaiblissement des mécanismes clientélistes traditionnels, Denis Merklen conclut à leur redéfinition.

L'analyse de la violence que propose Edgardo Manero montre également la dialectique entre continuités et ruptures se nouant autour de ce qui est perçu comme un des problèmes forts de l'Argentine contemporaine. L'imbrication entre réseaux criminels et structures de pouvoir politique est particulièrement préoccupante pour l'avenir, car l'on voit mal comment en sortir, sinon par une gigantesque opération judiciaire à l'italienne pouvant causer beaucoup de dégâts. Plus profondément, Edgardo Manero montre la difficulté à penser et à inclure l'autre dans la vie politique argentine, sinon sur le mode conflictuel qui assimile aujourd'hui les manifestants pauvres aux Indiens balayés jadis lors de la conquête du « désert ».

Le problème de l'altérité se pose également dans les relations internationales, domaine où l'Argentine a du mal à se situer. Pour Félix Peña les causes de cette incertitude sont à rechercher dans la rupture des relations privilégiées avec la Grande-Bretagne dans l'entre-deux-guerres. Depuis, l'Argentine n'a pas su opter clairement dans ses alliances internationales, ce

qui lui a conféré l'image d'un pays imprévisible. La méfiance des organismes internationaux est peut-être la conséquence de ces hésitations. Face aux volontés hégémoniques des États-Unis et aux insuffisances de l'Europe, l'Argentine pourrait cependant trouver dans l'alliance avec le Brésil une façon de réorienter ses relations diplomatiques pour peser conjointement dans les négociations internationales et favoriser le multilatéralisme.

Ce dossier se termine par l'analyse de l'agriculture pampéenne face à la crise. Entre l'effondrement de l'industrie et les vertiges de la finance, la production agricole reste-t-elle une base solide pour l'économie nationale? Martine Guibert et Guillermo Hillcoat soulignent les progrès importants réalisés par les producteurs qui ont fortement amélioré leurs méthodes de culture, ont profité du peso fort pour s'équiper, et pris le virage des semences génétiquement modifiées. Il en est résulté une progression spectaculaire de la production, mais aussi une concentration des terres – difficile à mesurer avec exactitude. Les producteurs qui avaient bénéficié de la suppression des taxes à l'exportation les retrouvent avec la crise: l'État ne peut résister à la tentation d'imposer le seul secteur exportateur qui se maintienne en dépit des fluctuations de la conjoncture. Même si les perspectives de marché sont bonnes, les conditions de production et d'exportation sont problématiques, ce qui laisse les producteurs dans une grande incertitude.

Cet ensemble de textes montre la grande capacité d'adaptation des Argentins dans ces situations de crise. La plupart d'entre eux se souviennent de celle de 1989, et ils sont nombreux à avoir en mémoire les troubles du début des années 1970. Face aux sauts de conjoncture, aux dévaluations qui leur font perdre en quelques semaines les deux tiers de leur salaire et la totalité de leur épargne, les classes moyennes argentines souffrent, mais survivent. De même, les classes populaires trouvent des moyens d'action et de mobilisation qui renouvellent l'action collective. Il n'y a pas de *tabula rasa* de décembre 2001: les comportements et les réactions s'enracinent profondément dans le double passé de l'Argentine, celui des crises à répétition, du déclin et de l'autoritarisme, celui d'une société intégrante, de participation et de progrès qu'elle fut aussi.

C'est sans doute la permanence de ces comportements d'hyper-adaptabilité qu'il faut souligner sans pour autant s'en réjouir. Ils laissent penser que l'Argentine peut durablement s'installer dans une crise latente, sans explosion sociale, mais avec un haut niveau de violence inter-personnelle, sans révolution politique, mais avec le maintien de dirigeants peu crédibles, sans disparition de toute production, mais avec un repli sur quelques produits de base, sans effondrement des institutions existantes, mais avec l'exacerbation de l'individualisme. On a pu souligner l'attitude particulièrement dure des instances internationales – et pas assez peut-être les positions très fermées des États-Unis, qui rétablirent en quelques jours les visas pour les Argentins, comme de la France et de l'Espagne, et qui se préoccupèrent en priorité du sort des entreprises ayant investi en Argentine. Pourtant, les travaux rassemblés dans ce dossier montrent l'importance des déterminants proprement argentins de la crise. Le dérèglement du système des partis, la culture de violence, l'incapacité à mener une politique cohérente semblent plus déterminants que le jeu obscur de forces extérieures pour comprendre la situation. Si un grand nombre d'Argentins sont

conscients de cette responsabilité, les pistes qu'ils pourraient trouver pour des réformes en profondeur semblent difficiles à mettre en œuvre.

Enfin, cette crise pose aux sciences sociales une série de questions. Elle montre l'intérêt d'approches pluridisciplinaires, éventuellement en décalage par rapport aux approches habituelles, pour enrichir les interprétations et percevoir des évolutions qui sans elles resteraient insaisissables. De ce point de vue, l'Argentine peut être une pierre de touche pour suivre l'évolution problématique d'autres pays latino-américains, à commencer par le Venezuela avec lequel elle partage nombre de caractéristiques. Reste que les Argentins, toujours très créatifs, peuvent aspirer à autre chose qu'à être un « laboratoire de la décadence ».

Notes

- 1 On pourra se reporter aux travaux de l'Atelier Argentine, groupe de réflexion animé par Pascal Petit du Cepremap pour suivre et comprendre la crise argentine : http://www.upmf-grenoble.fr/irepd/regulation/Argentine_2002/



MANIFESTANTS SUR LA PLAZA DE MAYO (AOÛT 2002). CLICHÉ : SÉBASTIEN VELUT.

L'EFFONDREMENT DE LA REPRÉSENTATION ET LA CRISE POLITIQUE ARGENTINE

SILVIA ROBIN*

EN ARGENTINE, DURANT LES CINQUANTE DERNIÈRES ANNÉES, les crises politiques, économiques et sociales constituent une séquence implacable dans laquelle les moments de normalité ne forment qu'un intervalle fugace et incommode. De cette façon, un processus continu de destruction des liens sociaux s'impose comme une caractéristique de longue durée, et apparaît comme un trait particulier de l'identité nationale. Cependant, le grave déséquilibre institutionnel déclenché en décembre 2001 se traduit par une débâcle d'une telle ampleur que certains analystes parlent de collapsus pour le distinguer de l'instabilité chronique. Un regard superficiel sur la situation que traverse le pays conduirait à insister sur les problèmes macro-économiques comme cause fondamentale de la catastrophe, et oublierait les traits structurels du système politique qui ont conduit à son dénouement. Il est certain qu'en dépit des conditions fortes liées à la récession économique depuis mi-1998¹, le déroulement des événements trouve son noyau générateur dans le système de prise de décisions.

L'Argentine souffre d'une profonde crise de confiance et de crédibilité dans ses dirigeants, son système légal et ses institutions. Cette défiance s'est développée lentement et imperceptiblement chez les citoyens dès les premiers moments du retour à la démocratie. Au rythme des promesses jamais tenues par les différents gouvernements, les partis et les dirigeants brisèrent, de façon progressive mais sans relâche, les contrats de représentation de la société et s'éloignèrent de ses préoccupations pour devenir de simples défenseurs de leurs propres privilèges. Dans une société qui s'appauvrisait et se fragmentait, la politique devint une activité qui procurait des bénéfices à

* Consejo de investigaciones de l'Université nationale de Rosario, UMR Temps ENS-IRD (crucella-robin@arnet.com.ar)

ceux qui s'y livraient, au détriment de l'intérêt général. Le système légal et les institutions publiques devinrent des réduits spécialement conçus pour cette nouvelle oligarchie qui trouvait son origine dans la récupération de la démocratie.

Trois facteurs structurels ont influencé la débâcle de décembre 2001. Tout d'abord un présidentielisme exacerbé par la concentration des pouvoirs entre les mains du président, particulièrement pendant les périodes de rupture institutionnelle (De Riz et Smulovitz, 1991 ; Nino, 1993, Ferreira Rubio et Gorretti, 1995). Ensuite un fédéralisme déformé, plus de droit que de fait, même si depuis 1983, on peut observer une tendance plus favorable aux autonomies provinciales et locales. Durant le gouvernement de Carlos Menem, l'introduction de réformes néolibérales coïncida avec d'importantes réformes des systèmes de transferts financiers entre niveaux de gouvernement, mais ces dernières semblent avoir aggravé les inégalités régionales (Roffman, 1989 ; Sabsay, 1991 et 1999 ; Gordin, 2002 ; Velut, 2002). Enfin, le troisième facteur tient à un système artificiel à deux partis, malgré la victoire du radicalisme en 1983 qui sembla mettre fin à la domination du péronisme. Le présidentielisme modèle en effet un bipartisme fondé sur le principe majoritaire pour former des options d'alternance. Le pacte d'Olivos entre le PJ et la UCR qui permit la réforme constitutionnelle de 1994 réaffirma le bipartisme, même si le système des partis paraît être en constante évolution (Cavarozzi, 1989 et 1997 ; Catterberg, 1989 ; De Riz, 1993 ; Adrogué, 1995 ; Di Tella, 1997 ; Novara et Palermo, 1998).

La crise politique ne fut pas soudaine : les traits que l'on vient de rappeler minaient la démocratie depuis 1983. Cependant, il semble que certains d'entre eux soient devenus intolérables pour les citoyens. Pour comprendre le dénouement, il faut partir des débuts d'une force politique qui semblait destinée à changer la direction maintenue par l'Argentine durant le gouvernement de Carlos Menem.

AUX ORIGINES DE L'*ALIANZA*

La démission du président Fernando De la Rúa, le 20 décembre 2001, résume de façon dramatique une succession de difficultés et de défections dont les origines se confondent avec celles de l'*Alianza* qui l'avait porté au pouvoir. En octobre 1999, les Argentins avaient manifesté leur volonté de changement. Après dix ans d'hégémonie justicialiste sous l'énergique direction de Carlos Menem, les citoyens inclinaient pour l'alternance et portaient au pouvoir une force politique de création récente. En effet, deux ans auparavant, le centenaire parti radical, avait décidé de former une coalition électorale avec le Frepaso². Les élections de 1997, pour le renouvellement de la moitié de la chambre des députés, sont le baptême du feu pour l'*Alianza*, et il est possible de déceler un changement d'humeur de la société. Le puissant parti au pouvoir est défait dans la province de Buenos Aires, la principale circonscription du pays, dont le gouverneur Eduardo Duhalde figure comme le successeur de Carlos Menem dans la course à la présidence. Le triomphe de l'alliance dans ce bastion péroniste est pour lui un très sérieux revers.

Aussitôt après sa victoire, l'*Alianza* se met au travail pour renforcer la coalition et présenter une formule présidentielle intégrant les deux partis. Celle-ci devait plaire aux électeurs et en même temps, convaincre les citoyens qu'il ne s'agissait pas d'un simple accord électoral, mais qu'elle pourrait rester unie et gouverner efficacement. Son caractère innovant était à la fois sa force et sa faiblesse : l'union de deux forces inégales – sur les plans de l'expérience politique, des stratégies de construction, des conceptions de gestion et de développement territorial – qui s'étaient disputés peu de temps auparavant les voix de la même partie du corps électoral. Elles n'avaient pas non plus travaillé ensemble au parlement, ni eu le temps de passer des accords dans toutes les provinces. Pourtant le pays demandait clairement le changement dans le style et les propositions de gouvernement. Il réclamait aussi une révision des points de vue sur les responsabilités de l'État face aux questions laissées irrésolues par dix ans d'un gouvernement qui s'était aligné sur le « consensus de Washington ».

Depuis ses origines comme république, l'Argentine s'est caractérisée par un fort présidentialisme, lié à la tradition du caudillisme, où le président est aussi chef de l'État et généralement chef du parti de gouvernement. Cette concentration de pouvoirs sur une seule personne tend à un exercice hégémonique du pouvoir par celui qui détient la présidence. Le bipartisme est né de ce moule et s'est accentué après 1983. La première succession présidentielle, réalisée en 1989 dans un climat plein d'incertitudes, confirma le caractère bipolaire de la vie politique : radicalisme contre péronisme. La réforme constitutionnelle de 1994 intensifia ce caractère³, puisque lors des élections présidentielles, la présence du justicialisme qui peut compter sur au moins 35 % des voix amène l'opposition à se coaliser (Pasquino, 1997).

La victoire d'octobre 1999 est due fondamentalement à un vote contre le ménémisme⁴. La formule présidentielle de l'*Alianza* réunissait deux styles politiques et personnels opposés, présentés comme complémentaires dans la stratégie de campagne, ce qui était un défi dans un pays fortement présidentialiste. Comment s'accommoder d'un vice-président énergique comme Carlos Alvarez sans qu'il interfère avec l'image du président De la Rúa ?

La formule privilégia la complémentarité entre un candidat à la présidence mesuré mais ferme, austère et modéré, ayant une expérience de gestion et de recherche des consensus, et un vice-président jeune et médiatique, aux propos fougueux et incisifs, qui se distinguait par ses dénonciations de la corruption enkystée dans l'État, et ses appels pour davantage d'équité dans la distribution des revenus.

Comprenant la lassitude de la société après dix ans d'hégémonie ménémiste, le discours de campagne insista sur la nécessité du changement. Cette « offre électorale » était bien ciblée pour capter les électeurs, en s'appuyant sur les changements de la représentation (Manin, 1992), l'autonomie de l'électorat, la volatilité du vote et la personnalisation de la représentation (Cheresky, 1999). Eduardo Duhalde, malgré tous ses efforts, représentait la continuité et l'*Alianza*, la nouveauté. La rupture passait surtout par un changement de style et la promesse d'un plus grand respect des institutions et des normes constitutionnelles plus que par des propositions concrètes sur les plans économique et social.

Alors que le discours de campagne évitait les promesses tonitruantes et les effets grandiloquents, sur le terrain publicitaire les techniques employées étaient remarquables et mettaient en jeu des ressources jusqu'alors peu utilisées. De toutes les élections présidentielles, celle de 1999 fut celle qui utilisa le plus les moyens d'information, en particulier la télévision pour divulguer l'offre d'hommes et d'idées. Spots publicitaires et sondages furent les principaux outils de constitution de l'opinion publique par les forces politiques, élargissant ainsi l'espace public (Ferry, 1995 ; Wolton, 1995). Cette manière de faire, nouvelle pour l'Argentine par son intensité, cherche à capter un individu autonome mais passif, le citoyen devient un consommateur et le produit est présenté en fonction des demandes et des attentes de ceux qui devront choisir. De cette façon, les experts en communication et en opinion publique s'imposèrent comme les personnes clés des équipes de campagnes des deux candidats. Sur ce terrain, l'*Alianza* s'imposa grâce à une plus grande cohérence entre son message et son image, qui faisait appel à un citoyen indépendant, dégagé de liens identitaires forts, ce qui correspondait à une nouvelle option politique. L'efficacité de la propagande de l'*Alianza* fut un élément important au moment du vote.

En revanche, Eduardo Duhalde dut dans un premier temps employer toute son énergie à faire échec aux prétentions de Menem à la réélection, ce qui correspondait à un épisode supplémentaire de la lutte entre les deux hommes. Il lui fallut pour cela construire un discours d'opposition au gouvernement qu'il dut, une fois désigné candidat, substituer par des propos plus modérés faisant appel aux idées fortes de l'imaginaire péroniste : nationalisme, dialogue social et capacité à gouverner. Ainsi, au mois d'octobre 1999, la société argentine se prononce pour les candidats qui ont le mieux montré leur connaissance de ses attentes : le besoin de renforcer la démocratie par une succession tranquille donnant la possibilité de gouverner à ceux qui avait forgé une coalition d'opposition avec un programme de gouvernement diffus⁵.

LES DIFFICULTÉS DE L'ALIANZA À L'INTÉRIEUR DU PAYS

L'une des faiblesses de l'*Alianza* était son existence effective dans les provinces. S'il y avait bien eu un accord entre dirigeants nationaux en 1997, ainsi que dans la province de Buenos Aires et la capitale fédérale, il n'en allait pas de même dans les provinces. L'inégale implantation territoriale des partis et la faible participation des caciques provinciaux du radicalisme diminuaient son efficacité électorale⁶ et conduisaient à s'interroger sur sa capacité à exercer harmonieusement le gouvernement.

Le parti justicialiste profita de cette situation en affichant clairement sa volonté d'avancer les élections dans les provinces. Ainsi, 1999 fut une année d'élections provinciales précédant les élections nationales. L'objectif avait été clairement défini par Carlos Menem : éviter qu'une défaite aux présidentielles n'entraîne des défaites dans les provinces dont la plupart étaient gouvernées par le justicialisme. Dans un régime fortement présidentieliste comme celui de l'Argentine, le vote national produit un effet d'entraînement sur les élections locales. D'autre part, le parti au pouvoir estimait que des victoires

justicialistes dans les provinces renforceraient le pouvoir présidentiel et placeraient sous conditions un futur gouvernement d'opposition, même si l'on pouvait aussi penser qu'il affaiblirait le candidat justicialiste à la présidence – ce qui ne semblait guère préoccuper le président Carlos Menem.

Sur les dix-sept circonscriptions où les élections furent avancées, le justicialisme gagna dans onze, l'*Alianza* dans trois, l'UCR dans une alors que deux revenaient à des partis provinciaux.

En octobre 1999, il était prouvé que la stratégie justicialiste reposait sur un diagnostic exact. Dans les six provinces qui renouvelèrent leurs autorités en même temps que la nation, trois furent gagnées par la coalition sous l'effet d'entraînement des élections présidentielles. Toutefois, cet effet ne fut pas confirmé dans la province de Buenos Aires, où malgré l'échec d'Eduardo Duhalde comme candidat à la présidence, l'*Alianza* ne parvint à porter son candidat au poste de gouverneur. Cet échec à Buenos Aires conditionna l'avenir de la coalition. Le radicalisme en attribua la responsabilité au FREPASO, puisqu'aux élections présidentielles Fernando De la Rúa l'avait emporté sur le puissant appareil d'Eduardo Duhalde. L'équilibre interne de l'*Alianza* est en péril, les membres du FREPASO ont perdu le puissant gouvernement de la province alors que le radicalisme n'est pas disposé à partager équitablement les postes du gouvernement national.

Les difficultés de gouvernement de l'*alianza*

Les urnes avaient conféré au président De la Rúa la même légitimité qu'à ses prédécesseurs, puisqu'il avait triomphé dès le premier tour'. À la différence d'autres changements de gouvernement dont les citoyens attendaient des solutions rapides à de graves problèmes économiques, ceux-ci lui demandaient un renforcement institutionnel garantissant l'État de droit et l'attachement aux normes institutionnelles, ils exigeaient également une plus grande transparence de la gestion publique qui mette fin à la confusion entre cette dernière et les intérêts particuliers de ceux qui l'exerçaient et, fondamentalement, ils souhaitaient l'austérité. La situation économique était médiocre: un fort taux de chômage, la récession et le déficit public constituaient une combinaison préoccupante demandant à la fois efficacité technique et sensibilité sociale.

Le nouveau gouvernement se trouvait dans une situation politique compliquée: l'opposition justicialiste dominait dans la majorité des provinces et au Sénat où elle disposait entièrement du quorum, lui permettant de voter des textes à elle seule. À la Chambre, en dépit d'excellents résultats, il manquait à l'*Alianza* deux sièges pour disposer de la majorité. Cela signifiait que sur le terrain législatif, le gouvernement devrait nécessairement dialoguer avec les autres partis pour passer des accords et faire voter les lois nécessaires aux réformes jugées indispensables. Ce scénario demandait une grande connaissance de l'arène parlementaire pour tisser des accords, puisque s'ouvrait un cycle où le pouvoir exécutif serait diminué par la capacité de pression des gouverneurs et par l'obstruction que pourrait exercer un Sénat contrôlé par l'opposition. D'autre part, le président n'était pas le chef de son parti, dominé par la fraction proche de Raul Alfonsín, et plusieurs élus radicaux n'éprouvaient pas pour lui une grande sympathie.

La situation était totalement différente de celle qui avait prévalu sous le ménémisme jusqu'en 1997. Alors que celui-ci se caractérisait par la force écrasante du présidentielisme, la nouvelle configuration se rapprochait d'un type semi-parlementaire obligeant le gouvernement à cohabiter et à renforcer les espaces de délibération et de négociation. Le passé et la personnalité du président laissaient bien augurer de sa capacité à gouverner de cette façon. Il était pour cela nécessaire de maintenir ouverte la communication avec la société pour qu'elle délibère et se sente, d'une certaine façon, protagoniste dans cette nouvelle étape. Il fallait transformer le vote de rejet du ménémisme en participation active dans différentes instances pour abandonner les pratiques de délégation sans contrôle de la période précédente.

La constitution du gouvernement mit en évidence le déséquilibre interne à l'*Alianza*: sur dix ministères, le Frepaso n'en obtint que deux⁹, correspondants à des secteurs sensibles et exposés. Les mécanismes de prise de décision gouvernementale ne montraient pas l'esprit que l'on était en droit d'attendre d'un gouvernement de coalition. Au contraire, la plupart des postes clés furent confiés à des hommes très proches du président. La seule exception fut le ministère de l'éducation, un thème sur lequel la campagne avait fait naître beaucoup d'attentes, et qui fut confié de façon surprenante à Juan Llach, un proche de Domingo Cavallo. Sa nomination paraissait anticiper toute une politique d'affectation des ressources de ce secteur. Cette différence marquée de poids relatifs des deux composantes de l'Alliance semblait découler directement de la défaite dans la province de Buenos Aires, dont la responsabilité retombait sur le Frepaso. On savait pourtant que le parti dirigé par Carlos Alvarez ne disposait pas de cadres formés en nombre suffisant pour prétendre à l'égalité avec les radicaux.

Le Frepaso était une force nouvelle et hétérogène, provenant de la recomposition d'un vaste éventail de groupes réunis autour de la figure de Carlos Alvarez, dont le rôle personnel était renforcé par la faiblesse des structures du parti. Il s'agissait fondamentalement d'un parti d'opposition qui avait su gagner une réelle présence médiatique lors des élections, mais ne disposant que d'un faible nombre de militants. Il n'avait pas d'instances internes permettant la discussion, le consensus, et par voie de conséquence, la responsabilité d'un programme se proposant d'innover sur le plan des pratiques politiques⁹.

Une autre limite de la coalition était les relations entre le président et le vice-président. Dans un système présidentieliste, ce dernier est une figure protocolaire sans importance, à qui revient constitutionnellement la présidence du Sénat. Mais une personnalité comme Carlos Alvarez ne pouvait se contenter d'un second rôle. Or, dans un gouvernement de coalition, il était essentiel de maintenir la compatibilité entre les deux, de préserver la coopération et les échanges. En outre, la faiblesse de l'organisation du Frepaso se manifesta lors de la formation du gouvernement: des fonctionnaires ayant peu d'expérience de gestion, et pour beaucoup, imbus d'un extrême pragmatisme inconciliable avec un projet politique innovant et progressiste, acceptèrent sans discuter des mesures proposées par ceux qui affichaient des compétences techniques et affirmaient que la seule solution était de se soumettre aux pressions du capital international en offrant des marchés du travail dérégulés, des aides et des exemptions d'impôts attirant immédiatement des investissements

et suscitant la croissance. Ainsi, très rapidement, la nouvelle administration prit une série de mesures pour combattre le déficit public qui provoquèrent l'étonnement et le mécontentement de la société : réductions des salaires de la fonction publique, réduction du personnel de l'État et hausses d'impôts. Cependant, ces mesures ne provoquèrent pas un aussi grand malaise que les pratiques contraires à la transparence institutionnelle. L'accusation de corruption de sénateurs pour obtenir le vote d'une loi du travail clairement anti-constitutionnelle produisit un important scandale. Il s'ensuivit une forte tension entre le président et le vice-président qui mit en lumière les limites de la coalition dans un système présidentieliste.

La victoire électorale de l'Alliance, malgré l'attachement d'électeurs provinciaux pour leurs gouverneurs péronistes, était fondamentalement due à son esprit de renouvellement institutionnel. Dans ce cas, les accusations lancées par le vice-président lui-même assombrissaient l'engagement du gouvernement d'en finir avec les pratiques de la « vieille politique ». Un affrontement voilé, mais qui fut finalement connu de l'opinion publique, opposait les deux membres de l'exécutif : le vice-président monopolisait le discours éthique, et n'hésitait pas à accuser ses propres camarades de parti ; Fernando De la Rúa se plaçait sur un plan destiné à préserver la gouvernabilité en réclamant toute l'autorité conférée par sa charge, en essayant de monopoliser la scène publique et en faisant usage de ses attributions de chef de gouvernement pour remanier son cabinet.

La crise de confiance entre les participants précipite le dénouement : Carlos Alvarez démissionne au mois d'octobre 2000. Même si la coalition ne prend pas fin officiellement, elle ne fonctionnera plus que de façon limitée sur le plan législatif. Au-delà des effets immédiats de cette démission, le problème fondamental est celui de la déception des citoyens. Non seulement les choix économiques ne satisfont pas les attentes de la société, mais le gouvernement semble reproduire les vices et les anomalies du régime précédent. L'éloignement du vice-président durcit l'image du président, mais ne la rend ni plus forte ni plus vigoureuse. Au contraire, ses attitudes autoritaires et ses demandes pour contrôler les décisions minent lentement les fondements de son pouvoir.

La dernière année

Après la crise d'octobre 2000, les relations entre le Parlement et l'exécutif se détériorent, même si la démission du vice-président ne signifie pas pour autant la rupture du bloc de l'Alliance à la Chambre de députés, ni le départ des membres du parti des structures ministérielles. Un groupe de députés du Frepaso adopte une attitude très critique, surtout vis-à-vis des mesures économiques. Le front législatif de l'Alliance se détériore au rythme de l'aggravation de la situation macro-économique. L'entrée au gouvernement de l'ex-ministre Domingo Cavallo provoque l'éloignement d'un groupe de députés du Frepaso. Par la suite, la demande du président pour gouverner avec des « facultés extraordinaires »¹⁰ provoque la scission de quelques députés radicaux et justicialistes menés par la députée radicale Elisa Carrió¹¹ : un nouveau bloc se profile à la chambre dans la perspective des élections législatives d'octobre 2001.

La figure de Domingo Cavallo faisait naître des résistances au sein du radicalisme, des affrontements historiques le séparaient d'Alfonsín, président

de l'UCR. Cependant, et malgré les divergences d'après 1995, il s'identifiait symboliquement avec les réalisations économiques du gouvernement Menem. Son arrivée au ministère de l'économie signifiait, bien que beaucoup aient refusé de l'admettre, la formation d'une nouvelle coalition tournée vers des principes idéologiques que le radicalisme alfonsiniste et le Frepaso avaient toujours dénoncés. La demande immédiate de bénéficier de « super-pouvoirs » pour gouverner faisait partie de son style : prétextant la nécessité et l'urgence qui rendait impossible un long traitement parlementaire des décisions à prendre, il essayait de se dégager de tout type de conditionnement.

C'est ainsi que s'exacerbe le présidentielisme, une fois de plus l'idée de l'urgence annule la délibération et la recherche du consensus. L'action de l'exécutif empiète sur les attributions que la Constitution confie au législatif et restreint encore davantage la faible indépendance de la justice. Cependant, l'arrivée de Domingo Cavallo n'amène pas plus de considération pour le président. L'agitation théâtrale du ministre occulte l'image d'un président fragile et indécis. À la différence de Carlos Menem qui démontra d'autres qualités pour exercer le commandement, Fernando De la Rúa ne donne pas l'apparence d'efficacité dans la décision que l'on demande à un leader dans des moments critiques.

Le déclin du débat parlementaire, outre qu'il brisait l'un des fondements de la vie républicaine, produisit un autre effet indésirable sur l'état critique du système politique argentin : l'accroissement de l'importance des gouverneurs et de leurs pressions. L'opposition justicialiste profite de la fermeture de la voie législative pour négocier directement avec le président par l'intermédiaire de ses hommes forts des provinces qui sont considérés comme les vrais dépositaires de la souveraineté populaire. Beaucoup d'économies provinciales traversent depuis les années 1980 une profonde crise financière et dans plusieurs de ces territoires, la monnaie nationale a été remplacée par des papiers circulant sans contrepartie réelle. Cette situation d'urgence et la possibilité de faire directement pression sur le gouvernement national pour obtenir des fonds sont utilisées par les gouverneurs péronistes qui négocient séparément différents types d'aides en échange du vote de leurs sénateurs, et agissent conjointement pour faire échec au ministre de l'économie en lui réclamant le paiement immédiat des arriérés des transferts fiscaux fédéraux.

L'une des faiblesses de la structure nationale argentine est celle d'un fédéralisme qui ne se concrétise pas par une réelle autonomie provinciale, puisque dans la majorité des provinces, la principale ressource financière provient des transferts fédéraux. Sans ressources propres, ces provinces se trouvent dans la triste situation de collectivités mendiantes ce qui n'empêche pas que l'argent versé par la nation ne donne pas lieu à des dépenses publiques scandaleuses, marquées par des privilèges et des prébendes pour les partis (Gisbon et Calvo, 2001). Les gouverneurs des provinces pauvres, quelle que soit leur appartenance politique, ont toujours utilisé les finances et l'emploi publics pour financer leurs partis. Le clientélisme reposant sur l'échange de faveurs contre des votes est l'une des caractéristiques traditionnelles de la vie politique argentine (Auyero 1997 et 2001).

Le dénouement

Une série de décisions affectant directement les revenus des citoyens provoqua un profond rejet social qui se traduisit quotidiennement par différents types de manifestations. C'est dans un climat d'impatience et de scepticisme qu'eurent lieu les élections d'octobre 2001 pour le renouvellement des autorités législatives nationales et provinciales. Elles révélèrent un malaise croissant des électeurs à l'égard de leurs représentants qu'exprima le rejet des offres des partis, principalement l'UCR et le Frepaso. Le vote de protestation, le vote blanc et l'abstention furent les diverses façons d'exprimer déception et malaise. Les chiffres furent clairs et nets¹², et le péronisme, bien qu'au-dessous de son niveau antérieur, parvint à s'imposer. Ce sont les électeurs séduits par l'Alliance en 1999 qui se dispersèrent sur d'autres partis et qui, surtout, grossirent les rangs des déçus. Cet éparpillement favorisa aussi les partis de gauche qui parvinrent à envoyer des représentants au Parlement.

Le président ne sembla pas s'apercevoir de son isolement ni des demandes des citoyens pour une nouvelle orientation et continua d'en appeler aux vaines apparences de son autorité. Au lieu d'assumer la responsabilité d'une gestion contestée, il interpréta le vote comme une réclamation envers l'ensemble de la classe politique. Par ailleurs, l'opposition, devenue soudainement la première force politique du pays, hésita entre une position dure et un accord qui pourrait la désigner comme l'une des responsables de la crise. Les gouverneurs reprirent leurs pressions pour obtenir des aides financières. Mais le justicialisme ne présenta pas non plus un bloc homogène. Eduardo Duhalde, élu sénateur pour la province de Buenos Aires, prétendit diriger un justicialisme fragmenté et planifia simultanément un pacte de gouvernabilité avec le radicalisme qui permettrait d'atteindre 2003, date prévue pour les élections présidentielles.

Après octobre, la situation économique se détériora considérablement et la méfiance s'accrut vis-à-vis de la solidité de la convertibilité peso-dollar. Le premier lundi de décembre, un décret gela les dépôts du système financier et déclara la bancarisation forcée. Les individus ne furent autorisés à retirer que 250 dollars par semaine de leur compte en banque, afin de freiner la fuite des capitaux, une mesure baptisée *corralito*. Cette décision exceptionnelle ne violait pas seulement les droits patrimoniaux des individus, mais elle compliquait aussi à l'extrême la vie quotidienne, surtout celle des plus pauvres qui n'étaient pas victimes du *corralito* mais bien de la misère.

Des protestations continues et des manifestations opposées à ces mesures culminèrent dans des explosions de violences, la mise à sac de supermarchés et de magasins, qui firent revenir dans l'imaginaire social les visions de 1989, quand l'hyperinflation produisit une explosion comparable. Le gouvernement décida de rétablir l'ordre en proclamant l'état de siège, mais la déclaration présidentielle provoqua un profond rejet qui s'exprima par le son des casseroles. Dans les principales villes, la population décida d'exprimer publiquement son refus de la décision de limiter les libertés individuelles. La nuit du 18 décembre 2001, les rues sont remplies par les habitants qui, de façon aussi spontanée que pacifique, décident de se faire entendre. La répression, inédite et irresponsable, pour évacuer la Plaza de Mayo déclenche des violences faisant plusieurs morts. Fernando De la Rúa

présente sa démission. La contestation est profondément négative envers l'autorité politique. « Qu'ils partent tous » est la consigne qui la définit. Cependant, cette coïncidence dans le rejet des dirigeants politiques ne dissimule pas l'hétérogénéité et la fragmentation de la société qui empêche la convergence de ces protections en un mouvement social unifié¹³.

Le dénouement institutionnel de cette crise met une nouvelle fois en évidence les limites du système présidentiel (Nino, 1988). Lorsque se produisent de graves et de profonds changements des comportements collectifs, la gouvernabilité dépend trop de la qualité du leader et des caractéristiques personnelles de celui qui se trouve exercer la présidence. Sans mécanismes institutionnels pouvant agir rapidement et efficacement quand le prestige et l'autorité du président se dégradent au point de ne plus pouvoir exercer ses fonctions, ses vertus, ses vices ou son incapacité deviennent des facteurs essentiels qui conditionnent les évolutions, avec des résultats imprévisibles quant à la durée du système institutionnel.

Le président du Sénat assumait brièvement la charge présidentielle et une assemblée législative nomma à la présidence Adolfo Rodríguez Saá, gouverneur de San Luis. Mais ses collaborateurs furent critiqués et les autres gouverneurs justicialistes ne le soutinrent pas ; il quitta son poste après une semaine au cours de laquelle l'Argentine se déclara en cessation de paiements. Une nouvelle assemblée, d'une constitutionnalité douteuse, désigna alors Eduardo Duhalde comme président. Son gouvernement s'appuie sur une vaste coalition parlementaire réunissant péronistes, radicaux et membres du Frepaso, mais souffre d'un manque de reconnaissance sociale. Les mesures macro-économiques adoptées et les incertitudes politiques ont intensifié le conflit social. Le rejet par les citoyens de la classe politique provoque chez celle-ci une attitude de défense corporatiste qui élargit encore la brèche entre représentants et représentés.

L'Argentine en crise est un hybride politique, une formule mixte peu réussie faite de présidentielisme et de parlementarisme, et comportant des traits anachroniques d'un régime influencé par les gouverneurs – une caractéristique propre au XIX^e siècle. Le résultat de ce désordre croissant est que l'Argentine, au lieu de jouir d'un état constitutionnel de séparation des pouvoirs survit péniblement dans un régime confus, où le président hésite et change de direction, les juges sont politisés, les gouverneurs définissent des accords qui ne se concrétisent pas, et le Congrès se réduit face aux pressions de l'exécutif et du nouveau pouvoir confédéral.

Tout semble en cours de désintégration en Argentine. L'État est extrêmement affaibli par les mesures de réduction prises dans les années 1990, si bien qu'il ne peut plus ni contrôler ni prélever l'impôt. Le système des partis est en redéfinition après la pulvérisation de l'Alliance, la disparition du Frepaso, la déstructuration du radicalisme et les conflits internes au justicialisme qui tendent à la dispersion ou à la fracture, alors que de nouvelles forces cherchent à s'organiser mais sont en perpétuelle redéfinition. Le dessin institutionnel semble avoir montré clairement son épuisement et son incapacité à laisser un espace aux multiples intérêts d'une société fragmentée. Les citoyens sont actifs et expriment leur désaccord mais ne semblent pas parvenir à se faire représenter de manière légitime. Construire un ordre politique viable est le grand défi que doivent relever ceux qui ont

aujourd'hui la responsabilité d'un État en crise. Pour y parvenir, il faudra que les représentants actuels se rendent compte que, avant la défense de leurs privilèges, il sera nécessaire de redonner du dynamisme aux institutions démocratiques afin qu'elles puissent se maintenir.

Notes

- 1 À partir du second semestre 1998, l'Argentine a connu une récession qui a détruit des milliers de postes de travail et condamné une part considérable de sa population à souffrir de privations jusque dans ses besoins fondamentaux.
- 2 Le Front pour un pays solidaire (FREPASO) provient de l'union entre le Frente Grande, dirigé par Carlos Alvarez, dit Chacho, et le courant de José Octavio Bordón. Après les élections de 1995, qui donnèrent 5 millions de voix au « ticket » Bordón-Alvarez, ces deux branches se sont séparées, le secteur proche de Carlos Alvarez gardant le nom du parti. Quelque temps plus tard, José Bordón revint au justicialisme.
- 3 Les règles du ballottage (le deuxième tour n'a pas lieu si l'un des partis a 45 % des voix ou plus de dix points d'avance sur le second), l'élection de trois sénateurs par province (deux pour la majorité, un pour la minorité) et la création d'une cour des comptes (Auditoria General de la Nación) dont le président est proposé par le parti d'opposition, renforcent le bipartisme.
- 4 Les sondages montraient, début 1999, 70 % d'opinions défavorables au gouvernement Menem.
- 5 La « lettre aux Argentins » était une déclaration de principes sur le nouveau rôle de l'État dans des domaines sensibles comme l'enseignement, la santé, l'emploi et la sécurité sociale. Elle proclamait le maintien de la convertibilité peso/dollar, le combat contre la corruption structurelle, la lutte contre le déficit public et le soutien à une politique de redistribution des revenus, le tout dans le respect rigoureux des institutions.
- 6 Il n'y eut d'accord que dans les provinces de Buenos Aires, de Santa Fé, du Chaco et dans la capitale fédérale. Ailleurs, les hommes forts de l'UCR avaient acquis une grande autonomie par rapport aux autorités du parti et trouvaient les prétentions du FREPASO exagérées par rapport à la faiblesse de son implantation, ce qui conduisit à présenter des listes distinctes.
- 7 Il avait obtenu 48,5 % des voix, contre 37,9 % à Duhalde et 10 % à Domingo Cavallo. En 1983, Raul Alfonsín avait gagné avec 51,7 % et en 1989, Menem avec 49,5 %
- 8 Le ministère du Développement Social et de l'Environnement a été confié à Graciela Fernandes Mejjide, et celui du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à Alberto Flamarique.
- 9 L'Alliance a été différemment perçue (voir Ollier, 2001 ; Godio, 1998 ; Cheresky, 1998 ; Palermo et Novaro, 1998).
- 10 Il s'agit de facultés que le Congrès peut déléguer au pouvoir exécutif pour un temps déterminé afin qu'il ait la liberté de prendre des décisions sans consulter le parlement.
- 11 Cette députée du Chaco commença à s'opposer au groupe des députés de l'Alliance, et en particulier les radicaux, en raison de ce qu'elle dénonçait comme une « menemisation » de la coalition. Elle joua un rôle important dans l'enquête sur le blanchiment d'argent qui fit mieux connaître le développement de la corruption parallèle à la fuite des capitaux.
- 12 Au Sénat, le péronisme obtient 31 % des voix et 45 sièges, l'Alliance 21,2 % et 25 sièges. Les blancs et nuls représentent 15,5 % des voix. À la Chambre des députés, le péronisme recueille 27,1 % des voix, soit 110 sièges et l'Alliance 25 %, soit 90 sièges. Les blancs et nuls font 25 %.
- 13 La désarticulation et la fragmentation de la société ont pour conséquence une multitude de mouvements qui expriment des revendications sectorielles. Les *Piqueteros*, les chômeurs aux stratégies et positions idéologiques très différentes, les mouvements d'épargnant réclamant la dollarisation de leurs avoirs, et les groupes de débiteurs luttant pour la suspension des ventes judiciaires, expriment l'hétérogénéité des protestations. Voir dans ce numéro les articles d'Edgardo Manero et de Denis Merklen.

Bibliographie

- Adroque, Gerardo, 1995, « El nuevo sistema de partidos en la Argentina » dans Acuña, Carlos (comp.), *La nueva matriz política en la Argentina*. Buenos Aires, Sudamericana.
- Adroque, Gerardo et Armesto, Melchor, 2001, « Aún con vida. Los partidos políticos argentinos en la década del noventa » dans *Desarrollo Económico*, vol. 40, n° 160, Buenos Aires.
- Auyero, Javier (comp.), 1997, *¿ Favores por votos? Estudios sobre clientelismo político contemporáneo*, Buenos Aires, Losada.
- Auyero, Javier, 2001, *La política de los pobres. Las practicas clientelares del peronismo*, Buenos Aires, Manantial.
- Bouza, Fermín, 1998, « La influencia política de los medios de comunicación: mitos y certezas del nuevo mundo » dans Benavides Delgado, Juan, *El debate de la Comunicación*. Madrid, Fundación General de la Universidad Complutense.
- Catterberg, Edgard, 1989, *Los Argentinos frente a la política*, Buenos Aires, Ed. Planeta.
- Cavarozzi, Marcelo, 1983, *Autoritarismo y democracia (1955-1983)*, Buenos Aires, Ceal n° 21.
- Cavarozzi, Marcel, 1997, « El agotamiento de la matriz Estado Céntrica y la emergencia de la sociedad de mercado 1983-1996 » dans *Autoritarismo y democracia*, Buenos Aires, Ariel.
- Cheresky, Isidoro, 1999, « La ciudadanía, la opinión pública y los medios de comunicación. Ciudadanía y política en la Argentina de los noventa », *Ciencias Sociales*, Unqui.
- Cheresky, Isidoro, 2002, « La bancarrota », *La ciudad Futura*.
- Cheresky, Isidoro, 2000, *La innovación política*, Buenos Aires, Eudeba.
- De Riz, Liliana, 1993, « Los partidos políticos y el gobierno de la crisis en Argentina », *Sociedad*, n° 2, mai.
- De Riz, Liliana et Smulovitz, Catalina, 1991, « Instituciones y dinámica política. El presidencialismo Argentino » dans Dieter Nohlen et Liliana De Ritz (comp.), *Reforma Institucional y cambio Político*, Buenos Aires, CEDES/Legasa.
- Di Tella, Torcuato, 1998, *Crisis de representatividad y sistema de partidos Políticos*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano/Instituto de Servicio Exterior de la Nación.
- Durandín, Guy, 1995, *La mentira en la propaganda política y en la publicidad*, Barcelona, Paidós.
- Ferreira Rubio, Delia et Goretti, Matteo, 1995, « Gobernar la emergencia. Uso y abuso de los decretos de necesidad y urgencia », *Ágora*, n° 3, Buenos Aires.
- Ferry, Jean-Marc, 1995, « Las transformaciones de la publicidad Política » dans Ferry, Jean-Marc, Dominique Wolton et al., *El nuevo espacio público*, Barcelona, Gedisa.
- Gibson, Edward et Ernesto Calvo, (2001) « Federalismo y sobrerrepresentación: la dimensión territorial de la reforma económica en la Argentina » dans Calvo, Ernesto et Abal Medina, Juan Manuel (comp), *El federalismo electoral argentino: sobrerrepresentación, reforma política y gobierno dividido en la Argentina*, Buenos Aires, Instituto Nacional de la Administración Pública, Eudeba.
- Godio, Julio, 1998, *La Alianza, formación y destino de una coalición progresista*, Buenos Aires, Grijalbo.
- Gordín, Jorge P., 2002, « Neoliberalismo y democracia en América Latina: descentralización, ¿ el eslabón perdido ? » *Estudios Internacionales de América Latina y el Caribe*, Vol. 13, n° 1, janvier-juin.

- Jones Mark, Pablo Sanguinetti et Tommasi, 1997, « Politics, Institutions and fiscal performance in the argentine provinces », document de travail n° 16, Universidad de San Andrés, Département d'économie.
- Linz, Juan, 1997, « Democracia presidencial o parlamentaria. ¿ Qué diferencia implica? » dans Linz y Valenzuela, *La crisis del presidencialismo 1: Perspectiva comparada*. Madrid, Alianza.
- Lijphart, Arent, 1997, « Presidencialismo y Democracia Mayoritaria » dans Linz y Valenzuela, *La crisis del presidencialismo 1: Perspectiva comparada*, Madrid, Alianza.
- Mainwairing, Scott y Mathew Shugart, 1994, « Juan Linz. Presidencialismo y Democracia. Una revisión crítica », *Desarrollo Económico*, vol. 34, n° 135, Buenos Aires.
- Manin, Bernard, 1992, « Metamorfosis de la representación » dans Dos Santos, Mario (coord.) *¿Qué queda de la representación política?*, Buenos Aires, CLACSO-Nueva Sociedad.
- Mcleod, Jack, Gerald M. Kosicki et Douglas M. Mcleod, 1996, « Expansión de los efectos de la comunicación política » dans Bryant et Zillman (comp.), *Los efectos de los medios de comunicación. Investigaciones y teorías*, Barcelona, Paidós.
- Nino, Carlos, 1988, « Presidencialismo y Reforma Constitucional » dans *Presidencialismo Vs Parlamentarismo. Consejo para la Consolidación de la Democracia*, Buenos Aires, Eudeba.
- Novaro, Marcos et Vicente Palermo, 1998, *Los caminos de la centroizquierda*, Buenos Aires, Losada.
- Novaro, Marcos y Vicente Palermo, 1998, « Gobierno, Parlamento y Partidos en la Argentina de Menem » dans Urzua y Agüero, *Fracturas en la gobernabilidad democrática*, Centro de Análisis de Políticas Públicas y Universidad de Chile.
- Ollier, María Matilde, 2001, « Las coaliciones políticas en la Argentina », Buenos Aires, FCE.
- Orlansky, Dora, 1998, « Las políticas de descentralización » dans *Desarrollo Económico*, n° 51.
- Pasquino, Gianfranco, 1997, *La oposición en las democracias modernas*, Buenos Aires, Temas, Eudeba.
- Penalva Susana, Pedro Pirez y Alejandro Rofman, 1989, « Centralización/descentralización del estado en Argentina » dans Laurelli Elsa y Rofman Alejandro (comp.), *Descentralización del estado: requerimientos y políticas en la crisis*, Buenos Aires, Fundación Friedrich Ebert/CEUR.
- Sabsay, Daniel, 1991, « Las nuevas constituciones provinciales en la argentina : un análisis comparado » dans Dieter Nohlen et Liliana De Ritz (comp.), *Reforma Institucional y cambio Político*, Buenos Aires, CEDES/Legasa.
- Sabsay, Daniel, 1999, « El Federalismo Argentino. Reflexiones luego de la Reforma Constitucional » dans Agulla, Juan Carlos (comp.), *Ciencias Sociales: Presencia y Continuidades*, Buenos Aires, Academia Nacional de Ciencias, Instituto de Derecho Público, Ciencia Política y Sociología.
- Sartori, Giovanni, 1994, *Ingeniería Constitucional Comparada*, México, Fondo de Cultura económica.
- Schmucler, Hector y María Cristina Mata, 1992, *Política y Comunicación: « Hay un lugar para la política en la Cultura Mediática »*, Córdoba, Catálogos.
- Velut, Sébastien, 2002, *L'Argentine, des provinces à la Nation*, Paris, PUF.
- Wolton, Dominique, « La comunicación política, construcción de un modelo » dans Ferry, Jean-Marc, Dominique Wolton et al., *El nuevo espacio público*, Barcelona, Ed. Gedisa.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

La crise politique de 2001 signale les faiblesses structurelles de la représentation publique en Argentine marquée par un présidentialisme exacerbé, un fédéralisme déformé et un bipartisme artificiel. Les forces et faiblesses de l'alliance portée au pouvoir en 1999 montrent l'aspiration des électeurs aux changements, leur sensibilité aux messages médiatique ainsi que les difficultés à gouverner que rencontra une coalition hétérogène. Son échec marque un degré de plus dans l'affaiblissement de l'État et le discrédit des politiques que résume la formule « Qu'ils partent tous ».

La crisis política del 2001 señala las debilidades estructurales de la representación pública en la Argentina, caracterizada por un presidencialismo exacerbado, un federalismo deformado y un bipartidismo artificial. Fuerzas y debilidades de la Alianza que llega al poder en el 1999 muestran la aspiración

de los electores para los cambios, sus receptividad frente a los mensajes mediáticos así como las dificultades para gobernar que tuvo que enfrentar una coalición heterogénea. Su fracaso constituye un paso más en el debilitamiento del Estado y el descrédito de los políticos resumido por el lema « Que se vayan todos ».

The political crisis of 2001 signals the structural weakness of public representation in Argentina marked by an exacerbated presidentialism, deformed federalism and an artificial bi-partyism. The strengths and weaknesses of the alliance taken to power in 1999 demonstrate voter's desire for change, their sensibility to mediatised messages as well as the difficulties in governing encountered by a heterogeneous coalition. Their failure marked to another degree the weakening of the state and the discredit of politics which repeats the formula « That they all leave ».

Mots-clés : Argentine, 2001, État, crise politique, représentation publique, médias

Palabras claves : Argentina, 2001, estado, crisis política, representación pública, medias

Keywords : Argentine, 2001, state, political crisis, public representation, medias

ENTRE CIEL ET TERRE : LES SCIENCES SOCIALES ET LA MOBILISATION POPULAIRE EN ARGENTINE

DENIS MERKLEN*

DEPUIS QUINZE ANS, LES CLASSES POPULAIRES ARGENTINES élaborent de nouvelles formes d'action collective en réponse aux profondes transformations qui, du haut de la société, ont déstructuré leurs mondes d'appartenance. Occupations illégales de terres, barrages de routes, révoltes et saccages de commerces et de grandes surfaces, sont parmi les nouvelles manifestations qui ont progressivement modifié le « répertoire » classique qui tournait autour des syndicats et des partis¹.

Depuis l'année 2000, l'opinion publique a montré un certain étonnement face à une mobilisation sociale croissante, et cette surprise a aussi atteint les sciences sociales, peut-être trop habituées à la « passivité » que l'on avait attribuée aux catégories populaires durant toute la décennie des années quatre-vingt-dix. Dans cet article, je me propose de répondre à deux genres de questions. Il s'agit, d'une part, de rendre compte de ce changement dans les « répertoires de l'action collective »² : comment s'opère-t-il ? Quelles sont les caractéristiques de ce nouvel éventail de mobilisation sans doute hétérogène ? Quels sont les changements dans la sociabilité des catégories populaires que ces mobilisations manifestent ? Quelles sont les perspectives d'évolution de ces mouvements sociaux et quel peut être leur impact sur la société argentine et son régime démocratique ? D'autre part, il s'agit de comprendre la surprise de l'opinion publique devant une mobilisation qui avait été pourtant observée depuis longtemps. Quelle a été la part de responsabilité des sciences sociales dans l'incompréhension d'un nouveau rapport au politique des classes populaires argentines ? Comment les intellectuels argentins pensent-ils les classes populaires ? Et quel type de relations entretiennent-ils avec ces dernières ?

* Centre d'étude des mouvements sociaux – École des hautes études en sciences sociales de Paris (Cems/Ehess).
Université Charles-De-Gaulle Lille 3 (denis.merklen@free.fr)

Nous sommes aussitôt obligés d'abandonner une hypothèse basée sur une « évidence » qui cache le caractère mécanique de l'explication : confrontées à une crise fatale, les gens se sont « enfin » résolus à descendre dans la rue. En revanche, je tiens à l'hypothèse selon laquelle les réponses à ces questions ne peuvent être trouvées que sur la base d'un double registre. Il apparaît clairement que les nouvelles formes d'action collective répondent aux transformations opérées tant au niveau de la structure sociale qu'au niveau des modalités d'inscription sociale des classes populaires. En effet, il faut tenir compte de la déstabilisation radicale du modèle d'intégration sociale dans lequel se sont formées les identités populaires en Argentine. Ce premier volet de notre article correspond à une volonté de déterminer dans quelle mesure l'Argentine d'aujourd'hui répond à des dynamiques nouées par le passé.

En même temps, nous essaierons de ne pas considérer les nouvelles formes de mobilisation collective en des termes exclusivement « réactifs » ; c'est-à-dire comme une réponse plus ou moins complexe à des changements structuraux ou à des développements historiques. Les nouvelles manifestations collectives des classes populaires doivent également être envisagées dans leur « positivité », dans la mesure où elles expriment positivement non plus une nation ayant vécu, mais une société au présent qui construit l'Argentine à venir.

Le troisième point de cet article présentera trois des principaux éléments caractérisant les nouvelles classes populaires : leur relation à l'État et aux institutions publiques, leurs modes d'intégration fortement marqués par une « inscription territoriale » (Merklen, 2001 et 2002), et leur matrice culturelle « cosmologique » et « relationnelle » (Semán, 2001). Cette caractérisation des classes populaires nous permettra, dans le quatrième point, de rendre compte de la nouvelle « politicalité » des classes politiques ; un nouveau rapport au politique continuellement suscité par la tension entre « urgence » et « projet », ainsi que par les relations particulières des classes populaires aux traditions politiques. Mais au sein des sciences sociales, il nous apparaît difficile de cerner la « politicalité » sans considérer le concept de citoyenneté d'un point de vue sociologique. C'est donc en nous situant dans un tel cadre que nous tenterons de visualiser les perspectives d'évolution du mouvement populaire (points V et VI).

« YA FUE », LES CLASSES POPULAIRES D'UNE ARGENTINE RÉVOLUE

Les transformations de la structure sociale sont telles qu'elles ont changé à jamais le monde populaire que l'on connaissait en Argentine depuis les années 1940. Pour comprendre aujourd'hui ce monde, nous sommes obligés de nous situer dans le cadre d'une « problématisation historique des questions actuelles »³. En d'autres termes, nous devons répondre à la question « quand et comment "se nouent" les processus au sein desquels les classes populaires se trouvent circonscrites aujourd'hui ? » La crise sociale actuelle des catégories populaires en Argentine se constitue au moment où

commencent leur désalarisation et le retrait massif de l'État social, avec comme corollaire une paupérisation et une fracture sociale sans précédents. La date emblématique du dernier coup militaire inaugure cette période en 1976, car c'est à ce moment que surgit un problème qui culminera avec la chute du gouvernement de Fernando De la Rúa, en décembre 2001. Cette période de « décomposition » (1976-2001) a été précédée par une période de « construction » qui s'était étendue non sans discontinuités tout au long du xx^e siècle (jusqu'en 1975) avec plusieurs moments cruciaux tels que la sortie de la crise des années 1930 et les années du premier péronisme. Nous tenterons à présent d'identifier les raisons de cette décomposition⁴.

La catastrophe sociale d'un pays jadis intégré donne la mesure et le ton radical des transformations opérées: la pauvreté atteint plus d'un habitant sur deux, la proportion de chômeurs s'est multipliée par plus de quatre⁵ et le nombre de travailleurs « informels » devient supérieur au nombre de salariés: depuis vingt ans la proportion de salariés n'est plus que de 30 % des actifs. Tout ceci dans un pays qui n'avait jamais connu le chômage massif, et où la pauvreté urbaine était estimée à 3 % de la population (en 1970, selon la CEPAL). Aujourd'hui, le revenu moyen des 10 % les plus riches est 30 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres (qui ne perçoivent que 1,8 % du total des revenus). Le système redistributif de ce pays se place donc parmi les pires de la région avec le Brésil ou le Chili, c'est-à-dire de plus en plus loin des systèmes les plus équitables (Uruguay et Costa Rica) avec lesquels il était classé jusque-là, à la fin des années 1980.

Deux phénomènes sont à l'origine de cette régression. Le premier est le processus de désindustrialisation continu durant toute cette période depuis 1976 (Schvarzer, 1996 ; Kosakoff et Ramos, 2001) qui entraîne la quasi-disparition des ouvriers (péronistes) parmi les classes populaires. Le deuxième est celui de la réduction du secteur public, processus qui s'amorce lentement à partir de 1976, puis qui s'accélère dans les années 1990 avec le programme de privatisation intégrale des entreprises publiques et de réduction directe de la taille de l'État. Ce retrait de l'État s'est traduit, d'une part, par une importante réduction du nombre de fonctionnaires – ce qui amputa largement les classes populaires de leur présence – et, d'autre part, par un changement profond du rapport des catégories populaires à l'État et à la politique. Il faut se rappeler que depuis le premier péronisme (1946-1955), les classes populaires se socialisaient par le rapport étroit que les organisations politiques et syndicales entretenaient avec l'État, et que ce lien avait un impact direct sur l'organisation de la vie quotidienne des « travailleurs ».

Ce dernier mécanisme nous révèle la seconde caractéristique d'une Argentine qui a vécu mais qui n'est plus celle d'aujourd'hui: « *ya fue* » disent les jeunes Argentins. Avec le gouvernement de Carlos Menem (1989-1999), l'Argentine a abandonné définitivement le modèle d'intervention étatique à travers lequel avaient été régulés à la fois l'économie et les rapports sociaux. Ce modèle de régulation sociale avait permis une stabilisation de la sociabilité des classes populaires pendant près de cinq décennies (1940-1989)⁶. Cette stabilisation des modes de vie populaires résulte, en premier lieu, de l'extension de la relation salariale (qui touche plus de deux tiers de la population argentine depuis les années 1940⁷). En second lieu, elle reflète la construction d'un ensemble de protections sociales à partir de

l'intervention des syndicats et de l'État. Enfin, cette stabilisation découle de la régulation des relations de travail.

Les résultats de ce système d'intégration vont durablement transformer les modalités d'action collective. Premièrement, il a stabilisé les mondes populaires que nous venons d'évoquer. Deuxièmement, il a facilité l'identification du *peuple* et du *travail*, avec une réceptivité au discours péroniste qui a organisé les thèmes de la dignité et de la reconnaissance sociale autour de la figure du *pueblo trabajador*. En dernier lieu, il a rendu possible un type de relation à la politique dans laquelle l'action collective pouvait s'organiser sur la base d'une stratégie de *conquêtes sociales* qui pouvaient être représentées sous la forme de *droits acquis*, et qui pouvaient se matérialiser dans des institutions publiques. C'est dans cette lutte pour les *droits* que le mouvement péroniste occupa une place centrale parmi les identités populaires (réussissant ceci moyennant l'assistanat gouvernemental, l'action des syndicats et le contrôle des différents niveaux de l'État)⁹. C'est par ce biais que les classes populaires ont pu organiser l'action collective avec une articulation unitaire dans laquelle il était possible de combiner une lutte orientée tantôt par la conquête de nouveaux droits, tantôt par la défense des droits menacés.

Une telle articulation n'est possible que lorsque les individus sont inscrits dans un système de relations sociales stables leur permettant de penser à l'avenir⁹ tant au niveau des stratégies individuelles (dans la projection d'une promotion sociale au travers de l'école ou dans les protections face à la vieillesse ou à la maladie) qu'au niveau des stratégies collectives (lorsque l'histoire politique et sociale peut être lue comme le résultat des luttes menées). C'est la raison pour laquelle cette forme d'action collective a pu se stabiliser au-delà du péronisme, laissant aussi sa marque dans toutes les périodes dans lesquelles ce mouvement n'était pas au pouvoir (notamment 1955-1973, et 1976-1989), bien qu'il ait gardé toujours sa place au cœur identitaire des classes populaires.

La décomposition sociale initiée dans les années 1970 s'est produite d'une façon continue, bien qu'à des vitesses différentes, sous tous les gouvernements des vingt-cinq dernières années, avec une période d'accélération extraordinaire sous les gouvernements d'Alfonsín et de Menem. Le caractère continu de la désarticulation du système social est donc lié à la contraction du marché intérieur, à la désindustrialisation et au démembrement de l'État. La structure de protection sociale s'est désagrégée parce que les services ont été discontinués, diminués ou directement stoppés par une chute des investissements publics, par la décadence des « œuvres sociales » et leur postérieure privatisation, et par l'effondrement du taux de syndicalisation.

Sans doute, la première différence (du point de vue de l'action collective) entre les classes populaires du siècle dernier et celles de l'Argentine post-décomposition doit être recherchée dans le rôle joué précédemment par la constellation syndicale. Il faut savoir, en premier lieu, que le syndicalisme constitue l'un des principaux acteurs de la politique argentine, et ceci, soulignons-le, depuis le début du xx^e siècle et jusqu'en 1989¹⁰; et en second lieu, que les structures syndicales ont été pendant cette période l'un des plus importants facteurs de socialisation des classes populaires, notamment à partir du rôle qu'elles ont eu dans la promotion sociale ainsi que dans la mise en place des protections à travers le très vaste système des « œuvres sociales » (promues par le péronisme de 1946 et désarticulées par celui de 1989) qui

couvraient leurs affiliés sur des domaines allant de la maladie jusqu'aux vacances et au tourisme¹¹.

Même si notre exposé de ce panorama se doit d'être bref dans le cadre de cet article, et coupé du monde populaire, il était essentiel d'en donner un aperçu pour mieux saisir l'évolution du contexte, et mesurer le caractère radical des transformations des années 1980 et 1990. Du point de vue des subjectivités, ces transformations s'expriment par une espèce de perplexité ambiguë dans laquelle les classes populaires semblent hésiter entre la défense d'un statut de *travailleurs* auquel elles ne veulent pas renoncer complètement, et une fuite vers l'avant dans laquelle on sacrifie la relation au travail et on cherche à articuler des formes nouvelles de demande sociale. Comme nous allons le voir maintenant, la mobilisation sociale observée aujourd'hui se trouve ainsi tirillée de l'intérieur par une tension qui conjugue mal pour le moment, une dimension de protestation avec une lutte pour la survie.

LE NOUVEAU RÉPERTOIRE : *ASENTAMIENTO, PIQUETE, ESTALLIDO ET SAQUEO*

Les occupations illégales de terres (*asentamientos*) suivies des organisations de quartier, les barrages de routes (*piquetes*), les révoltes populaires visant à la démission des autorités de province ou du gouvernement national (*estallidos*), et le saccage des commerces lors des crises économiques aiguës (*saqueos*), constituent ce que Charles Tilly a appelé le « nouveau répertoire d'action » des classes populaires argentines (Auyero, 2002 ; Farinetti, 2000 ; 2002:109-117).

Los asentamientos

Les *asentamientos* ont été l'une des premières composantes de ce nouveau répertoire qui a marqué le changement. Les occupations illégales de terres urbaines ont commencé en 1981 lors d'une invasion de terrains dans la banlieue Sud de la Capitale. Le mouvement s'est répandu ensuite comme une modalité privilégiée d'accès à l'habitat populaire. Dès lors, les organisations de quartier eurent un rôle primordial dans la mise en place des politiques sociales. Avec les *asentamientos*, un important mouvement d'organisations de quartier commence à se développer en Argentine, dépassant largement le cadre de ces occupations illégales. Dans un premier temps, les organisations de quartier créent un mouvement de base orienté par l'objectif de la *construction d'un quartier* (c'est-à-dire, la production d'un habitat « normal », par opposition à la représentation du bidonville, la *villa*) ainsi que par la promotion d'une structure de solidarité territoriale. Très rapidement, sur la base de cette structure sociale locale, les organisations « sortent » en se tournant vers le système politique pour obtenir des interventions institutionnelles en faveur d'une inscription sociale territorialisée (bénéficiant d'une école, d'une cantine et d'un dispensaire) afin de remédier à la paupérisation croissante. Les organisations de quartier se sont ainsi constituées comme l'une des bases principales de la participation populaire dans la création d'une nouvelle demande sociale qui n'est plus

associée au monde du travail et qui n'est plus organisée par les syndicats. Comme nous le verrons dans la prochaine section, ceci a été possible grâce à une réorientation des politiques sociales qui s'est opérée à partir de 1987.

Los saqueos

En raison de la crise d'hyper-inflation de 1989 d'abord, puis de la récession économique liée à l'étouffement financier et monétaire de 2001, les pauvres des grandes villes (notamment à Rosario, Córdoba et dans la banlieue de Buenos Aires) ont « *saccagé* » des supermarchés et des zones commerciales à la recherche de nourriture¹². C'est sous cette forme qu'apparaît dans l'espace public, en 1989, l'état de dépossession dans lequel se trouvait un nombre croissant de familles. La faim fait son entrée sur la scène publique pour la première fois dans les grandes villes et elle se constitue comme une menace à l'ordre public¹³. Mais, cette situation reste associée, dans un premier temps, aux effets dévastateurs de l'inflation que les catégories populaires vivent comme un mal endémique depuis trente ans, et qui décompose les modes de vie des couches populaires et moyennes avec l'hyper-inflation (Sigal, Kessler, 1996-1997). L'arrêt de l'inflation avec le « plan de convertibilité »¹⁴ en 1991, va écarter ce danger avec une amélioration réelle des conditions de vie et une diminution de l'indigence pendant les quatre premières années du programme. Mais les pillages de commerces vont se reproduire avec une plus grande ampleur en 2001 lorsque quatre années consécutives de récession vont encore mettre en évidence non seulement l'incapacité de l'État à donner une réponse adaptée, mais également celle des syndicats qui restent uniquement spectateurs des catégories populaires évoluant hors de leur champ d'influence.

Los estallidos

À partir de 1992, un épisode d'un type nouveau remet les catégories populaires sur la scène publique. De véritables révoltes populaires provoquent la destitution des gouvernements des provinces de Jujuy, Salta, Santiago del Estero et Corrientes, donnant une vision en avant-première de ce que serait le sort du gouvernement de Fernando de la Rúa en décembre 2001¹⁵. Comme le montre Marina Farinetti, ces épisodes d'émeute, où la représentation politique a été la cible première de la rage populaire (avec saccage, vol et incendie des sièges des pouvoirs publics – exécutif, législatif et judiciaire – ainsi que des résidences particulières de plusieurs autorités), s'expliquent par une combinaison complexe de crise des administrations publiques et d'« économie morale des foules », selon la célèbre formule d'E. P. Thompson. Précédée souvent de plusieurs mois de salaires impayés aux personnels de l'administration, l'émeute réunit une partie importante de la population qui, face à l'exhibition d'une corruption généralisée et impunie, résultat de systèmes gouvernementaux souvent marqués par le népotisme des familles locales, n'est plus disposée à tolérer son sort. Ce n'est pas tant la misère ou la crise économique qui provoquent l'« explosion » de la société civile mais plutôt l'incapacité, la négligence ou l'indifférence du pouvoir face à cette situation.

Los piquetes

Vers le mois de juin 1996, dans deux petites villes minières de la Province de Neuquén (Plaza Huinca et de Cutral-Co), entre en scène ce qui sera considéré cinq ans plus tard comme l'une des principales modalités de l'action collective des classes populaires: le *piquete*. Face à la menace de fermeture des centres d'exploitation du pétrole suite à la privatisation de la compagnie d'État YPF, les habitants coupent la route qui traverse les villages pour exiger une solution à leur sort. Le barrage dure plusieurs jours et les *piqueteros* devront affronter la gendarmerie avant de pouvoir négocier avec un juge puis avec les autorités. Cette méthode fut reprise quelques mois plus tard dans une autre ville pétrolière également menacée, cette fois au Nord du pays, dans la province de Salta (General Mosconi). Dans les années qui ont suivi, le « *piquet* » est devenu une méthode répandue sur tout le territoire comme forme de protestation adaptée aux nouvelles conditions sociales.

Un point d'inflexion se produisit pendant l'année 2000 lorsqu'un *piquete* coupe pendant un mois la route 3 à la hauteur de La Matanza, le plus grand district de la banlieue de Buenos Aires¹⁶. L'épisode est important car c'est à partir de ce moment que la méthode se consolide comme forme d'action et parce qu'on assiste au renforcement d'un groupe d'organisations identifiées comme des *piqueteros*. Qu'est-ce qui est à l'origine de ce changement? Les *piqueteros* arrivent à se constituer en gestionnaires des politiques sociales. À partir de ce moment, ces organisations vont administrer une partie importante des plans *trabajar*, une allocation que le gouvernement donne aux chômeurs en échange d'un travail communautaire (dans le cadre d'un programme cofinancé par la Banque Mondiale¹⁷). L'innovation est de taille, car à partir de là elle va orienter toutes les luttes: participer à une organisation de *piqueteros*, et notamment à l'une des centaines d'associations de quartier qui font partie de ce mouvement, est reconnu par l'État comme un travail d'intérêt communautaire. La reconnaissance des nouvelles organisations comme partenaires sociaux est dès lors un fait installé dans l'opinion publique. Un nouveau jeu politique où les organisations populaires prennent une part active commence à se consolider.

LES CLÉS DU NOUVEAU RÉPERTOIRE : INSCRIPTION TERRITORIALE ET POLITIQUES SOCIALES

Qu'est-ce qui autorise à unifier ces formes de mobilisation plutôt éclatées sous la rubrique d'un répertoire? Bien que la notion de « nouveau répertoire » ait été avancée, dans les usages recensés dans la littérature traitant de l'Argentine elle procède seulement du constat empirique de nouvelles formes d'action, sans qu'une conceptualisation permette de comprendre pourquoi ces actions constituent un répertoire et non un simple inventaire. Je voudrais ici proposer quelques éléments de réponse à la question du répertoire. Au-delà des aspects qui les différencient, ces actions trouvent une unité partielle dans quelques attributs communs aux nouvelles classes populaires, notamment dans les relations qui les constituent et dans leurs orientations.

Un premier élément commun peut être observé dans l'évolution qui articule historiquement les effets de la crise avec les nouvelles politiques sociales. Les revendications populaires ont évolué entre la restauration de l'état préalable (on réclamait principalement des augmentations de salaires, des protections sociales et la défense des emplois par le biais des syndicats – quoique déjà repliés dans une stratégie de recul) et l'assistance. Une fois que la situation s'est stabilisée en mettant à l'avant de la scène un débat social à propos de la paupérisation, de la précarisation des relations du travail et du chômage de masse, les politiques sociales apparaissent vitales, et deviennent l'objet premier des mobilisations.

L'État a accompagné ce mouvement par une réorientation des politiques sociales. Cette stratégie fut inaugurée par le « Plan alimentaire national » (PAN) mis en place par le gouvernement de Raúl Alfonsín dès 1987¹⁸. Mais l'on considère qu'elle trouverait une élaboration plus accomplie par une initiative de « participation » et d'incorporation active des organisations à base territoriale dans la mise en œuvre des politiques sociales ; des stratégies développées par le péronisme de la province de Buenos Aires et des municipalités de la banlieue (Moreno, Lomas de Zamora). En 1987, cette politique que l'on pourrait qualifier d'« assistance participative » s'était également consolidée avec l'arrivée d'Antonio Cafiero à la tête de la province. De surcroît, elle a été étendue un peu plus tard au niveau national (et décentralisée vers les provinces et les municipalités), notamment par le gouvernement de Carlos Menem. Cette réorientation des politiques sociales a ouvert de nouvelles possibilités de mobilisation qui échappaient aux syndicats. Elle a permis à l'État de considérer les organisations de quartier en tant que véritables interlocuteurs, et c'est par là même qu'il contribua à les affirmer en tant qu'acteurs sociaux.

Mais malgré le développement de cette stratégie, les résultats attendus se sont trouvés limités à partir de 1995 en raison des contraintes liées aux réformes économiques guidées par la *Convertibilidad* et le programme d'ajustement structurel. Dès lors, l'évolution des relations entre politiques sociales et catégories populaires a suivi une dynamique paradoxale : au fur et à mesure que les politiques d'assistance prirent de l'importance dans le budget des ménages pauvres, de plus en plus nombreux et de plus en plus privés d'autres opportunités pour accroître leur revenu, l'État vit se restreindre les ressources financières destinées aux politiques sociales¹⁹.

C'est dans ce contexte que les politiques sociales commencèrent à occuper la plupart des énergies de la mobilisation collective. On n'est plus devant le *peuple travailleur* qui pendant des décennies s'était organisé autour de son inscription salariale. Les classes populaires agissent davantage maintenant en fonction de leur fragilité, de la pénurie de moyens d'existence et du manque de reconnaissance. Mais elles s'organisent aussi en fonction des ressources que l'État rend accessibles à la mobilisation. Les « droits » ont ainsi commencé à trouver une nouvelle place par la « politicité » des catégories populaires, et avec ce processus, inévitablement, les organisations capables de bâtir une nouvelle relation à la politique ont été autres. Paradoxalement, les rendements de plus en plus bas du système politique deviennent toujours plus indispensables dans les quartiers pauvres. La spirale de la dépendance avance sur la base de ressources plus restreintes à chaque tour.

Ainsi, pendant que les enfants d'un quartier de Florencio Varela mangent à la « cantine communautaire », un militant du mouvement de *piqueteros* MTD Anibal Verón²⁰ explique : « Qu'est-ce que fait un *piquetero* lorsqu'il n'est pas en train de couper la route ? Il va travailler tous les jours à la cantine communautaire et il participe aussi à la boulangerie communautaire [...] La plupart des gens ici ont environ 8 enfants, et il est impossible de leur donner à manger ou de les vêtir. Alors, c'est une façon de faire face à la crise. [...] C'est pour ça que les cantines, elles marchent, c'est un réel besoin de la population. C'est le seul moyen de donner quelque chose à manger aux gosses. L'aide que nous envoie le gouvernement est insuffisante. Ils nous envoient des marchandises tous les 15 ou 20 jours... Et quand il n'y en a plus, on sort couper la rue. C'est pour ça que nous sommes tout le temps dans la rue ».²¹

Un deuxième élément unificateur des expériences populaires se trouve paradoxalement dans leur caractère hétérogène, elles ne peuvent se saisir par leur seule dimension économique. L'« hétérogénéité sociale des pauvretés »²² s'explique dans un premier temps par la multiplicité des trajectoires : dans le même territoire de pauvreté se retrouvent tant celui qui vit dans un bidonville depuis quatre générations que l'habitant d'un *asentamiento* voisin, récemment contraint d'occuper illégalement des terres.

Dans un deuxième temps, l'hétérogénéité s'explique par la multiplicité d'appartenances dans lesquelles se trouvent inscrits les individus, ce qui est beaucoup plus significatif que le caractère (résiduel) des trajectoires. Les districts populaires de la banlieue sont en même temps la terre de multiples groupements (paroisses, églises pentecôtistes, centres de santé, écoles, *manzaneras*²³, ONG, supporters d'équipes de football, etc.) et de diverses fractions politiques, pas seulement péronistes. Chacun de ces groupes participe à des dynamiques spécifiques avec des règles et des ressources propres, ce qui, vu de l'extérieur, reste impossible à unifier²⁴.

Cette trame sociale complexe se structure au niveau local, et configure ce que nous proposons d'appeler l'« inscription territoriale » (Merklen, 2001) des classes populaires, troisième élément commun aux classes populaires. Depuis le début des années 1980 et notamment à partir des années 1990, on a vu se développer des épisodes de coopération, mobilisation et protestation collectives qui retrouvent leur centre d'organisation dans le quartier. Cette figure du local est devenue progressivement la principale composante de l'inscription sociale d'une masse croissante d'individus et de familles qui ne peuvent ni définir leur statut social ni organiser la reproduction de leur vie quotidienne exclusivement à partir des fruits du travail. Le processus de *desafiliación*²⁵ qui a touché cette partie importante des classes populaires composée majoritairement de jeunes foyers, trouve un emplâtre de « réaffiliation » dans l'inscription territoriale. Le ménage d'un quartier pauvre de la banlieue de Buenos Aires ne vit que partiellement des revenus du chef de foyer et des autres membres actifs de la famille. Il y ajoute les ressources provenant des politiques sociales sous forme de lait, d'aliments, de tôle ou de vêtements auxquels on accède en s'inscrivant dans les structures de voisinage, au sein desquelles tout fait objet d'échange. On ajoute à cela les activités informelles (aumône, nettoyage de pare-brise devant les feux, etc.) et illégales les plus diverses²⁶.

C'est dans le quartier que les familles *arrondissent* leur revenu. Sur cette base, elles peuvent plus ou moins participer à la vie politique en fonction de l'efficacité des organisations de quartier à bénéficier des nouvelles politiques sociales. Le lieu même du quartier de résidence conditionne les possibilités de se valoriser socialement, un certain honneur ou déshonneur est attaché à chaque quartier face aux autres quartiers. La multiplication des affiliations au niveau local fonctionne comme une assurance sociale à dimensions multiples permettant aux individus de faire face aux risques d'un présent permanent. Ce présent se stabilise dans la construction d'une solidarité sociale structurée localement, dans laquelle les cercles d'appartenance s'enchevêtrent comme les ensembles d'un diagramme de Wenn ; les échanges s'organisent sous la forme d'une « société en grappes » où des groupes apparemment isolés sont liés par de forts pédoncules²⁷. Enfin, c'est par voie locale que les individus et les familles entrent en relation avec les institutions publiques (école et autres services publics), ce qui signifie un changement majeur dans les formes jusqu'alors communes de socialisation et de citoyenneté.

Cela dit, il faut savoir que cette multiplication des affiliations ne doit pas être comprise comme le résultat d'une sociabilité chaotique et encore moins comme le produit d'une rationalité incohérente ou anomique, mais comme la production d'une forme spécifique de solidarité et de normativité. En ce sens, la densité du territoire local dans la ville permet aux classes populaires d'échapper partiellement au risque de ne constituer qu'un « sac de patates », en référence à la célèbre métaphore employée par Marx pour décrire la paysannerie française au XIX^e siècle.

Finalement, cette recomposition des mondes populaires constitue un aspect important de la production culturelle des quartiers. L'expression la plus claire de cette dimension se trouve dans la prolifique et nouvelle production symbolique, car c'est en elle que l'on peut observer comment se construit positivement (et pas uniquement en tant que réaction à la crise) le nouveau monde populaire argentin dans toute sa complexité. Ainsi se diffuse une nouvelle religiosité, marquée entre autres par la prolifération du pentecôtisme et notamment par le renouveau des pratiques catholiques. Cette nouvelle religiosité participe à la configuration d'une matrice culturelle « cosmologique » et « relationnelle »²⁸. Elle se manifeste au premier abord par le développement d'une multitude de syncrétismes à travers lesquels les appartenances et les pratiques religieuses s'articulent dans un jeu de réinterprétations réciproques avec le rock, la *bailanta* et avec des formes traditionnelles de la politique comme le péronisme (Seman, Miguez, 2000:321-341). Le caractère relationnel de la culture populaire se perçoit par la priorité qu'elle donne au collectif (la famille y occupant le premier rang, les autres cercles venant après) sur les individus. Ces matrices symboliques permettent de réordonner le monde dans un système de hiérarchies plus adaptées (c'est son aspect cosmologique) et de donner un sens appréhensible à la démultiplication des pratiques relationnelles.

DES ORGANISATIONS À BASE TERRITORIALE DANS LE NOUVEAU RAPPORT AU POLITIQUE

Ce changement dans la sociabilité des classes populaires a donc été rapidement perçu par l'État qui organisa sans délai, dès 1987, une réorientation des politiques sociales dont les plus réussies prirent en compte la participation des organisations à base territoriale²⁹. C'est précisément par cette brèche ouverte au niveau des quartiers que commencent à s'engendrer quelques-uns des processus de mobilisation développés à partir de la deuxième moitié des années 1990. Vers 1996, l'un des principaux dirigeants des *asentamientos*, Luis d'Elía, s'affilie à une scission rénovatrice de la centrale ouvrière (la Centrale des Travailleurs Argentins, CTA³⁰) et, en créant la Fondation Terre et Logement (FTV³¹), il entreprend une action destinée à incorporer la dimension territoriale avec les stratégies syndicales, ce qui rejoint une quête jusqu'alors infructueuse des dirigeants syndicaux pour trouver une voie d'organisation de tous ceux qui restent en dehors du monde du travail³². Dans une évolution similaire, un autre dirigeant de quartier important, venant également des *asentamientos* de La Matanza, Juan Carlos Alderete, s'intègre lui à un autre courant syndical (le Courant Classiste et Combatif, CCC³³). Bien que d'une moindre représentativité, ce courant apparaît dans l'espace public comme l'un des principaux porte-parole des demandes de *travail*, faisant du chômage le centre de ces actions. Comme nous l'avons rappelé, en novembre 2000 est organisé un *piquete* qui coupe la très importante Route 3 pendant un mois, à la hauteur du district de La Matanza. Les deux dirigeants mentionnés sont à l'origine de ce mouvement qui finit par une assemblée des groupes de *piqueteros*, et ce n'est pas un hasard si tous deux ont fait leurs armes et trouvent le gros de leurs bases d'appui dans ce peuplé district de l'Ouest de la Capitale. Les résultats immédiats de cette action sont la reconnaissance de ce qui sera dorénavant appelé « les organisations *piqueteras* » en tant qu'acteur légitime de la gestion des politiques sociales, et l'unification de la plupart des organisations de quartier autour de ces deux leaders (nous reviendrons sur ce point).

C'est sur ces structures organisationnelles complexes, mêlant les groupes à base territoriale à ce qui reste des syndicats, des partis et des églises, que les *estallidos*, les révoltes et les *saqueos* se déploient sur un mode qui peut sembler surprenant pour un observateur extérieur (qu'il soit sociologue ou journaliste). Cette difficulté d'appréhension est liée à la relation d'extériorité que ce dernier entretient avec les classes populaires (sa situation d'« étranger », au sens de Georges Simmel), car elle l'empêche d'observer ces mondes locaux jusqu'à ce qu'ils émergent à la surface d'un espace public qui, depuis plus d'une décennie, demeurait sourd à ses manifestations.

Le développement des organisations *piqueteras* et l'appropriation de la méthode du *piquete* de la part de centaines d'organisations de quartier des divers faubourgs de l'Argentine, est rendu visible et audible au niveau national en raison d'une nouvelle « politicalité » qui se tressait territorialement depuis longtemps. Le déploiement des organisations *piqueteras*, qui commencent à maîtriser des montants importants de l'assistance sociale et à s'articuler comme de véritables réseaux sur le territoire national, conjuguent les noms de l'action collective comme les verbes d'un même répertoire : l'occupation de terres et

les organisations de quartier cherchent à promouvoir la solidarité locale et à communiquer avec le système politique; les *estallidos* veulent généralement dire *bastata!* et souhaitent rétablir des limites morales face à la corruption, au dysfonctionnement politique et aux népotismes multiples; les *saccages* expriment une explosion de rage qui révèle l'importance de la fracture sociale; le *piquete*, enfin, souligne l'existence sociale refoulée et montre une nouvelle demande sociale en essayant d'établir un meilleur rapport avec l'État.

Ce n'est donc pas par hasard si l'action à base territoriale a été le berceau des principaux dirigeants du « mouvement *piquetero* » : le combat pour le « droit à la ville » et pour les politiques sociales les avait préparés à la lutte pour de meilleures conditions sociales face au nouvel État. Trois traits communs identifient à la fois le *piquete*, le *quartier*, le *estallido* et le *saqueo* : l'extériorité aux rapports salariaux classiques, leur ancrage territorial et une nouvelle relation avec l'État basée sur un conflit pour la distribution d'une aide sociale dont les ressources sont aussi indispensables que rares et insuffisantes.

LA CITOYENNETÉ À L'ÉPREUVE DE LA SURVIE

Il devient maintenant possible d'identifier deux tendances dans l'évolution future de ces mouvements, celles-ci ne s'excluant d'ailleurs pas entre elles. Il faut insister sur le fait que ces mobilisations trouvent leur cadre d'orientation dans le contexte plus large des stratégies de survie, comme un élément de plus dans la série hétérogène et instable d'outils auxquels fait appel une famille. Cet aspect est important parce qu'il permet de mieux saisir la tension dans laquelle se trouve l'action collective, entre « urgence » et « projet », et d'échapper à l'alternative erronée dans laquelle on a tendance à placer le rapport au politique des classes populaires : citoyenneté *versus* clientélisme. Lorsque la mobilisation est représentée par des organisations qui perdurent, celles-ci se trouvent confrontées à la double exigence de construire un projet collectif capable de guider les actions et de fédérer leurs bases, et de répondre à l'urgence conférée par l'aggravation cyclique des conditions de misère et par le fait que la reproduction du quotidien dépend des ressources contrôlées par le système politique. De la possibilité de trouver ou non une solution à cette tension dépend l'évolution des mouvements sociaux.

À partir de là, on peut mieux comprendre les deux tendances qui se sont récemment dessinées au sein de la mobilisation des *piqueteros* car celles-ci expriment la tension que l'on discute. D'un côté, il y a un ensemble d'organisations émergeant vers la fin des années 1990, plus ou moins directement liées à des partis de la gauche marxiste traditionnelle ou à d'autres versants de la gauche (péroniste, ou, symboliquement, aux mouvements de guérilla des années 1960)³⁴, auxquelles s'ajoute une constellation de petits groupes « autonomes » non liés à un parti politique. Ce premier ensemble de groupements est clairement minoritaire au sein du mouvement social, il tient son ancrage principal sur quelques districts de la zone sud de la banlieue et quelques quartiers de la capitale. Il s'agit d'un ensemble composé de plusieurs petits groupes non liés dans une seule organisation, et avec peu d'influence sur le reste du pays (certains relevés leur attribuent près du 10 % des personnes mobilisées dans des *piquetes*³⁵).

En général, ces groupes articulent leur mobilisation à une logique de la « protestation » et de la confrontation avec l'État ou la classe politique dans son ensemble, en adhérant à la demande diffuse « *Que se vayan todos* »³⁶. Leurs capacités de mobilisation augmentent dans les moments de crise les plus aigus, qui peut évoquer pour certains militants l'image d'une situation « pré-révolutionnaire », et dont le manque d'issue politique prédispose souvent les militants à des actions de confrontations violentes avec la police. Dans le cadre de la détérioration politique, leur rôle est important car, par l'accroissement de leurs possibilités de mobilisation, elles contribuent à la radicalisation des autres organisations³⁷.

De l'autre côté apparaît un groupe plus important, moins éclaté et idéologiquement plus indépendant, dont l'action paraît orientée vers l'articulation d'une nouvelle demande sociale. Ce versant est lié à la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA), représenté par la Fédération Terre et Logement (FTV) et le Courant Classiste et Combatif (CCC), déjà mentionnés. Ce conglomérat obtient ainsi une importante représentation sur une bonne partie du territoire national, avec un ancrage fort dans l'Ouest du Grand Buenos Aires. Il est le seul à pouvoir articuler une alliance politique qui dépasse le clivage résultant de la fracture sociale (que les actions de l'autre conglomérat tendent à pérenniser).

Dans les deux versants se mêlent organisations de quartier, communautés ecclésiastiques, petits syndicats et organisations de *piqueteros* (avec un éventail plus large dans le deuxième courant). Ces groupes se consolident à travers la capitalisation d'une longue expérience de négociation de l'assistance sociale acquise dans les quartiers (dans lesquels les organisations de quartier sont devenues gestionnaires des politiques sociales). Ce dernier point est le point de discordance entre les deux groupes d'organisations de *piqueteros* : alors que les premiers accusent les deuxièmes de négocier des « pansements cache-misère » avec le gouvernement, les deuxièmes reprochent aux premiers de se prêter aux provocations policières et d'empêcher une alliance indispensable avec les classes moyennes.

Au-delà des différends idéologiques qui les séparent, le clivage entre ces deux tendances peut être relié à la tension évoquée entre urgence et projet, et par l'accent que chacune d'elles met sur les termes de cette tension. Mais le conflit sous-tend l'ensemble des organisations et caractérise toute forme d'action politique des classes populaires. C'est là que l'influence des organisations syndicales et des partis est tamisée par la dynamique des organisations territoriales et par la logique des intérêts immédiats. La proportion toujours importante de dirigeants de quartier dans tous ces mouvements impose une logique à la fois revendicative et opportuniste qui tend à tempérer les initiatives de confrontation avec le gouvernement. Ainsi, dans une assemblée de la FTV, nous avons pu entendre un dirigeant dire : « nous devons agir comme le "Vengeur masqué"³⁸ : nous devons mettre le masque sur le visage et le revolver à la ceinture pour obtenir de l'État national ce qui relève de l'État, de la province ce qui est de la province et des municipalités ce qui est des municipalités ! », puis expliquer quelques minutes plus tard sa volonté de mener une stratégie électorale visant à l'établissement d'une assemblée constituante. Les dirigeants populaires connaissent parfaitement bien la vie des partis politiques ainsi que tous les niveaux du fonctionnement de l'État, avec lesquels ils discutent

et desquels ils obtiennent des solutions et des médiations. S'ils s'inscrivent dans une logique de confrontation avec l'État, c'est en suivant une règle dictée par l'expérience : affirmer une nouvelle demande sociale et construire des organisations capables de la représenter et de la prendre en charge.

Ainsi, si l'une des évolutions possibles de ces mouvements passe par l'organisation d'une nouvelle demande, c'est grâce au concours de deux circonstances qui ouvrent des possibilités au travail des militants. Premièrement, pour la première fois depuis le retour de la démocratie en 1983, les classes dirigeantes prennent conscience que la pauvreté est une réalité à traiter en priorité par une réponse massive de l'État. C'est uniquement depuis l'extension d'une crise qui touche également la survie des classes moyennes que cette prise de conscience apparaît dans l'espace public comme une évidence³⁹. Deuxièmement, les vieilles structures représentant les classes populaires sont totalement en deçà de toute possibilité d'articuler les nouveaux besoins dont l'immédiateté et l'urgence ne trouveront pas de solution dans l'emploi. Les nouvelles organisations ont par là même trouvé une voie pour rester politiquement actives et socialement alimentées dans leur nouvelle relation à l'État. En ce sens, deux questions planent au-dessus du jeu politique : les Argentins pourront-ils trouver le chemin d'une nouvelle civilisation du travail leur permettant de vivre dans une société d'intégration ? Dans quelle mesure les nouveaux mouvements vont-ils évoluer dans ce sens ?

LA SURPRISE DES SCIENCES SOCIALES

Malgré l'insistance avec laquelle plusieurs chercheurs ont présenté leurs travaux depuis une dizaine d'années sur l'érosion de la structure sociale argentine, sur l'ampleur du processus d'appauvrissement et sur l'émergence de nouvelles modalités d'action collective, les classes moyennes semblent *caídas del catre*, « tombées du lit », depuis tout juste décembre 2001 avec l'échec de l'expérience politique de l'« Alliance » qui, tant dans son versant conservateur (représenté par le président Fernando De La Rúa, de la UCR) que dans son versant progressiste (représenté par le vice-président Carlos Alvarez, du Frepaso) a voulu incarner un projet de classes moyennes urbaines dans le contexte d'une profonde fracture sociale. La plupart des intellectuels, que ce soient des journalistes, des universitaires ou autres, sont alors restés abasourdis sous l'effet de la surprise.

Or, ce sont les thèmes privilégiés par les sciences sociales depuis 1983 qui permettent de comprendre le fait même de cet étonnement, car l'inattention aux effets de désaffiliation et de fracture sociale a laissé le monde intellectuel dépourvu d'outils critiques. Éblouies par la luminosité des processus politiques associés à la « transition démocratique » et la fondation d'un ordre politique « moderne », ou par le décisionnisme tout puissant d'un gouvernement qui se débarrassait de l'État, les sciences sociales ont fermé les yeux devant ce qui se passait dans la « société » tout le long des deux décennies qui ont suivi la fin de la dictature militaire. Tout se passe comme dans le monde de Gaston Bachelard : à la sortie de la dictature, la formation d'un nouvel esprit scientifique bute contre un obstacle épistémologique qui est l'étonnement même de cette première expérience.

D'où provient donc cet effet de trompe-l'œil ayant réduit le champ visuel et empêché la prise de conscience de la formation de nouvelles classes populaires? Dans beaucoup d'évaluations faites sur les mobilisations récentes, le caractère fondamentalement « citoyen » de celles-ci est mis en avant. L'unité des mobilisations collectives est trouvée dans une notion de « protestation » qui orienterait l'action comme une conséquence naturelle d'un univers de « droits » ouvert par la démocratie⁴⁰.

Le problème d'une citoyenneté univoque et immanente, c'est-à-dire se trouvant en deçà des processus de socialisation et de politisation opérés depuis la désarticulation du système social antérieur (concomitant avec la réorganisation du régime démocratique) est manifeste dans l'optique qui regarde les mobilisations actuelles avec la lentille de la « protestation ». Or l'image de la « protestation » (finalement retrouvée) ne contient qu'une des logiques présentes dans les diverses formes de mobilisation observées. Elle traduit notamment les idées de réclamation, d'opposition et de confrontation avec les gouvernants, ce qui est effectivement l'une des dimensions de l'action collective. Mais celle-ci ne saurait traduire d'autres aspects fondamentaux déjà mentionnés.

La protestation est d'une part l'un des moments de la mobilisation, particulièrement visible dans les *estallidos* ainsi que dans d'autres manifestations collectives, ou lors de déclamations à la télévision. D'autre part, la protestation est aussi l'axe autour duquel certains des groupes soutiennent leur action (notamment les petits groupes liés aux diverses gauches radicales). Mais cette perspective néglige particulièrement le fait que la mobilisation actuelle s'articule autour de la construction d'une nouvelle demande sociale avec l'État. Et dans ce processus, les acteurs collectifs doivent se préparer pour protester, certes, mais avec la même énergie qu'ils doivent apporter dans leur préparation à devenir des acteurs de la gestion des politiques sociales.

Plus généralement, la régression sociale et la situation d'urgence matérielle dans laquelle se trouvent les familles des classes populaires les mettent dans une position de dépendance vis-à-vis de l'État ainsi que dans l'obligation de trouver une voie de négociation dans le système politique. Et plus profondément, les classes populaires ont développé un type de relation à la politique dans laquelle la défense de leurs structures de solidarité territoriale (de la famille au voisinage ; que ce soit au travers des groupes religieux, des diverses organisations de quartier, des *sociedades de fomento*, des associations mutuelles, des clubs sportifs ou des locaux des partis, tous faisant parti des grappes de la société locale) et du collectif devant l'individuel, se combine avec les héritages d'une citoyenneté appréhendée dans l'influence du populisme (et dans laquelle l'apprentissage d'autres formes de citoyenneté, notamment celles provenant de gauche, a été décimée par la dernière dictature et par la récupération que la gauche même a fait de l'expérience des années soixante et soixante-dix).

L'action collective est tributaire d'une tension dans laquelle la construction de structures relationnelles de base territoriale se combine (problématiquement) avec la lutte pour des droits correspondant plus à un ordre épuisé et déjà inexistant qu'à un nouveau projet d'intégration dont personne n'arrive à imaginer ne serait-ce que les contours (Merklen, 2002:143-164).

L'image de citoyenneté à partir de laquelle on aborde les classes populaires est teintée d'une essence normative issue tout droit des combats de la modernité contre ses ennemis. Mais l'Argentine n'est en rien confrontée à ces ennemis plutôt imaginés. C'est ainsi que le concept opère comme un « obstacle épistémologique », rendant difficile de comprendre la politicalité que les classes populaires développent en même temps qu'elles essaient de répondre aux besoins d'une nouvelle sociabilité. En ce sens, les sciences sociales doivent encore se consacrer à un travail d'accumulation descriptif et problématisant du nouveau cadre de relations sociales dans lequel le pays est déjà rentré. Les sciences sociales ont déjà commis un premier faux pas au moment de l'ouverture démocratique. Elles ont cru que les nouvelles manifestations collectives observées alors (des mouvements de droits de l'homme jusqu'aux occupations illégales de terres en passant par le *rock nacional*) constitueraient des « nouveaux mouvements sociaux » porteurs d'un renouveau démocratique, à côté d'un mouvement syndical que l'on regardait avec mépris et méfiance. Et les sciences sociales se sont à nouveau induites en erreur lorsqu'elles se sont convaincues que l'action collective ne pouvait être pensée et espérée que depuis l'ilot d'un « Individu » qui était conçu comme tel, avec un grand I. Dans une large mesure, elles persistent dans l'erreur toutes les fois qu'elles attendent des « Argentins » qu'ils retrouvent la substance de la citoyenneté (bien évidemment, ces visions ne restent pas cantonnées à l'intérieure de l'université ; par la presse notamment, elles sont très répandues dans l'opinion publique des classes moyennes). La politicalité des classes populaires est tributaire de la multiplication des affiliations et de leurs liens avec l'État, par lesquels elles essaient de survivre et de ne pas tomber dans l'oubli. Cette dimension de la culture populaire correspond à la formation de sujets contraints à fonctionner avec des systèmes de valeur alternatifs⁴¹.

Nous sommes face au développement de cosmogonies et de structures d'appartenance complexes de la part de sujets capables de se mettre en relation avec un univers demandant la maîtrise de principes différents et non exclusifs dans les divers champs et moments de leur participation dans la vie sociale. D'autant plus lorsque l'extériorité avec laquelle ils entrent en relation avec les institutions les amène à procéder comme des « chasseurs » en quête permanente d'une proie à ramener dans leur collectif d'appartenance (la maison, le quartier, la bande, l'église, le parti). Ce point est crucial dans la compréhension de la multiplicité des sens avec lesquels les sujets entrent en contact avec la politique. On peut *en même temps* participer d'un réseau clientéliste et réclamer ses droits ou protester contre la corruption. Et l'on peut parfaitement traiter le candidat pour lequel on a fait campagne, de corrompu, dès lors qu'un tel choix a été déterminé par un principe moral qui défend et met en valeur les seules structures rendant possible la survie.

* * *

En conclusion, nous dirons que la société argentine joue son avenir dans la possibilité d'articuler l'État avec un mouvement social représentant des classes populaires. Ce dernier existe en se débattant sur un double registre. D'un côté, il lutte face à l'État contre les contraintes de la pauvreté et contre les effets d'une désintégration sociale qui a anéanti les traditionnelles moda-

lités d'inscription collective. D'un autre côté, il lutte en même temps avec son passé : Que fera-t-il de son héritage péroniste ? Comment recomposera-t-il la mémoire de ses mouvements de gauche ? Comment tira-t-il parti de la présence des églises sur le territoire de ses quartiers ?

Notes

- 1 Depuis la crise politique de décembre 2001, durant laquelle démissionna le gouvernement de Fernando De La Rúa, on distingue deux sortes de mouvements : ceux des catégories populaires liée à la pauvreté et au chômage, dont je parlerai ici, et ceux des classes moyennes – parmi lesquels on peut citer les assemblées de quartier ayant lieu notamment dans la capitale du pays (Svampa, 2002).
- 2 Tilly considère que les gens disposent d'un nombre limité de moyens admis pour exprimer leurs revendications. Ce « répertoire » d'outils pour l'action s'est forgé dans des luttes antérieures et il caractérise une époque. On peut ainsi voir que les répertoires favorisent certaines luttes devant certains opposants, mais qu'en même temps ils restreignent d'autres possibilités d'action revendicative ou de protestation (Tilly, 1986 et 1993).
- 3 Castel, Robert, 1997:161-169. « [...] Si le présent n'est pas seulement contemporain, il faut faire une histoire du présent, c'est-à-dire réactiver la charge du passé qui est présente dans le présent. Il est nécessaire donc de faire quelque chose comme une généalogie du présent ou une problématisation historique des questions actuelles ».
- 4 Nous n'avons pas l'intention de faire ici la description détaillée d'une période longue et complexe, ce qui n'est pas l'objet central de cet article. Le rappel de quelques éléments appartenant à la structure sociale argentine et à ses évolutions a pour seul objectif de donner de la chair à des expressions comme « décomposition sociale » et de faciliter la compréhension d'un présent qui hérite de deux périodes passées : la plus récente (1976-2001) étant d'ailleurs l'héritière de la précédente (1930-1976)
- 5 Inférieur à 5 % des années 1940 jusqu'aux années 1980, le taux de chômage atteint 7,6 % de la population active en 1989, 8,6 % en 1990, 13 % en 1994 (23 % pour les jeunes de 14 à 24 ans) et 18,4 % en 1995. Si nous additionnons le chômage et le sous-emploi, nous obtenons 30,1 % en 1996 (Bustelo & Minujin, 1998).
- 6 Cet aspect du modèle *estadocéntrico* (Cavarozzi) s'accompagne du fait que, pendant toute cette période, l'État se trouve au centre des conflits économiques et politiques (Sidicaro, 1996 ; 2001).
- 7 La proportion maximale de salariés est observée dans le recensement de 1946 (73,8 % de la population argentine). Le salariat regroupait encore 71,2 % de la population active dans celui de 1970, mais la décade était déjà amorcée (en 1980, il ne représentait plus que 65,9 % des actifs).
- 8 Les luttes ouvrières sont importantes et commencent dès le début du xx^e siècle. Mais la reconnaissance massive de ces luttes par l'État a inscrit dans la mémoire populaire le premier gouvernement péroniste et la participation de Perón au gouvernement de Farrell, comme le moment de la réalisation des droits sociaux.
- 9 Michèle Leclerc-Olive montre comment, d'un point de vue subjectif, il n'est pas toujours judicieux de penser à « l'avenir » dans une situation de précarité. En effet, la projection des individus et des ménages sur l'avenir nécessite des conditions de stabilité particulières (Leclerc-Olive et Engrand, 2000).
- 10 Au-delà des polémiques sur l'existence d'un syndicalisme fort avant l'interpellation péroniste, il est vrai que l'extension du syndicalisme et son articulation à la sphère de l'État se voit consolidées par l'association politique entre le monde syndical et le péronisme qui s'opère de 1943 à 1945. Les « œuvres sociales » étaient des systèmes de protection sociale (maladie, accident, vacances, etc.) gérés par les syndicats.
- 11 Il n'est certainement pas inutile de rappeler que l'Argentine a été l'un des pays au taux de syndicalisation les plus élevés des Amériques, phénomène évidemment associé à l'extension du salariat.

- 12 Pour une description des premiers *saqueos* dans la crise de l'hyper-inflation, en 1989, voir Prévôt Schapira, 1990.
- 13 En 1983, à la fin du régime militaire, la presse publie des photos d'enfants victimes de malnutrition, hospitalisés à Tucumán. C'était la preuve des conséquences sociales de la politique économique de la dictature. Cependant, la localisation de ce phénomène dans une province « lointaine » du Nord-ouest a limité l'impact politique de l'événement. Le caractère massif de l'appauvrissement s'exprime pour la première fois en 1989, en pleine crise d'hyper-inflation.
- 14 « *Convertibilidad* » est le nom donné à la politique monétaire associée à une stratégie de « *currency board* » mise en œuvre en 1991 par le gouvernement de Carlos Menem. Plus généralement, on appelle ainsi l'ensemble de la politique économique de la période ménémiste (1989-1999), centrée sur cette stratégie monétaire mais également sur l'ouverture des marchés, avec un vaste programme de privatisations et la dérégulation des relations sociales.
- 15 Sur cette modalité d'action collective, voir la remarquable analyse faite par Marina Farinetti sur le *santiagueñazo*, la révolte de la province de Santiago del Estero en 1992. Cf. l'article cité et, du même auteur, tesis de maestría, 2002.
- 16 Avec 1,2 millions d'habitants, La Matanza présente la plus grande concentration de populations pauvres du pays, plus de 10 % de la population de la banlieue et 4 % de la population totale du pays. Terre toujours gouvernée par le péronisme, ce district a concentré un nombre important d'usines et d'ateliers qui ont alimenté la formation d'une classe ouvrière importante. Mais rien ne reste des traditionnelles implantations industrielles. Parmi les grandes usines, les plus importantes étaient Volkswagen, Chrysler, Borgward et M.A.N. dans l'automobile, Textil Oeste dans le textile, Kliia dans la production de machines agricoles, Yelmo dans l'électroménager, et Santa Rosa et La Vaskonia dans la métallurgie. Toutes ces usines ont fermé leurs portes entre 1990 et 2001, seul résiste Federal, la vieille usine de savons récemment déplacée des abords de la capitale vers l'intérieur du district.
- 17 Ces subsides ont été remplacés par les *Jefes y jefas de hogar*, qui ont des caractéristiques similaires, mais sont entièrement financés par l'État.
- 18 cf. Prévôt Schapira, 1994:29-50. On peut noter qu'au-delà de cette initiative du P.A.N., le radicalisme n'a pas su nouer de lien avec ce nouveau type de politique publique, et qu'il a manqué de construire des relations avec les catégories populaires.
- 19 Même lorsque les montants alloués aux politiques d'assistance sociale augmentèrent (c'est le cas jusqu'à 1998), celles-ci se révélaient de plus en plus inefficaces du fait du désinvestissement dans l'ensemble du secteur public et, par là, de la déstructuration déjà évoquée.
- 20 MTD Aníbal Verón : *Movimiento de trabajadores desocupados*, Mouvement de travailleurs sans emploi. Anibal Verón est le nom d'un militant victime de la répression policière.
- 21 Ce témoignage nous incite à poser plusieurs questions centrales concernant les possibilités d'évolution politique de la mobilisation. Comment interpréter cette situation? Est-ce un exemple de la situation de dépendance vis-à-vis de l'État, une dépendance qu'il contrôle d'autant plus que l'appauvrissement s'accroît? Ou bien, au contraire, est-ce une preuve de l'augmentation de la capacité de mobilisation de la part des classes populaires et de la construction progressive d'un « acteur » face à l'État? Nous reviendrons sur ces questions.
- 22 Miguel Murmis et Silvio Feldman avaient déjà attiré l'attention, très tôt, sur le risque d'homogénéiser la situation sociale des catégories populaires sous la notion de pauvreté, risque nettement présent dès les premières publications sur la pauvreté en Argentine. Cf. Murmis, Feldman, 1992:45-92.
- 23 Les *manzaneras* sont les « déléguées » du pâté de maison (la *manzana*) d'un programme d'assistance lancé par le gouverneur de la province de Buenos Aires, Eduardo Duhalde en 1994. Elles sont 30 000 femmes qui distribuent de l'aide alimentaire dans 2 400 quartiers de la banlieue, leur quartier. Le programme a été doté de 200 millions de dollars par an.
- 24 C'est avec « extériorité » que les sciences sociales ont observé les classes populaires en Argentine des vingt dernières années. Je reviendrai sur cette question dans la dernière section.
- 25 Nous reprenons ici le concept développé par Robert Castel dans sa signification la plus générale, à la fois comme décomposition d'un système d'intégration sociale (du point de vue sociétal), et comme perte d'inscriptions collectives (du point de vue des travailleurs ou des individus). Cf. Castel, 1995.

- 26 J'ai fait une description des logiques de mobilisation organisant ces stratégies à travers la métaphore de la « logique du chasseur ». Cf. Merklen, 2000:81-119.
- 27 L'image appartient à Emmanuel Ndione, *Dakar, une société en grappes*, 1987. En ceci, les quartiers pauvres de l'Argentine ne se distinguent en rien de ceux d'autres sociétés où ni les institutions ni le marché ne suffisent à la reproduction sociale des catégories populaires.
- 28 Selon les développements de Pablo Semán, cette matrice est en réalité « cosmologique, holiste et relationnelle » dans le sens où elle permet l'harmonisation de principes et de valeurs divers, l'intégration de phénomènes « physiques et moraux », et la priorité des relations sociales sur les individus. Je centre ici mon exposé sur deux de ces caractéristiques (Semán, 2001).
- 29 L'Église catholique apparaît comme l'autre grand acteur ayant compris ce changement dans la « politicalité » des classes populaires, notamment dans leur ancrage territorial. C'est ainsi que les prêtres, les chapelles et les communautés ecclésiastiques sont partout présents dans les quartiers, en fournissant une bonne partie des militants et des orientations politiques. Nous n'aborderons pas ici ce volet, que nous avons déjà traité ailleurs (Merklen 1991, 2001). Il faut dire aussi qu'aucune étude approfondie n'a été faite sur le rôle de l'Église catholique et sa présence dans les quartiers (les travaux qui s'y approchent le plus sont ceux de P. Semán, pourtant sur la religiosité des classes populaires mais à partir notamment d'un travail de terrain sur les églises pentecôtistes). Cette présence de l'Église dans le mouvement populaire est un travail qui reste à faire.
- 30 La CTA rassemble des syndicats, notamment de fonctionnaires et de l'éducation nationale. Cette centrale représente l'aile « progressiste » de la traditionnelle Confédération générale du travail (CGT) vers la fin des années 1980. Elle vise l'indépendance politique (la CGT faisant partie du mouvement péroniste depuis les années 1940), et une opposition à l'offensive néo-libérale.
- 31 La FTV est la plus poussée des expériences issues du travail militant mené dans les quartiers à partir des *asentamientos* des années 1980 et 1990. Ce groupe évolue dans le cadre d'un lien important (quoique non organique et conflictuel) avec un nombre important de militants proches des prêtres héritiers des préceptes du Concile Vatican II et des théologies de la gauche latino-américaine. À présent, la FTV fait partie de la CTA en tant que « syndicat territorial ».
- 32 C'est l'une des inquiétudes majeures de Germán Abdala, leader fondateur de la CTA. Cf. Miguel Murmis, communication au Colloque « Penser les dilemmes de l'Argentine contemporaine », Iheal-Sorbonne Nouvelle, mai 2001.
- 33 Le CCC rassemble une nouvelle centrale ouvrière, disposant d'une forte implantation dans certaines provinces du Nord-est, et des organisations de quartier de la banlieue de Buenos Aires issues de l'expérience des *asentamientos*. Il est lié au Parti communiste révolutionnaire, d'inspiration maoïste.
- 34 Parmi les formations actives, on peut citer le Parti communiste ou le Parti ouvrier – trotskiste – (parmi les formations les plus anciennes) ; le Courant *Patria Libre* ou *Quebracho*, sont parmi les nouveaux groupes de gauche, héritiers d'organisations répondant aux plus diverses traditions politiques. Leurs principales caractéristiques sont la radicalité, le « basisme » et le refus en bloc du système politique. Aucune de ces formations n'a de représentation parlementaire et, à l'exception du PC, n'en ont jamais eu. Cette sommaire énumération suffit à montrer que le regroupement que nous construisons ici est artificiel et que ces groupes présentent des différences importantes entre eux.
- 35 Voir par exemple le relevé réalisé par le journal *Clarín*, publié du 1 au 4 septembre 2002.
- 36 Cette consigne politique « Qu'ils s'en aillent tous » est apparue au cours de l'année 2002 et elle peut être prise comme un indice de la profondeur de la crise politique. « *Que se vayan todos* » implique un refus porté sur l'ensemble de la classe politique à représentation parlementaire et ayant participé à des gouvernements précédents, ce problème étant que ce « tous » concerne véritablement tous, sans laisser aucune issue.
- 37 On pourrait ajouter ici le danger présent dans ces groupes : en raison de la position d'extériorité que certains occupent par rapport au système politique, ce sont eux qui constituent le plus facilement une cible pour les provocations policières, en payant souvent un lourd tribut à la répression.

- 38 Le « Vengeur masqué », *Llanero solitario* en espagnol, est le héros d'une série télévisée américaine très populaire dans l'Argentine des années 1970 et 1980.
- 39 Une question reste posée à propos des classes moyennes. Que se passera-t-il une fois l'Argentine sortie de la crise économique? Cette sortie peut se faire par la voie d'une nouvelle acceptation de la fracture sociale, qui a été la voie choisie et initiée par le ménémisme pour sortir de la crise de l'hyper-inflation. L'évolution des organisations populaires dépend dans une large mesure de leur capacité à construire une alliance avec les classes moyennes.
- 40 Les travaux récents de Javier Auyero (*op. cit.*) se trouvent dans cette perspective, ainsi que ceux de Federico Schuster & Sebastián Pereyra (2001).
- 41 L'exigence de « cohérence », qui d'ailleurs ne peut être demandée à aucun sujet, est cependant systématiquement posée par le sociologue qui observe le monde populaire. Le pauvre doit avoir une vision cohérente du monde, donner des opinions « rationnelles », au sens d'univoques.

Bibliographie

- Auyero, Javier, 2002, *La protesta. Relatos de la beligerancia popular en la Argentina de los noventa*, Buenos Aires, Libros del Rojas.
- Bustelo, Eduardo et Alberto Minujin, 1998, « Política social e igualdad » dans Bustelo, E. et A. Minujin (ed.), *Todos entran. Propuestas para sociedades incluyentes*, Bogotá, Unicef / Santillana, Colección cuadernos de debate, p. 67-117.
- Castel, Robert, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- Castel, Robert, 1997, « Présent et généalogie du présent. Penser le changement d'une forme non évolutionniste », dans *Au risque de Foucault*, Paris, Centre Pompidou, p. 161-167.
- Farinetti, Marina, 2000, « Violencia y risa contra la política en el Santiagueñazo: Indagación sobre el significado de una rebelión popular », *Revista Apuntes*, n° 6, Buenos Aires.
- Farinetti, Marina, 2002, « Los significados del 'santiagueñazo', un estallido social » dans Merklen, D. et M.-F. Prévôt Schapira, *Argentine, l'Ordinaire latino américain*.
- Kosakoff, Bernardo et Adrián, Ramos, 2001, *Cambios contemporáneos en la estructura industrial argentina (1975-2000)*, Buenos Aires, Ediciones de la Universidad de Quilmes.
- Leclerc-Olive, Michèle et Sylvie Engrand, 2000, « Sortir de la précarité: entre routine et projet », dans Billiard, I., D. Debordeaux et M. Lurol (coord.): *Vivre la précarité. Trajectoires et projets de vie*, Paris, Éditions de l'Aube.
- Merklen, Denis, 2001, *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine*, thèse de doctorat, Paris, EHESS.
- Merklen, Denis, 2000, « Vivir en los márgenes : la lógica del cazador » dans M. Svampa, *Desde Abajo. La transformación de las identidades sociales*, Buenos Aires, Biblos, p. 81-119.
- Merklen, Denis, 2002, « Le quartier et la barricade. Le local comme lieu de repli et base du rapport au politique dans la révolte populaire en Argentine », *Revue L'Homme et la société*, n° 143-144, Paris, L'Harmattan, p. 143-164.
- Merklen, D. et M.-F. Prévôt Schapira, 2002, « Argentine, année zéro ? » dans *l'Ordinaire latino américain*, pp. 93-100.

- Merklen, D. et M.-F. Prévôt Schapira, 2002, *Argentine, l'Ordinaire latino américain*, Toulouse.
- Murmis, Miguel et Silvio Feldman, 1992, « La heterogeneidad social de las pobrezas » dans Minujin, Alberto *et al.*, *Cuesta abajo. Los nuevos pobres: efectos de la crisis en la sociedad argentina*, Buenos Aires, Unicef/Losada, p. 45-92.
- Ndione, Emmanuel, 1993 (1987), *Dakar, une société en grappe*, Paris-Dakar, Karthala, Enda Graf.
- Prévôt Schapira, Marie-France, 1990, « Pauvreté, crise urbaine et émeutes de la faim dans le Grand Buenos Aires », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 95, Paris.
- Prévôt Schapira, Marie-France, 1994, « Du Welfare à l'assistance: la décentralisation de l'intervention sociale en Argentine », *Cahiers des Amériques latines*, n° 15, Paris, p. 29-50.
- Semán, Pablo, 2001, « Cosmológica, holista y relacional: una corriente de la religiosidad popular contemporánea », *Revista Ciências Sociais e Religião*, año 3, n° 3, Porto Alegre, octobre.
- Semán, Pablo et Miguez, Daniel, 2000, « Culture politique et pentecôtisme en Argentine. Spiritualisation de la politique ou politisation de l'Esprit ? » dans Corten, André et Mary, André (éds), *Imaginaires politiques et pentecôtismes Afrique/Amérique latine*, Paris, Karthala, p. 321-341.
- Schvarzer, Jorge, 1996, *La industria que supimos conseguir*, Buenos Aires, Planeta.
- Sidicaro, Ricardo, 1996, « Los conflictos entre el Estado y los sectores socioeconómicos predominantes en la crisis del régimen conservador (1930-1943) » dans Ansaldi, Waldo *et al.* (eds.), *Representaciones inconclusas*, Buenos Aires, Biblos.
- Sidicaro, Ricardo, 2001, *La crisis del Estado y los actores políticos y socioeconómicos en la Argentina (1989-2001)*, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires-Libros del Rojas.
- Sigal, Silvia et Gabriel Kessler, 1996-1997, « Comportements et représentations face à la situation de dislocation des régulations sociales : l'hyperinflation en Argentine » dans *Survivre. Réflexions sur l'action du chaos, Cultures & Conflits* n° 24/25, hiver-printemps.
- Svampa, Maristella, 2002, « Las dimensiones de las nuevas protestas sociales » dans Merklen, D. et M.-F. Prévôt Schapira, « Argentine, année zéro ? » dans *l'Ordinaire latino américain*, p. 93-100.
- Tilly, Charles, 1986, *The Contentious French. Four Centuries of Popular Struggle*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press.
- Tilly, Charles, 1993, *Les révolutions européennes 1492-1992*, Paris, Le Seuil.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Les transformations subies par la société argentine depuis bientôt 30 ans ont modifié entièrement l'identité des classes populaires d'un des pays qui avait le mieux réussi un projet d'intégration sociale en Amérique. L'expression « peuple travailleur » ne sert plus à l'interpellation des classes populaires qui aujourd'hui structurent davantage leur identité à travers leur « inscription territoriale » et leur rapport au politique qu'à travers l'emploi et les protections de l'État ou des syndicats. Nous observons le déploiement d'un nouveau répertoire dans les modalités d'action collective caractérisant la mobilisation populaire : barrage de routes, révoltes populaires en province, occupation illégale de terrains urbains, pillage de commerces, participation à la gestion des programmes sociaux. En même temps, ce nouveau répertoire s'articule avec une réorientation à 180° des politiques publiques et de l'attitude de l'État. L'auteur propose les clés d'interprétation de ces nouvelles formes de mobilisation en même temps qu'il dresse un bilan critique des sciences sociales en Argentine qui n'ont pas su appréhender le retour sur scène des perdants de la modernisation libérale.

Las transformaciones que han afectado la sociedad argentina en los últimos 30 años han modificado completamente la identidad de las clases populares de uno de los países que mejor había alcanzado su proyecto de integración social en América. La expresión « pueblo trabajador » a perdido su capacidad de interpelar a unas clases populares que hoy estructuran su identidad más bien a través de su « inscripción territorial » y de la relación con la política que en relación al empleo y a las protecciones estatales o sindicales. Se observa la consolidación de un nuevo repertorio de acciones colectivas,

característico de las nuevas clases populares: cortes de rutas, estallidos sociales en las provincias, asentamientos urbanos ilegales, saqueo de comercios, participación en la gestión de los planes sociales. Al mismo tiempo, este nuevo repertorio se articula con una reorientación de 180 grados de las políticas públicas y de la acción estatal. El autor propone algunas claves de interpretación de esas nuevas formas de movilización al mismo tiempo que realiza un balance crítico de las ciencias sociales argentinas que se han mostrado incapaces de aprehender el regreso de los perdedores de la modernización liberal sobre la escena pública.

The transformations undergone by Argentine society during nearly 30 years have entirely changed the identity of the popular classes in a society which had the most successful social integration policy in America. The expression « working class » serves no more than as a name for popular classes which today structure their identity, to advantage, through their « territorial inscription », and their political rapport only through employment and the protections of the state or the unions. We observe the deployment of a new repertoire in the methods of collective action characteristic of popular mobilisation: road blocks, popular revolts in the countryside, illegal occupation of urban territory, looting of shops, participation in the organisation of social programmes. At the same time, this new repertoire articulates itself with a 180 degree reorientation of public politics and the attitude of the state. The author proposes keys to interpreting these new forms of mobilisation, at the same time as offering a critical assessment of the social sciences in Argentina which proved to be practically incapable of understanding the return on the scene of losers of liberal modernisation.

Mots-clés : Argentine, classes populaires, néolibéralisme, politiques publiques, actions collectives, sciences sociales

Palabras claves : Argentina, clases populares, neoliberalismo, políticas públicas, acciones colectivas, ciencias sociales

Keywords : Argentine, lower class, neoliberalism, public politics, collective actions, social sciences

PRATIQUES ET DISCOURS DE L'ALTÉRITÉ NÉGATIVE DANS LE CADRE DE LA CRISE ARGENTINE

UNE APPROCHE DES VIOLENCES

EDGARDO MANERO*

DE LA CRISE DE REPRÉSENTATION À LA MONTÉE DE LA VIOLENCE liée à l'affaiblissement de l'État, de la récupération des symboles nationaux jusqu'à la démonisation de la protestation sociale, en passant par la construction d'une altérité sociale, la crise argentine apparaît comme une crise d'un type nouveau où se condensent toute une série de phénomènes apparus dans les années 1990. Elle a été accompagnée par des pratiques répressives des plus traditionnelles ainsi que par de nouvelles formes de violence.

La violence, qui s'exerce à tous les niveaux de l'organisation sociale, ne débouche pas sur une « révolution » mais prend des formes multiples. Ces phénomènes de décomposition de l'ordre public sont utilisés pour fonder de nouvelles stratégies de discipline sociale. Il est nécessaire d'inscrire ces faits dans une temporalité longue. L'analyse de ce type de situations est essentielle à l'actualisation de la réflexion sur la violence dans sa fonction transhistorique d'instrument de la politique.

Le présent exposé a trois objectifs¹ : premièrement, il cherche à illustrer les origines de la violence en général et des explosions sociales de décembre 2001 en particulier, en remettant l'idée très répandue d'une génération spontanée. Deuxièmement, il s'agit d'évaluer les diverses formes prises par la violence, en soulignant les continuités avec une perception négative de l'altérité à la base d'une conception sécuritaire structurée sur un discours alarmiste et défensif. Troisièmement, il examine les comportements en situation de crise des deux institutions centrales au niveau de la sécurité : la police et l'armée. À partir de cette présentation, il propose une interprétation des conséquences du

* Cirpes/Groupe Sociologie de la Défense, Ehess (ed_manero@wanadoo.fr)

processus entamé en décembre 2001. L'article conclut sur les perspectives ouvertes par la « politique » d'aspirer à éliminer ou à maîtriser la violence par l'organisation ou la circonscription des conflits, c'est-à-dire de continuer à être conçue comme moyen fondamental pour prévenir le trouble civil (Foucault, 1997:197).

NÉOLIBÉRALISME ET MONTÉE DE LA VIOLENCE

Contrairement à l'idée que la globalisation développe la paix, dans la périphérie, la généralisation de la démocratie et du marché s'accompagne de l'expansion de la violence. L'Amérique latine exprime ainsi avec violence l'effondrement des États nations sous le choc des dérégulations néolibérales. La conjonction de la croissance démographique et des politiques néolibérales est génératrice de violence sociale. Les processus d'ajustement ont provoqué une plus grande marginalité qui s'exprime par une croissante décomposition sociale, par l'augmentation de la violence et par l'apparition de nouvelles formes de criminalité. Criminalité organisée, mais aussi violence liée à la pauvreté et aux protestations contre les gouvernements.

Les années 1990 ont été caractérisées par de nouveaux types de conflits qui montrent l'incapacité des appareils d'État à assurer l'ordre public. Conséquence de la dégradation socio-économique, la situation ne cesse d'empirer sur le plan sécuritaire. Des émeutes urbaines à la délinquance, les phénomènes d'exclusion et de chômage sont à mettre en rapport avec la violence. Or, nous sommes loin de vouloir établir une relation mécanique entre violence et pauvreté. La violence peut être endiguée par des mécanismes idéologiques, dont la religion est le cas exemplaire. L'effondrement de ces mécanismes contribue au développement de la violence dans une société où l'inégalité atteint des dimensions inédites. La violence ne jaillit pas du néant social.

En Argentine, l'augmentation de la violence doit être mise en relation avec la rupture de la relation entre la démocratisation et l'ascension sociale – pour la première fois², la démocratie est associée à des expériences négatives de distribution des revenus, à l'exclusion sociale et au manque d'espoir de promotion sociale (Minujin, Kessler, 1995) –, la remise en cause définitive du mythe, fondé durant le péronisme, d'une « société juste » et avec la perception, installée dans les années 1990, d'une inégalité extrême de distribution des revenus.

Dans la société argentine de la fin des années 1990 existait un niveau élevé de frustration, d'aliénation et de sensation de menace susceptible de conduire à des explosions de violence. Il s'agissait d'une violence anémique, réduite, qui n'était pas prise en charge collectivement. Lorsque la violence sociale s'est développée à l'intérieur du pays, la montée de la violence de la part des populations survivant par des moyens illégaux s'est étendue dans les grandes villes.

Les conflits résultant de cette nouvelle phase du capitalisme installé dans les années 1990 ne sont pas caractérisés par une violence de type politique, organisée comme une utopie anti-système qui conduit au cercle « action politique/répression », mais par une violence de type social impliquant deux cercles parallèles: « augmentation de la délinquance/insécurité/répression

policrière » et « augmentation de la protestation sociale/répression des forces de sécurité ».

Durant les années 1990, la crise ne fait que commencer et les forces sociales en mouvement ne sont pas unifiées. La montée de la contestation sociale, même si elle a été mal et insuffisamment perçue, est un phénomène central de ces dernières années. Les conflits sociaux, bien qu'ils n'arrivent pas au point d'une violence organisée, se sont doublés d'une violence que l'on pensait éliminée avec l'installation de la démocratie. Les formes, l'esthétique de la protestation ainsi que l'un de ses acteurs principaux, le mouvement des *piqueteros*, se sont forgés par la résistance aux programmes d'ajustement des années 1990. De la pratique du troc jusqu'aux assemblées populaires en passant par les contestations publiques utilisant les casseroles, le cycle néo-libéral est caractérisé par l'engendrement progressif par réaction aux nouvelles expériences sociales.

L'Argentine a été très touchée par les conflits résultant de l'exclusion économique. La croissance économique de la première moitié des années 1990 a augmenté les inégalités sociales et régionales. La multiplication des révoltes sociales a réinstallé la violence comme pratique sociale avec sa charge de répression, d'arrestations, de morts et de blessés. L'impact de la privatisation des entreprises publiques avec sa réduction du personnel, la fermeture des établissements (Cutral-Co, Tartagal, Rio Turbio, etc.) et la rationalisation de l'administration publique, a été accompagné de résistances violentes dont les principales furent Santiago del Estero, Jujuy, Córdoba, Tartagal, Rosario, Cultral-Có, Plaza Huincul, Cruz del Eje, Corrientes et Tierra del Fuego.

Les conflits se focalisent sur le secteur public et dans les provinces les plus touchées par l'ajustement économique et le chômage. Depuis 1996, et en particulier dans le Nord-Ouest, s'est développée une forte mobilisation sociale. Elle s'est manifestée par des barrages routiers, des piquets de grève, des soupes populaires, des grèves avec mobilisation, des affrontements avec la gendarmerie et la police³. L'Argentine connaît depuis lors de violentes révoltes sociales de la part des employés de l'État de Neuquén, Tucumán, Corrientes, Córdoba, Jujuy, Rio Negro.

Le barrage des routes, les grèves, les affrontements avec la police et la gendarmerie apparaissent comme une forme *light* d'état insurrectionnel. Depuis la fin des années 1990, il existe un état d'esprit collectif caractérisé par un sentiment d'insurrection populaire contenu. Ces protestations mêlent des groupes d'intérêts qui n'ont ni la force nécessaire pour modifier les rapports de pouvoir, ni un programme d'action politique déterminé. Les actions menées principalement par des chômeurs se sont vues accompagnées par un soutien actif de la population, en particulier lors de la répression par les forces de sécurité. La fin des attentes qui ont accompagné le changement de gouvernement en 1999 a laissé place à une situation de scepticisme généralisé et à une augmentation des affrontements sociaux⁴. De ces protestations, celles des *piqueteros* – chômeurs et militants barrant les routes – sont les plus significatives.

Les *piqueteros* expriment la modification de la structure sociale argentine : la protestation se déplace des travailleurs syndicalisés aux chômeurs. Son origine et son évolution sont liées au chômage structurel et aux politiques sociales. Le passage du statut de chômeur à celui de *piquetero* implique un processus de construction d'identité sociale qui reconstruit partiellement les liens sociaux

dissolus comme conséquence de l'abandon du monde du travail. Né sous le ménémisme, ce mouvement s'est considérablement développé pendant l'administration de F. De la Rúa. Des groupes divers ont repris la même pratique : coupures de routes qui cessent après négociation d'une assistance sociale et de plans de travail (*Planes trabajar*). À partir de l'année 2000, la pratique des *piqueteros* s'est institutionnalisée en renforçant son organisation. Les *piqueteros* sont devenus un mouvement social doté d'un important pouvoir de pression et d'une légitimité considérable aux yeux d'une partie de la société. La demande d'assistance sociale a laissé la place à des actes plus « politiques » comme la participation aux *escraches*⁵ à l'encontre des répresseurs et politiciens. La généralisation du recours aux *escraches*, à partir de la fin des années 1990, illustre aussi la propension à l'action directe, à l'établissement de jugements ignorant les institutions de la justice.

À partir des faits de décembre 2001, les divers mouvements *piqueteros* sont majoritairement identifiés à des partis politiques, ce qui diminue leur apparente marginalité. Ils développent un double jeu en négociant d'une part avec le gouvernement l'assistance sociale en échange d'un certain ordre et d'autre part avec les partis de gauche pour obtenir leur soutien lors des mobilisations.

LA DIMENSION SYMBOLIQUE DE LA NATION DANS LE DÉSORDRE GLOBAL

Ces luttes expriment le potentiel mobilisateur de la revendication d'un collectif d'identification comme la Nation dans un cadre de fragmentation sociale et territoriale. Les mobilisations sociales soulignent le refus de la dénationalisation dont une esthétique construite sur le bleu et le blanc en sera le symptôme permanent. Les divers mouvements ont compris la nécessité de recomposer une identité nationale fragmentée et vide de toute expérience collective.

Une revendication de la Nation comme collectif d'identification plus centrée sur la société civile que sur l'État a été une des caractéristiques des années 1990. Le drapeau national et le port du maillot de la sélection de football ont accompagné comme référence principale tous les conflits sociaux des années 1990, en exprimant le désir du retour à la Nation comme échelle de résistance à la perte totale d'identité qui accompagne le processus de fragmentation sociale et spatiale résultant de l'application des programmes néolibéraux. L'attachement à la symbolique de l'identité nationale apparaît comme un essai de reconstruction identitaire ou de préservation de la communauté de destin. Elle est inséparable de la crise de représentativité et du mépris des partis politiques traditionnels. La nation comme bannière jaillit de la répudiation de la classe politique.

Les politiques de privatisation et de rationalisation de l'administration publique poussent à réaffirmer l'enracinement dans l'idée de Nation. Si la récusation des programmes économiques néolibéraux est faite au nom de la défense des acquis pendant la période populiste, elle ne peut cependant s'effectuer au nom de l'idéologie, étant donné que c'est le justicialisme lui-même qui développe les programmes. Le refus est formulé au nom de

l'Argentine même. La mémoire historique populaire conserve encore dans les populismes son « âge d'or ». L'effet psychologique a été pour cette raison prolongé. Le phénomène doit être analysé dans un contexte historique complet : l'expérience des politiques néolibérales et des démocraties représentatives n'a rien d'attractif ou de motivant pour les classes populaires. Si la tentation populiste est toujours présente, Adolfo Rodríguez Saá, président et candidat, en est l'exemple, elle est due aux traces durables laissées par le populisme dans la mémoire collective et dans la culture politique de la région (Quattrochi-Woisson, 1997:182).

La relation de la protestation avec le territoire est aussi importante pour comprendre l'attachement à la Nation, en tant que principale référence d'appartenance. Une partie importante des mouvements de protestations des années 1990 a démarré dans des régions comme la Patagonie ou le Nord-Ouest en réponse à la rationalisation de l'administration publique et aux privatisations des entreprises de l'État. Dans l'imaginaire collectif, les entreprises publiques ont une valeur très importante dans les régions frontalières où elles sont le symbole même de la présence souveraine. La perception est différente de celle des grandes villes, en particulier dans une société comme l'Argentine où il existe un fort sentiment d'abandon de l'intérieur au bénéfice de la Pampa.

La défense du service public a un côté corporatiste mais aussi une forte représentation nationale. Les services publics sont une trace de l'État nation sur l'espace. On dénationalise pour effacer l'État nation d'un symbolisme quotidien. Le ménémisme semblait diviser tout ce qui pouvait ressembler à une unité politique souveraine pour effacer toute trace de populisme en Argentine. Privatiser signifie effacer les traces de la Nation sur le marché et la société, l'élimination de toute référence à un intérêt collectif. Le ménémisme a cherché des transformations dans la relation de l'État et des institutions avec la société dont l'objectif était de renforcer l'individualisme dans le paradigme du capitalisme anglo-saxon au détriment des liens de solidarité et de protection étatique propres à la culture politique populiste (Manero, 2002).

Les politiques de nationalisation ont toujours été perçues comme des formes de réappropriation du pouvoir souverain dans la mesure où la souveraineté de l'État s'exprimait dans les entreprises nationales⁶. Elles étaient aussi des symboles de l'indépendance économique et de la souveraineté nationale. En Argentine, dénationaliser signifie déperoniser puisque dans l'imaginaire collectif, les entreprises publiques étaient étroitement liées au péronisme. Les privatisations ont été un élément central dans l'essai de refondation civilisationnelle cherché par le ménémisme.

Avec l'approfondissement de la crise, la question du territoire et de sa relation avec la Nation et la défense de la souveraineté prend une nouvelle forme. La dissolution nationale est de plus en plus évoquée. Bien que plus proche de la fiction que de la réalité, le fantasme d'une hypothétique sécession comme réponse à la crise, en particulier celle de la Patagonie, est répandu. Elle s'appuie sur la traditionnelle méfiance vis-à-vis du centralisme de Buenos Aires, les avantages économiques résultant des énormes ressources naturelles – en particulier énergétiques – et du bas niveau de population et des projets en cours pour la fusion des provinces patagones. Les rumeurs, circulant principalement sur internet, de la vente des parcs nationaux, de l'installation d'une base militaire américaine ou du renoncement à la demande de souveraineté

sur l'Antarctique et les Îles de l'Atlantique sud comme contrepartie à une réduction de la dette extérieure, renforcent la conviction générale que le gouvernement fédéral ne défend pas les intérêts nationaux.

LES VIOLENCES

L'explosion sociale de décembre 2001, marquant la fin d'un cycle et le début d'un autre, semble être un nouveau point de départ pour appréhender les divers emplois de la violence sociale dans des situations conflictuelles. Manifestations, attaques de bâtiments publics et pillages de magasins ont débouché sur une crise politique qui a abouti à la démission du président F. De la Rúa et à une remise en cause successive des autorités qui se sont succédé.

Dans un contexte fortement troublé par quarante-deux mois de récession, un accroissement vertigineux de la pauvreté, une forte augmentation du chômage et un désespoir croissant vis-à-vis de l'avenir, l'application stricte d'une série de mesures recommandées par les organismes financiers internationaux a poussé divers secteurs de la population à passer à l'acte en décembre 2001. L'absence de liquidités, conséquence des mesures économiques, a affecté « les petits boulots » – fondamentaux dans l'économie informelle – nécessaires à la survie d'importants secteurs de la population, les poussant ainsi à des actions, qui à des degrés divers – de l'obstruction de l'espace public au vol en passant par le saccage – impliquent le recours à la violence.

Les saccages de supermarchés et de commerces, principalement dans le grand Buenos Aires, ont été suivis par une mobilisation immédiate, massive et spontanée de la population face à la maison présidentielle afin de réagir au discours du président annonçant l'état de siège pour combattre les « groupes ennemis de l'ordre et de la république » qui provoquaient, selon F. De la Rúa, les pillages⁷. Les débordements de la répression policière vis-à-vis de cette manifestation ont encore amplifié la protestation en incorporant massivement la « classe moyenne »⁸, profondément affectée par les mesures de restriction de retrait bancaire⁹. Le bilan des émeutes et de la répression policière s'élève à plus de trente-quatre morts, un millier de blessés et de détenus. La répression a fait des morts dans les villes de Buenos Aires, de Rosario et de Santa Fé.

L'explosion sociale a combiné des éléments spontanés et organisés, ces derniers visant directement la chute de F. De la Rúa. Si la perception d'un gouvernement qui ne contrôle plus la situation facilite le sentiment d'impunité et si l'action des groupes organisés par des dirigeants politiques de diverses tendances a contribué à créer un climat de chaos et de déstabilisation politique, l'amplitude et les caractéristiques des faits montrent leur dimension spontanée et non coordonnée. Les manipulations politiques se sont développées à partir des carences et du malaise des populations.

La demande de nourriture des secteurs populaires ainsi que la mobilisation de refus et la répudiation de la classe politique par des secteurs de la classe moyenne ont été accompagnés par la mobilisation des militants des partis de gauche (Quebracho, PO, MAS, IU), des *carapintadas*¹⁰ et des syndicalistes

(MTA)¹¹ et par l'utilisation par le justicialisme¹² de la situation aux fins de déstabilisation.¹³ Ce dernier point est essentiel pour comprendre la réponse ambiguë apportée aux émeutes et aux manifestations, à savoir un laisser-faire dans certains cas (les polices des provinces de Buenos Aires, Santa Fé et Córdoba)¹⁴ et une répression très dure dans d'autres (la Police Fédérale). Par ailleurs, il faut souligner la protection des grandes surfaces qui contrastait avec l'absence de protection des petits commerçants, principales victimes des saccages.¹⁵

Cette violence multiple est marquée tout d'abord par le retour de phénomènes récurrents. En premier lieu, des pratiques répressives par des institutions de sécurité, en particulier la Police Fédérale: tortures, intimidations, enlèvements, assassinats ciblés¹⁶ détentions arbitraires, et une incapacité à gérer la répression dans les limites de l'État de droit.¹⁷ En second lieu, des manœuvres d'action psychologique sont pratiquées en vue de créer la psychose (fausses alertes, rumeurs, incitation au pillage ou à l'autodéfense par des hommes étrangers aux quartiers)¹⁸ et l'on utilise d'anciens paramilitaires, des services de renseignement, de gangs et de clientèles politiques.¹⁹ Ces actions organisées par des dirigeants du PJ, avec la collaboration de la police, ont eu pour objectif la réalisation d'une situation de chaos avec l'intention de produire une explosion sociale contrôlée destinée à déstabiliser le gouvernement.

Mais en raison de l'affaiblissement de l'État par le néolibéralisme, accentué par le vide politique, l'effondrement du principe d'autorité et la délégitimation de la classe politique qui a accompagné les derniers jours de F. De la Rúa, la violence se manifeste également par des nouveautés²⁰:

- 1) l'utilisation de la situation de crise par la délinquance²¹,
- 2) la constitution des groupes d'autodéfense et de voisins recourant aux armes²²,
- 3) le nombre de vigiles privés dans la défense des grands commerces,
- 4) les agressions physiques contre des membres de la classe politique.

Si les pillages ou l'expropriation – selon le point de vue adopté – et l'utilisation de la crise par le péronisme pour accélérer le départ du président présentent des caractéristiques similaires avec la situation de 1989, il existe également des différences notables:

- 1) les débordements ont été plus vastes dans le temps et dans l'espace, et les dimensions de la violence ont été plus importantes quantitativement et qualitativement,
- 2) R. Alfonsín, à la différence de F. De la Rúa, a toujours gardé le contrôle du pouvoir et le soutien de son parti en négociant la transition avec Menem,
- 3) il existait un espoir de type politique érigé comme solution de rechange opportune pour canaliser les attentes de la société,
- 4) les affrontements entre « pauvres » ont augmenté, notamment le pillage des petits commerces,
- 5) la participation des femmes a été forte ainsi que la mobilisation de la classe moyenne,
- 6) les attaques des établissements publics et des institutions financières.

Tout au long de l'année 2002 les explosions sociales se modifient. Si les saccages ont toujours été en puissance, les protestations plus ou moins violentes refusant les mesures financières ont été accompagnées les premiers mois par des actes de violence organisés par des employés de l'État dans les provinces réclamant le paiement de leur salaire et s'insurgeant contre la classe politique et les gouvernements provinciaux, et par une augmentation de l'activité des organisations *piqueteras*. Ces dernières ont été endiguées par l'assistance sociale mise en place par le gouvernement²³, ce qui a augmenté les divisions à l'intérieur du mouvement et la croissance des organisations plus combattives²⁴. Les revendications des organisations *piqueteras* vont de la demande d'un nouveau gouvernement et la création d'une assemblée populaire constituante, au refus des élections. L'état d'insurrection populaire dans quelques organisations *piqueteras* contraste avec l'apathie généralisée et le dégonflement progressif des assemblées qui n'ont ni institutionnalisé la représentation politique ni imposé le « qu'ils s'en aillent tous ». Par ailleurs, ils montrent des difficultés pour canaliser dans le cadre des élections de 2003 le vote de protestation. À partir du mois de novembre, les rumeurs de nouveaux saccages lors de l'anniversaire de la chute de F. De la Rúa, et les dénonciations des offres d'argent à des organisations *piqueteras* de la part des secteurs proches de C. Menem pour provoquer des situations de violence inscrivent le conflit social comme un élément central d'une scène politique orientée vers les élections de 2003.

UNE FORME PRIMITIVE DE RÉVOLTE SOCIALE

La crise relance une autre forme, plus primitive, de la révolte sociale: la délinquance. Elle va renforcer la tendance, commencée dès la deuxième moitié des années 1990, à une augmentation progressive des délits, de leur aggravation et de l'emploi de la violence. La croissance du secteur criminel a accompagné le développement de l'économie informelle. Dans la mesure où la récession et l'exclusion s'accroissent, l'économie criminelle tend elle aussi à se développer. L'augmentation, ces dernières années, des délits relatifs aux biens a une relation directe avec la détérioration de la distribution des revenus. La croissance exponentielle de plaintes pour vols dans la ville de Buenos Aires en est une preuve: 61 203 en 1990, 120 394 en 1995, 199 587 en 2001²⁵. Au milieu de l'année 2002, l'insécurité, qui touche d'abord les plus pauvres, est le sujet central. La déstructuration du système financier a eu comme conséquence le développement de nouvelles modalités délictuelles comme les séquestrations ou l'utilisation de la torture dans les cambriolages. L'enlèvement « express », la forme délictuelle la plus développée de l'année 2002, est étroitement lié à la crise même. Il y a, en moyenne, une plainte toutes les 36 heures (*Clarín*, 25 octobre 2002).

La crise a renforcé une série de phénomènes présents dès la fin des années 1990 comme les délits impliquant la police et le cercle vicieux de violence entre délinquants et forces de l'ordre. Si la violence est liée à la décomposition sociale, elle reflète le degré d'effondrement de l'État. Paradoxalement, la police est elle aussi devenue une source d'insécurité quotidienne, en raison non seulement de son inefficacité, mais également de sa participation aux délits divers et de son utilisation du problème de l'insécurité pour faire pression sur la politique et protéger ses pratiques maffieuses.

L'augmentation de la connivence des policiers avec des délinquants a été une constante ces dernières années. La police est remise en question en raison de ses liens avec la délinquance. Elle n'est pas seulement accusée de participer à l'administration du délit, mais d'être aussi une source d'insécurité. La forte présence du personnel de sécurité dans les statistiques des délits est le signe le plus évident de la décomposition de l'État. Le cas de la police de la province de Buenos Aires, la force de sécurité la plus importante du pays, est significatif. Elle est soupçonnée de fusillades, de falsifications d'expertises et de preuves, d'opérations d'espionnage idéologique sur des étudiants et des syndicalistes, de soutien aux réseaux de jeux clandestins, de trafic de drogue, de vols de voitures ou d'attaques de banques. Dans ce cas, la complicité va de la vente des plans des banques jusqu'à la participation active (attentats antisémites, intimidation, assassinat de journalistes, etc.).

La décomposition de la police comme force d'ordre publique est une conséquence de la dernière dictature que la classe politique n'a pas voulu changer. Pendant le gouvernement radical (1983-1987), il y a eu un changement des chefs liés à la dictature, mais une conservation de tous les cadres moyens formés à l'époque du général R. Camps, chef de la police pendant la dictature militaire. Le gouvernement péroniste d'A. Cafiero (1987-1991) a essayé par la suite de réformer l'institution en destituant le personnel accusé de violations des droits de l'homme. La réforme a été conduite par le ministre, L. Brunati, qui a été obligé de démissionner sous la pression des commissaires et d'un réseau de politiciens péronistes et radicaux.

Depuis la restauration de la démocratie, la police de la province de Buenos Aires, surnommée la « police maudite », a développé un système de pactes avec le pouvoir politique basé sur le traditionnel contrôle de l'économie liée à la criminalité. Les liens entre police et politique se structurent sur un pourcentage de l'argent des activités illégales utilisé pour financer clandestinement la politique. Le financement des activités politiques locales à partir des fonds provenant d'activités illégales associe la police, les dirigeants territoriaux et les législateurs. Les dirigeants du PJ eux-mêmes ont fait obstacle au processus de réforme commencé en 1998 empêchant qu'il n'atteigne le niveau des intendances. La police a une capacité d'extorsion sur la classe politique qui bénéficie du modèle mafieux de sécurité. La relation entre le maire et le commissariat fait partie d'un système de mécanismes d'accumulation : extorsion de commerçants, contrôle du jeu, vente de drogues, prostitution. Ce système explique la pression des maires sur la désignation des commissaires (Manero, *op. cit.*) intéressés à la continuation du système de financement de la politique par des activités illicites. C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire l'attentat contre la présidente des « grands-mères de la Place de mai », E. Carlotto, qui avait participé à l'élaboration d'un document dénonçant les abus et les délits commis par la police de la province de Buenos Aires. La sensation de manque de sécurité et d'abandon de la part de l'État et des dirigeants politiques est une constante à partir des années 1996-1997. L'angoisse sécuritaire s'est développée de façon exponentielle en devenant à la fin des années 1990 la principale préoccupation des Argentins avec le chômage.

Ce n'est pas la première fois que la société doit faire face à une vague de violence, mais c'est la dimension qu'a pris ce phénomène et son caractère structurel qui constituent la nouveauté. La réponse est une vulgate sécuritaire qui

fait partie d'une « pensée unique » construite sur l'inaction supposée des autorités, l'impéritie de la justice, des réponses pénales sévères, l'intensification de l'activité policière, la focalisation sur les récidivistes et la stigmatisation des jeunes d'origine populaire ou immigrés. Ainsi, le développement des conceptions de type « tolérance zéro » a réactivé les schémas répressifs.

Les apologistes de l'ordre se sont appuyés sur des représentations partagées par une grande partie de la société et diffusées massivement par l'ensemble des moyens de communication. La construction d'un « langage dominant » est le principal instrument de cette manipulation sécuritaire. Ce discours s'est imposé par son omniprésence médiatique. Ses figures sont désormais familières. Il insiste sur la transformation des formes de la délinquance comme conséquence de la crise. La représentation récupère une description réelle de la situation des bidonvilles et de leurs habitants. Elle fait référence à des espaces de relégation sociale et économique, au chômage, à la détérioration des services publics, en particulier celui de l'éducation. Mais elle place la décision dans le libre arbitre. Les délinquants, en particulier les jeunes, auraient ainsi fait le choix rationnel d'un système de valeurs délinquantes au détriment de celui de valeurs conventionnelles dans lequel le travail reste central. Ce discours soulignant la responsabilité individuelle est cohérent avec l'individualisme et l'utilitarisme de l'idéologie néo-libérale hégémonique. L'augmentation de la criminalité a installé l'insécurité au centre de la campagne pour les élections présidentielles de 2003. Le discours de « tolérance zéro » et de répression, tel qu'il avait été construit dans la deuxième moitié des années 1990, revient en force. Menem et son candidat au poste de gouverneur de la province de Buenos Aires, Patti, se présentent comme les seuls garants de l'ordre.

À partir de juillet 2002, les mécanismes de protestation et de participation sont associés à la question de l'insécurité, qu'il s'agisse des marches de refus dénonçant le manque de sécurité, de la réalisation des piquets pour demander la justice ou de l'incendie d'un commissariat par les gens du quartier. Celui-ci survient en conséquence de l'assassinat d'un mineur qui avait été kidnappé, affaire dans laquelle la police de la province de Buenos Aires est soupçonnée d'inaction, si ce n'est de complicité. Bien que la récupération des actions dénonçant l'insécurité réunisse les classes sociales, les événements les plus importants ont été organisés par des secteurs moyens liés en particulier à des écoles privées.

Un élément à souligner est celui de l'installation du débat sur la syndicalisation des forces de sécurité, résultat de la participation ouverte d'un policier à côté des manifestations des *piqueteros* et du contact établi entre un groupe de policiers et la CTA. Le policier *piquetero* apparaît comme l'expression médiatique de l'initiative d'un secteur réduit de la police de la province de Buenos Aires pour créer un syndicat. Refusée farouchement par les autorités policières, cette idée chercherait, selon leur chef, la destruction de la police. Dans ce cadre, le vice-ministre de la sécurité de la province, perçu comme responsable du projet pour syndicaliser la police, a été limogé (*Clarín*, 6 janvier 2003). Cette modalité de participation à la demande de sécurité a un caractère innovateur. Dans un contexte croissant de violence et de désordre public, la société remet en question le « déficit de fourniture de sécurité » réalisé par l'État en réclamant plus de coercition.

La tendance à ne pas dénoncer les délits est une autre des manifestations de la situation d'anomie généralisée. Ne pas porter plainte est une forme de non participation à la vie publique et revient à accepter l'impossibilité de modifier la réalité. Comme toutes les institutions, la crédibilité du système pénal est en baisse. L'enquête du Ministère de la Justice montre sur le premier semestre de l'année 2002 la méfiance envers la police et la justice. Face à l'augmentation des délits, le nombre de plaintes est tombé. La sensation d'inaction de la police et de la justice fait que porter plainte est vécu comme une perte du temps²⁶. La peur et l'insécurité sont des facteurs de division sociale. La réaction de la société est l'isolement. Métaphore d'une atomisation sociale plus générale, la peur du crime nuit quelque part à l'action commune en enfermant chacun dans son univers et dans ses craintes. Seulement dans ce cas exceptionnel, l'insécurité est devenue un moteur d'intégration sociale. Ainsi, dans certains quartiers populaires, les réunions de type sécuritaire prennent le pas sur les autres types d'actions de terrain et ont commencé à orienter les priorités des organisations de quartier.

La criminalité liée à la drogue a été aussi affectée par la crise²⁷. Alors que les trafiquants ont été contraints de modifier leurs comportements, les trafics illégaux se sont diversifiés et le troc est apparu. Les trafiquants se sont ainsi impliqués dans des vols de voitures pour les échanger à la frontière contre de la drogue, comme c'est le cas dans certains pays d'Afrique subsaharienne ou au Brésil. La législation sur les transports n'étant pas très stricte dans des pays comme la Bolivie et le Paraguay, les véhicules volés en Argentine peuvent être aisément échangés dans ces pays traditionnellement liés au trafic de drogue. Ces nouveaux comportements ont conduit à la formation et au développement d'organisations criminelles en Argentine. Ainsi se réunissent pour agir de concert, voleurs, vendeurs de pièces détachées et trafiquants, avec la collaboration tacite d'une police qui participe très souvent aux délits divers²⁸.

Pendant le premier semestre 2002, en raison de problèmes de financement, le trafic et la consommation interne de la cocaïne ont diminué (*La Gaceta*, 2002). Le manque d'argent, la circulation des bons provinciaux remplaçant la monnaie officielle et la dévaluation du peso par rapport au dollar ont augmenté le prix de la drogue impliquant des modifications de comportements. Cette augmentation du prix, en particulier de la cocaïne, résulte non seulement de la dévaluation du peso, le prix de la cocaïne demeurant fixé en dollars (environ 1 500 dollars le kilo en Bolivie), mais aussi d'une pratique antérieure issue du fait que les consommateurs achètent avec des bons une marchandise qui doit être payée en dollars. Le manque d'argent a également influé sur la recherche de nouvelles alternatives pour acheter de la drogue comme le troc contre des objets de valeur²⁹.

VIOLENCES ET ALTÉRITÉ SOCIALE

Du fait que le pouvoir s'appuie sur la menace de mort, la crise manifeste d'un côté une situation de « déjà vu », notamment par des attitudes maccarthystes (le journal *La Nación* comparant les assemblées à des *soviets*), une démonisation de la protestation sociale et de la délinquance, des mécanismes répressifs classiques (menaces contre les membres des assemblées populaires), des atten-

tats contre les défenseurs des droits de l'Homme, des agressions contre les travailleurs occupant les usines dans le cadre du « Mouvement national d'entreprises récupérées », des actions politiques traditionnelles (infiltration des services de renseignement), et l'utilisation des clientèles politiques dans les piquets pour préparer des actions violentes. D'un autre côté, la crise montre une certaine nouveauté dans l'attitude des forces armées. Leur position révèle un changement des comportements traditionnels en situation de crise.

La crise met en relief la manière dont on est resté fermement attaché à la « démonisation » de la protestation sociale et de la délinquance, ainsi qu'à l'idée d'un « Autre » social « malfaiteur ». Initiée par le ménémisme et poursuivie par F. De la Rúa³⁰, la criminalisation de la protestation sociale met l'accent sur les désordres et les dommages causés à l'ordre public. Dépouillées de leur contenu politique, les mobilisations sociales sont présentées comme des actes à caractère délinquant. Ainsi, C. Menem, en évoquant la protestation sociale, a accusé à diverses reprises – notamment lors de son voyage aux États-Unis – la délinquance et l'action des marxistes d'en être à l'origine. Il a qualifié les manifestations *piqueteras* de « carnaval » soulignant la présence massive dans les rues de marxistes et de délinquants encagoulés et armés.

Dans la forme la plus extrême de cette représentation, sont censés se cacher derrière les *piqueteros* les cartels de drogue ou la guérilla, d'abord Sentier Lumineux ensuite les FARC. En tant qu'adaptation aux nouvelles menaces de l'après guerre froide, les *piqueteros* sont perçus comme des nouvelles formes de la « subversion internationale », à mi-chemin entre le criminel et le politique. Les *piqueteros* sont régulièrement accusés d'être armés et de s'entraîner dans des camps du grand Buenos Aires. Bâtons, lance-pierres et cagoules sont évoqués pour raviver le « fantasme de la subversion ». Si le refus du processus électoral s'enracine dans un secteur minoritaire des *piqueteros*, la tentation du recours à la violence reste cependant très marginale. Bien que les bases expriment des positions plus dures, l'apologie de la « lutte armée » dans les assemblées relève plutôt de l'action des services de renseignement. Ce durcissement dans la prise de position est dans une grande partie le résultat d'une surestimation de leur propre capacité d'action, en particulier dans l'organisation *Anibal Verón*.

La radicalisation d'un secteur minoritaire des *piqueteros* est utilisée politiquement par des secteurs qui craignent que la protestation sociale ne déborde de la sécurité publique. Les accusations de faiblesse de la politique de sécurité de l'administration Duhalde ont conduit une partie du gouvernement à mener une politique plus dure vis-à-vis de la protestation sociale. En juin 2002, la répression de la part des forces de sécurité aboutit à l'assassinat de deux jeunes militants *piqueteros* à Avellaneda. Quelques explications des « pillages » de décembre 2001 montrent le passage de l'altérité politique à l'altérité sociale qui a caractérisé l'Argentine néo-libérale avec l'institution des jeunes et des exclus comme victimes principales³¹. Si traditionnellement, les émeutes étaient pensées comme liées à l'action d'organisations « subversives », il existerait à la base des pillages des gangs de délinquants ou de *narcos*³². La référence à la drogue n'est pas seulement un élément central dans la démonisation des mouvements de protestation, elle a un rôle prioritaire dans la représentation de la délinquance. La référence à l'utilisation de drogues pour la réalisation des actes très violents est un élément permanent du discours sécuritaire.

Dans les représentations des *piqueteros* et des délinquants apparaissent à nouveau les vestiges d'une conception de l'altérité relevant du XIX^e siècle, dans laquelle par une régression infinie, on pourrait déceler des traces encore plus archaïques. Comme un éternel retour, ils sont perçus sous le prisme de l'Indien. Les mots utilisés par les responsables de la gendarmerie dans le cadre des actions de répression sont révélateurs : dans les harangues, les *piqueteros* sont nommés « les Indiens ». Le délinquant est souvent perçu comme un monstre sauvage de naissance qui vole et assassine comme il kidnappait autrefois des femmes « blanches » ou posait des bombes, par dégénérescence congénitale ou spontanée. La construction de cet « Autre » menaçant devient un élément central dans la tâche de légitimation de la gestion pénale de l'insécurité qui accompagne le désengagement de l'État sous le néolibéralisme. Comme dans d'autres sociétés où la criminalisation de la protestation sociale et la « tolérance zéro » se sont installées, nous assistons en Argentine à la formation d'un système d'images et de métaphores dans laquelle prend corps et figure une nouvelle représentation de l'altérité.

L'ARMÉE : UNE MODIFICATION DES COMPORTEMENTS TRADITIONNELS ?

L'histoire argentine nous oblige à tenir compte de la fonction permanente de l'armée dans les relations entre les acteurs socio-politiques. En décembre 2001, celle-ci a refusé de participer à la répression et a affirmé la nécessité d'un décret présidentiel avalisé par le congrès pour tout type d'intervention. Malgré les rumeurs sur une sortie autoritaire d'un type nouveau qui ont circulé entre les mois de février et mars 2002, cette position a été maintenue. Ces rumeurs se sont installées dans le cadre de l'insatisfaction de l'*establishment* avec certaines mesures économiques et l'ambiguïté de l'orientation du gouvernement.

Si le comportement des militaires constitue une vraie nouveauté, il ne peut pas être séparé d'un contexte qui paraît avoir eu les dernières années une mutation stratégique de grande importance : le contrôle social est exercé par les forces de sécurité, en particulier, la police, et non l'armée. L'abstention des forces armées dans la crise contraste avec leur participation dans la prise des décisions. À partir de janvier 2002, l'armée a demandé à avoir un rôle plus actif. L'administration Duhalde lui a assigné deux tâches : d'une part, remplacer la gendarmerie basée aux frontières en la libérant pour la réalisation de tâches liées au conflit social et, d'autre part, s'occuper de la distribution de l'aide sociale au sein des secteurs défavorisés. Cette dernière décision est liée non seulement au fait qu'à la suite du processus de privatisations, l'armée reste l'unique institution de l'État ayant une dimension nationale, mais aussi à la pression de la société qui refuse de laisser la distribution de l'aide sociale aux partis politiques accusés de pratiques clientélistes. La position de la société face à cette distribution faite par l'armée est plus ambiguë.

Le recours à des organisations religieuses pour l'aide sociale, autre tentative pour éviter le clientélisme politique, a conduit à susciter la rivalité entre l'Église, l'Armée et les politiciens pour la distribution de cette aide. Les tentatives

de conférer aux militaires des tâches plus « traditionnelles » n'ont pas suscité un enthousiasme particulier de leur part. En octobre 2002, l'initiative du gouverneur de la province de Buenos Aires, pour utiliser des installations militaires à des fins de formation professionnelle de jeunes en situation de détresse, semblait vouloir chercher à incorporer l'institution militaire dans une nouvelle forme d'endiguement social et d'établissement de la discipline. Mais à la suite de la mort d'un engagé dans une école de sous-officiers, celle-ci a été très rapidement abandonnée. Elle n'avait le soutien ni des militaires ni de la majorité de la classe politique.

Avec l'augmentation de l'insécurité et la perte de confiance des citoyens en la police, la possibilité de la participation des forces armées dans la lutte contre la délinquance a été envisagée, via une intervention de la province ou une modification de la loi de sécurité intérieure. La constitution d'un comité de crise avec la participation du gouvernement national et provincial et des forces de sécurité nationales peut être perçue comme un précédent. La participation des militaires à des tâches de sécurité est soutenue par le ministre de la défense Jaunarena et une partie de l'armée depuis l'administration de la Rúa. Elle a été fortement refusée par la plupart des fonctionnaires de l'administration Duhalde, en particulier par le ministre Alvarez, chargé de la sécurité.

Sous l'impact de la crise économique, l'année 2001 avait été caractérisée par des projets de transformation de l'armée en une force de sécurité supplémentaire destinée au conflit social. La disparition de l'armée a même été évoquée pour mieux satisfaire la rationalité économique. Les attentats de septembre ont accéléré le processus de repositionnement des militaires qui a accompagné la montée des conflits sociaux de la fin des années 1990. La « guerre contre le terrorisme » légitime un nouveau rôle des armées en permettant un consensus sur la réforme de l'appareil de renseignement et la participation des militaires dans les tâches de sécurité, via principalement la maîtrise de la collecte d'information³³.

En Argentine, « la guerre contre le terrorisme » a lancé une discussion sur la participation des militaires dans des tâches de sécurité intérieure. Le Président F. De la Rúa a soutenu que la loi de défense, adoptée à l'époque de R. Alfonsín et interdisant aux armées de faire du renseignement interne, n'était plus d'actualité (*Clarín*, 20 septembre 2001). Il s'est prononcé en faveur de l'utilisation de tous les instruments disponibles pour combattre le terrorisme en soulignant la nécessité d'ouvrir le débat sur la participation des militaires dans ce type de conflit. Par ailleurs, le ministre de la défense et les militaires ont soutenu qu'il n'était pas possible de continuer à penser deux systèmes de renseignement, interne et externe, et qu'il fallait lier sécurité et défense. Le chef de la Marine a également déclaré qu'un nouveau système de renseignement demandait des attitudes sans préjugés pour définir le rôle des armées (*Clarín*, 30 septembre 2001).

Dans le cadre de la campagne pour les élections de 2003, C. Menem a affirmé la possibilité de suspendre certaines garanties constitutionnelles et la nécessité de modifier les lois de sécurité intérieure pour permettre à l'armée de lutter contre la criminalité (*Clarín*, 20 novembre 2002 et 22 novembre 2002). La politique sécuritaire constitue l'un des axes principaux de son programme de gouvernement. Celui-ci reformule tout le système de sécurité en le réorientant exclusivement vers la lutte contre le délit. Armée et forces de sécurité partageraient ainsi des fonctions à l'intérieur des frontières.

Menem a annoncé la possibilité d'utiliser l'état de siège comme un outil contre l'insécurité et à susciter des changements dans les lois pour permettre à l'armée de pacifier le pays à partir du contrôle de la violence délictuelle. Il a promis de restaurer grâce à la présence des militaires dans les rues la sécurité juridique et physique. En construisant son discours à partir d'un scénario « catastrophe », il a aussi fait référence à des indicateurs impressionnants de délinquance, à l'état de commotion interne, à l'abandon de zones entières du territoire national contrôlées par la délinquance et à l'absence de gouvernement. Il a mis en cause la responsabilité de l'administration Duhalde. En truffant son discours d'images guerrières, il soutient que la meilleure défense est une bonne attaque, qu'il faut saturer les rues de forces de sécurité et que combattre la délinquance est fondamental pour la sécurité du Peuple. Selon Menem, le nombre élevé des délits porte préjudice à la démocratie, gouverner c'est pacifier, et avec lui, « on avait la paix ». Si, pour Menem, l'armée doit intervenir dans la sécurité intérieure, les lois en vigueur interdisent cependant une telle participation. L'installation de militaires dans la rue viole en effet les lois de sécurité intérieure et de la défense nationale. Les déclarations de Menem ont provoqué une polémique ainsi qu'une forte réaction des organismes de défense des droits de l'Homme.

Par ailleurs, force est de constater que les forces de sécurité ont récupéré un certain prestige face à l'effondrement de la classe politique et sont devenues une alternative au chômage. L'année 2002 a été caractérisée par l'augmentation des inscriptions dans les institutions militaires et de sécurité. Comparé avec les concours des années précédentes, le pourcentage des aspirants dans les diverses forces a augmenté de 25 % (*Clarín*, 28 mai 2000). Face au chômage et au manque de repères, ces institutions offrent un emploi sûr, une sécurité sociale, un logement, de la nourriture, des vêtements et la possibilité de poursuivre des études. Cette vague d'incorporation présente des caractéristiques particulières comme l'augmentation des aspirants provenant des classes moyennes. Les institutions militaires offrent une possibilité de formation professionnelle et de promotion sociale qui auparavant était placée dans les universités publiques. Un pourcentage important des aspirants a terminé ses études secondaires, ce qui engendre une meilleure formation des cadres de sous-officiers.

La fragmentation sociale, mais aussi spatiale, qui accompagne la crise a des conséquences stratégiques. Ainsi, les rumeurs sur un éventuel démembrement du pays conduisent les militaires à une réflexion sur la façon d'agir face à une telle situation. La question du « développement » met en cause « la sécurité ». Déjà à la fin des années soixante, ces deux mots étaient étroitement liés. Si pour les militaires argentins³⁴ le développement était *The essence of security* (Mac Namara, 1969), pour les États-Unis l'assistance économique répondait au précepte selon lequel le développement économique contribue à la sécurité des gouvernements.

La globalisation provoque une multiplication des problèmes qui ne peuvent être réglés militairement, bien qu'ils soient un objet de réflexion des forces armées. La question de la pauvreté, comme menace à laquelle les armées doivent répondre, a été abordée lors de la Conférence des armées américaines en 1996. Il faut souligner qu'en Amérique latine, dans le cadre d'une tradition de *nation-building* fortement développée, les crises peuvent réintroduire sous de

nouvelles formes l'idée d'une mission des militaires dans des projets nationaux plus ou moins en rupture avec les représentations transnationales. L'Amérique andine et indienne de H. Chávez et L. Gutiérrez en est l'exemple. Ces mouvements politico-militaires populistes de type nouveau constituent un défi latent à la soumission au modèle d'armée « globale » – basé sur le *peacekeeping* – incarné dans plusieurs forces armées latino-américaines dont les armées argentines étaient le cas paradigmatique.

VIOLENCE SOCIALE SANS ISSUE POLITIQUE ?

Le modèle socio-économique installé dans les années 1990 nie une tradition institutionnelle et culturelle fondée sur l'intégration sociale et territoriale. Les formes prises par la violence sont des manifestations du dérèglement général et de la déstructuration de cette société intégrée. Elles révèlent les transformations initiées par la dictature en 1976 et consolidées tout au long des années 1990 par le ménémisme. Si les politiques permanentes d'ajustement paraissent avoir trouvé une limite dans une partie importante de la société, la crise n'a pas exprimé la constitution d'un nouvel acteur social. Nous sommes loin d'un autre 17 octobre – comparaison récurrente en Argentine en décembre 2001. Il n'y a pas eu de nouvel acteur politique arrivant sur la scène pour modifier les rapports de pouvoir et la distribution des richesses, comme l'avait été la classe ouvrière.

Les explosions de violence ne cherchent pas un changement de régime politique. Elles expriment le mécontentement sans recours à la politique sous sa forme traditionnelle et aux institutions. Elles approfondissent la crise de représentativité des partis politiques et soulignent cette caractéristique dans l'Argentine de ces dernières années: le social – dans ce cas, la violence – ne s'exprime plus dans le politique. La violente décomposition du modèle économique qui a provoqué la chute du système politique révèle une absence d'alternatives qui contraste avec l'apparition de nouvelles organisations sociales qui sont toutes des expressions de la « société civile »³⁵.

La crise réside dans le dysfonctionnement des institutions. Elle concerne la légitimité sur le résultat de certains acteurs (syndicats, partis politiques) et institutions (Cour suprême de justice, démocratie représentative, police) et sur un type d'État. La répudiation de la totalité des politiciens exprimée dans la phrase « *qu'ils s'en aillent tous* » n'implique ni la perte de légitimité de l'espace public, ni l'affaiblissement du régime démocratique. Elle est une nouvelle manifestation de la « crise de représentation » installée dans les années 1990. Les assemblées qui caractérisaient la société argentine du début de l'année 2002 en sont une preuve. Ces nouveaux acteurs sociaux ne trouvent pas non plus de canaux institutionnels pour viabiliser la participation³⁶. Combinant préoccupations politiques et sociales, les assemblées qui se développent dans les quartiers des principales villes illustrent un renforcement de la société civile. La participation citoyenne et le caractère délibératif qui accompagnent la crise renforcent le régime démocratique étant donné que la présence dans l'espace public a comme objectif l'augmentation de l'influence et l'établissement d'une nouvelle relation entre la société et ses dirigeants.

Le mépris de la société argentine pour la classe politique ne se limite pas à l'accusation de corruption structurelle. Il est étroitement lié à la perception

que chez les politiciens, il n'y a ni la capacité, ni la volonté de faire face au conditionnement des groupes économiques locaux et internationaux. Les demandes des organismes internationaux et des gouvernements des pays ayant des intérêts économiques en Argentine, en particulier des États-Unis et de l'Espagne, ont restreint les marges d'action du gouvernement et diminué l'autorité du président Duhalde, déjà faible étant donné son illégitimité d'origine et la remise en question permanente – jusqu'à la fin 2002 – de ses initiatives sur le système financier³⁷. À partir de cette date, l'installation d'un sentiment d'amélioration de la situation économique et la résolution partielle des restrictions bancaires ont modifié la perception de son gouvernement dans de larges secteurs de la société.

Un facteur décisif dans le conditionnement de la vie politique est le degré d'intervention des institutions financières internationales et des États-Unis. Ceci réinstalle le débat sur la dépendance et par conséquent sur le nationalisme. La société est divisée sur la question du besoin de l'aide externe. Cette aide a eu des fortes difficultés à se concrétiser, compte tenu des demandes du FMI et du refus des États-Unis³⁸. Ainsi, la proposition de laisser la gestion de l'économie à des experts étrangers s'oppose à un « anti-impérialisme empirique » diffusé parmi certaines populations. L'acceptation par les élites politiques et économiques, ainsi que par une partie de la société de tutelle de la technobureaucratie des organismes internationaux et des États-Unis, contraste avec les secteurs qui adhèrent à la possibilité de l'isolationnisme, et soutient les politiques de nationalisation du système bancaire et de « ré-étatisation » des entreprises privatisées.

La résolution de la crise commencée avec la cessation de paiements en décembre 2001 se présente comme une option des extrêmes. D'une part, l'avenir économique et politique paraît dépendre de l'assistance externe liée au FMI et à la décision américaine. D'autre part, une dépendance extrême qui n'a pas d'antécédents rendrait possible la recherche d'une voie alternative construite sur l'autarcie. La crise laisse apparaître une violence d'autant plus redoutable que la destruction de l'économie s'accompagne de celle du politique. Le discrédit des politiciens et l'affaiblissement des liens sociaux sont accentués par un sentiment d'impuissance généralisé. L'intention de vote pour les élections de 2003 continue à réaffirmer ce manque d'espoir dans la politique³⁹.

Cette destruction du politique a été récupérée par ceux qui, légitimés par le manque de prestige de la classe dirigeante et le coût de la politique, gardent ce désir, toujours présent, de l'éliminer. Des secteurs importants du système économique, en soutenant un « anarchisme de marché », indiquent à la société que la politique n'est pas nécessaire pour gouverner. La corruption, présentée comme étant structurelle à la politique, en est leur principal argument. L'effondrement de la politique conspire contre la résolution même de la crise, puisque l'issue n'est ni économique ni technique. D'abord économique, la crise est devenue politique en sollicitant une récupération du contrôle du politique sur l'économique comme option de résolution. La participation active des classes moyennes (poussées par la demande de restitution de son épargne), l'abstention des forces armées, la sensibilité et la tolérance d'une partie considérable de la société par rapport aux protestations organisées par les exclus, et la forte mobilisation sociale paraissant montrer

l'effondrement des mécanismes disciplinaires établis par la terreur et l'hyperinflation, constituent de très importantes nouveautés qui accompagnent le caractère innovateur de la crise argentine.

Les succès de décembre 2001 ont signifié un recul momentané dans les pratiques et les mécanismes destinés à l'institution de l'altérité sociale. Or, la sensibilité d'une partie de la société, résultat de la gravité de la situation sociale, cohabite avec un accroissement de la méfiance entre individus d'une même classe depuis les saccages, et avec la tentative de récupération par les apologistes de l'ordre. Tout au long de l'année 2002, ces derniers vont de plus en plus mettre en avant l'impression de danger et les conditions menaçantes résultant des variables socio-économiques.

La crise montre les failles d'un bloc de forces sociales et politiques articulées autour du capital financier national et international, et légitimées par le « Consensus des Washington ». Les révoltes de décembre 2001 expriment la contradiction entre, d'un côté, l'effondrement de l'État et la continuité de l'attachement de la classe politique à des représentations transnationales et, d'un autre côté, la persistance de la Nation comme collectif d'identification dans une société civile en rupture avec ces représentations. Cet État affaibli et cette classe politique délégitimée ne semblent plus pouvoir être les garants de la démocratie et du rétablissement d'une culture de la légalité et du service au sein des institutions de l'État, du pouvoir législatif à la police. C'est dans la société civile, dans les multiples associations, groupes de pression et mouvements d'opinion nés des besoins spontanés, de l'insatisfaction et des expériences concrètes de résistance au néolibéralisme, que le dialogue avec autrui s'est engagé et que les intérêts privés pourraient se transformer en intérêts publics capables de reconstruire l'État avec un sens de la justice. La crise montre non seulement que le marché n'est pas l'agent des changements, mais aussi que la société civile peut constituer une pièce centrale dans la reconstruction de l'État.

* * *

Si le processus enclenché en décembre 2001 qui promettait une profonde réforme politique a perdu toute son impulsion initiale, des mouvements sociaux divers – des ONG jusqu'aux églises – participent à des rencontres destinées à améliorer le fonctionnement des institutions en canalisant les militants déçus par les partis. Une société civile active et vitale est le plus sûr témoin de la stabilité de la démocratie argentine. Mais elle doit transformer la colère et le dégoût en des actes politiques capables de reconstruire l'État et la Nation. L'impossibilité de cet objectif peut conduire à l'installation d'un nouveau cycle caractérisé par une logique de guerre.

Résultat des inégalités, une partie importante de la société argentine a fini par se révolter, sous des formes élémentaires et archaïques comme la délinquance ou sous des formes plus élaborées comme les divers mouvements sociaux. Si la violence liée à l'action des forces de sécurité ou à la mise en échec du monopole de la prestation sécuritaire est la manifestation de phénomènes plus généraux comme la tradition autoritaire ou de nouvelles problématiques propres au désordre global, les violences, sous la forme de catharsis ou en tant que mode d'action visant à exercer une pression sur les autorités

via la perturbation de l'ordre public, sont quant à elles une des manifestations de la fracture entre la société et la classe politique. Ce n'est pas encore de la violence politique dans son sens traditionnel, mais ces violences annoncent la fin d'un cycle.

Au sein d'une société où les blocages seront aussi bien politiques que sociaux, la violence peut apparaître comme étant la seule issue possible. Dans un tel scénario, l'« Autre » social pourrait rencontrer dans les représentations stratégiques, un « Autre » politique. Dans des sociétés en consolidation démocratique, la désagrégation générale de la société conduit à sa remise en cause. Celle-ci peut se manifester par la rupture de l'attachement au système démocratique comme espace normatif de résolution des conflits et par la possibilité du retour, sous de nouvelles formes, à une logique de guerre. La mémoire historique latino-américaine montre que dans le cadre d'une augmentation de la conflictualité sociale, l'alternative répressive est toujours en puissance.

Notes

- 1 La littérature sur la violence dans l'Argentine contemporaine est pauvre. Les questions que nous voulons aborder nous conduisent à utiliser une bibliographie relativement étendue mais dont la plupart des titres n'éclairent qu'une partie de notre sujet sans qu'aucun d'eux ne lui soit spécifiquement consacré. Ainsi, aucun des thèmes que nous avons évoqués n'est ignoré par la bibliographie, mais il nous semble qu'une approche globale du sujet est inexistante. Des études stratégiques aux nouveaux mouvements sociaux, les ouvrages couvrent plusieurs champs d'études académiques.
- 2 Les processus démocratiques antérieurs avaient été caractérisés par l'inclusion politique et la mobilité sociale ascendante.
- 3 Dans les années 1990, les organisations de défense des droits de l'homme ont commencé à défendre les droits des manifestants face à la forte répression. C'est une nouvelle pratique pour les organisations des droits de l'homme traditionnellement ciblées sur le terrorisme d'état.
- 4 Le gouvernement de l'*Alianza* n'a pas accompli les promesses de justice sociale et de lutte contre la corruption. La coalition, composée par un électorat très hétérogène, qui était arrivée au pouvoir uni sur le refus du ménémisme, s'est désagrégée très rapidement après la démission du vice-président C. Alvarez.
- 5 À l'origine, l'*escrache* consiste en un attroupement de personnes qui dénoncent devant leur résidence les membres des forces de sécurité encore en liberté et accusés d'avoir violé les droits de l'homme.
- 6 Dans l'Europe d'après-guerre, la reconstruction s'est accompagnée d'une politique de nationalisations.
- 7 La journée avait été caractérisée par des rumeurs sur des manifestations provenant des faubourgs et marchant sur Buenos Aires de façon conquérante.
- 8 Nous sommes conscients de la difficulté de délimiter en termes de classes les participants aux mobilisations. Cependant, nous considérons nécessaire de distinguer les protagonistes des *piquetes* et des saccages, des acteurs des *cacerolazos* et des assemblées de quartiers: salariés, professionnels, petits et moyens commerçants.
- 9 L'impopularité grandissante de cette mesure entraînera des manifestations et des violences successives.
- 10 Dans le cadre de la rationalisation du budget de la Défense et du procès des militaires pour terrorisme d'État en avril et septembre 1987 (A. Rico), en décembre 1988 et 1990 (M. Seineldin), s'est produite une série d'actions militaires contre le gouvernement de R. Alfonsín et de C. Menem. Elles ont été réalisées par une fraction de l'armée qui a commencé à être communément appelée les *carapintadas*. Ils ont su construire un espace politique fondé sur une tranche d'électeurs mécontents groupés autour des anciens mythes nationalistes et populistes.

- 11 Ces secteurs sont les auteurs d'actes de violence avec un fort contenu symbolique comme les bris de vitrines des Mc Donald, des institutions bancaires et financières, principalement étrangères, et les agressions envers les forces de sécurité.
- 12 La mobilisation et la dérive violente du 29 décembre 2001 montrent encore la combinaison de la classe moyenne réagissant spontanément face aux restrictions de retrait de son épargne et à la composition du nouveau gouvernement avec des militants des partis de gauche et du parti justicialiste.
- 13 Les informations quant à la participation de secteurs *carapintadas* ont été démenties par leur chef, le colonel Seinfeldin.
- 14 Elles sont sous le contrôle du PJ.
- 15 Ainsi, les chefs *piqueteros*, Alderete et D'Elía, soutiennent que les saccages ont été organisés ou tout au moins orientés.
- 16 De nombreux morts étaient des membres d'organisations de défense des droits de l'homme. Le cas de l'instituteur, C. Lepratti, « fusillé » dans une école d'un quartier défavorisé est un exemple du caractère ciblé de la répression.
- 17 Le gouvernement radical soutient que les « erreurs » dans la répression résultent du fait que la police a désactivé ou diminué les corps anti-émeutes en raison de leur mauvaise réputation, ou pour des problèmes de budget, en confiant la répression à des policiers spécialisés dans la grande délinquance et non dans la dissuasion (*Clarín*, 23 décembre 2001).
- 18 De nombreux témoignages font référence à des voitures particulières et à des hommes armés qui alertent les quartiers populaires de l'arrivée d'habitants de bidonvilles pour piller les maisons, à la distribution de tracts appelant à l'autodéfense, ou à la présence d'individus qui véhiculent des fausses nouvelles sur la distribution d'aliments près des supermarchés.
- 19 La thèse de la conspiration est la principale défense de F. De la Rúa.
- 20 Bien que présents dans les émeutes de 1989, ces phénomènes avaient une dimension mineure.
- 21 Ainsi, on peut évoquer des actions organisées par des délinquants qui payaient des personnes pour participer aux pillages et ensuite voler des articles de valeur dans les commerces, le vol des voitures ou la demande de droits de péage.
- 22 Une partie importante des morts et des blessés a été le résultat d'actes de défense de la part des petits commerçants.
- 23 Des dirigeants historiques des *piqueteros* comme L. D'Elía et J. C. Alderete ont vu leur légitimité diminuer.
- 24 Les principales organisations *piqueteras* sont la *Corriente Clasista y Combativa*, *Corriente de Trabajadores Argentinos*, *Bloque Piquetero Nacional*, *Coordinadora Anibal Verón*, *Movimiento Teresa Rodríguez*, *Movimiento de Jubilados y Pensionados* et *Movimiento por la Tierra y la Libertad*.
- 25 Direction de la police criminelle du ministère de la Justice de la Nation, *Clarín*, 27 octobre 2002.
- 26 Seulement 24 % des victimes portent plainte. Ceux qui le font le moins sont les personnes âgées de plus de 65 ans, les plus pauvres et les femmes (www.jus.gov.ar/polcrim).
- 27 Par contre, au niveau du trafic international, il n'y a pas eu de grands changements.
- 28 Le vol de 4x4, de voitures de luxe et de motos de grosses cylindrées, a augmenté au premier semestre de l'année 2002.
- 29 La hausse des prix a contribué au développement de nouvelles drogues comme le « bazuco », appelé *pasta* en Argentine, et le crack, plus économiques mais plus toxiques que le chlorhydrate de cocaïne. Afin de préserver les marges bénéficiaires des trafiquants, la drogue destinée au marché interne est de plus en plus coupée, augmentant les risques.
- 30 Sous le gouvernement de F. De la Rúa et avec les incidents à Tartagal (Salta) se sont réinstallées les références au complot étranger à caractère subversif.
- 31 La moyenne d'âge des morts a été de vingt-deux ans et quatre mois. Il y a eu une importante quantité de mineurs de 16 ans tués (*Clarín*, 24 décembre 2001).
- 32 Voir les déclarations du maire de la Matanza, A. Balestrini (*Clarín*, 23 décembre 2001).
- 33 En 1999, des militaires argentins de haut rang ont été accusés de violer les lois de Défense et de sécurité nationales qui interdisent l'espionnage militaire interne. En août 2001, c'est l'armée brésilienne qui a été accusée d'espionnages contre des politiques et des journalistes.

- 34 Le secrétaire du Conseil National de Sécurité du gouvernement Onganía, le général Osiris Villega, est très représentatif de cette pensée.
- 35 Pendant les années 1990, la société civile apparaît de plus en plus comme l'espace de construction d'une contre-hégémonie dans le sens de Gramsci. La société civile, selon lui, est l'espace d'où peut surgir une « volonté nationale-populaire » contre-hégémonique, unificatrice des classes subalternes dans un grand mouvement populaire contre la domination « nationale-étatique » dont l'objectif est la transformation de la société civile en État et la suppression de la division illusoire État/société civile.
- 36 La naissance spontanée d'assemblées populaires devrait obliger à réviser certains concepts structurants de la démocratie comme la participation ou la représentation.
- 37 Si la société n'attendait pas de changements significatifs du gouvernement de Duhalde, l'opposition composée d'un éventail hétéroclite, allant de ceux qui ont assisté à la liquéfaction de leur patrimoine en dollars jusqu'aux petits épargnants, a été accompagnée d'une certaine indifférence dans les secteurs populaires du grand Buenos Aires où Duhalde, via le clientélisme, dispose de son principal soutien.
- 38 Au début de l'année 2002, les principales demandes du FMI étaient : la normalisation de la relation avec les créanciers externes, la renégociation de la dette externe, l'institution d'un pacte fiscal, la rationalisation de l'administration publique provinciale, la modification de la loi sur la faillite et l'abrogation de la loi relative à la subversion économique. Selon le FMI, la première loi décourage les investissements étrangers et la seconde est contraire à la sécurité juridique.
- 39 L'année 2002 a été caractérisée par des luttes internes dans divers partis politiques.

Bibliographie

- Clarín*, 2000, 28 mai.
- Clarín*, 2001, 20 octobre.
- Clarín* 2001, 30 octobre.
- Clarín*, 2001, 23 décembre.
- Clarín*, 2001, 24 décembre.
- Clarín*, 2002, 25 octobre.
- Clarín*, 2002, 27 octobre.
- Clarín* 2002, 20 novembre.
- Clarín* 2002, 22 novembre.
- Clarín*, 2003, 6 janvier.
- Foucault, M., 1997, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- La Gaceta*, 2002, Centro de Estudios Avanzados en Drogadependencias y Sida, Universidad Nacional de Rosario, Argentine, 22 juillet.
- Mac Namara, R., 1969, *Sécurité américaine et paix mondiale*, Paris, Fayard.
- Manero, Edgardo, 2002, *L'Autre, le même et le bestiaire*, Paris, L'Harmattan.
- Minujin, A. y G. Kessler, 1995, « La nueva pobreza en Argentina », *Temas de Hoy*, Bs As.
- Quattrochi-Woisson, D., 1997, « Les populismes latino américains à l'épreuve des modèles d'interprétation européens », *Vingtième Siècle*, (dir.) Jean-Pierre Rioux, Presses de Sciences Po, octobre-décembre.

Mots-clés: Argentine, crise, violence, mouvements sociaux, militaires, contrôle social, altérité négative

Palabras claves: Argentina, crisis, violencia, movimientos sociales, militares, control social, alteridad negativa

Keywords: Argentina, crisis, violence, social movements; military, social control, negative otherness

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

En Argentine, l'augmentation de la pauvreté qu'a accompagné le cycle néo-libéral a réanimé les tensions sociales affectant la représentation politique. La crise de décembre 2001 a relancé aussi une autre forme, plus primitive, de révolte sociale: la délinquance. Ces deux phénomènes de décomposition de l'ordre public sont utilisés pour fonder de nouvelles stratégies de discipline sociale axées sur une modification de la conception de l'altérité négative visible depuis les années 1990. L'institution d'un nouveau voisinage interne est la caractéristique de l'Argentine contemporaine. Le rapport à un « Autre » menaçant basé sur le voisinage idéologique propre à la guerre froide a perdu de sa légitimité au profit de la proximité d'un « Autre » social. Ceci aura des profondes conséquences dans les pratiques des institutions de sécurité. Confrontés à l'inquiétude que suscite la délinquance, un large espace politique et ses relais médiatiques occultent la dimension sociale en préférant accroître les moyens des forces de sécurité ou orienter l'action civique vers le contrôle social.

En Argentina, el auge de la pobreza, relacionado con el ciclo neoliberal, ha reavivado las tensiones sociales que afectan la representación política. La crisis de diciembre del 2001 volvió también a desencadenar otra forma, más primitiva, de revuelta social: la delincuencia. Estos dos fenómenos de descomposición del orden público son utilizados para plantear nuevas estrategias de disciplina social basadas en una modificación de la concepción de la alteridad negativa visible desde los años noventa. La institución de una nueva vecindad interna es la

característica de la Argentina contemporánea. La relación al « Otro » amenazador basada sobre la vecindad ideológica propia a la guerra fría, ha perdido su legitimidad en provecho de la proximidad de un « Otro » social. Esto tendrá profundas consecuencias en las prácticas de las instituciones de seguridad. Enfrentados a la inquietud que suscita la delincuencia, un amplio espacio político y sus relevos mediáticos esconden la dimensión social prefiriendo aumentar los medios de las fuerzas de seguridad u orientar la acción cívica hacia el control social.

In Argentina, the increase in poverty which accompanied the neo-liberal cycle has renewed social tensions affecting political representation. The crisis of December 2001 installed social protest, but it also re-launched another strong, more primitive form of social revolt: delinquency. These two phenomenons of the decomposition of public order have been used to found new strategies of social discipline based on a modification of the concept of negative otherness evident since the 1990s. The institution of a new internal neighbourliness is the characteristic of contemporary Argentina. The relation with a menacing "other" based on the ideological neighbourliness of the cold war has lost its legitimacy to the advantage of the proximity of a social "other". This will have profound consequences on the practice of institutions of security. Confronted by the concern aroused by delinquency, a large political space and its media outlets, occult the social dimension, preferring to increase the means of security or orientate civic action towards social control.

LA CRISE ET L'INSERTION INTERNATIONALE DE L'ARGENTINE

FÉLIX PEÑA*

L'ARGENTINE EST EN TRAIN DE VIVRE LA FIN d'un long cycle politique et économique. Il s'agit d'un processus complexe qui dépasse la seule mutation de la politique du change et de la monnaie, c'est-à-dire l'abandon du régime de convertibilité. Ce qui s'est terminé, c'est un cycle durant lequel la dépendance par rapport à l'épargne extérieure s'est accentuée sans que le pays parvienne à absorber complètement les effets sur le commerce extérieur de la fin des relations économiques privilégiées avec la Grande-Bretagne puis du protectionnisme agricole de certains des pays les plus industrialisés.

C'est dans cette perspective qu'il faut envisager l'étude de l'insertion internationale de l'Argentine qui fait l'objet de ces réflexions. En effet, de nombreux facteurs qui influencent le tableau actuel trouvent leurs racines dans l'histoire longue des soixante dernières années, ainsi que dans la vision que des générations successives d'Argentins eurent de leur pays et de ses relations avec le monde. D'autres facteurs, peut-être plus importants mais qui ne seront pas abordés ici, sont liés aux faiblesses de la représentativité du système politique¹ et à la médiocre capacité des institutions, d'une part, à articuler les intérêts sociaux dans un contexte de grande fragmentation du pouvoir et, d'autre part, à maintenir des politiques publiques qui agissent en profondeur sur la réalité et atteignent les résultats espérés. D'autres, enfin, traduisent des problèmes économiques structurels qui affectent la productivité et la compétitivité dans la production de biens et la prestation de services, qui stimulent l'évasion fiscale et l'économie parallèle, et augmentent les inégalités sociales. Ces dernières sont devenues difficiles à gérer dans le cas argentin, car elles résultent de la dégradation du niveau de vie de plusieurs secteurs de la population – appartenant en particulier à la classe moyenne – qui ont joui par le passé d'un bien-être supérieur à celui de nombreux pays latino-américains.

* Directeur de l'Institut de commerce international de la Fondation Bank of Boston, Professeur de l'Université Tres de Febrero (fpena@datamarkets.com.ar)

Tout n'a pas été négatif dans le développement argentin des deux dernières décennies. Au contraire, le pays a fait des progrès significatifs sur le plan de l'institutionnalisation de la démocratie et de la modernisation économique, qui résulte en grande partie de l'ouverture au commerce extérieur et d'importants investissements, pour la production de biens et la fourniture de services. Sur le plan international, le pays a contribué par ses initiatives à la construction d'un espace d'intégration et de paix au sud de l'Amérique du Sud, à partir du développement de son alliance stratégique avec le Brésil et de ses relations économiques avec le monde, en particulier les États-Unis et l'Union européenne.

De tels progrès forment des bases valables pour la reprise. Il est positif que la transition traumatique commencée avec la démission du président De la Rúa se soit déroulée dans le cadre des institutions démocratiques. Il appartient au président Duhalde, avec une légitimité formelle indiscutable, d'entreprendre la tâche difficile de mener la transition vers un nouveau cycle qui pourrait débiter lors des élections de 2003 avec un plus fort soutien économique et social.

À mon avis, quatre fronts requièrent des actions prioritaires. Du succès obtenu dépendra, en grande partie l'évolution future de l'Argentine et ses possibilités de rétablir sa crédibilité internationale, la nécessaire croissance économique et la cohésion sociale. Le premier de ces fronts est la reconstruction du pouvoir politique et l'efficacité de l'État. Le deuxième est de refonder la paix dans une société bouleversée par des sentiments de frustration et la tentation récurrente de l'anarchie. Le troisième est de terminer de gérer les effets de sortie du système de *currency board*, ce qui implique de rétablir la confiance non seulement dans la monnaie nationale et le système financier, mais aussi dans la capacité à avoir des politiques, des conduites et des mécanismes cohérents avec la discipline fiscale et monétaire, l'épargne et l'investissement, nécessaires pour la production et l'équité sociale. Le quatrième front est de s'insérer dans la région et dans le monde, à partir du renforcement du Mercosur se projetant dans toute l'Amérique latine, et de négociations commerciales dans l'OMC avec les États-Unis – que soit le NAFTA ou le 4+1 – et avec l'Union européenne grâce à un accord de libre-échange.

Ce ne sera pas une tâche facile. Le succès dépendra en grande partie de la capacité du prochain gouvernement à formuler des politiques efficaces et crédibles. Il dépendra aussi des conséquences que tireront tous les groupes – en particuliers les dirigeants politiques, économique, syndicaux, religieux et les intellectuels – d'une ample et nécessaire autocritique qui a débuté en 2002 comme une conséquence positive de la crise.

Mais ce succès dépendra aussi de la compréhension de la communauté internationale pour le cas argentin, et de l'appui concret obtenu sur les plans politique et financier. Isoler le pays et le laisser livré à son sort, se contenter de lui prescrire des politiques, ce serait méconnaître les conséquences d'une aggravation de la crise, qui pourrait résulter de l'échec des efforts de reconstruction des consensus nationaux, sur la stabilité démocratique et économique d'un continent sud-américain toujours plus troublé, comme le montrent, entre autres, les situations de la Colombie et du Venezuela.

Ce qui se passe en Argentine est largement dû aux Argentins eux-mêmes. Mais un environnement international et continental – fait d'idéologies, de modèles, de politiques et de comportements – pas toujours

favorable à la consolidation de sociétés ouvertes dans un monde développé, et particulièrement en Amérique latine, porte également une part de responsabilité.

C'est dans cette perspective qu'il faut situer l'importance que revêt pour l'Argentine la relation stratégique avec le Brésil et la construction *pour de bon* du Mercosur. C'est-à-dire d'un Mercosur qui puisse être perçu, par la qualité de ses règles et l'efficacité de ses engagements, comme un cadre international régional favorable aux profondes transformations politiques, économiques et sociales que requièrent, en plus ou moins grande mesure, tous les pays participants ; un Mercosur qui soit assez attractif pour inclure le Chili et servir de noyau dur à la stabilité politique et économique de l'Amérique latine ; un Mercosur qui grâce à sa légitimité et à sa discipline collective constitue une plateforme pour des gains partagés, pour mieux négocier et être compétitif dans le monde. Les claires déclarations du nouveau président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva en faveur du Mercosur et de la relation avec l'Argentine créent des attentes positives pour l'avenir.

Ces réflexions, nécessairement schématiques, aborderont cinq questions fondamentales pour comprendre l'Argentine après la crise et son insertion internationale future. La première est liée à sa marginalité relative par rapport aux priorités des grandes puissances internationales. La deuxième est sa crédibilité internationale. La troisième se réfère à la reconstruction de consensus élémentaires sur les conditions qui permettront une insertion efficace dans le monde actuel. La quatrième tient aux possibilités ouvertes pour le pays par la mondialisation et l'organisation de grands espaces. Enfin, la cinquième question posée est celle de la qualité de l'alliance stratégique avec le Brésil et le Mercosur.

LA MARGINALITÉ RELATIVE DE L'ARGENTINE DANS LE MONDE

Le fait même de la marginalité internationale relative de l'Argentine est essentiel pour toute analyse de son développement et de son insertion internationale. Il faut prendre en compte au moins trois facteurs qui influencent le niveau relatif de marginalité de tout pays dans le système international, particulièrement dans la perspective des grandes puissances. Il s'agit de la valeur relative et de la situation géographique par rapport aux principales lignes de tension stratégiques et militaires à un moment historique donné, de la position dans les classifications internationales que les grandes puissances établissent en termes de sécurité, de marchés et de valeurs, qui déterminent le « degré de non-indispensabilité » d'un pays pour les acteurs principaux de la lutte pour la domination mondiale et, enfin, de la dotation relative en ressources de pouvoirs – militaires, technologiques, économiques, naturelles, tout particulièrement les ressources alimentaires et énergétiques – qui déterminent la capacité d'un pays à influencer le cours des événements, agir sur la définition des règles du jeu dans les négociations, être compétitif sur la scène mondiale et répondre efficacement aux comportements d'autres pays pouvant affecter ses intérêts.

Sur cinq plans au moins l'Argentine a été un pays de forte marginalité relative durant les dernières décennies. Ce sont :

- Sa valeur stratégique et son éloignement des principaux conflits stratégiques et militaires des soixante-dix dernières années (deuxième guerre mondiale, guerre froide, événements après le 11 septembre 2001),
- Sa faible participation relative aux flux mondiaux de commerce et d'investissement,
- Son éloignement physique et économique des marchés les plus dynamiques à fort pouvoir d'achat,
- Sa capacité à offrir des biens et des services de haute valeur ajoutée intellectuelle et,
- Sa faible incidence (qui résulte des points précédents ainsi que de sa capacité à tisser des alliances internationales) sur les règles du jeu conditionnant l'accès aux marchés et le développement de l'économie mondiale.

Sur le terrain des relations économiques internationales, on peut mentionner quelques données à titre d'illustration. En 2000, la participation de l'Argentine aux exportations mondiales ne fut que de 0,3 % du total, et 0,4 % pour les importations. Les importations provenant d'Argentine ne représentent qu'un pourcentage infime de ce qu'achètent les États-Unis et l'Union européenne. Sa participation aux importations du Sud-Est asiatique est de seulement 0,15 % du total. Elle exporte en majorité des matières premières agricoles et industrielles, des produits indifférenciés sans marque propre. Même pour les aliments, il est difficile de trouver dans les supermarchés brésiliens – pourtant voisins – des produits avec une marque argentine qui traduirait la capacité du pays à utiliser des connaissances pour transformer ses ressources naturelles. Ses produits pénètrent marginalement par deux portes sur des marchés spécialisés de haut niveau : les gondoles des supermarchés et la restauration.

Par le passé, la marginalité économique relative a constitué une sorte de cercle vicieux : plus un pays était marginal sur les marchés mondiaux et plus s'accroissait une culture d'introversion alimentant à son tour la marginalité. L'éloignement, la méconnaissance du monde et le volontarisme des politiques économiques et internationales furent pendant longtemps la réalité argentine, du moins jusqu'à ce que les coûts deviennent insupportables pour une société qui perçut clairement (particulièrement durant les années 1970, à la fin des années 1980 et en 2001) le spectre de l'insignifiance internationale et de la dissolution intérieure.

Le marché des producteurs argentins a été pendant de nombreuses années un marché local prioritaire relativement restreint. Les marchés mondiaux n'ont été que secondaires et abordés seulement lorsqu'il n'était pas plus rentable de vendre dans le pays. Pendant des années, les investissements ont été orientés vers le marché intérieur et, plus récemment, vers le Mercosur. Les exportations de l'Argentine ne dépassent pas 600 dollars par habitant, les importations 700 dollars. La Corée du Sud, avec une population comparable de 40 millions d'habitants et un PIB de 400 milliards de dollars dépasse 2000 dollars par habitant d'importations comme d'exportations.

La même comparaison peut être faite avec un pays présentant des avantages comparatifs analogues à ceux de l'Argentine : l'Australie.

La marginalité relative a eu pour conséquence une attitude passive vis-à-vis du reste du monde, particulièrement les pays développés. Pendant longtemps, on a attendu que le monde (immigrants, capitaux, acheteurs, idées) vienne en Argentine au lieu de projeter le pays vers le monde en s'appuyant sur ses avantages comparatifs dans la production de biens et de services. Pour cela, on n'a pas non plus valorisé la connaissance et la compréhension du reste du monde, en particulier des régions les plus importantes pour l'insertion internationale. Il n'y a jamais eu dans le pays de groupes d'experts spécialistes des États-Unis, de l'Europe, ni même du Brésil, du Chili ou de l'Amérique du Sud – et moins encore de l'Asie. La présence de banques argentines à l'étranger est limitée aux activités financières. Les journaux argentins ont peu de correspondants internationaux.

Regardant presque toujours à court terme, les Argentins ont eu du mal à trouver le temps et le lieu pour s'interroger sur ce qu'ils peuvent offrir au monde qui les entoure, ou sur les forces en jeu dans l'environnement international qui pourraient transformer les avantages comparatifs, à leur faveur ou à leur désavantage. Même lorsqu'ils se projettent sur la scène internationale, c'est en visant des « cibles fixes » (par exemple la substitution des importations) et non des « cibles mobiles », sensibles aux événements chargés d'avenir (innovations technologiques ou facteurs stratégiques).

LA CRÉDIBILITÉ INTERNATIONALE DE L'ARGENTINE

La question de la crédibilité internationale est un problème récurrent pour l'Argentine des cinquante dernières années. Il s'est aggravé avec la crise récente et a affecté la capacité du pays à attirer des flux financiers et d'investissements productifs provenant de pays tiers.

Cette question est importante pour tout pays qui aspire à devenir un acteur significatif des relations internationales. Elle l'est plus encore, si ce pays prétend être perçu comme un acteur responsable, c'est-à-dire pourvu d'un comportement favorisant l'ordre plutôt que l'anarchie. Elle l'est encore davantage si par le passé, son image a été celle d'un pays erratique, avec des changements brusques et imprévisibles.

La crédibilité des signaux qu'un pays émet vers le reste du monde – par le comportement et les propos de ses leaders sociaux, la qualité et la stabilité de ses politiques, ses règles et ses institutions – se traduit au fil des ans par une réputation de prévisibilité. Cela est encore plus important dans les périodes de grandes mutations internationales, comme celle que nous vivons actuellement.

La prévisibilité des comportements d'un pays, fondée sur la crédibilité dont jouissent, par leur qualité et leur fondement, les messages émis par son gouvernement et par sa société, est essentielle pour deux raisons centrales dans les priorités internationales de l'après 11 septembre 2001. La première est celle de la concurrence mondiale pour attirer des investissements augmentant les capacités productives, et pour disposer d'un accès effectif aux marchés à hauts niveaux de consommation. La seconde est sa capacité à contrôler la

production d'armes nucléaires et de vecteurs, qu'il s'agisse de missiles ou de terroristes. C'est autour de ces questions que s'articule la principale tension entre logique d'intégration et logique de désintégration dans le monde actuel, dont dépendent la guerre et la paix ainsi que les possibilités de stabiliser l'ordre international.

Pour l'Argentine, ces deux questions sont vitales. La première parce que les flux d'investissement et de progrès technique sont une condition fondamentale pour mener à bien la consolidation de la démocratie, la transformation productive et l'insertion compétitive dans l'économie mondiale. Les capitaux sont aujourd'hui attirés par de nombreuses possibilités d'investissement qui s'ouvrent sous toutes les latitudes. Presque sans exception, tous les pays cherchent à convaincre les investisseurs et ceux qui possèdent les technologies de production et d'organisation qu'ils trouveront chez eux le meilleur environnement, en termes de sécurité juridique, de stabilité et d'accès aux marchés. C'est l'une des principales forces motrices du phénomène de formation de blocs économiques comme l'Union européenne, l'ALENA, le Mercosur et les grands marchés asiatiques.

La seconde question est importante, car l'Argentine s'est dotée dans les dernières décennies d'une certaine capacité technologique dans les domaines nucléaire et balistique. Mais aussi parce que les attentats contre l'ambassade d'Israël et l'AMIA², puis les événements dramatiques du 11 septembre 2001, la placent face à la possibilité d'être sinon sur la ligne principale de tension stratégique des grandes puissances, du moins dans l'aire d'impact de conflits potentiellement dangereux nés de l'escalade technologique du terrorisme mondial.

Pendant longtemps, l'Argentine a cultivé une image de franc-tireur international. Son comportement, intérieur et extérieur, manquait de prévisibilité suffisante. Une des origines lointaines de ce comportement se trouve probablement dans l'état de perplexité dans lequel la rupture des liens avec l'empire britannique avait plongé l'élite argentine. Le débat national sur le pacte Roca-Runciman dans les années 1930 est un exemple parmi d'autres. De plus, l'ambiguïté du comportement argentin pendant la II^{ème} guerre mondiale a affecté durablement sa crédibilité internationale, tout particulièrement pour le camp des vainqueurs. Ils leur semblaient que l'Argentine avait parié sur la paix germanique. Cela contribua, en même temps que d'autres raisons historiques profondes, à rendre difficiles les relations avec les États-Unis. Durant les dernières années, l'instabilité politique avec pour conséquence le binôme subversion/répression, l'évolution des conflits dans l'Atlantique sud et leurs conséquences, l'indiscipline macro-économique et l'hyper-inflation et enfin la crise de 2001-2002 ont contribué à forger l'image d'un pays peu fiable et peu prévisible.

L'on avait pourtant beaucoup avancé pendant les deux dernières décennies sur ce terrain. Le rétablissement de la démocratie et de l'État de droit y avait contribué, ainsi que la politique de convertibilité à partir de 1991 (permettant la reconstruction des institutions nécessaires à l'économie de marché, à commencer par la monnaie, le crédit et le budget), la politique d'intégration avec le Brésil, le Mercosur et le Chili, et les accords nucléaires passés avec le Brésil dans le cadre d'une politique plus vaste et plus rationnelle dans le domaine du nucléaire, des armements et des missiles. Ces éléments avaient

commencé à installer l'image d'un pays plus enclin à la discipline qu'au volontarisme. La crise de 2001-2002 a remis en cause les progrès en matière de crédibilité internationale. Elle a confirmé que le maintien de cette crédibilité est une tâche permanente.

La crédibilité internationale est donc l'un des grands défis de la démocratie argentine. Elle s'en alimente et la soutient. Ce n'est que par une véritable légitimité démocratique et la cohésion sociale que l'on peut transmettre au monde des signes crédibles sur ses aspirations à une participation active et responsable. Cette crédibilité est d'autant plus nécessaire que certains comportements sont restés ancrés dans la mémoire collective. Fin 1993, un rapport du Club Europe-Argentine sur les investissements européens en Argentine, affirmait : « aujourd'hui on peut dire avec de solides arguments que la trajectoire passée de l'Argentine, avec son indiscipline fiscale et une forte inflation chronique, a été modifiée. Mais il est naturel que l'investissement – local et étranger – soit très sensible à tout indice qui puisse évoquer un retour à un comportement fiscal semblable à celui du passé ». Les récents événements ont confirmé cette affirmation.

LA RECONSTRUCTION DES CONSENSUS FONDAMENTAUX POUR UNE INSERTION INTERNATIONALE EFFICACE

La question de la reconstruction de consensus sociaux élémentaires est aussi un thème prioritaire pour l'Argentine. Ils semblaient avoir été obtenus avant la crise récente. Trouver comment les rétablir et les traduire en politiques publiques efficaces et en comportement collectifs est l'un des principaux défis auquel les Argentins sont confrontés.

De semblables consensus semblaient exister au-delà des perturbations propres à la vie politique qui tendent à s'intensifier à l'approche d'élections trop fréquentes et prolongées. Ils étaient fondés, d'une part, sur l'expérience accumulée par les Argentins durant les dernières décennies et, d'autre part, sur une lecture correcte de quelques-unes des grandes tendances mondiales du début du siècle.

Tout d'abord, une mondialisation croissante et inexorable, se traduisant par la réduction des distances – physique, économique et culturelle – et l'homogénéisation des problèmes de fond et des réponses possibles pour la plupart des pays s'insérant dans des marchés toujours plus compétitifs.

La création d'environnements économiques régionaux favorisant la compétitivité par la création de blocs commerciaux, de zones de libre-échange, d'unions douanières ou même d'unions monétaires.

Le déploiement de réseaux transnationaux de production et de commercialisation facilités par une plus grande ouverture des marchés, les changements de culture des entrepreneurs et l'impact des nouvelles technologies de l'information, particulièrement l'accès à l'intelligence économique, sur les flux financiers, le transport et la logistique.

C'est pendant les années 1980 que naissent en Argentine, comme dans la plus grande partie de l'Amérique du Sud, les consensus politiques fondateurs

autour de la démocratie et de la société ouverte. La culture de la stabilité politique paraît fortement installée dans la société comme dans son environnement régional immédiat, particulièrement le Brésil, le Chili et l'Uruguay. Cependant, malgré les crises récentes de la région, et à la différence de ce qui se produisait dans les années 1970, nul ne conçoit dans ces pays que l'on puisse gagner politiquement sans respecter les règles du jeu démocratique et les institutions. La victoire de Lula au Brésil met en évidence la force de la démocratie dans la huitième économie de la planète et le potentiel démocratique capable de canaliser les forces de changements opérant dans une société. Lula témoigne par son parcours et son attitude de la valeur de la démocratie pour la région.

Les consensus politiques fondateurs des années 1980 ont débouché dans les années 1990 sur au moins cinq consensus élémentaires dans la société argentine. Ils font référence aux exigences minimales pour naviguer avec succès dans la mondialisation et la régionalisation. Il faudra les rétablir pour faciliter la consolidation démocratique, la transformation productive et l'insertion internationale.

Il s'agit :

- De la discipline macro-économique et des équilibres budgétaires, tant pour l'échelon fédéral que pour les provinces et les municipes.
- De la construction d'un environnement régional pour être compétitif et négocier qu'exprime le Mercosur, pierre angulaire du développement d'un espace de libre commerce continental, et l'alliance avec l'Union européenne dans le cadre de l'OMC.
- De la solidarité effective avec ceux qui ont le plus de difficultés à s'adapter aux nouvelles conditions de l'économie nationale et mondiale, et qui s'exprime par des politiques spécifiques pour les PME et des politiques sociales pour les pauvres et les chômeurs.
- De l'éducation comme instrument pour satisfaire à la fois les exigences d'égalité des chances et de compétitivité de l'économie nationale.
- De l'amélioration des conditions systémiques attirant les investisseurs et facilitant les stratégies d'internationalisation des entreprises.

Une fois ces consensus obtenus, le débat devra s'orienter sur la manière, c'est-à-dire sur les façons les plus efficaces et rapides d'atteindre des objectifs stratégiques prioritaires. Il devra porter sur les institutions, les politiques publiques et les règles du jeu. Il ne s'agit pas d'un débat sur le modèle, compris comme la définition d'options fondamentales et le cas échéant incompatibles, mais d'un débat centré sur les méthodes et les qualités, l'efficacité et l'effectivité des institutions et des politiques publiques.

LES CONSÉQUENCES DE LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE

Les tendances actuelles d'une économie mondialisée et de régionalisme organisé dans un cadre multilatéral bien compris ouvrent des possibilités pour

que l'Argentine sorte de la marginalité relative qui a caractérisé son insertion internationale dans la deuxième moitié du xx^e siècle.

La mondialisation qui résulte de la chute des coûts et de l'augmentation de la vitesse du transport et des communications, ainsi que la dérégulation des systèmes financiers est devenue une donnée inévitable de la réalité économique et politique pour n'importe quel pays, et bien évidemment pour l'Argentine. Il ne s'agit pas d'un « produit » que l'on puisse choisir si on le souhaite. L'alternative est d'apprendre à tirer parti de ses avantages ou de demeurer isolé avec les coûts sociaux que cela implique.

Pour un pays comme l'Argentine, cette réalité mondiale signifie la possibilité de dépasser dans les prochaines années la distance physique, économique et parfois culturelle, qui la sépare des principaux marchés industrialisés. Produire et être concurrentiel depuis l'Argentine, en s'insérant dans les réseaux internationaux de production et de distribution, en tirant parti de l'avantage des ressources naturelles, écologiques et humaines, ainsi que de l'expérience des entrepreneurs, doit devenir plus intéressant pour les investisseurs et les entreprises nationales et étrangères.

Quelles sont les possibilités que la mondialisation de l'économie ouvre à l'Argentine? Comment tirer parti des avantages du régionalisme et des relations avec les grands espaces économiques pour atteindre les objectifs accessibles à un pays ayant fait le choix d'une société ouverte, de valeurs et d'institutions démocratiques, de la modernisation technologique et de la cohésion sociale et qui a vocation à s'insérer dans le monde? Comment s'organiser pour tirer parti des possibilités de la mondialisation sur la base de la qualité de ce que le pays peut offrir?

Voilà quelques-unes des questions qui se posent aujourd'hui à la société argentine. Pour une réponse optimiste, on peut penser à la dotation en ressources naturelles, l'expérience des années d'industrialisation, l'appartenance à une région qui peut avoir, avec des politiques adéquates, un fort potentiel de croissance et d'attraction des investissements, le dépassement d'une opposition entre agriculture et industrie, la reconnaissance de la valeur ajoutée intellectuelle pour exporter des biens et des services, la qualité des ressources humaines aux origines culturelles très variées. Ces facteurs devraient ouvrir un éventail de possibilités pour atteindre un niveau de compétitivité mondiale et régionale proche de celui des pays avancés.

Si l'on prend en compte la dotation en ressources humaines et naturelles et la position géographique de l'Argentine, à moyen et à court terme, les principales priorités seront l'attraction d'investissements productifs et de technologies modernes, la possibilité de se fournir en équipements et matières premières de la façon la plus économique, l'accès fluide pour les producteurs localisés en Argentine au plus grand nombre de consommateurs à haut niveau de revenu, l'intégration dans des réseaux de valeur ajoutés à l'échelle régionale et mondiale et le développement d'infrastructures et de services logistiques plus efficaces et adaptés aux besoins du commerce extérieur.

Dans cette perspective, la présence de compétiteurs mondiaux et l'internationalisation des entreprises locales seront un facteur crucial par rapport aux besoins intérieurs. L'internationalisation d'entreprises locales peut être

obtenue de multiples façons. Elle facilitera l'accès aux marchés, en particulier pour les PME. Inversement, la présence de firmes internationales peut être un facteur clé pour accéder à des marchés plus vastes.

L'ALLIANCE STRATÉGIQUE AVEC LE BRÉSIL ET LE MERCOSUR

Cette alliance a un sens politique profond. Son résultat principal est le développement d'un espace de paix, de démocratie et d'intégration dans le sud de l'Amérique. Son contenu est surtout économique et commercial.

Il faut pour la comprendre, se souvenir que l'Argentine est comme le Brésil un *global trader*. Elle a des intérêts commerciaux dans le monde entier, ses exportations comme ses importations de biens et de services touchent les Amériques, l'Europe, le Moyen-Orient et, dans une moindre mesure, l'Asie du Sud-Est. En 2000 les exportations vers le Mercosur représentaient 20 % du total, celles vers le reste de l'Amérique du Sud 19 %, vers l'Alena 12 %, l'Union européenne 22 %, l'Asie du Sud-Est 8 % et 12 % pour le reste du monde. Cette diversification devrait s'accroître si l'on considère à moyen et long terme les possibilités d'exportation d'aliments vers l'Asie, notamment après l'entrée de la Chine dans l'OMC.

Cela explique que l'Argentine ait eu un comportement actif pour la mise en route de l'OMC puis dans l'élaboration du programme de Doha. Ses intérêts sur ce plan, comme ceux du Mercosur, sont liés au commerce agricole. Mais ils touchent aussi d'autres aspects comme la politique de défense commerciale et, en général, les questions d'accès aux marchés de biens et de services. Elle partage avec d'autres membres de l'OMC, y compris l'Union européenne, un intérêt pour le renforcement du multilatéralisme.

Les autres priorités ont été le développement par des négociations équilibrées du Mercosur et d'un réseau sud-américain de libre-échange dans le cadre de l'Aladi, l'ouverture du commerce continental dans l'Alca et l'association avec l'Union européenne. Ces points sont généralement considérés comme faisant partie d'une politique d'État fortement soutenue par l'opinion publique. Malgré cela, il y a eu occasionnellement des positions favorables à une insertion privilégiant l'alliance avec les États-Unis. Cela a alimenté un débat récurrent sur l'existence du Mercosur qui n'a contribué ni à son efficacité ni à sa crédibilité.

L'Amérique du Sud et particulièrement le Mercosur et le Chili occupent la première place pour le commerce extérieur de l'Argentine, notamment ses exportations industrielles. Cet ensemble a fait depuis quarante ans l'objet d'efforts d'organisation sur la base de l'intégration économique. D'abord l'Alalc puis l'Aladi ont traduit ces efforts, et l'Argentine a toujours eu un rôle important. Quatre-vingts pour cent du commerce international de l'Argentine se fait avec des régions dans le cadre d'accords particuliers d'accès et de règles commerciales (Alena, Union européenne, Asie du Sud-Est, Amérique du Sud) mais ce n'est que dans l'ensemble latino-américain que les négociateurs argentins ont une réelle capacité à peser sur les conditions d'accès aux marchés et la définition des règles du jeu.

En 1986, l'Argentine a modifié substantiellement sa stratégie latino-américaine. Grâce au changement des hypothèses de travail sur les relations avec le Brésil – du conflit potentiel à la coopération active – après l'accord tripartite sur l'utilisation des ressources hydriques (1979) et le retour à la démocratie dans les deux pays, le Programme d'intégration et de coopération entre Argentine et Brésil (Picab), puis en 1991 le Mercosur ont marqué la mise en place d'une nouvelle façon d'envisager l'intégration régionale.

La clé de cette stratégie a été depuis lors la qualité de l'alliance avec le Brésil et la projection vers le reste du monde. Le Mercosur est devenu un levier permettant de diminuer les effets de la marginalité relative du pays, d'accroître sa crédibilité internationale et de tirer parti de la mondialisation.

Après deux décennies de construction, l'alliance stratégique entre l'Argentine et le Brésil paraît solide. Ses racines s'enfoncent profondément dans l'histoire, la géographie et la raison. Mais cette alliance se trouve face à une conjoncture difficile, notamment à cause des difficultés économiques des deux partenaires (particulièrement l'Argentine), qui requièrent du Mercosur une adaptation créative.

Les prochains présidents de l'Argentine et du Brésil devront faire face à des défis similaires dans le domaine de la politique extérieure. C'est un facteur qui devrait favoriser la logique d'intégration entre les pays, pour former le noyau dur d'un espace sud-américain de paix, de stabilité et de démocratie.

Il est certain que les priorités de politique étrangère peuvent différer et qu'il y aura certainement des différences d'importance et d'intensité. Il pourra même y avoir des intérêts opposés, comme on l'a plus d'une fois observé dans la construction européenne, sans que cela remette en question l'alliance stratégique. De telles différences résultent de facteurs structurels et conjoncturels distinguant les deux pays. Prochainement, par exemple, l'Argentine devra renégocier sa dette après s'être déclarée en cessation de paiements, ce qui pèsera durablement sur sa crédibilité internationale. De son côté, il est probable que le Brésil, par sa proximité, vive de façon plus intense l'évolution du conflit colombien, et éventuellement d'autres pays andins, et qu'il lui soit plus difficile d'en éviter les répercussions internes.

Mais les éléments communs devraient prévaloir et l'on peut citer au moins quatre thèmes pouvant retenir l'attention de Buenos Aires comme de Brasilia durant les quatre prochaines années, c'est-à-dire durant les mandats présidentiels commencés en 2003.

Le premier thème est celui des conséquences du 11 septembre 2001 et du renforcement de l'action multilatérale dans le système international, dans les domaines de la sécurité et des finances. Quelques questions demandent des réponses intelligentes, se traduisant par des politiques extérieures efficaces et une forte concertation. L'une d'entre elles est celle de la violence et de la sécurité internationale. Mais se pose aussi la question de préserver un espace assez ample pour l'action d'organismes multilatéraux dans un monde tenté par l'action unilatérale, notamment de la part de la première puissance mondiale. Comment montrer que les réponses multilatérales des grands blocs organisés peuvent être efficaces face aux défis que des micro-foyers de violences (généralement connectés en réseaux) posent à la gouvernabilité internationale et à la démocratie? D'autres problèmes tiennent au financement international et à sa volatilité. À ce sujet, la question sera de créer des politiques et

des instruments multilatéraux susceptibles de neutraliser les effets déstabilisant de la volatilité financière internationale sur les pays en développement. Les problèmes seraient encore plus compliqués si se produisait un scénario « 11 septembre renforcé » conséquence d'événements semblables à ceux de ce jour dramatique, ou si l'économie mondiale ne parvenait pas à se stabiliser durablement.

La deuxième question est celle de la paix et de la stabilité politique sud-américaine. Quelques pays d'Amérique du Sud, notamment les pays andins, sont traversés par des fractures sociales, actuelles ou potentielles, qui peuvent conduire à une remise en cause violente de la légitimité démocratique. Deux questions sont prioritaires : comment trouver des réponses rationnelles et efficaces dans le respect des valeurs démocratiques à des problèmes profondément enracinés dans les sociétés de la région ? Comment rendre évident que les démocraties sud-américaines les plus stables – notamment l'Argentine, le Brésil, le Chili et l'Uruguay – peuvent contribuer par leur compréhension et leur solidarité active à la solution de problèmes intérieurs de pays voisins qui, s'ils ne sont pas traités, risquent de s'étendre à l'ensemble de la région ? Les deux questions seront plus difficiles à résoudre si prédomine la logique de violence dans les réponses trouvant leur origine dans le continent. La qualité et la franchise du dialogue avec les États-Unis, mais aussi avec l'Union européenne, sera un élément décisif dans l'efficacité de l'action nécessaire pour renforcer un espace sud-américain de paix, de stabilité et de démocratie.

La troisième question est celle des négociations commerciales internationales en 2003-2004. Le Brésil a une responsabilité particulière dans les négociations avec les États Unis, dans l'Alca et dans le « 4 + 1 », en raison de sa dimension économique et parce qu'il partage avec Washington la présidence des négociations continentales qui devraient entrer dans leur phase finale. Mais avec l'Argentine et d'autres partenaires, il aura la possibilité d'exercer une influence significative dans les négociations de l'OMC et avec l'Union européenne, notamment sur l'accès aux marchés et les règles du commerce de produits agricoles et de services. La question est de parvenir à des résultats équilibrés pour les pays de la région. Ne pas négocier ne paraît pas raisonnable, car d'autres pays le font déjà, et sont même en train de conclure des accords de libre échange avec les États-Unis ou l'Union européenne. Bien négocier sera donc le grand défi des deux prochaines années. Et cela ne sera pas facile en raison des tendances protectionnistes que l'on peut observer dans les pays industrialisés, notamment dans le domaine agricole.

Le quatrième thème est celui du Mercosur. Deux questions sont prioritaires : l'alliance stratégique servira-t-elle seulement aux négociations immédiates ou surtout aux scénarios prévisibles de l'après négociation ? Quelles sont les mécanismes et les instruments permettant de construire un Mercosur de dimension sud-américaine qui assure la préférence économique entre les partenaires, la prévisibilité des règles du jeu, un niveau raisonnable de discipline collective, des bénéfices communs assurant la permanence dans le temps et la crédibilité face aux investisseurs et aux pays tiers, et la légitimité face aux sociétés civiles ?

Le Mercosur souffre actuellement d'un déficit de crédibilité sur son efficacité et son futur. On a accumulé des règles qui ne sont pas respectées, et pas assez flexibles pour faire face aux situations critiques provenant de disparités macro-économiques. La méthode de concertation des intérêts visant

à solutionner les différends présente des insuffisances notoires. Progressivement, l'intégration semble glisser vers un niveau d'insignifiance qui rappelle les expériences latino-américaines précédentes. Le syndrome de l'intégration-fiction s'installe graduellement et engendre chez les citoyens, les investisseurs et les autres pays, scepticisme et confusion.

Renverser ces tendances est une tâche prioritaire pour l'Argentine et le Brésil, et pour la qualité de leur alliance stratégique. Pour cela, la construction du Mercosur devra s'adapter à de nouvelles réalités dans la perspective des exigences nées du 11 septembre 2001 et des négociations commerciales. Il faudra faire preuve de créativité et de réalisme ainsi que d'une raisonnable hétérodoxie dans le cadre des engagements internationaux des partenaires, en particulier l'OMC.

* * *

La crise 2001-2002 pourrait avoir un effet positif sur le long chemin des Argentins vers une société ouverte, démocratique, moderne et compétitive. C'est une tâche réalisable en raison de l'énorme potentiel du pays et de ses habitants, dans la mesure où des consensus sociaux se créent autour de la stabilité politique, économique et sociale, et d'une insertion internationale réaliste. L'insertion internationale de l'Argentine doit traduire ses besoins intérieurs en possibilités extérieures. Cela demande de réaliser un diagnostic correct de la valeur du pays dans le monde et dans la région, de rétablir un niveau minimal de crédibilité et de prévisibilité, de tirer parti de la globalisation et de tisser des alliances diplomatiques de qualité, en commençant par élargir le Mercosur à l'ensemble de l'Amérique du Sud, et par passer des accords équilibrés de libre commerce, non seulement d'un bout à l'autre du continent, mais également avec l'Union européenne en renforçant l'OMC.

L'Argentine doit se préparer aux conditions résultant des négociations commerciales actuelles, pour être compétitive et proposer aux consommateurs d'autres pays des biens et des services de qualité. Cette stratégie devra renforcer la cohésion d'une société pluraliste et mobile, mais qui a perdu de sa force en se fragmentant, et en raison d'erreurs d'appréciations sur sa réelle valeur dans le monde. Rétablir la viabilité démocratique et transformer sa productivité peuvent être une contribution significative à la construction d'un espace sud-américain de paix et de développement. C'est un objectif qui mérite l'appui de la communauté internationale, en particulier des États-Unis et de l'Union européenne.

Notes

¹ Voir à ce sujet l'article de Silvia Robin (NdT).

² Les attentats contre l'ambassade d'Israël en 1992 puis en 1994 contre l'Association Mutuelle Israélite d'Argentine (AMIA) n'ont jamais été élucidés. Ils font peser sur la démocratie la menace de réseaux terroristes liés à des mouvements antisémites (NdT).

Bibliographie

- Lafer, Celso, 2002, « La Identidad Nacional del Brasil », *Fondo de Cultura Económica*.
- Peña, Félix, 1968, « La Participación en el Sistema Internacional », *Criterio*, Buenos Aires, décembre, p. 931 et sqq.
- Peña, Félix, 1970, « Argentina en América Latina », *Criterio*, Buenos Aires, décembre, p. 872 et sqq.
- Peña, Félix, 1995,, « La Credibilidad Internacional de la Argentina », *Criterio*, Buenos Aires, avril, p. 21 et sqq.
- Peña, Félix, 2002, « La Argentina y el Brasil, hoy » dans Wagner Rocha d'Angelis, coord., *Direito da Integracao & Direitos Humanos no Século XXI*, Curitiba, Juruá Editora, p. 45 et sqq.
- Peña, Félix, 2002, « El Mercosur en el Actual Contexto Mundial », *Archivos del Presente*, Buenos Aires, n° 28, p. 75 et sqq.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Les événements de l'année 2001 marquent la fin d'une longue période qui avait débuté avec la fin de l'alliance privilégiée avec la Grande-Bretagne. Cinq questions sont fondamentales pour comprendre l'Argentine après la crise et son insertion internationale future: sa marginalité relative par rapport aux priorités des grandes puissances internationales, sa crédibilité internationale, la reconstruction de consensus élémentaires sur les conditions qui permettront une insertion efficace dans le monde actuel, les possibilités ouvertes pour le pays par la mondialisation et l'organisation de grands espaces et, enfin, la qualité de l'alliance stratégique avec le Brésil et le Mercosur.

Los acontecimientos del año 2001 señalan el fin de un largo periodo que comenzó con la ruptura de los vínculos privilegiados con Gran-Bretaña. Hay cinco cuestiones fundamentales para entender la Argentina post-crisis y sus posibilidades de inserción internacional en el futuro: su marginalidad relativa en relación con las prioridades de

las grandes potencias internacionales, su credibilidad internacional, la reconstrucción de consensos elementares sobre la condiciones que permitan una inserción eficiente en el mundo actual, las posibilidades abiertas por la globalización de la economía y la organización de grandes espacios y finalmente la cualidad de la alianza estratégica con Brasil y el Mercosur.

The events of the year 2001 marked the end of a long period which began with the end of the privileged alliance with Great Britain. There are five fundamental questions to understand Argentina after the crisis and its future international rehabilitation: its marginality in relation to the priorities of the large international powers, its international credibility, the reconstruction of an elementary consensus over the conditions which permit an efficient rehabilitation in the real world, the possibilities opened to the country by globalisation and the organisation of large spaces, and finally the quality of the strategic alliance with Brazil and the Mercosur.

Mots clés: Argentine, crise, mondialisation, Mercosur, relations internationales

Palabras claves: Argentina, crisis, mundialización, Mercosur, relaciones internacionales

Keywords: Argentina, crisis, globalization, Mercosur, international relationships

COMPÉTITIVITÉ ACQUISE ET CAPACITÉ D'ADAPTATION : L'AGRICULTURE PAMPÉENNE FACE À LA CRISE

GUILLERMO HILLCOAT* & MARTINE GUIBERT**

RÉFLÉCHIR SUR L'IMPACT POSSIBLE, à moyen terme, de la crise et du nouveau contexte macro-économique sur le secteur agricole, suppose d'évaluer les conditions dans lesquelles celui-ci se trouvait à la fin 2001. Si, en effet, l'économie argentine est entrée en récession durant le dernier trimestre 1998, après avoir souffert plusieurs chocs externes dont la dévaluation de la monnaie brésilienne en février 1999, l'agriculture pampéenne a maintenu le dynamisme qu'elle a connu durant la décennie 1990 et qui lui aura permis de doubler sa production. Les progrès de la compétitivité du secteur grains sont inégaux et, de manière corollaire, les transformations structurelles et les nouvelles méthodes de production ont induit des modifications socio-économiques dans la structure agraire. Par ailleurs, si la réforme libérale a été favorable à l'agriculture, l'inefficacité du secteur public se traduisant par une pression fiscale accrue, a créé des problèmes de rentabilité évidents.

Dans cet article, nous allons replacer l'évolution du secteur grains dans la perspective des années 1990, puis nous présenterons l'impact probable de la nouvelle politique suite à la crise monétaire et financière déclenchée par la dévaluation et la « pesification » décidée début 2002.

LES ANNÉES 1990 : STABILISATION MACRO-ÉCONOMIQUE ET BOND EN AVANT DE LA PRODUCTION DE GRAINS

Le bond en avant de la production et de la productivité dans le secteur grains a été possible grâce à la conjonction de deux facteurs: premièrement, dans un

* MCF, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, ledes (hillcoat@univ-paris1.fr)

** MCF, Université de Toulouse-Le Mirail, Dynamiques rurales (martine.guibert@univ-tlse2.fr)

contexte de stabilité macro-économique et de monnaie forte, les changements macro-économiques et sectoriels vont inciter les exploitants à s'équiper et avoir recours aux intrants, type fertilisants et produits chimiques; le second facteur déterminant est l'introduction des innovations technologiques et agronomiques, comme le semis direct et les OGM. Mais les effets négatifs ont particulièrement déstabilisé la frange des petits et moyens producteurs, peu à même de résister à la pression fiscale et à l'endettement.

Les effets de la stabilisation

La réforme économique mise en œuvre au début de la décennie 1990 (libéralisation externe – ouverture – et interne – dérégulation et privatisations) a eu des effets mitigés mais, assez positifs, sur l'agriculture argentine et, plus particulièrement, sur le secteur grains pampéen. Tout en générant parfois des situations sans issue pour les producteurs les plus fragiles, deux catégories de mesures ont cependant œuvré favorablement : les nouvelles conditions fiscales et financières, et l'amélioration de la logistique.

En vigueur depuis une cinquantaine d'années sur les céréales et oléo-protéagineux, les taxes à l'exportation ont été supprimées presque intégralement. Elles pénalisaient les producteurs, oblitérant sensiblement les avantages comparatifs et introduisant de fortes distorsions dans l'allocation des ressources dans l'économie argentine. En mars 1991, leur taux atteignait encore 8 % pour le maïs, 13 % pour le soja et le tournesol, et 7 % pour les huiles et tourteaux. Puis, en octobre 1992, elles ont été supprimées et seules les graines de soja et de tournesol étaient imposées à l'exportation à hauteur de 3,5 %.

Parallèlement, la diminution des droits de douane et la suppression des contingents sur les importations ont permis aux producteurs d'accéder à des prix avantageux à la technologie et aux intrants. Cet effort d'intensification de la production a été soutenu par l'augmentation du crédit agricole (libellé en dollars), offert par le Banco Nación et par les banques privées, celles-ci proposant des prêts moins nombreux et plus chers. Il est estimé qu'un tiers de chaque campagne est financé par le secteur bancaire, un deuxième tiers par le secteur commercial et le dernier tiers par les fonds propres des producteurs.

Ces réformes structurelles se sont traduites par un rapprochement des prix internes des prix internationaux, les producteurs percevant un plus fort pourcentage du prix FOB (par exemple 94 % pour le blé pour la période 1994-1996 contre 74 % pour la période 1985-1990).

D'autre part, la dérégulation dans les transports, en matière de gestion portuaire et de commercialisation des produits agricoles, a été accompagnée par des investissements privés considérables dans la logistique et les infrastructures. Alors que, du fait de complications et de l'obsolescence de certains matériels, les coûts de transport terrestre (routiers et ferroviaires) restent élevés, et que le projet de voie fluviale sur le Paraná n'a pas été pleinement réalisé, le fret et les coûts portuaires d'expédition ont, pour leur part, été sensiblement améliorés.

Ainsi, entre mars 1991 et décembre 2001, au-delà des difficultés ressenties par des producteurs à la trésorerie fragilisée, un nouveau cadre macro-économique se maintient qui a permis d'établir une certaine stabilité, de rendre le marché plus transparent et de développer une modernisation évidente du

secteur agricole et agroalimentaire. Cette nouvelle donne repose tout d'abord sur la stabilité de la monnaie (parité fixe peso/dollar), synonyme de possibilité de prévision. L'élimination des taxes sur les exportations s'insère dans le processus de moindre intervention de l'État qui consiste à ne plus exercer de contrôle sur la commercialisation agricole (démantèlement des organismes d'État tels les *Juntas nacionales de granos y de carne*), à procéder à une décentralisation et à la privatisation des infrastructures de transport (ferroviaire), de stockage et d'expédition portuaire. Gain de temps et optimisation des équipements débouchent sur une diminution significative des coûts portuaires et du fret maritime. De la même manière, l'ouverture aux investissements étrangers de l'agro-industrie entraîne une profonde modernisation et l'agrandissement des installations de transformation, de stockage et d'exportation, pour atteindre des économies d'échelle significatives (Ferrés, 2002), compte tenu que le secteur travaille avec des *commodities* à très faible valeur ajoutée.

Le secteur de la production huilière (huiles et sous-produits obtenus par trituration du soja et du tournesol principalement) est particulièrement symbolique de cette phase de déploiement agro-industriel. Son développement, porté en aval par l'existence d'un marché international en expansion, va stimuler en amont la production de graines oléo-protéagineuses qui, elle-même, permet le maintien du blé (du fait de la double culture blé-soja). Cette nouvelle « Révolution des Pampas » repose ainsi sur l'incorporation de technologies performantes en fin de filière (agro-industries et terminaux portuaires) mais, aussi, en début de filière, par les producteurs.

Un palier franchi dans la « troisième Révolution des Pampas »

Faisant suite à la « première Révolution des Pampas » intervenue à la fin du XIX^e siècle (première mise en valeur des terres) et à la « deuxième Révolution » déployée à partir des années 1970 (« agriculturisation » avec l'utilisation accrue d'intrants, une mécanisation poussée et l'introduction de semences améliorées), la « Révolution » actuelle franchit un cap dans les années 1990 avec l'incorporation soutenue de technologies, un accès plus ample au crédit bancaire public et privé, et un rôle très important du crédit commercial des agro-fournisseurs.

À partir de la décennie 1990, la tendance observée durant les quinze années antérieures d'une expansion de la surface destinée à la production de grains se renforce. La surface allouée à l'agriculture progresse au détriment de l'élevage bovin ; les rendements à l'hectare, à la fois en céréales et en oléagineux croissent rapidement, amenant, à la fin de la décennie, à un bond de la production de soja.

Depuis le milieu des années 1980, alors que les surfaces emblavées augmentaient de 2,5 % par an environ, les rendements se sont accrus de 2,8 % par an en moyenne, tous grains confondus.

Les surfaces pampéennes cultivées sont de l'ordre de 25 Mha. Les rendements atteignent désormais les meilleurs niveaux mondiaux pour le soja (26 qt/ha), ou ils les approchent (maïs : 57 qt/ha ; tournesol : 18 qt/ha ; blé : 27 qt/ha). Ainsi dopée, la production agricole totale a quasiment doublé, passant de 35 Mt environ, à la fin des années 1980, à plus de 60 Mt en 1999, près de 65 Mt en 2000 et 62 Mt en 2002 (avec un pic à 68 Mt en 1998 et 2001). Le soja est la culture-phare de cette expansion agricole, sa production ayant

triplé entre le début et la fin de la décennie 1990 (production de 30 millions de tonnes environ en 2002). Le tournesol, repoussé sur les terres pampéennes plus arides du Sud-Ouest, passe de 3 Mt, en moyenne par an au début des années 1990, à plus de 6 Mt en 1998, avant de revenir à 3 Mt en 2002 (prix internationaux déprimés). Le blé retrouve le niveau de 15 Mt en 1999 et, après avoir atteint 17,5 Mt en 2001, la récolte a sensiblement diminué en 2002. Enfin, le maïs se maintient à 17/18 Mt (Muñoz, 2002). Quant à l'élevage bovin, le déclin du cheptel renvoie à la baisse du prix de la viande bovine, ce qui stimule la mise en culture de pâturages dans les zones d'élevage traditionnelles (terres pampéennes de l'Ouest), et à des difficultés de commercialisation (chute des exportations et diminution de la consommation nationale).

Certes, l'évolution des différentes cultures a été influencée par les signaux des prix venant des marchés internationaux. Néanmoins, les changements dans les conditions de production, l'utilisation de nouveaux intrants, de nouvelles techniques agronomiques et l'augmentation de l'échelle de production dans les exploitations, combinées avec la maîtrise des coûts de production, ont renforcé la tendance à l'augmentation de la production totale et, dans certains cas, ont contré une évolution défavorable des prix internationaux. De plus, l'utilisation croissante de ces nouveaux moyens de production techniques et chimiques (intrants, machinerie, silos-tunnels de plein champ) accompagne l'adoption du semis direct (semis sans labourage au préalable). Ainsi, l'agriculture pampéenne est caractérisée par cinq évolutions remarquables :

L'effort de modernisation du parc de machines et d'équipements est soutenu et les ventes enregistrent une forte progression en particulier durant les années de prix internationaux favorables, avant de se tasser à partir de 1998.

L'augmentation de l'utilisation des fertilisants est spectaculaire, avec une croissance annuelle de 38 % entre 1991 et 1996, à la faveur d'une évolution favorable du rapport prix des fertilisants/prix des grains, qui est divisé par deux pour les trois engrais principaux par rapport au prix du blé. Les quanti-

TABLEAU N° 1 : VENTES DE MACHINES AGRICOLES (EN UNITÉS)

Années	Tracteurs	Moissonneuses	Équipements d'irrigation	Semoirs Semis direct
1990	4 742	1 120	–	–
1991	3 400	760	–	–
1992	4 871	415	–	1 043
1993	5 192	344	97	1 786
1994	6 393	1 011	188	2 757
1995	4 615	662	137	1 462
1996	7 720	1 276	381	1 100
1997	7 601	1 252	–	1900
1998	5 925	1 156	–	–

Source : Obschatko et Estefanell, 2000

tés de fertilisants utilisés à l'hectare sont passées de 9 à 33 kg/ha entre 1991 et 1997, c'est-à-dire + 24 % par an (Reca et Parellada, 2001). D'autres enquêtes donnent des estimations plus importantes: l'utilisation des intrants concernerait 65 % de la production de blé et 72 % de celle du maïs, contre respectivement, 28 % et 13 % en 1993 (Mora et Araujo, 2000). Par la suite, malgré la chute des prix des céréales, l'utilisation de fertilisants a continué à augmenter, certes à un taux plus modeste: + 2,5 % par an entre 1996 et 1999. Selon certaines estimations, pour l'année 1999, 60 % de la culture du blé et 50 % de celle du maïs ont eu recours aux fertilisants; il est intéressant de noter aussi la diffusion de fertilisants dans l'implantation de pâturages annuels et pérennes dans les surfaces réservées à l'élevage et, principalement, à l'engraissement. Ceci reflète une tendance à l'intensification, aussi, dans l'élevage bovin permettant de dégager des terres en faveur de l'agriculture. En résumé, en 1991, la demande de fertilisants était de 300 000 tonnes; en 1996 (campagne record), elle a atteint 1,655 million de tonnes et elle a ensuite faiblement décliné lors des années de mauvais prix pour les grains (campagnes 1997 et 1998). En conséquence, les surfaces semées avec du blé et du maïs ont diminué, de même que les doses moyennes de fertilisants utilisées par hectare. Néanmoins, le marché a trouvé un plancher minimum à 1,5 million de tonnes. 1,8 million de tonnes de fertilisants ont été utilisés en 2001, soit 6 fois plus qu'en 1994.

En ce qui concerne les produits phytosanitaires, on assiste depuis les années 1970 à une large diffusion, principalement des herbicides. En effet, l'évolution du marché des pesticides se fait en faveur des herbicides et au détriment des insecticides. Ce changement dans la structure de la demande découle de l'essor de la production de grains dans la région pampéenne et suit principalement l'expansion de la culture du soja et de la double culture blé/soja qui, en intensifiant l'exploitation des sols, provoque la diffusion accélérée des herbicides. Cette tendance est renforcée pendant les années quatre-vingt-dix à la fois par l'augmentation de la surface allouée au soja, par la pratique du semis direct et, surtout, par la diffusion massive des semences OGM. Le marché des phytosanitaires passe de 500 millions de dollars en 1994 à plus de 900 millions de dollars en 1997. À l'instar de ce qui est arrivé avec les engrais, l'utilisation des phytosanitaires a bénéficié de la diminution du rapport prix des pesticides/prix des grains. Ce rapport a fortement baissé pendant les premières années de la décennie 1990 pour se stabiliser par la suite. On peut constater aussi la diminution du prix moyen en dollars courants des produits phytosanitaires qui passent de près de 9 dollars l'unité (kg, l), en 1994 à 4,30 dollars en l'an 2000.

Pour les semences, il faut remarquer le bond enregistré dans l'utilisation des OGM principalement dans la culture du soja. En effet, pour la campagne 1996-1997, il n'y avait que 50 000 hectares emblavés en OGM, soit moins de 1 % du total. L'année suivante, ce pourcentage est de 20 %; en 1998-1999, il est de 73 % pour arriver en 2000-2001 à 90 % du total. Pour les producteurs, la combinaison des semences OGM avec le semis direct représente des économies substantielles en termes de labourage des champs et d'utilisation d'intrants. Ainsi, la marge brute a augmenté de 15 % avec la culture du soja OGM.

Enfin, concernant la pratique du semis direct, sa progression a été très rapide, en particulier ces dernières années. Elle concernait un demi-million

d'hectares pour la campagne 1991-1992, et près de 3 millions d'hectares en 1995-1996. Elle dépasse les 7 millions d'hectares pour la campagne 1998-1999, soit 32 % de la surface totale sous culture. Aujourd'hui, environ 12 millions d'hectares sont travaillés en semis direct, soit 40 % de la superficie cultivée (*Revista de la Bolsa de cereales* de Buenos Aires, octobre-décembre 2001). L'abandon du labour traditionnel a profondément redéfini les méthodes culturales et le semis direct fait de l'Argentine l'un des premiers pays utilisateur de cette méthode conservatrice.

Tendance à l'accroissement de la taille des exploitations

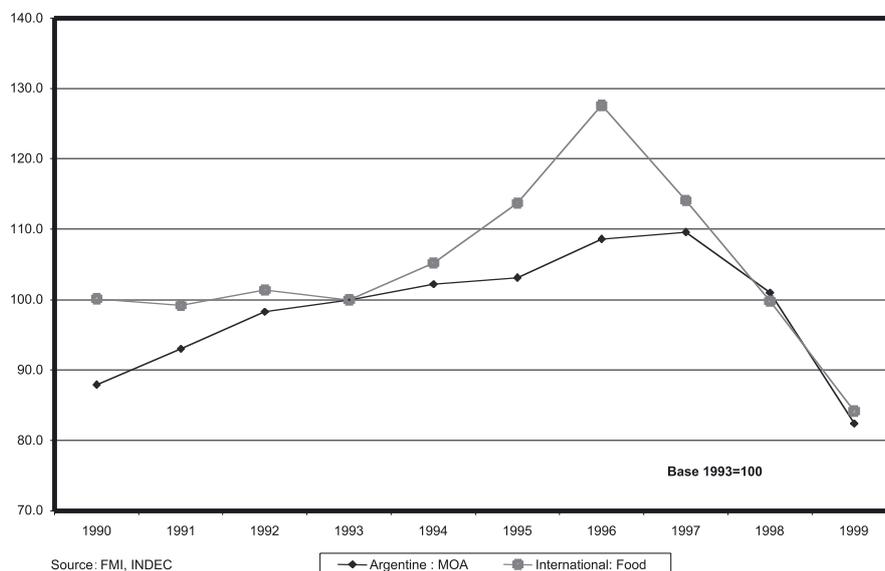
Le dernier recensement agricole date de 1988 et le prochain est en cours de réalisation. Dans des études intermédiaires, des changements évidents apparaissent à la fois dans la structure de la propriété foncière et dans la taille des exploitations : l'échelle de la production s'est profondément modifiée. Les résultats des études partielles révèlent en effet un processus de concentration. Néanmoins la disparition de nombreux petits producteurs a renforcé essentiellement des unités moyennes. Il s'agit de l'accroissement d'une tendance de la décennie 1980, lorsque l'agriculture avait pris le pas sur l'exploitation mixte ou exclusivement destinée à l'élevage. Il s'agissait déjà à l'époque d'un recentrage consistant simultanément à la perte en importance du *minifundio* et du *latifundio*.

Ce nouveau processus de concentration de la propriété tend à la formation de grandes unités gérées avec des méthodes capitalistiques, qui prennent place au côté de l'agriculture familiale qui travaille des exploitations de 100 à 500 hectares, selon les régions. Le prix du foncier a reflété la situation du secteur (hausse du prix moyen à l'hectare jusqu'en 1998). De 1992 à 1997, alors que la superficie moyenne est passée de 243 à 355 hectares (+ 46 %), le nombre des exploitations a diminué de près de 171 000 à un petit plus de 117 000 (- 31 %) (Mora et Araujo, 2000). Or, compte tenu du manque de rentabilité des unités de moins de 500 hectares, surtout dans la province de Buenos Aires, le mouvement de concentration devrait s'affirmer et le marché des terres à louer s'étendre.

Nous constatons ainsi que la priorité est donnée à l'agriculture dans la région pampéenne au détriment des anciennes exploitations mixtes, avec un recours de plus en plus massif aux intrants, dans un contexte sectoriel et macro-économique libéral où les producteurs se trouvent face aux signaux et aléas du marché mondial sans pouvoir compter sur des filets de sécurité et/ou des appuis publics. Ce processus se traduit par le renforcement des exploitations de type capitaliste. L'exploitation-type a une taille comprise entre 500 et 700 ha, segment qui devient prépondérant dans la structure agraire de la région pampéenne.

La nouvelle concentration n'est pas exempte d'effets sociaux négatifs car elle supprime des milliers de petits et moyens producteurs. Cette nouvelle agriculture productiviste en augmentant l'échelle de la production et, donc, la taille des exploitations, a introduit un biais contre la petite agriculture familiale et paysanne.

GRAPHIQUE N° 1 : PRIX INTERNATIONAUX DES BIENS ALIMENTAIRES, 1990 A 1999



MOA : manufactures d'origine agricole.

Source: Cristini, 2000

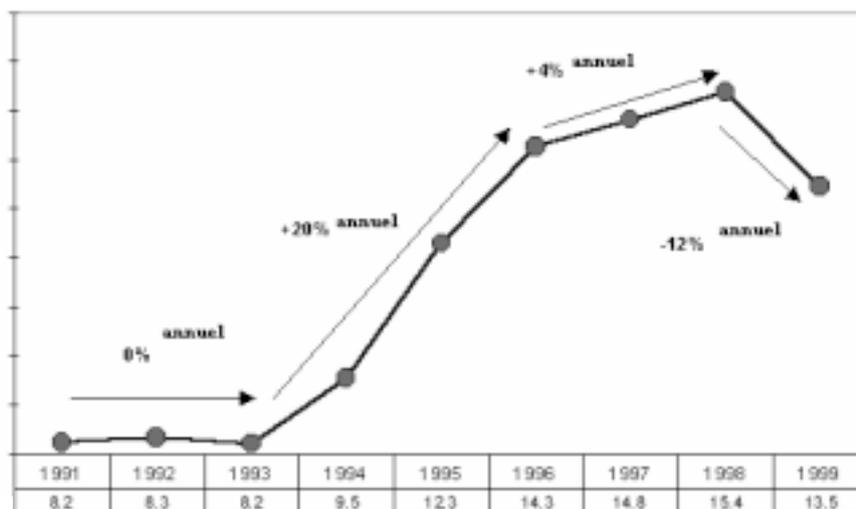
Détérioration de la rentabilité des exploitations

Il va de soi que les retombées négatives sur le plan socio-économique, dues à la disparition de plusieurs dizaines de milliers d'agriculteurs pampéens se sont vues aggravées par la crise de rentabilité déclenchée par l'effondrement des prix internationaux des grains et aliments exportés par l'Argentine (Graphique n° 1). Cependant, ces conséquences néfastes de la dégringolade des prix internationaux sur la rentabilité des exploitations n'épuise pas le sujet, loin s'en faut. Car l'agriculture pampéenne n'échappe pas aux contraintes et aux handicaps auxquels fait face l'économie argentine compte tenu des réformes structurelles mises en œuvre au début de la décennie 1990, qui ont été inachevées et/ou dévoyées.

Certes, les exportations agroalimentaires de l'Argentine n'ont cessé d'augmenter tout au long de la décennie, traduisant de forts gains de compétitivité. Et ce n'est qu'en 1999, par la conjonction de la chute des prix et la crise au Brésil, devenu entre-temps le principal marché pour l'Argentine, que les exportations ont chuté (Graphique n° 2).

Ainsi, nous devons aller au-delà d'une lecture chiffrée des performances accomplies par l'agriculture pampéenne pendant la décennie 1990. En effet, les niveaux atteints par le secteur agricole pampéen sur le plan du volume produit et des parts de marché gagnées à l'international ont été accompagnés d'une détérioration de la rentabilité des exploitations. Trois facteurs sont à la base de cette crise de rentabilité :

GRAPHIQUE N° 2 : ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS AGRO-ALIMENTAIRES ARGENTINES
(EN MILLIARDS DE DOLLARS)



Source : Estefanell, Mateu et Raposo, 2000

- Le coût du transport grève la compétitivité du secteur grains en Argentine et l'augmentation de la production de grains n'a pas eu son pendant au niveau logistique, principalement dans l'acheminement de la production vers les usines et les ports.
- La pression fiscale est pénalisante : l'État s'est désengagé de l'activité productive, mais ses finances publiques sont restées déficitaires et, pendant toute la décennie 1990, elles ont progressé plus fortement que le PIB. Un État toujours court en ressources ne pouvait pas relâcher la pression fiscale, le secteur agricole comme le reste de l'économie réelle en a fait les frais. Ainsi, la pression fiscale a eu tendance à croître et est devenue un véritable carcan pour la gestion des exploitations et, dès 1992, les organisations agricoles se sont plaintes de la « triple imposition » qui pèse sur le facteur terre : l'impôt fédéral sur le capital des producteurs, l'impôt sur le foncier prélevé par le gouvernement provincial et les taxes perçues par les municipalités. Le premier impôt a été supprimé en 1995 mais le deuxième a augmenté et d'autres taxes se sont ajoutées : taxe sur le gasoil (plus 0,12 dollar/litre) ; taxe sur les intérêts payés sur les emprunts bancaires, créée en décembre 1998, ce qui n'a fait que renchérir le coût du financement de l'agriculture ; enfin, un nouvel impôt appelé « sur la rente présumée », équivalent à 1 % de l'actif imposable, est introduit.

Une étude réalisée par le Département d'économie de AACREA, fait ressortir le lourd poids de la fiscalité, aggravé par l'introduction de ces nouveaux impôts et l'écrasement des marges brutes et du taux de rentabilité des exploitants (Castro et Zorraquin, 2000).

– Un endettement croissant et difficile à résorber : l'augmentation des coûts de production, liée à une utilisation croissante du paquet technologique, et la chute des prix internationaux à partir de 1998, a créé des difficultés importantes de remboursement et un endettement considérable de la plupart des exploitations pampéennes. En effet, si l'économie argentine a bénéficié de l'ouverture aux flux des capitaux internationaux, ce n'est guère le cas du financement agricole puisque ce sont toujours les banques du secteur public qui sont les bailleurs de fonds. Et les coûts d'intermédiation restent très chers, les taux d'intérêt désormais alignés sur une devise internationale forte, le dollar, étant élevés et positifs en termes réels.

À la fin des années 1990, le secteur devait 10 milliards de dollars, dont 6 à 7 auprès des institutions bancaires (plus de la moitié auprès du Banco Nación) et le reste auprès des agro-fournisseurs, des coopératives ou autres fournisseurs de services. La possibilité de refinancer les dettes contractées envers les banques explique la plus forte morosité de la dette commerciale. Les fabricants et vendeurs de machines et de tracteurs sont plus sollicités pour réévaluer les passifs que les fournisseurs de semences et de produits phytosanitaires. En conséquence, la demande en agro-fourniture, renforcée par l'adoption du semis direct, a eu tendance à diminuer, ce qui a fait chuter la production de 1999, tandis que la faillite de certains distributeurs et la vente de leur exploitation par des producteurs exsangues expriment le désarroi et l'impasse financière imparable.

En synthèse, les années 1990 se caractérisent par le franchissement d'un palier irréversible qui entraîne de grands changements dans le comportement des producteurs, dans les techniques de management et, plus encore, dans l'organisation économique et sociale du monde rural de la région pampéenne (exode rural, dépérissement des petites villes, concentration des réseaux de stockage et des fournisseurs, intervention des opérateurs de l'amont, firmes exportatrices et usines de trituration associées aux producteurs).

En ce qui concerne les méthodes de gestion des exploitations, la « technification » de l'agriculture pampéenne a pour corollaire un changement de mentalité de la part des producteurs, et une évolution de leur profil. Les producteurs pampéens sont des utilisateurs d'intrants et leur souci de préserver les sols contre l'érosion (éolienne surtout) est manifeste, à travers leur adoption rapide du semis direct. Le producteur pampéen est donc un entrepreneur agricole au fait des dernières cotations boursières, attiré par les innovations biotechnologiques et techniques. Mais, souvent, il n'est pas formé et, comme le fait remarquer M. Rodrigué, Président d'AACREA : « ... l'augmentation de l'utilisation de technologie et la hausse de la productivité de l'agriculture ont eu une croissance plus rapide que celles de la formation des producteurs à la gestion de leur exploitation » (2002). Et c'est par une attitude associative et le regroupement des producteurs que des besoins peuvent être satisfaits (achat de matériel, formation). Donc, au niveau des techniques agronomiques et de l'intensité d'utilisation des intrants, il faut relativiser les limites atteintes. En matière d'intensification, l'agriculture pampéenne reste loin derrière ses concurrentes européennes ou états-uniennes.

LE NOUVEAU CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE : UN VOYAGE VERS LE PASSÉ ?

La production agricole de l'Argentine en général, et de la Pampa en particulier, est, en ces temps de crise nationale aux multiples facettes, plongée dans l'incertitude. Les mesures prises début 2002 ont handicapé les producteurs, en leur laissant peu de marge de manœuvre pour organiser la campagne agricole de 2003. Cependant, à moyen terme, après la désorganisation actuelle, et l'attitude de repli et d'attente de jours meilleurs, la reprise devrait intervenir grâce aux capacités de réactivité et d'adaptation de tout le secteur. Mais elle concernera moins de producteurs, les plus fragiles étant définitivement expulsés du secteur.

Transition délicate

« J'ai semé dans un pays et j'ai récolté dans un autre » : la formule oubliée revient, qui caractérise au mieux les changements de conditions de production et de commercialisation agricole, fin 2001 – début 2002. R Muñoz (2001) la reprend pour relever les revirements de situation dus principalement aux retraits bancaires réduits (le *corralito* instauré par l'administration de la Rúa), à l'abandon de la convertibilité (administration Duhalde) et au passage d'un dollar officiel (1 pour 1) à un dollar libre qui, en dix mois, s'est établi à 3,5 pour 1 environ.

Au début janvier 2002, la dévaluation, couplée à la « pesification » et au gel des dépôts bancaires (*el corralón*), ont déstabilisé et paralysé le secteur. En effet, l'absence de liquidités, le blocage des comptes bancaires, la conversion en pesos de transactions habituellement réalisées en dollars, les hésitations de la Banque centrale à fixer des règles concernant les contrats en dollars, ont désorganisé les opérations financières, commerciales et boursières : arrêt pendant plusieurs mois des cotations et des transactions du Marché à terme de la Bourse de Céréales de Buenos Aires, arrêt du remboursement des dettes, disparition du crédit agricole, etc. Toutefois, la dévaluation se traduit par une augmentation des gains exprimés en monnaie nationale (donc augmentation du pouvoir d'achat des producteurs sur le marché national), et une plus grande compétitivité sur les marchés internationaux. De même, la conversion en pesos des dettes bancaires contractées en dollar permet aux producteurs de solder leur passif.

Mais, ces effets plutôt positifs sont atténués par des mesures discriminatoires qui rendent dramatique la situation de certains producteurs :

- La restauration des rétentions à l'exportation prive les producteurs d'une partie de leurs revenus. Initialement de l'ordre de 10 % du prix FOB des matières premières agricoles (début mars 2002), cet impôt sur les exportations est passé un mois plus tard (décret du 7 avril 2002) à 20 % (23,5 % pour les huiles et tourteaux), le taux appliqué aux produits alimentaires restant à 5 %. L'expérience historique montre le caractère néfaste de cet impôt anti-exportation qui joue contre les avantages comparatifs. Par ailleurs, le dollar libre et plus cher entraîne un renchérissement de tous les biens importés et nécessaires à la production (intrants, machinerie agricole, assurances,

camionnette, gasoil éventuellement), auxquels les producteurs ont eu de plus en plus recours ces dernières années. L'effet substitution des importations peut jouer avec l'achat d'intrants produits localement, mais l'effort de technification du secteur va souffrir du ralentissement d'incorporation de biens importés.

- La « non-pesification » des 3 milliards de dollars de dette est contractée auprès des agro-fournisseurs (dérogation à la « pesification » des dettes). Des problèmes de trésorerie parfois insolubles, liés aussi au gel des dépôts et à l'absence momentanée de crédit agricole, se posent et les disponibilités financières manquent pour préparer la campagne 2003. Au début, la dette devait être remboursée selon une valeur indexée sur le prix des céréales. Or, dans ces conditions, tous les syndicats agricoles ont immédiatement demandé à leurs adhérents de suspendre le remboursement de leurs dettes auprès des agro-fournisseurs, les plus petits d'entre eux courant le risque de faire faillite. En juillet 2002, a été établi un dollar différent par type d'activité : moins 25 % du prix du dollar pour les producteurs endettés qui exportent des grains, moins 40 % pour ceux qui exportent de la viande, moins 50 % pour les producteurs laitiers et moins 60 % pour les producteurs de fruits et légumes.
- Enfin, l'État argentin a décidé de baisser de 10,5 % à 4,5 % l'IVA (équivalent de la TVA) perçu par les producteurs sur leurs ventes, tandis qu'ils vont continuer à payer 21 % sur leurs achats de biens de production. Dans le même temps, l'État n'arrivant pas à rembourser les agro-exportateurs aux dates prévues, la formation des prix et les activités des acteurs de la commercialisation des biens agricoles ont été très fortement perturbées, voire paralysées, et ont fragilisé en amont les producteurs (et autres acteurs) qui supportent le coût financier que ne veulent plus payer les banques, et que l'État ne peut plus assumer. De plus, les exportateurs payent 90 % de leurs dus aux producteurs, au moment de la remise de la marchandise, et ils se réservent le paiement des 10 % restants à 120 jours.

Ainsi, alors que la dévaluation semblait assurer une embellie aux producteurs, les surcoûts bancaires et fiscaux, et l'incertitude générale, génèrent de lourdes contraintes qui pèsent sur le secteur agricole. Pourtant, étant donné que la cessation de paiements de l'Argentine l'oblige à augmenter les recettes à l'exportation, seule source d'entrée financière, c'est ce secteur qui représente plus de 50 % des entrées de devises (mais aussi plus de 1,5 million d'emplois). Les taxes à l'exportation rapportent à l'État plus de 3 milliards de dollars (*Clarín*, 2002a).

L'hypothèque de 16 millions d'hectares transcrit la fragilité des producteurs, par ailleurs touchés par l'inflation qui gagne l'économie argentine. L'augmentation des prix a été de l'ordre de 40 % pour les 10 premiers mois de l'année 2002. Elle frappe durement les aliments de base du panier de la ménagère avec plus de 76 % de hausse des prix pour les biens courants.

Quelles perspectives ?

Au milieu du marasme actuel, l'avantage concurrentiel lié à la dévaluation raffermirait la position de l'Argentine sur les marchés internationaux, et la confirmation d'une tendance à la hausse des prix agricoles internationaux devrait

revigorer la trésorerie des producteurs argentins. Dans le cas du soja, dont la production de graines est désormais de l'ordre de 30 millions de tonnes, et qui est le premier poste agricole à l'exportation de l'Argentine (sous forme d'huile et de tourteaux), l'embellie résulte de l'équilibre presque atteint entre offre (présence plus faible des États-Unis, dont le volume de production est dépassé pour la première fois par l'Amérique du Sud) et demande (pays européens et pays asiatiques, Chine notamment). À court terme, les prévisions restent optimistes. De même, le maïs argentin bénéficie de la diminution de l'offre nord-américaine (États-Unis et Canada) et australienne, cette dernière étant également en baisse pour le blé.

En Argentine, en 2003, de nombreux exploitants ont été obligés de restreindre leurs velléités de production. La diminution de l'utilisation d'intrants (aucun achat pendant le premier trimestre 2002, contre 250 000 t. au premier trimestre 2001 : *Clarín*, 2002b) et le retour au labour traditionnel ont perturbé le système productif et devaient se traduire éventuellement par une augmentation des surfaces cultivées pour enrayer la perte de rentabilité et assurer un revenu acceptable. Le soja et le maïs devaient être moins délaissés que le blé (*Clarín*, 2002c).

Plus structurellement, une autre limite s'oppose à une reprise sereine du développement du secteur : l'Argentine n'a pas encore la logistique de transport (routier, ferroviaire, fluviale) nécessaire à son niveau de production (Pontón, 2002). Le goulot d'étranglement se resserre tous les ans au moment de la récolte, les difficultés d'écoulement étant amplifiées par l'insuffisance des infrastructures de stockage. Malgré tout, il est atténué par l'ouverture de silos portuaires par les exportateurs et l'adoption par les producteurs des *silobolsas* (tunnels de plastique de plusieurs dizaines de mètres de long, remplis à même le champ et stockés pendant plusieurs mois sur place).

Contrairement à une grande partie des secteurs entrepreneuriaux urbains, endettés et favorables à un abandon de la convertibilité et à la dévaluation, le secteur agricole n'a jamais fait pression pour un changement de la donne macro-économique en Argentine. C'est grâce à la stabilité établie dans les années 1990, tant d'un point de vue monétaire que financier, que l'agriculture a accompli le formidable saut en avant qui a replacé l'Argentine parmi les grands pays agricoles du monde. Or, lorsque la crise politique, économique, financière et sociale atteignit son paroxysme, durant les mois de décembre 2001 à avril 2002, les producteurs pampéens moissonnaient blé et maïs, soja et tournesol. Préoccupés par la récolte (et par des aléas climatiques), ils s'interrogeaient sur leurs possibilités de remboursement de leurs dettes, auprès des banques et auprès des agro-fournisseurs, et sur leurs capacités de financement de la campagne 2002-2003. Une alternative s'offrait à eux : vendre la production (grains, bétail prêt) ou la stocker, tout ou partie, tel un capital thésaurisé et négociable plus tard. Cette décision pèsera sur l'entrée d'un tiers des devises gagnées par l'Argentine à l'exportation, devises dont elle a plus que jamais besoin (*Clarín*, 2002d). En 2001, sur 26 milliards de dollars de gains, 8,5 milliards sont obtenus en vendant des biens agricoles, dont 5 milliards correspondent à la filière soja, et 2,5 au blé et au maïs.

Cependant, dans la tourmente nationale actuelle, comme dans celles vécues précédemment, les acteurs du secteur agricole et agro-alimentaire argentins savent et peuvent, pour une grande partie d'entre eux, déployer des

capacités salutaires de réactivité et d'adaptation. L'habitude de l'incertitude, des crises et des bouleversements conjoncturels a, en effet, forgé et affiné des comportements d'adaptation remarquables. En ce début de XXI^e siècle, après une décennie 1990 de libéralisation macro-économique, le contexte national de dévaluation et de renchérissement des coûts de production, et le contexte international de négociations commerciales à l'OMC, peuvent être considérés comme des périodes d'opportunités porteuses d'avenir pour ceux qui auront les ressources de résister à la tourmente économique, les autres producteurs ne pouvant pas perdurer. Mais l'incertitude ambiante, le non-respect fréquent des contrats et l'insécurité juridique se conjuguent avec des menaces de retour à l'instabilité monétaire qui font craindre une réminiscence de la situation qui prévalait avant les années 1990. Au lieu d'un progrès constant dans les quantités produites et dans les gains de compétitivité, un processus classique de *stop and go* s'installerait, les surfaces semées et les grains cultivés seraient très variables, au gré des signaux macro-économiques : niveaux des taxes à l'exportation, des prix et des impôts comme celui sur le gasoil, niveaux des prix internationaux, parité peso/dollar, etc.

Bibliographie

- Castro Maria et Zorraquin Teodoro, 2000, « *Análisis del impacto de impuestos y tasas sobre empresas agropecuarias* », Buenos Aires, AACREA, Area de Economía, septembre.
- Clarín, 2002a, « Subieron las retenciones y recaudarán US\$ 3000 millones », 5 avril.
- Clarín, 2002b « Un ambiente agitado », 13 avril.
- Clarín, 2002c, « La vaca argentina no da más leche », 13 avril.
- Clarín, 2002d, « Como seguimos? », 13 avril.
- Cristini, Marcela, 2000, « *La definición estratégica de las instituciones públicas agropecuarias en la Argentina: la misión y el plan de acción de la SAGPyA. 2000-2005.* », octobre.
- De Obschatko, Edith s. et Estefanell, Gonzalo A., 2000, « *El sector agroalimentario argentino 1997-1999* » IICA-Argentina, données de SAGPyA, Dirección de Producción Agrícola, marzo.
- Estefanell, Gonzalo A., Mateu, Pablo et Raposo, Daniela, 2000, « *Exportaciones agroalimentarias argentinas en los 90's* » IICA-Argentina, d'après les données de l'Indec, octobre.
- Ferrés, Pablo, 2002, « La experiencia de la agroexportación », *Revista de la Bolsa de Comercio de Rosario*, n° 1487, Agosto, p. 42-47
- Ghezan, G, Mateos, M. et Elverdin, J., 1999, « *Impacto de las políticas de ajuste estructural en el sector agropecuario y agroindustrial: el caso de Argentina* », Buenos Aires, CEPAL, roneo,
- Hillcoat, Guillermo, 2000, *Note sur l'agriculture argentine : performance du secteur grains et négociations dans l'OMC*, Paris, Université Paris I, Textes de recherche de l'ledes (Institut d'étude du développement économique et social), n° 39, janvier.
- Ingaramo, Jorge, 2002, « Hacia mayo de 2003 », *Clarín*, 17 août.
- Mora y Araujo (et alter), 2000, *Présentation Port Ingeniero White*, Bolsa de Cereales de Buenos Aires, marzo.

- Muñoz, Reinaldo, 2002, « *Agroeconomía argentina – temporada 2001-2002* », Communication lors du voyage d'études de Demeter (Association de responsables agricoles français) en Argentine, Pergamino, INTA, 8 avril.
- Muñoz, Reinaldo, 2001, « La incertidumbre política y económica y el agro: temporada 2001-2002 », *Panorama agrario mundial*, Pergamino, INTA, n° 219, diciembre, p 38-42
- Obschatko, Edith S. de, et Estefanell, Gonzalo A., 2000, « *El sector agroalimentario argentino 1997-1999* », IICA-Argentina, données de la SAGPyA, Dirección de Producción Agrícola, marzo.
- Pontón, Rogelio, 2002, Intervention au 1° Congreso de agronegocios, relatée dans l'article « Estrategias para crecer », *Super Campo*, n° 95, agosto, p. 6-9
- Reca, Lucio G. et Parellada, 2001, « La agricultura argentina a comienzos del milenio: logros y desafíos », *Desarrollo Económico*, Vol. 40, n° 160, enero-marzo, p. 707-737.
- Revista de la Bolsa de Cereales de Buenos Aires*, 2001, « Las diez tendencias que seguirá el agro », n° 3028, oct.-dic., p. 16-17.
- Rodrigué, Marcos, 2002, « Desafíos que enfrenta la producción », *Revista de la Bolsa de Comercio de Rosario*, n° 1486, Abril, p. 32-33.
- Tarche, Benoît, 2002, « La guerre des intrants agricoles aura-t-elle lieu? », *Lettre de l'Argentine et de l'Uruguay*, Missions économiques des Ambassades de France, n° 8, avril.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Dans le chaos politique, social et économique qui s'est installé en Argentine à partir de décembre 2001, l'agriculture pampeenne a bénéficié de mesures conjoncturelles telles que la dévaluation. Mais elle souffre également d'une plus forte pression fiscale (retour des rétentions aux exportations) et d'un endettement qui conduit, parfois, les petits producteurs à la faillite. Le XXI^e siècle commence donc sous le signe de l'incertitude, après des années 1990 synonymes de stabilité et de progression de la productivité.

En el caos político, social y económico en el cual se vio envuelta la Argentina a partir de diciembre 2001, la agricultura pampeana se benefició de medidas coyunturales como la devaluación. Sin embargo, sufre una presión fiscal más fuerte (vuelta de las reten-

ciones a las exportaciones) y un endeudamiento que provoca, a veces, la quiebra de los pequeños productores. El siglo XXI comienza, así, bajo el signo de la incertidumbre, después de una década como la de los años noventa, sinónima de estabilidad y de progreso de la productividad.

In the political, social and economic chaos which began in Argentina in December 2001, pampas agriculture benefited from some of the measures arising from the economic conditions, such as devaluation. However, it also suffered from a heavy fiscal load (the return of retentions on exportations) and debts which sometimes led to the bankruptcy of smaller producers. The 21st century therefore begins with signs of uncertainty, after the 1990s synonymous with stability and advances in productivity.

Mots-clés : Pampa argentine, agriculture, crise, dévaluation, exportations

Palabras claves : Pampa argentina, agricultura, crisis, devaluación, exportaciones

Keywords : Argentine pampas, agriculture, crisis, devaluation, exportations

MATHIEU DE FOSSEY : SU VISIÓN DEL MUNDO INDÍGENA MEXICANO

MANUEL FERRER MUÑOZ*

LOS EXTRANJEROS ANTE LA DIVERSIDAD INDÍGENA DEL MÉXICO DECIMONONICO

Abundan los relatos escritos por gentes de diversos países que recorrieron los caminos, las ciudades y los más recónditos parajes de la República mexicana, a lo largo del siglo XIX. Sobra decir que el recuerdo del *Ensayo* de Humboldt sobre la Nueva España ocupaba un lugar señero en la mente de la mayoría de esos espectadores foráneos, que solían coincidir en el propósito de que su legado no desmereciera en su parangón con la obra del sabio prusiano. Pocos fueron, sin embargo, quienes tuvieron ocasión de compartir la perspectiva de Humboldt, conocedor de México y de Sudamérica. No en vano, la estancia del barón en México había discurrido en el seno de los círculos intelectuales y científicos de la ciudad de México, donde llevó a cabo sus estudios sobre historia natural, lingüística y arqueología. Nada tiene, pues, de extraño que los visitantes extranjeros incurrieran en contradicciones en la apreciación de los mismos fenómenos; o, cuando menos, que no acabaran de calar en la realidad que se presentaba ante sus ojos.

Aunque no fue el caso de Mathieu de Fossey, la condición de extranjero se asociaba en muchos casos de manera intrínseca a la incapacidad para calar en las realidades del país donde se residía por circunstancias más o menos fortuitas: y a esa restricción se superponía también con excesiva frecuencia un molesto aire de suficiencia. La susceptibilidad ante las advertencias procedentes de quienes podían ser tildados de advenedizos explica la reacción indignada de los propietarios de fincas rústicas y sus voceros, los periodistas de la ciudad de México que, en septiembre de 1865, expresaron

* Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM (manuel@servidor.unam.mx)

su molestia frente a las alabanzas que *L'Estafette* y *L'Ère Nouvelle* – periódicos que se publicaban en francés en la capital de la república – prodigaron al proyecto de ley sobre jornaleros que empezó a discutirse en aquel mes. Aquellos órganos periodísticos no ocultaron su malestar por el hecho de que unos extranjeros vinieran a mostrarles cómo resolver los problemas nacionales, como si México fuera un país que se hallara « en la barbarie » (« La Sociedad. Actualidades », en *La Sociedad*, 21 de septiembre de 1865).

Más allá de la miopía que pudiera afectar la visión de algunos extranjeros, tropezamos con la limitación de que esos escritos de autores foráneos respondían a determinadas intencionalidades que, por fuerza, condicionaban una selección temática. Nada ha de sorprender, en consecuencia, que la referencia al medio indígena brille por su ausencia en los textos de muchos autores: no porque lo despreciaran, sino porque quedaba fuera del propósito que les movió a tomar la pluma.

Con todas esas restricciones, las crónicas extranjeras nos ilustran acerca del modo en que el peculiarísimo mundo mexicano se ofrecía a la mirada de esos visitantes, a veces cortos de vista o restringidos en sus miras por los « prejuicios de nacionalidad » que desveló Mathieu de Fossey (Fossey, 1857:V), y observadores tan atentos en otras ocasiones que nos han permitido descubrir aspectos velados de las realidades antropológica, social, jurídica, religiosa... de ese ente multiforme que, segregado de España, buscaba derroteros propios en la persecución de un estatuto nacional independiente.

FOSSEY : EL PERSONAJE Y SUS OBRAS

Por el testimonio del mismo Mathieu de Fossey sabemos que su viaje a México estuvo vinculado con los sucesos de 1830 en Francia. Las escasas simpatías de Fossey hacia el nuevo régimen político liberal y la lectura de un folleto que acababa de publicar Laisné de Villevêque sobre la colonia de Coatzacoalcos acabaron de convencerle para mudar de aires: con ese propósito se trasladó a Le Havre donde, en compañía de un amigo, se dispuso a preparar lo necesario para la carga de un navío que debía conducirlo a aquella región del istmo de Tehuantepec (Fossey, 1857:4-5)¹. Fossey tenía para entonces escasamente veinticinco años.

Villevêque había obtenido una concesión de tierras del gobierno de México, a la orilla derecha del río Coatzacoalcos, con exención durante diez años de los derechos de entrada sobre los útiles que se introdujeran en la colonia que planeaba establecer. Asociado con otro ciudadano francés, pensó ingenuamente en la viabilidad inmediata del proyecto que había concebido y, sin más reflexión, lanzó una campaña propagandística que, en muy poco tiempo, atrajo a Coatzacoalcos a varios centenares de franceses que pusieron rumbo al golfo de México, en el curso de sucesivas expediciones (Fossey, 1857:4-5 y 484, y Brasseur, 1981:35, nota 14). La trágica suerte que correspondió a los colonos que llegaron a Coatzacoalcos entre 1829 y 1830 es de sobra conocida. El desastroso desenlace de la empresa abrió un prolongado compás de espera para los proyectos colonizadores de Tehuantepec, que se reanudaron en 1854 cuando, por vez primera, se confiaron las labores de deslinde a una compañía particular.

Durante ese intervalo hubo, sí, un breve y fallido intento colonizador: el que se llevó a cabo en Nautla, entre Veracruz y Tuxpan, para fundar una colonia francesa, la de Jicaltepec (Berninger, 1974:69-74 y 174-175; Aboites 1995:55, y Fossey, 1857:318).

Arraigado durante largos años en la República mexicana, Fossey visitó y residió en varias ciudades: algunas sólo de paso, como Alvarado y Veracruz. A principios de 1837, cuando se cumplían seis años de su llegada a Coatzacoalcos, se trasladó a Oaxaca, donde pasó momentos difíciles, a raíz de la expulsión de franceses decidida por el gobierno mexicano después de la intervención militar de Francia en 1838, y adonde regresó en 1849. La revuelta de los polkos y la guerra entre México y Estados Unidos le sorprendieron en la ciudad de México, donde se instaló en 1843 a la vuelta de un decepcionante viaje a Francia. Antes había asistido, también en la capital de la república, al fracasado pronunciamiento federalista de Urrea y Gómez Farías de 15 de julio de 1840. Disponemos de noticias que nos informan de que en el año 1845 se ganaba la vida dando clases de francés en su domicilio (Díaz y de Ovando, 1982:164).

En Guanajuato vio la luz uno de sus libros, y dirigió las escuelas normales del estado por designación de su gobernador, Octaviano Muñoz Ledo. También ocupó la cátedra de gramática general e idioma castellano del Colegio Nacional. Su estancia en Colima duró tres años, y estuvo marcada por la insatisfacción de no poder ejercer el cargo de director de una escuela normal, para el que había sido nombrado, a causa de la sucesión de conflictos internos que impidieron el desarrollo de su trabajo (Díaz y de Ovando, 1982:164).

La estrecha vinculación de Fossey con el país que le brindó acogida se corrobora por su condición de miembro honorario del Instituto Geográfico y Estadístico de la República Mexicana, que adquirió a propuesta del conde de la Cortina y en reconocimiento por su labor intelectual, de la que daban fe las obras que, para entonces, había publicado en México (Fossey, 1857:4-5 y 544): *Viage á Méjico*, México, Imprenta de Ignacio Cumplido, 1844, de la que nos ocuparemos más adelante; *Método que se ha de seguir para aprender el francés o enseñarlo*, México, Ed. R. Rafael, 1848, y *Compendio de gramática castellana, con anotaciones para la ilustración de los profesores de primeras letras, por Mathieu de Fossey, catedrático de gramática general é idioma castellano en el Colegio Nacional de Guanajuato, ex-director de las Escuelas normales de ambos sexos del mismo Estado y del Territorio de Colima, miembro titular de la imperial Academia de Dijon, y corresponsal de varias sociedades literarias*, Guanajuato, Tip. de Juan Evaristo Oñate, 1855 (reimpreso con ligerísimas modificaciones en 1861, en Aguascalientes, Establecimiento Tip. de Ávila y Chávez, en México, Imprenta de Andrade y Escalante; y en 1895, por Vindel).

Además de los libros mencionados, Mathieu de Fossey escribió *Le Mexique*, del que existen dos ediciones en francés (Paris, Henri Plon, 1857 y 1862, y una reimpresión en 1926). Una versión primera de ese texto, más breve, y sin las notas que ilustran *Le Mexique*, es el ya referido *Viage á Méjico*, que publicó en México por entregas la imprenta de Ignacio Cumplido, en 1844², y que sería objeto de varias reediciones: Porrúa, 1931 y 1949, y Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 1994. Sabemos, en fin, de unas *Cartas sobre Méjico* que, según se ufanaba el propio Fossey, se habían publicado antes de *Viage á Méjico*, con excelente acogida de parte del público (Fossey, 1844:6).

No obstante su aprecio hacia el país donde transcurrió la mayor parte de su vida, Mathieu de Fossey se sintió siempre muy francés, aunque experimentó un profundo desengaño cuando tuvo ocasión de regresar a Francia, a los diez años de haberse embarcado para Coatzacoalcos. En 1843 estaba otra vez de vuelta en la ciudad de México, de donde pasó al occidente de la república: no regresaría a la capital sino hasta 1848 (Fossey, 1857:387, y Fossey, 1994:15 y 21).

Los últimos años de la vida de Fossey debieron de estar marcados por el desengaño de quien, habiendo depositado sus esperanzas de un futuro mejor en el Imperio que, personalizado en Maximiliano, se asentó en México por iniciativa de Napoleón III, había visto naufragar la aventura intervencionista. Comentarios tan ácidos como los que sobre Fossey realizó Guillermo Prieto, el 22 de mayo de 1864, no dejarían de repetirse con dolorosa insistencia hasta la muerte del francés, acaecida en 1870 (Díaz y de Ovando, 1982:164, Covarrubias, 1998:88). Durante esa última etapa de su vida, Mathieu de Fossey no andaba sobrado de recursos, y se veía obligado a dedicarse con afán a las tareas docentes que habían absorbido buena parte de su actividad profesional. *La Sociedad*, periódico político y literario que se editaba en la capital de la república, informaba en el número correspondiente al 4 de enero de 1865 de su trabajo como director del Colegio Francés de enseñanza secundaria para varones. Sabemos también que, con su hermana Prudencia, dirigía una casa de educación para niñas (Díaz y de Ovando, 1982:164).

LOS JUICIOS DE FOSSEY SOBRE EL MÉXICO CONTEMPORANEO

No podía silenciar Fossey el agobiante recuerdo de su arribo a México, a bordo del *Petit-Eugène*, una embarcación que se hizo a la vela en Le Havre el 27 de noviembre de 1830, con destino a la prometedor colonia de que trataban los folletos que Laisné de Villevéque había hecho imprimir para atraer colonos a Coatzacoalcos. De ahí la extensión que ese episodio cobra en sus dos crónicas viajeras, las cuales se entretienen en narrar los detalles de una expedición que, ya en su fase preparatoria, aparecía ensombrecida por las mismas incertidumbres que acompañaron a las demás que enfilaron el mismo destino (Fossey, 1857:5-6).

No sólo eran falsas las expectativas de colonización agrícola. También resultaron ser engañosas las promesas de exenciones aduaneras que habían empeñado las autoridades mexicanas: después de haber exigido el pago de unos dos mil francos por derechos de tonelaje, el administrador de la aduana provocó la desesperación de los infortunados viajeros cuando les requirió discrecionalmente el desembolso de otras tasas por las mercancías que transportaban: « l'administrateur retint pour les droits ce qu'il voulut, et nous rendit le reste, c'est-à-dire fort peu de chose, comme par faveur » (Fossey, 1857:15)³.

En el relato del combate que los colonos de Tehuantepec sostuvieron con los rigores del medio geográfico aparecen en escena por primera vez los indios, que establecieron relaciones comerciales con los colonos recién instalados: al

tiempo que unos les facilitaban azúcar y frutas a bajos precios, otros, armados de machetes, atrajeron la atención de Fossey que los vio alejarse en sus piraguas, « pour aller planter au loin leur maïs et leurs bananiers, ou faire la chasse aux tortues ou aux iguanes du fleuve » (Fossey, 1857:18). Nótese esa referencia al apartamiento de unos indígenas que viven en lugares intrincados, lejos de la civilización⁴: el tópico reaparecerá en los escritos de muchísimos otros extranjeros, que coincidirán también en las apreciaciones de Fossey sobre la precocidad de la naturaleza de los habitantes de las regiones cálidas del mediodía (Fossey, 1857:27-28).

Sobre la soledad de muchas poblaciones indígenas volvió Fossey una y otra vez: por ejemplo, cuando se ocupó de las comunidades aborígenes de Chiapas, Tabasco y Yucatán (Fossey, 1857:566). Lejanía física y también distanciamiento espiritual, al que nuestro autor – como tantos otros observadores contemporáneos suyos – atribuyó el desinterés por conservar las antigüedades prehispánicas de parte de las autoridades a las que competía la custodia del legado cultural de los pueblos que habitaron el área geográfica conocida como la Nueva España y que dio origen después a la República mexicana: prueba de esa falta de disposición venía procurada por la pobreza de fondos del Museo Nacional (Fossey, 1857:212-213, y Ferrer y Bono, 1998:221, nota 169).

Testigo del olvido del pasado prehispánico en que muchos de los indígenas mexicanos de su tiempo vivían, Mathieu de Fossey no ocultó su admiración por el prestigio que Mitla conservaba entre aborígenes de una dilatada región, que rebasaba incluso el ámbito zapoteco (Fossey, 1857:370). El mismo apego a las tradiciones se colige de una anécdota sobre el gigantesco tule de Santa María, que un rico comerciante de Oaxaca quiso comprar a los indígenas del pueblo para fabricar con su madera piezas de carpintería: « heureusement les Indiens ont rejeté la proposition de ce Vandale, et l'arbre est encore debout » (Fossey, 1857:363).

Aunque Fossey no alcanzó a advertirlo, el aprecio de los indígenas por los vestigios del remoto pasado explicaría la hostilidad manifestada por los habitantes de Cuilapa hacia un alemán que, provisto de una autorización del prefecto de Oaxaca, había acudido a esa localidad para excavar un túmulo funerario: atacado con piedras por la gente del pueblo, apenas si alcanzó a huir al galope de su caballo (Fossey, 1857:376). Cabe mencionar, en fin, otra referencia a la perduración de los elementos prehispánicos. La realizó Fossey en el contexto de los análisis sobre las peculiaridades culturales de los indígenas de Tehuantepec, cuando manifestó su admiración ante la pervivencia de algunas costumbres precortesianas: por ejemplo, el consumo de chocolate, o el empleo de granos de cacao como instrumento de cambio (Fossey, 1857:44): un uso que imperaba todavía a mediados de siglo en la península de Yucatán (Stephens, John L., 1937:I, 134)⁵.

Arrinconado el tiempo que precedió a la llegada de Hernán Cortés – aunque nunca olvidado del todo, como hemos visto –, otra importante consecuencia del impacto producido por la Conquista española fue la reducción de todos los naturales – Fossey trató de los zapotecos en particular: pero el ámbito de referencia puede ampliarse legítimamente – a una misma condición: la de sometidos, que compartían grandes y chicos, unidos todos bajo el común estigma de derrotados (Fossey, 1857:375)⁶.

El examen que realizó Mathieu de Fossey sobre la religiosidad indígena coincide en muchos aspectos con las opiniones comunes en su época: los pueblos indígenas sometidos al yugo español adoptaron sólo externamente el culto cristiano, carecieron de auténtica formación moral, y elaboraron un confuso sincretismo religioso (Fossey, 1857:52). Desde ese análisis, Fossey calificó de hipócrita la devoción con que los indígenas se entregaban a la práctica del cristianismo; porque, en realidad, no había llegado a producirse un auténtico cambio de religión. Una manifestación de esa religiosidad puramente formal y externa venía constituida por las procesiones que, como la del *Corpus Christi* en Oaxaca, congregaban a indios llegados muchas veces desde pueblos vecinos, con las imágenes de sus patronos cargadas sobre los hombros (Fossey, 1857:53 y 356-357).

Aunque extremadamente crítico con la acción de España en América, Fossey reconoció al menos que la propagación del Evangelio llevada a cabo por la Corona de Castilla permitió poner fin a las bárbaras costumbres de pueblos como el azteca, que habían ensuciado sus creencias religiosas con el horror de los sacrificios humanos: « L'âme se sent soulagée en pensant que trois siècles ont passé sur ces grandes douleurs, et l'on bénit le navigateur génois, qui fit connaître le nouveau monde à l'Europe chrétienne » (Fossey, 1857:217). Pero, siempre reticente ante el peculiar catolicismo implantado por España en Indias, Fossey echó de menos una formación religiosa que inculcara en los indígenas valores morales y, más específicamente, los deberes del hombre con la sociedad (Fossey, 1857:345).

Cuando Mathieu de Fossey trató de adentrarse en el terreno de la antropología, no consiguió librarse de los estereotipos acuñados tiempo atrás por los ilustrados franceses y anglosajones del siglo XVIII que, a su vez, reprodujeron acriticamente las grotescas afirmaciones sobre el mundo americano que había formulado Cornelius de Pauw (Pauw, 1771; Duchet, 1975:175-182, y Ferrer y Bono, 1998:88). Así, pensaba Fossey, el carácter primitivo de los indios les impedía discernir entre el bien y el mal, y los incapacitaba para mentir: aunque, arrastrados por su credulidad incauta, prestaban fácilmente fe a la impostura, y podían contribuir a difundir los más fantásticos rumores (Fossey, 1857:42, nota 1, y 548).

Esa ingenuidad se compatibilizaba a los ojos de Fossey con la desconfianza y el recelo: disposiciones del ánimo indígena que, según nuestro autor, inhabilitaban de ordinario a los aborígenes americanos para urdir conspiraciones. Existía, sin embargo, una salvedad: « mais si un homme de quelque génie s'élevait parmi eux; s'ils se décidaient tous ensemble à prendre pour chef quelque aventurier habile et entreprenant, on verrait les blancs disparaître du sol mexicain en une seule campagne » (Fossey, 1857:471).

Las condiciones de la época parecían idóneas para un estallido social, que aterrizaría a Fossey. Resuelto el problema del liderazgo, la revuelta generalizada se preveía inminente, pues de un momento a otro podía aflorar a la superficie el instinto salvaje del indio cultivador (Fossey, 1857:548). Fossey, tan timorato ante la eventualidad de un estallido de la furia indígena, no dejó de apreciar excelentes condiciones entre los integrantes de esos pueblos aborígenes; por ejemplo, el virtuosismo musical, o las buenas disposiciones de los indios para las artes y los oficios manuales. Excelentes artesanos, carecían sin embargo de interés por obtener ganancias económicas que les permitieran

mejorar de condición (Fossey, 1857: 343-344). Los vejámenes de que eran objeto los indígenas revestían su máxima intensidad en las haciendas, donde los peones – mayoritariamente indios – trabajaban en condiciones de extrema sujeción, sobre todo en Tierra Caliente (Ferrer y Bono, 1998:305, 343-344, 443-444 y 454-458). Fossey comprobó por sí mismo la dureza del trabajo exigido por los ingenios azucareros, donde los accidentes laborales y las consiguientes mutilaciones eran frecuentes; y denunció el estado de servidumbre al que se hallaban reducidos los indígenas de las tierras bajas (Fossey, 1857:340-342).

Era imposible que escapara a la pluma de Fossey la tópica referencia a la participación de los indígenas en las guerras insurgentes: un lugar común que, no por manido, dejaba de encerrar una buena dosis de verdad (Ferrer, 1999:513-538). Así, al narrar el grito de independencia que profirió Hidalgo, secundado por Allende y Abasolo, describió la reunión de todos los descontentos bajo el manto de la Virgen de Guadalupe, que cobijaba a « une multitude d'Indiens et de gens de la basse classe » (Fossey, 1857:141); y cuando atendió al giro táctico que se produjo después de la muerte de los primeros caudillos insurgentes, en marzo de 1811, no dejó de fijarse en la desaparición de esas masas tumultuosas y sin freno, integradas por indios, que había conducido Hidalgo (Fossey, 1857:143).

Tampoco desatendió Fossey la observación de algunos aspectos organizativos de las comunidades indígenas: por ejemplo, el peculiar modo de regirse por medio de sus caciques, descendientes de los antiguos señores de la tierra. Y se dio cuenta de que, aunque la mayoría de esos caciques poseían extensas propiedades, apenas se diferenciaban externamente de los indios a cuyo frente se encontraban: sólo se distinguían de ellos por el respeto y las muestras de deferencia de que eran objeto (Fossey, 1857:137, y Ferrer y Bono, 1998:123-124). Reaparecen esos mismos comentarios cuando Fossey describió su viaje de México a Oaxaca, y su paso por el pueblo zapoteco de Cuicatlan: el cacique de esta localidad no era rico, vestía como los demás indígenas, ocupaba una modesta vivienda, compartía los trabajos de la gente del pueblo; pero sí poseía una modesta fortuna adquirida gracias a su distinguida condición (Fossey, 1857:338). Retornando a un plano más general, no ceñido específicamente al pueblo zapoteco, Mathieu de Fossey enfatizó la ausencia de poder real en las manos del cacique, « qui ne règne sur ses sujets que par une déférence virtuelle de leur part, et qui ne jouit aux yeux des créols d'aucune espèce de considération » (Fossey, 1857:339).

Como otros observadores mexicanos y extranjeros (Ferrer y Bono, 1998:123-125), Mathieu de Fossey alcanzó a captar la existencia de diversos niveles económicos entre los integrantes de las comunidades indígenas, y advirtió que el nopal producía ingentes ganancias en el estado de Oaxaca que, en su mayor parte, iban a parar a las manos de los indios que lo cultivaban. Asimismo atestiguó la práctica de enterrar el dinero en el campo, en escondrijos que sólo conocían los que lo ocultaban (Fossey, 1857:352-353). No escapó al atento Mathieu de Fossey la existencia de indígenas adinerados que, sin modificar sus costumbres ni su modo de vida, « sacrifi[ai]ent au luxe et à la vanité » (Fossey, 1857:352-353), e invertían sumas considerables en el mantenimiento de sus casas, donde podían encontrarse ricas vajillas, variedad notable de vinos europeos y los más exquisitos alimentos, con que obse-

quiaban a sus huéspedes, mientras que ellos se conformaban con una frugal comida y bebían agua (Fossey, 1857:353 y 371). Inclinados al derroche – siempre según Fossey –, los indígenas no reparaban en gastos para celebrar los nombramientos de sus alcaldes y mayordomos: « dans ces solennités, ils régalent tous les habitants du même lieu, payent les cérémonies de l'église, les musiciens, les feux d'artifice, etc., et décorent les saints de costumes neufs et brillants » (Fossey, 1857:353-354).

Mathieu de Fossey distinguió entre indios salvajes e indios cultivadores. Y, aunque cargó la tinta en la ferocidad y sed de venganza de los primeros, consideró que unos y otros eran incapaces de experimentar los sentimientos tiernos con que los hombres civilizados europeos ennoblecían los placeres del amor. También estableció marcadas diferencias entre el indio de los climas cálidos y el que habitaba regiones más elevadas (Fossey, 1857:30). Tras una breve descripción de las costumbres matrimoniales de salvajes y cultivadores, que mostraban a éstos más respetuosos con las esposas, Fossey señaló otra nota que diferenciaba ambos modos de ser y de comportarse: el salvaje no era celoso, « tandis que celui-ci ne veut, en général, partager avec qui que ce soit la jouissance de ses droits d'époux » (Fossey, 1857:462).

Establecida esa dicotomía, resultaba imposible que Fossey se sustrajera a la incitación de pasear su mirada sobre las tribus nómadas de la frontera norte mexicana, que constituían un vivo ejemplo del modo de ser « bárbaro ». El comercio de pepitas de oro era, prácticamente, el único vínculo entre esos grupos salvajes y los mexicanos que habitaban en las regiones confinantes con el desierto. Por lo general, sin embargo, las relaciones entre unos y otros eran extremadamente hostiles, y el daño causado por las depredaciones de aquellas gentes bárbaras era invaluable y provocaba heridas « sangrantes » a la república (Fossey, 1857:143, 470 y 445, y Ferrer y Bono, 1998:563-571).

Las amenazas de los indios salvajes procedían también, en opinión de Fossey, de las lejanas tierras del sur, donde las razas blancas peligraban por el estallido de la guerra de castas. Precisamente por esos años, con ocasión de la guerra desencadenada por los mayas de Yucatán, prendió con fuerza renovada en muchos ambientes de la República mexicana el convencimiento de que esos indígenas encarnaban la barbarie, por lo que su misma presencia ponía en riesgo la civilización, ya fuera la europea o la española (Fossey, 1857:470, y Falcón, 1996:18-19 y 57).

Aunque para los habitantes de las ciudades del centro del país pudiera pasar inadvertido el peligro de contagio, éste resultaba inminente en la percepción de Fossey, que había sido testigo de varias revueltas promovidas por « indios cultivadores », que también se habían conjurado para exterminar a la raza blanca: « quelle digue leur opposerait-on, si après s'être comptés ils recommençaient leurs hostilités tous à la fois? » (Fossey, 1857:470). La sucesión de insurrecciones alarmaba a Fossey, conocedor de la grave conmoción que se había producido en Oaxaca pocos meses antes de su llegada, a comienzos de 1837. La ciudad había sido atacada y expoliada por una fuerza militar de cuatrocientos hombres, todos mixtecos que, comandados por un jefe llamado Acevedo, proclamaron la federación, sin que los mil quinientos hombres que componían la guarnición local hicieran nada efectivo por contener esos desmanes (Fossey, 1857:358-360).

También presencié Mathieu de Fossey el levantamiento de Jichu de 1849 y los contemporáneos intentos insurreccionales en Tlalnepantla y Azcapotzalco, en las mismísimas inmediaciones de la ciudad de México. Asustaba también a Fossey el rencor hacia blancos y mestizos de que hacían ostentación los zapotecos de Oaxaca, que « saisisaient avec empressement l'occasion de répandre leur sang » (Fossey, 1857:471); aunque algo debió de tranquilizarle la actitud amable hacia los franceses – y hacia su persona, en particular – de que hicieron gala los habitantes de un pueblo indígena del estado de Michoacán, donde lo sorprendió la revuelta que promovió Jichu en aquella región (Fossey, 1857:278)⁷. Por eso, y a pesar de que Fossey conocía la inferioridad demográfica de los indígenas, no dejaba de inquietarse por el predominio de éstos en estados tales como Oaxaca, Chiapas, Yucatán y Tabasco. El panorama podría llegar a ser aterrador, si pueblos indígenas tan aguerridos como los lacandones o los chamulas « donnassent la main à leurs frères d'Yucatan, qui sont en insurrection permanente, pour triompher de tout ce qui n'est pas de leur couleur » (Fossey, 1857:471).

Para entonces, proseguía un espantado Fossey, habría llegado a materializarse el peligro de la República de Sierra Madre que, desde hacía ya años, se proyectaba sobre la Unión mexicana: sumada esa presión a la que ejercían los codiciosos vecinos del norte, podía pensarse en que los días de existencia política de la nación mexicana estaban contados (Fossey, 1857:472)⁸. De concretarse esos temores, el piadoso Mathieu de Fossey contemplaba al clero católico como la primera víctima ofrecida a los manes de la patria: « la religion catholique est à la veille de succomber, soit par l'annexion du Mexique aux États-Unis, soit par la liberté des cultes, qui peut être proclamée d'un moment à l'autre par les amis du progrès » (Fossey, 1857:472). Concedida la libertad de cultos, no tardarían en retornar a la idolatría los indios que habitaban lejos de las ciudades y, rota así su sujeción a la Iglesia, desaparecería el único vínculo que los ligaba a la sociedad civilizada (Fossey, 1857:472).

En relación con la visita que cursó Fossey a Puebla, Cholula y Tlaxcala, cuyo recuerdo se revive en *Le Mexique* – sazonado su relato con algunas digresiones históricas –, sobresale un comentario que dedicó a aquella última población. A tono con una manera de contemplar frecuente entre los viajeros que recorrieron ciudades poseedoras de un heroico pasado prehispánico, evocó el contraste entre unos gloriosos tiempos pretéritos y un mezquino presente: « cette fameuse république n'est plus qu'un point sans intérêt pour l'archéologue et sans importance politique ou commerciale, malgré son titre de capitale du territoire du même nom » (Fossey, 1857:112)⁹.

La misma impresión de abandono y de decadencia se desprende de la escueta reseña que Fossey dedicó a los indígenas que poblaban los llanos de Apan, ocupados preferentemente en la comercialización del pulque que, sin embargo, no llegaba en condiciones aceptables a la ciudad de México (Fossey, 1857:107)¹⁰. Pero donde tal vez Fossey encontró un ambiente más oprimente, por miserable, fue en el trayecto desde el lago de Texcoco a San Juan Teotihuacán, a causa del aspecto miserable de las aldeas de los indios, levantadas en la llanura que circunda el lago, cuyas eflorescencias salinas procuraban a sus habitantes indígenas su exclusivo sustento económico (Fossey, 1857:315).

Buen conocedor de la región del istmo de Tehuantepec, Fossey recogió algunas noticias sobre la diversidad étnica de Oaxaca, aunque sólo mencionó

a zapotecos, mixes, huaves y mixtecos: menos civilizados los dos últimos grupos que los zapotecos, afirmó Fossey, comunicaban poco entre sí, y practicaban todavía su antiguo culto. Todos conservaban el uso de sus lenguas propias, que nada tenían que ver con el náhuatl. Y, sin embargo, Fossey se contradijo en otro pasaje de *Le Mexique*, pues después de haber afirmado que la lengua en que se expresaban los habitantes de la provincia de Oaxaca nada tenía que ver con el mexicano, mantuvo que la mayoría de esos indios « de pura raza » de la región de Coatzacoalcos hablaban sólo náhuatl (Fossey, 1857:25, 49 y 466-467).

Los indios « de pura raza » compartían la costa de México con otros grupos étnicos: mestizos, negros y zambos. La dulzura de carácter y sencillez de costumbres de los indígenas contrastaban, ante la vista de Fossey, con la astucia y el conjunto de vicios de que hacían gala los demás (Fossey, 1857:23). Esa diversidad se observaba también en la costa del Océano Pacífico: los indios que poblaban esa región poseían un natural menos simpático que el de los numerosos negros que allí había; pero aún resultó el concepto que se formó Fossey de los indígenas del pueblo de Zumpahuacan, cuya costumbre de comer escorpiones le causó profunda repugnancia (Fossey, 1857:313 y 311). A los pocos indios que dominaban el español, muy apreciados en su calidad de intérpretes, se les llamaba « gentes de razón » (Fossey, 1857:25). Esta denominación, peyorativa para el común de los indígenas, que quedaba fuera de tal aprecio, alcanzó una difusión tan amplia en México durante el siglo XIX que incluso se deslizó en algunos textos redactados por legisladores de un constituyente tan escrupuloso con la terminología como el de 1856-1857.

Después de haber expuesto una larga lista de comentarios sobre las comunidades indígenas del territorio del istmo de Tehuantepec – la deliberada lejanía de sus aldeas de los demás centros habitados, la existencia de otras etnias que se aprovechaban de los indios, la ignorancia del español de parte de la casi totalidad de los aborígenes y el consiguiente desprecio en que se les tenía... –, Fossey se ocupó de ilustrar a sus lectores acerca de las casas reales que existían en los pueblos de indios, con la finalidad de alojar a los viajeros: « en arrivant dans un village d'Indiens, ils vont loger de droit à la maison commune, où l'alcade est tenu de leur envoyer deux topils, c'est-à-dire deux adjoints, qui, moyennant une légère rétribution, soignent leurs chevaux et préparent leur souper. Cette maison ne se compose que d'une pièce, meublée d'une table et d'un banc, tribunal de l'alcade; de sorte qu'on se trouve forcé de coucher par terre, si on n'a pas eu la précaution d'apporter un lit » (Fossey, 1857:25).

La importancia que se concedía a estos edificios que Mathieu de Fossey describió tan acuciosamente se patentiza por la extraordinaria vigencia de la institución de las casas reales que, aunque muy desmejorada, aún prevalecía en el siglo XIX (Stephens, John L., 1937:I, 230, y II, 3 y 157, y Lameiras, 1973:106). El mismo Fossey experimentaría en sus propias carnes, durante su estancia en Alvarado, la incomodidad que podía acarrear la ausencia de este tipo de alojamiento que, como ya se dijo, funcionaba únicamente en las poblaciones de indígenas (Fossey, 1857:74).

Otros comentarios de Fossey sobre la arquitectura colonial de la Nueva España permiten calar en sus prejuicios antiespañoles y sus inclinaciones neo-

clásicas, que le arrastraron a despreciar la estética de la catedral de México, que se le antojó de mal gusto, carente de particularidades dignas de llamar la atención, y empequeñecida por la monumentalidad que revelaban los vestigios del extinguido esplendor de los aztecas, realizado ante la vista de los capitalinos desde que en julio de 1843 se demoliera el Parián (Fossey, 1857:208-209, y Díaz y de Ovando, 1982:171-173).

El ejército constituía tradicionalmente un mecanismo de vinculación del indígena con la sociedad de que, aunque de modo inconsciente, aquél formaba parte. Ante la mirada de Fossey, la institución militar se presentaba en México desprovista de seriedad y de prestigio, y sobrada de carencias que se hacían ostensibles en el atuendo de los soldados. Así comentó una revista de tropas a la que asistió, perplejo, en Alvarado: « cette réunion de misérables, qui prenaient le nom pompeux de régiment, se composait d'environ cent cinquante Indiens, nègres, zambres et métis, les uns vêtus de pantalons de toile et de couvertures de laine, les autres de caleçons et de lambeaux de chemises. Leurs chapeaux de paille étaient noircis par le temps; et à l'exception des chefs et des sous-officiers, aucun de ces étranges guerriers n'avait de chaussure » (Fossey, 1857:76)¹¹.

No deja de ser notable la composición étnica de ese triste regimiento, en el que no estaban representadas las gentes de raza blanca que, por lo general, podían escabullirse con más facilidad de una conscripción que resultaba inmisericorde para los demás grupos raciales, menos favorecidos por la fortuna y relegados a los escalones inferiores de la pirámide social.

Ciertamente, Fossey matizó después el cuadro de la institución militar que había trazado a partir de lo que vio en Alvarado y reconoció que, en las grandes ciudades del país, había podido asistir al desfile de tropas mejor vestidas y provistas de buen armamento, aunque añadió que el brillo de esos cuerpos se opacaba con rapidez, por el descuido de los soldados y la falta de vigilancia de los oficiales. Y en otro pasaje, después de proclamar su deseo de no ofender a nadie y de no herir susceptibilidad alguna cuando escribía sobre la historia de México, enunció la imposibilidad de narrar cualquier suceso relacionado con los campos de batalla, sin que esa descripción dejara de convertirse en un reproche, una acusación tácita contra la milicia (Fossey, 1857:77 y 517).

No dudó Fossey en atribuir las deficiencias del ejército mexicano a los mecanismos empleados para reclutar la tropa, que resultaba integrada por los desechos de la sociedad: ladrones y asesinos a los que se ofrecía la posibilidad de escoger entre la cadena de presidiario o el uniforme militar. Cuando escaseaba el número de criminales preciso para nutrir las filas del ejército, se recurría a las levas: y aquí entraban « les malheureux Indiens qu'on rencontre, et en les expédiant garrottés au chef-lieu de recrutement » (Fossey, 1857: 91 y 266-267). La consecuencia inevitable era la desertión generalizada: « on retient difficilement sous les drapeaux les Indiens de pure race; ils désertent presque tous » (Fossey, 1857: 91).

En otro lugar, nuestro autor refirió sus recuerdos de las levas que se practicaron en 1836, con destino al ejército que había de intervenir en Texas para impedir la segregación del territorio. Los infelices que eran declarados soldados, lejos de pensar en el honor que representaba servir con las armas a su país, buscaban ansiosamente sustraerse a esa responsabilidad

mediante la fuga: por eso, y para prevenir las deserciones, se los enlazaba con nudos corredizos, como hacían los ojeadores de toros en las dehesas (Fossey, 1857: 494). Ni siquiera se beneficiaron esas pobres gentes cuando, en 1853, Santa Anna decretó el fin de las levas y su sustitución por el sistema de sorteo al que estarían sujetas todas las clases de la sociedad: « le jour où le premier tirage à la conscription eut lieu à Guanajuato, j'ai vu de mes propres yeux faire une levée de force au village de Mellado, à un quart de lieue de la ville. On s'empara d'une vingtaine d'ouvriers mineurs, qu'on arracha ainsi à leurs familles au mépris de toutes les lois humaines » (Fossey, 1857:495).

No obstaba lo anterior para que, con carácter excepcional, hubiera indígenas que prestaban eficaces servicios de armas, como los habitantes del Bajío y de la Mixteca que, en opinión de Fossey, conservaban la belicosidad que los había distinguido en tiempos del Imperio azteca. Un arquetipo de esa bravura era el general León, cacique mixteco, que sobresalió por su valor en la defensa de Molino del Rey frente a las tropas de Scott (Fossey, 1857:267)¹². Más contundentes fueron, si cabe, las críticas que Fossey dirigió a los representantes de la ciudadanía en el congreso nacional. El texto que sigue nos exime de más comentarios al respecto: « dans une période de plus de vingt-deux ans, je n'ai pas eu connaissance d'une seule loi du congrès, d'un seul décret du gouvernement, qui en fût dicté par un esprit étroit ou par une passion condamnable » (Fossey, 1857:261).

El lamentable estado de la institución militar y la baja calidad del trabajo desarrollado por los legisladores contrastaban con los progresos que Fossey advertía en otros órdenes, como el trazado urbano de la ciudad de México, la calidad de la prensa capitalina y la modernización a que había dado origen la creciente influencia de los europeos. Sin embargo, la política interior del país continuaba siendo deplorable, hasta el extremo de que Fossey pensaba que las cosas no hacían sino empeorar, sin que ninguna de las fuerzas partidistas – liberales moderados, conservadores, ultraliberales – se mostrara capaz de ofrecer soluciones eficaces (Fossey, 1857:442-444).

A propósito de la guerra con Francia de 1838, Mathieu de Fossey volvió a expresar cierto desprecio hacia las armas mexicanas, incapaces de defender San Juan de Ulúa frente a la flota francesa; y, al mismo tiempo, mostró su admiración por la ausencia de resentimiento entre las clases bajas de la capital mexicana, aparentemente indiferentes ante la propaganda antifrancesa sembrada por algunos elementos de la clase política y por los órganos de prensa que les servían de altavoz (Fossey, 1857:86 y 514, Fossey, 1994:145-146)¹³. Los franceses desterrados encontraron también valedores entre las clases altas de la sociedad mexicana, que recibieron con disgusto el decreto de expulsión y prodigaron inequívocas muestras de afecto a cuantas personas conocían de nacionalidad francesa. Fossey recordó siempre con agradecimiento que las autoridades de Oaxaca lo exceptuaron de la expulsión, aunque ni siquiera había solicitado ese favor (Fossey, 1857:514).

CONCLUSIONES

Antes de terminar estas apretadas páginas, juzgamos pertinente trazar un balance sintético de las más interesantes aportaciones de los escritos de Mathieu de Fossey para una profundización en las relaciones entre indianidad y mexicanidad. Quisiéramos destacar, en primer lugar, la importancia que Fossey concede a la colonización, como factor de progreso y como contrapeso demográfico del nutrido elemento indígena, inquieto e inclinado a involucrarse en las revueltas que sacuden el agro mexicano durante los años centrales del siglo XIX. Fossey participa de la certeza que tienen muchos de sus contemporáneos en la eficacia de la tarea civilizadora de la raza blanca, y en la necesidad de « civilizar » a los atrasados indígenas, injertando sus culturas y sus modos de vida en el torrente fecundo de la modernidad.

La preparación de la llegada de los nuevos tiempos implica, en la visión de Fossey, superar el lastre del legado español, apegado a un modo de entender el mundo obsoleto y prendido en unos planteamientos religiosos que incapacitaban a la sociedad novohispana para su apertura a un cristianismo depurado de sensiblerías y de las adherencias generadas por las antiguas creencias religiosas indígenas.

Pero Fossey es un hombre profundamente pesimista, convencido de que México se hallaba sumido en una crisis de valores de tal envergadura, que no podía realizar por sí mismo el esfuerzo necesario para extirpar los numerosos vicios que corrompían el tejido social. Fossey desconfía de los hombres públicos, de las autoridades civiles, de la institución militar, de las leyes y de quienes deben aplicarlas; y, sobre todo, experimenta auténtico horror ante la perspectiva, que se le antoja más que verosímil, de una sublevación indígena de amplio calado, capaz de aglutinar a los movimientos de resistencia que, aunque no coordinados en el tiempo, no dejaban de sacudir todos y cada uno de los rincones de la República mexicana. Los horrores de la guerra de Yucatán y las amenazas en la frontera norte constituían dos botones de muestra suficientemente elocuentes.

No ignora Fossey que existían causas profundas de ese descontento y, como no podía dejar de suceder, apunta a las haciendas, donde los indígenas son objeto de sistemáticos abusos, y donde no llegan con eficacia las disposiciones adoptadas por los congresos. El menosprecio de la ley y la imposibilidad práctica para exigir su cumplimiento exasperan a Mathieu de Fossey, que asiste como testigo de primera mano a la nulidad del ordenamiento legal.

Fossey demuestra finura de observador al desvelar las diferencias sociales existentes en el seno de las comunidades; pero no se deja engañar por las apariencias de esa estratificación: ni los caciques ni los indios que formalmente les estaban sometidos cuentan para nada a los ojos de los criollos, que saben que son ellos, y sólo ellos, quienes retienen en sus manos el verdadero poder. Para los indígenas – ni siquiera para todos – queda sólo el recuerdo de la brillantez de otros tiempos: los que corren entonces son decadentes, oscuros y no permiten augurar esperanzas de redención: la única salida es la que pasa por la incorporación de esas culturas agotadas al carro triunfante de la civilización europea (ni que decir tiene que, para Fossey, los mejores aurigas del Viejo Continente son los franceses).

Notas

- 1 El propio Fossey dejó expreso testimonio de sus simpatías por Carlos X, del escaso respeto que le inspiró el gobierno de Luis Felipe y de su oposición a las posiciones republicanas (Fossey, 1857:284-287, 444, 509-510 y 521). Son interesantes las coincidencias entre las biografías de Mathieu de Fossey y de Carl Christian Sartorius, que llegó a México huyendo de las persecuciones políticas y que, como Fossey, trabajó con entusiasmo para fomentar la colonización con europeos (Ortega y Medina, 1988:14-15, y Sartorius, 1990:39-45).
- 2 Aunque la portada de *Viage á Méjico* remita al año 1844, el reparto de las entregas no se inició hasta enero de 1845, y se prolongó hasta junio del mismo año (Díaz y de Ovando, 1982:159 y 162).
- 3 Más adelante, Fossey dirigió fuertes críticas al reglamento de las aduanas vigente a mitad de siglo, y ejemplificó los abusos que propiciaba en la persona del director de la aduana de Oaxaca en 1849 (Fossey, 1857:411-412 y 569).
- 4 En un episodio posterior de *Le Mexique*, Fossey habló de las poblaciones indígenas que, « n'éprouvant le besoin d'aucun secours étranger, restent souvent sur leur territoire comme séquestrées du monde, et ignorent jusqu'au langage qu'on parle autour d'elles » (Fossey, 1857:337).
- 5 Para ilustrar esta afirmación, reproducimos el texto de un dictamen de la comisión de hacienda del congreso estatal de Yucatán, fechado el 10 de junio de 1850, que hacía referencia a una instancia presentada por el ayuntamiento de Mérida, para que se eliminaran los granos de cacao como instrumento de cambio en el mercado: « no es de tomarse en consideración la solicitud del ayuntamiento de esta capital referente á que se suprima el cacao que se usa en el mercado en cambio de otros efectos, y se le sustituya con moneda de cobre por pertenecer la resolución al Soberano Congreso Nacional » (Archivo general del estado de Yucatán, Poder Ejecutivo, Gobernación, Congreso del Estado, caja 76).
- 6 En relación con este punto, puede consultarse Ferrer y Bono, 1998:37-47.
- 7 Por contraste, la insurrección de Acevedo a que se ha hecho referencia en párrafo anterior había dado lugar a la persecución y despojo de varios franceses establecidos en Oaxaca (Fossey, 1857:358-359).
- 8 En un pasaje anterior, Fossey especificó que esa República de Sierra Madre era la que proyectaba Santiago Vidaurri, que pensaba declarar independiente su estado y anexionarlo después a la Unión americana (Fossey, 1857:445).
- 9 Sobre el tratamiento de las peculiaridades de Tlaxcala en la Constitución de 1824, que aplazó la decisión sobre el *status* que habría de conferirse a esa entidad, si estado o territorio de la federación, y sobre la debatida incidencia en esa presunta postergación del carácter mayoritariamente indígena de sus habitantes, *cfr.* Ferrer y Bono, 1998:60, y Clavero, 1995:1, 012-1, 013.
- 10 Un episodio posterior de *Le Mexique* matiza esa apreciación: « nous voilà bien près des plaines d'Apan, renommées par l'excellence de leur pulque. À Zinguilucan, je commençais à trouver supportable cette boisson pour laquelle j'avais toujours éprouvé de la répugnance et elle me parut décidément bonne à Tulancingo, à l'heure du déjeuner » (Fossey, 1857:316).
- 11 No distaba mucho ese siniestro cuadro del que trazó Duplessis sobre la fuerza militar de Veracruz (Duplessis, 1861:6-7).
- 12 Acerca de la actitud de las comunidades indígenas durante la guerra entre México y Estados Unidos, *cfr.* Ferrer y Bono, 1998:168, 336, 442-443 y 623.
- 13 Otras aserciones sobre la buena disposición de los indígenas hacia los franceses, en Fossey, 1857:278.

Bibliografía

- Aboites Aguilar, Luis, 1995, *Norte precario. Poblamiento y colonización en México (1760-1940)*, México, El Colegio de México, Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social.
- Berninger, Dieter George, 1974, *La inmigración en México (1821-1857)*, México, Secretaría de Educación Pública, Sep-Setentas.
- Brasseur, Charles, 1981, *Viaje al istmo de Tehuantepec*, México, Fondo de Cultura Económica.
- Clavero, Bartolomé, 1995, « Colonos y no indígenas. ¿ Modelo constitucional americano? (Diálogo con Clara Álvarez) », en *Anuario de Historia del Derecho Español*, t. LXV, Madrid, p. 1007-1021.
- Covarrubias, José Enrique, 1998, *Visión extranjera de México, 1840-1867*, vol. I: *El estudio de las costumbres y de la situación social*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones D^a José María Luis Mora.
- Díaz y de Ovando, Clementina, 1982, « Viaje a México (1844) », *Anales del Instituto de Investigaciones Estéticas*, vol. XIII, t. II, núm. 50, México, D. F., p. 159-191.
- Duchet, Michèle, 1975, *Antropología e historia en el Siglo de las Luces. Buffon, Voltaire, Rousseau, Helvecio, Diderot*, México, Siglo Veintiuno.
- Duplessis, Paul, 1861, *Un mundo desconocido ó Viajes contemporáneos por Méjico*, Madrid, Imprenta de La Correspondencia de España.
- Falcón, Romana, 1996, *Las rasgaduras de la descolonización. Españoles y mexicanos a mediados del siglo XIX*, México, El Colegio de México.
- Ferrer Muñoz, Manuel, 1999, « Las comunidades indígenas de la Nueva España y el movimiento insurgente (1810-1817) », *Anuario de Estudios Americanos*, t. LVI-2, Sevilla, p. 513-538.
- Ferrer Muñoz, Manuel, y Bono López, María, 1998, *Pueblos indígenas y Estado nacional en México en el siglo XIX*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Jurídicas.
- Fossey, Mathieu de, 1857, *Le Mexique*, Paris, Henri Plon.
- Fossey, Mathieu de, 1844, *Viage á Méjico*, México, Imprenta de Ignacio Cumplido.
- Fossey, Mathieu de, 1994, *Viaje a México*, prólogo de José Ortiz Monasterio, México, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes.
- Lameiras, Brigitte B. de, 1973, *Indios de México y viajeros extranjeros, siglo XIX*, México, Secretaría de Educación Pública, Sep-Setentas.
- Ortega y Medina, Juan A., 1988, « Científicos extranjeros en el México del siglo XIX », *Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México*, vol. XI, México, D. F., p. 13-20.
- Pauw, Cornelius de, 1771, *Recherches philosophiques sur les Américains ou Mémoires intéressantes pour servir à l'histoire de l'espèce humaine par M. de P. avec une dissertation sur l'Amérique et les Américains par dom Pernetty*, 3 vols., Londres, s. e.
- Sartorius, Carl Christian, 1990, *México hacia 1850*, México, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, estudio preliminar, revisión y notas de Brígida von Mentz.
- Stephens, John L., 1937, *Viaje a Yucatán 1841-1842*, 2 vols., México, Museo Nacional de Arqueología, Historia y Etnografía.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

À travers ces pages, l'auteur montre comment Mathieu de Fossey avait perçu la difficulté d'insérer le monde des communautés indigènes dans le moule d'un État national qui, accroché à une idéologie libérale égalitaire, refusait d'établir des régimes spéciaux comparables à ceux qui, durant la domination espagnole, avaient reconnu un statut particulier aux populations natives du continent américain.

A través de estas páginas se muestra cómo Mathieu de Fossey percibió el difícil acoplamiento del mundo de las comunidades indígenas en el molde de un Estado nacional que, por estar sustentado en la ideología

liberal igualitaria, era contrario al reconocimiento de regímenes especiales como los que, durante la dominación española, habían establecido un status peculiar para los aborígenes del territorio americano.

Throughout these pages the author shows how Mathieu de Fossey perceived that it was not easy to make indigenous communities fit within the mould of the nation-state which, being based on the liberal and equalitarian ideology, was against the recognition of special regimes, such as those that created a peculiar status for the native population of the American territory during the period of Spanish colonial domination.

Mots clés : Mathieu de Fossey, Mexique, XIX^e siècle, communautés indigènes, État-Nation

Palabras claves : Mathieu de Fossey, México, siglo XIX, comunidades indígenas, estado-nación

Keywords : Mathieu de Fossey, Mexico, XIXth century, indigenous communities, nation-state

L'ÉVOLUTION DU « MODÈLE » DE BRASILIA : VERS UNE MÉTROPOLE BANALE ?*

HERVÉ THÉRY**

LA BRASILIA D'AUJOURD'HUI N'EST PLUS TOUT À FAIT celle qu'avaient voulu ses concepteurs, et aussi paradoxal que cela puisse paraître pour une ville fondée en 1960, bon nombre de ses habitants cultivent déjà la nostalgie d'un âge d'or passé à jamais. Ils se plaignent certes de la dégradation de l'environnement, mais celui-ci est essentiellement affecté par la croissance urbaine explosive que connaît la ville. Celle-ci entraîne évidemment une forte consommation des ressources naturelles, d'autant plus grave que beaucoup de lotissements sont illégaux et ne respectent pas la législation sur la protection des pentes, des sources et de forêts-galeries. Mais plus que de la dégradation des paysages et de la qualité de l'eau, c'est de la dégradation de l'environnement social que ses habitants se plaignent le plus : l'augmentation de la circulation automobile et des embouteillages, et surtout la montée des tensions sociales et de la violence, sont pour eux les symptômes les plus graves de la « crise » de Brasilia. Alors que dans les premières décennies la ville se vantait volontiers d'ignorer ces maux des grandes villes, ils commencent aujourd'hui à y être sensiblement plus forts que naguère, même si l'on est encore loin des niveaux des métropoles du Sudeste.

Dans le projet des fondateurs, Brasilia devait en effet être exemplaire à tous les points de vue, ils voulaient en faire une ville au fonctionnement parfaitement logique et fluide et un modèle de fraternité entre ses habitants, riches et pauvres. Quarante ans après sa fondation, la ville compte aujourd'hui plus de deux millions d'habitants et avec la croissance il s'est produit une certaine banalisation de la ville rêvée par ses créateurs, sans doute parce que la ville qu'ils ont conçue n'est plus désormais qu'une (petite) partie d'une

** Directeur de Recherche au CNRS, chercheur invité au Centro de Desenvolvimento Sustentável (CDS) de l'Université de Brasilia (Hthery@aol.com)

métropole. Brasília ne se résume plus aujourd'hui au « Plan Pilote », elle est entourée d'une vingtaine de « villes-satellites » qui ont grandi plus vite qu'elle, et dans cet ensemble composite apparaissent des clivages et des évolutions contrastées, qui ne sont pas sans rappeler celles que connaissent d'autres métropoles brésiliennes et mondiales.

Pour analyser en détail ces transformations, on dispose désormais de nouveaux outils, qui permettent des analyses plus fines des disparités sociales, du moins de celles que décrivent les variables du recensement démographique de 2000. L'IBGE a en effet publié les résultats de ce recensement à l'échelle la plus fine, celle des secteurs censitaires (*setores censitários*), qui forment la maille utilisée par cet organisme pour réaliser son recensement (le secteur étant composé d'un ensemble d'environ 1 000 personnes attribué à un agent censitaire). Ces données, ainsi que la maille graphique permettant de les cartographier, sont librement accessibles, et vendues à bas prix¹. Dans le cas de Brasília, on passe ainsi d'une maille d'une vingtaine de régions administratives à 2 673, dont 2 336 secteurs urbains (carte n° 1), ce qui permet un très important gain de résolution des cartes que l'on peut construire pour analyser les dynamiques sociales, territoriales et environnementales à l'échelle intra-urbaine. On dispose ainsi de nouveaux moyens pour observer l'évolution de la situation de la ville, et mesurer les dangers qui menacent le modèle qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être.

DE BONS INDICATEURS SOCIAUX GLOBAUX

Brasília a été conçue pour être la capitale du Brésil, et elle l'est à bien des égards, notamment par son niveau d'équipement et le niveau de vie de ses habitants. Sa situation en termes d'équipement des ménages, d'indicateurs sociaux et de niveau de formation est excellente. L'indice de développement humain² y était en 1991 de 0.806, contre 0.804 à São Paulo et 0.808 à Rio de Janeiro, en 2000 les trois villes obtenaient respectivement les indices records de 0.845, 0.841 et 0.842. Ces indices de niveau de vie sont parmi les plus élevés du Brésil. Et si l'on se fonde sur la durée des études, Brasília se situe dans le peloton de tête des villes brésiliennes. Bien que cette donnée porte sur tout le District fédéral, y compris les villes-satellites les plus pauvres, le niveau de formation des habitants de Brasília n'a d'équivalent que dans les grandes capitales du Sud-est et du Sud (et dans quelques villes universitaires de l'intérieur de l'État de São Paulo), bien loin des indices désastreux du Nordeste et de l'Amazonie.

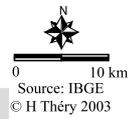
Les niveaux d'équipement des ménages brésiliens en matière de téléphones, de voitures et de téléviseurs montrent que Brasília fait partie – à l'intérieur de l'ensemble Sud-Sud-est, globalement mieux équipé que le Nordeste et le Nord – d'un axe privilégié qui part de Santos et passe par São Paulo et le Minas Gerais, et en constitue la pointe avancée vers le Nord-Ouest. On n'est pas surpris de constater, par le recours à ces indicateurs de niveau de vie, que Brasília fait partie du principal axe de développement du pays, et en est même la pointe avancée dans le Centre-Ouest.

Si Brasília rivalise donc avec les autres grandes villes brésiliennes pour ce qui est des indicateurs sociaux, sur le plan économique elle est en revanche loin

CARTE N° 1 : SECTEURS URBAINS A BRASÍLIA



■ Régions administratives



□ Secteurs censitaires urbains
 ■ Secteurs censitaires ruraux

derrière elles : le choix fait par ses concepteurs a été d'en faire une ville politique et administrative, sans activités productives. Les autorités qui dirigent Brasília n'avaient donc pas les soucis de la plupart de leurs homologues des grandes métropoles mondiales, nul besoin de définir une stratégie visant à attirer les capitaux, ni de faire valoir les atouts de la ville, si ce n'est pour attirer des entreprises de services tournées vers les besoins de la population locale. C'est par exemple le cas de Carrefour, qui a installé deux centres commerciaux, l'un au Nord et l'autre au Sud de la ville.

La plupart des grands indices économiques montrent donc la faiblesse du rôle du District fédéral dans l'économie du pays. Le Produit intérieur brut du District fédéral représentait ainsi 2,8 % du PIB brésilien en 1998, à comparer avec les 35 % de l'État de São Paulo. La quantité d'entreprises implantées montre la même faiblesse. Dans le secteur du commerce et des services, Brasília ne totalise en effet que 1,17 % des entreprises, contre 13 % pour le Minas Gerais et 29,8 % pour l'État de São Paulo³. Rapporté à la population, le classement est meilleur, mais le District fédéral ne possède pour autant qu'une entreprise pour 140 habitants, contre une pour 112 à São Paulo et une pour 83 dans le Rio Grande do Sul.

Capitale planifiée pour être une vitrine du modèle social brésilien, Brasília a été créée à dessein sans activité industrielle, pour éviter les troubles inhérents à la présence d'usines polluantes... et d'une classe ouvrière. Cette spécificité demeure : la capitale ne possède que 0,7 % des entreprises industrielles du pays, soit une entreprise pour 1 016 personnes, contre 36 % pour l'État de São Paulo (une entreprise pour 389 personnes).

Les statistiques sur les transferts financiers entre les différents États de la Fédération et le gouvernement fédéral montrent clairement que Brasília est encore principalement entretenue par le budget fédéral, bien qu'elle doive en principe, depuis qu'elle a conquis son autonomie politique, trouver d'autres sources de revenus. Ainsi, alors que le PIB était de 17,6 milliards de *Reais*, les dépenses du Trésor fédéral pour le District fédéral atteignaient 9,9 milliards de *Reais*, soit 56 % du PIB⁴.

C'est que la population active du District fédéral est formée en grande partie de fonctionnaires fédéraux, dont les salaires sont la base de toute une économie de services. S'y ajoutent un grand nombre de personnes qui viennent tenter de jouer de leur influence au plus près du gouvernement et du Congrès. Cette population de lobbyistes jouit de très hauts revenus et « tire » les indices moyens vers le haut.

Mais cette capitale, qui devait être une vitrine, victime de son succès, ressemble de plus en plus à un reflet de la situation sociale du Brésil. De nouveaux courants migratoires modifient ainsi la physionomie de la ville en attirant sur place une population importante de pauvres gens qui ne trouvent pas à s'y employer, puisque la ville est dépourvue de véritable fonction industrielle ou commerciale et que le nombre de fonctionnaires n'y augmente pas. Le taux de chômage du District fédéral était ainsi de 19,4 % en 2001⁵, ce qui laisse imaginer les difficultés auxquelles sont actuellement confrontées les autorités locales.

UNE RÉGION MÉTROPOLITAINE EN FORMATION

Brasilia, comme beaucoup d'autres capitales du monde, est en train de changer d'échelle. Bien qu'elle ne constitue juridiquement qu'une seule unité administrative, elle est en fait à la fois formée de « régions administratives », qui ont tous les caractères de municipalités, et incluse dans des espaces plus vastes, où se joue en grande partie son destin de métropole. Son espace fonctionnel réel est le *Distrito Federal* (le « District fédéral » qui entoure la ville et était à l'origine sous juridiction directe de l'État fédéral), et son *entorno* (ses « alentours »). Depuis 1998, Brasilia fait officiellement partie de la *Região Integrada de Desenvolvimento do Distrito Federal*⁶, créée pour « articuler l'action administrative de l'Union, des États de Goiás et Minas Gerais et du *Distrito Federal* », et le texte fondateur précise que « cette région est formée par les communes limitrophes du *Distrito Federal* ».

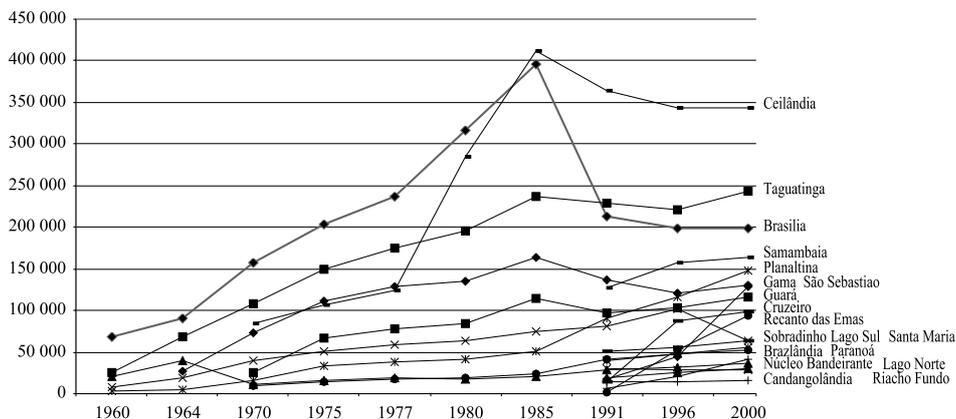
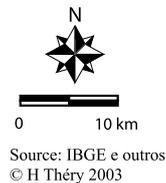
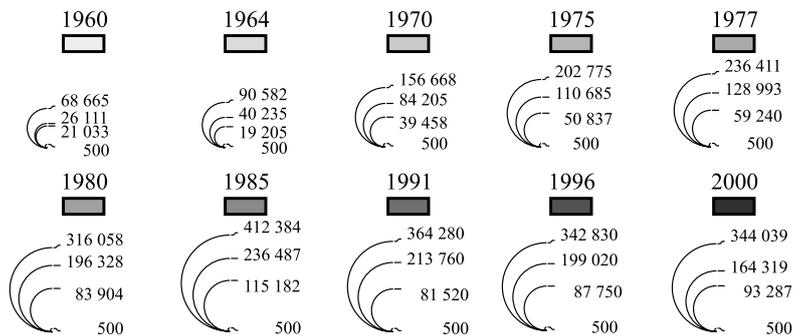
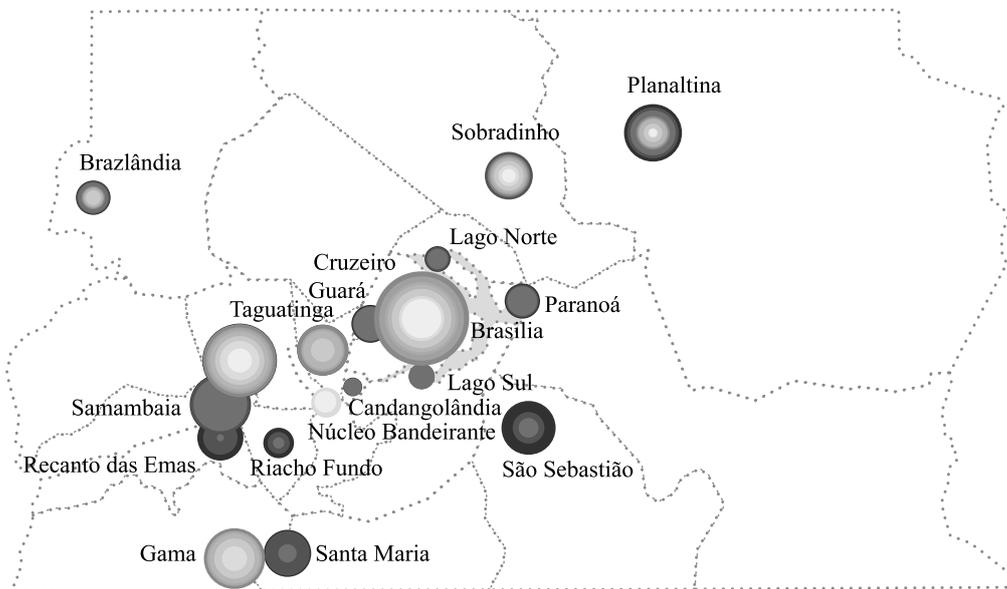
Les différents sens du mot « Brasilia »

Le nom « Brasilia » possède plusieurs sens qui dépendent du contexte. Ainsi, pour le gouvernement fédéral, Brasilia désigne la capitale dans son ensemble, alors que pour le gouvernement du District fédéral, ce n'est que l'une de ses régions administratives. On peut résumer comme suit les principales acceptions :

- Administrativement, Brasilia est l'une des 19 régions administratives du District fédéral, elle comprend la partie centrale du Plan-pilote avec ses « ailes » nord et sud.
- Brasilia peut aussi désigner la partie planifiée de la ville conçue par Lúcio Costa, soit les régions administratives du Plan-pilote, du Lac Nord et du Lac Sud.
- Pour beaucoup des habitants du District fédéral, les quatre ensembles qui composent la région administrative de Cruzeiro (Cruzeiro Velho, Cruzeiro Novo, Octogonal et Sudoeste) font également partie de Brasilia *stricto sensu*, et non des villes-satellites.
- Le terme Brasilia est également utilisé pour désigner l'ensemble formé par le Plan-pilote et toutes ses villes-satellites. C'est dans ce dernier sens que l'on peut parler d'une ville de près de deux millions d'habitants.
- Enfin Brasilia est aujourd'hui une agglomération polynucléaire qui inclut des espaces urbanisés au-delà des limites du District fédéral, débordant sur les États de Goiás et Minas Gerais.

De fait, les analyses de la croissance de la population dans les municipes de la périphérie du District fédéral montrent clairement l'existence d'une couronne, incomplète et peu profonde, tout autour de Brasilia. Cet *entorno* est totalement sous le contrôle des dynamiques de la capitale fédérale, et il devient de plus en plus l'exutoire des courants migratoires qui mènent vers le District fédéral une population provenant en majorité du Goiás voisin, mais aussi de

CARTE N° 2 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION DU DISTRICT FÉDÉRAL (1960-2000)



tout le pays. De nombreuses petites villes y sont en formation, comme Santo Antonio do Descoberto ou Valparaiso, qui se construisent le long des voies de communication, ce qui explique le caractère discontinu de cette périphérie, calquée sur la géométrie du réseau de transport. Le développement rapide de cette banlieue ou périphérie du District fédéral est paradoxal, puisqu'il se produit alors que l'espace disponible dans le District fédéral est encore très important et que le tissu urbain y est discontinu. Il est le reflet direct de la volonté du gouvernement de conserver à Brasilia un aspect de vitrine, reléguant au loin les nuisances urbaines (carte n° 2).

Si la ville a beaucoup grandi, c'est au prix d'une perte de son originalité, un phénomène qui se retrouve à l'échelle intra-métropolitaine. La métropole en voie de formation, contrairement à la ville planifiée qui a été son point de départ, est en effet désormais un territoire fragmenté, pas (ou pas encore?) en termes administratifs, mais en termes d'opposition de plus en plus fortes entre quartiers riches et quartiers pauvres.

Rien ne reflète mieux les mutations qu'a connues Brasilia que la transformation physique de son bâti, notamment la création et l'expansion de villes-satellites, dont la population dépasse désormais de loin celle du Plan Pilote. Alors que le plan initial visait à faire cohabiter riches et pauvres dans un ensemble harmonieux et planifié, la réalité d'aujourd'hui révèle une différenciation accentuée entre quartiers riches et quartiers pauvres, qui ont chacun des modes de fonctionnement et d'évolution très différents.

Pour Lucio Costa, les villes-satellites devaient être rationnellement planifiées, bien définies sur le plan architectural, et se développer à partir du moment où le Plan Pilote dépasserait la limite des 500 000 à 700 000 habitants prévus. Il n'avait pas imaginé que le développement de la ville s'accélérait à cause d'une dynamique migratoire qu'il décrit ainsi par la suite (1974:11): « un tiers de la population devait partir, un autre tiers devait être absorbé par l'activité locale et le tiers restant devait être absorbé par les activités agricoles [...] Mais une inversion s'est produite, la population qui a afflué ici refusa de partir, elle s'éparpilla et força l'inversion de l'ordre naturel de la planification, qui voulait que les villes-satellites viennent après l'achèvement de la ville ».

L'intensité des phénomènes migratoires échappa donc à tout contrôle. On attendait principalement des fonctionnaires du gouvernement fédéral, venant de Rio de Janeiro ou tout au moins des régions du Sudeste. Or le remplissage du Plan Pilote et l'apparition des villes-satellites ne suivirent pas ce schéma de développement. Une grande partie des ouvriers qui avaient participé à la construction de la ville décida de rester sur place et transformèrent des campements provisoires en villes, comme Nucleo Bandeirante, Vila Planalto ou Vila Paranóa. Représentant à peu près 70 000 personnes au total, ces ouvriers et leurs familles étaient, en grande majorité, originaires du Nordeste.

La croissance de la population du District fédéral entre 1960 et 2000 a ensuite suivi la même logique différenciée. Dans l'ensemble, on a constaté une croissance forte, mais dont le rythme a diminué au fur et à mesure de l'augmentation de la population: de 14,8 % de croissance annuelle de 1960, alors que la ville comptait moins de 150 000 habitants, on est passé à 2,8 % au début des années 1980, alors que la ville venait de dépasser le million d'habitants.

La zone du Plan Pilote s'est remplie petit à petit, passant de 68 000 habitants en 1960 à un peu moins de 200 000 en 2000. Les deux extensions du Lac Nord et du Lac Sud et le quartier de Cruzeiro ont été détachés administrativement du Plan Pilote au milieu des années 1980, expliquant la baisse de population dans la région administrative « Brasília ».

Néanmoins, même en additionnant la population de ces extensions, le cœur de la ville ne dépasse guère aujourd'hui 300 000 habitants, et sa croissance reste moindre que celle des autres parties du District fédéral, certaines zones comme le Lac Sud enregistrant même une légère décroissance de population depuis 1991. Les contraintes urbanistiques du centre (renforcées depuis son inscription au « Patrimoine de l'Humanité » par l'Unesco) expliquent en partie cette stabilisation du centre ville. Le coût de la construction y est important et la densité de logement autorisée assez basse puisque les immeubles ne peuvent dépasser six étages.

Les villes-satellites se sont donc multipliées plus rapidement que ne l'avaient prévu les concepteurs du Plan Pilote. Leurs origines sont diverses : certaines ont été créées pour loger les ouvriers des chantiers demeurés sur place, comme *Cidade Livre*, le premier campement de Brasília légalisé en 1961 sous le nom de *Nucleo Bandeirante*. D'autres de ces villes ont été créées par la suite pour résoudre le problème des « invasions ». En effet, le succès de la ville a attiré une population importante – et pauvre – dans le District fédéral. Ne pouvant prétendre à des logements normaux, ces migrants ont créé des quartiers spontanés, ici dénommés *invasões*. Le rôle de vitrine assigné à Brasília ne permettant pas au gouvernement du District fédéral de tolérer ces poches de pauvreté, plusieurs opérations de déplacement vers des lotissements planifiés ont été réalisées. Ces déplacements ont pu être massifs : dans les années 1970 plus de 80 000 personnes ont été réinstallées en huit mois à Ceilândia (dont le nom dérive du nom de la CEI, *Companhia de erradicação das Invasões*).

Ces rejets périphériques du Plan Pilote ont connu, et connaissent encore pour certains, une croissance explosive. Ainsi, de 1960 à 1980, alors que la population du Plan Pilote était multipliée par quatre, celle de Taguatinga l'était par huit. On a donc dû créer de nouvelles unités administratives, en particulier dans la zone sud-est : Gama, puis Ceilândia, Samambaia, Santa Maria et Recanto das Emas (marquées de ce fait par des cercles plus sombres sur la carte n° 2). Les taux de croissance de ces villes-satellites sont extrêmement importants au début de leur existence, par exemple 87 % de croissance moyenne annuelle pour Recanto das Emas entre 1991 et 1996. Lorsque le tissu urbain se consolide, l'afflux de population se réduit, et l'on observe une certaine normalisation de la ville, ainsi qu'un début de « gentryfication » des zones les mieux équipées, accompagnées de hausses de loyer et d'une modification de la composition sociale.

De très fortes disparités sociales

Deux cartes analysant les données du recensement démographique 2000 à l'échelle des secteurs censitaires permettent de mesurer l'ampleur des disparités sociales qui marquent aujourd'hui le District fédéral, bien loin des rêves de ses fondateurs. On notera que le gain de précision apporté par le changement d'échelle fournit certes des nuances sur la composition interne de certains quartiers, mais que les oppositions majeures que l'on

observait à l'échelle grossière des régions administratives ne sont pas le moins du monde remises en question.

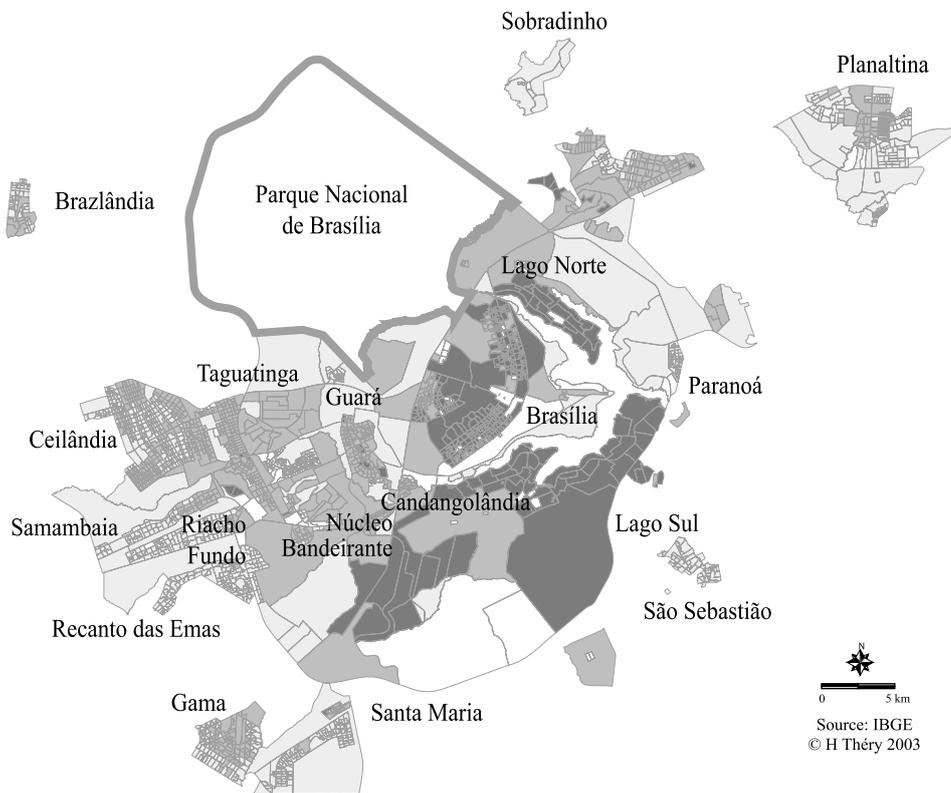
La carte n° 3 porte sur les niveaux de revenu dans le DF, tels qu'ils ont été déclarés au recensement de 2000, et exprimés en nombre de « salaire minimum »⁷. Ces revenus ont été regroupés en trois classes, moins de trois salaires minimums (ce qui définit officiellement la « ligne de pauvreté »), entre trois et dix, et plus de dix, la limite de ce que l'on peut considérer comme une certaine aisance dans la société brésilienne, les plus riches ayant des revenus se chiffrant en centaines de salaires minimums (le salaire d'un député ayant, par exemple, été récemment porté de 7 500 Reais/37 salaires minimums à 12 000 Reais/60 salaires minimums). Traités ensuite dans un diagramme triangulaire qui permet de situer chaque secteur en fonction de la répartition de sa population entre ces trois catégories de revenus, ils font apparaître une opposition tranchée entre trois zones : le Plan-Pilote, les bords du lac et le secteur des manses, les villes satellites les mieux consolidées, et enfin les villes-satellites externes. On notera qu'à l'intérieur de certaines de celles-ci, comme Ceilândia, Gama ou Santa Maria, certaines parties sont dans la catégorie moyenne alors que d'autres sont entièrement peuplées de pauvres.

La carte n° 4, construite selon le même principe, porte sur les niveaux d'étude des chefs de ménage, regroupés en trois classes : moins de huit ans (à partir de l'entrée à l'école primaire), de huit à 11 ans, douze ans ou plus. La corrélation est évidente, les niveaux de revenus correspondant aux études les plus longues et les revenus bas aux études courtes (ou nulles). Une analyse plus fine de corrélation confirme la coïncidence et ne révèle que de très faibles écarts, positifs (revenus plus élevés que ne le laisserait supposer le niveau d'études) dans les villes-satellites proches (commerçants et – probablement – délinquants) et négatifs dans le quartier de l'université.

Le District fédéral a atteint deux millions d'habitants en 2000, pour une superficie bâtie de 98 000 hectares, soit le double de celle de 1990. Cette croissance semble devoir se poursuivre, surtout si le gouvernement local poursuit sa politique de lotissements périphériques. On peut le craindre après la réélection du gouverneur qui, lors de ces mandats précédents (il avait été nommé gouverneur sous le régime militaire, puis élu après le retour de la démocratie) a été responsable des grandes distributions gratuites de lots à la périphérie du DF. Son élection a été difficile, contestée en justice par son adversaire du PT, le parti qui dans le même temps élisait le Président de la République qui passera les quatre prochaines années à Brasilia et n'a naturellement aucune affinité avec lui. Les nombreux procès pour ventes illicites de terres et trafics d'influence où il est impliqué rendent toutefois son avenir politique plus qu'incertain. Son invalidation pourrait changer le cours des politiques publiques dans le District fédéral, mais s'il est maintenu au pouvoir tout donne à penser que les processus actuels vont continuer, voire s'aggraver, par l'afflux de migrants pauvres faisant pression sur la ville et son environnement.

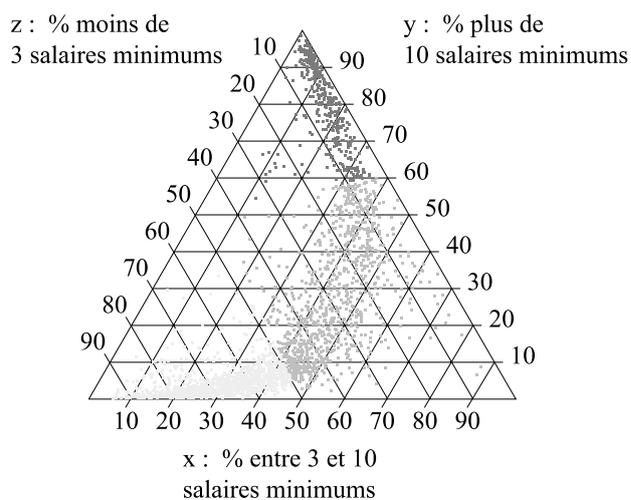
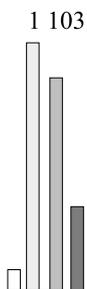
L'attraction exercée par le District fédéral, en particulier du fait de son niveau de vie moyen plus élevé que dans le reste du Brésil, est indéniable. La naissance, à l'intérieur et à la périphérie du District, de nouvelles villes aux très forts taux de croissance montre bien que la pression migratoire est toujours forte aujourd'hui et qu'il existe probablement encore un fort potentiel de

CARTE N° 3 : LES REVENUS DANS LE DISTRICT FÉDÉRAL EN 2000

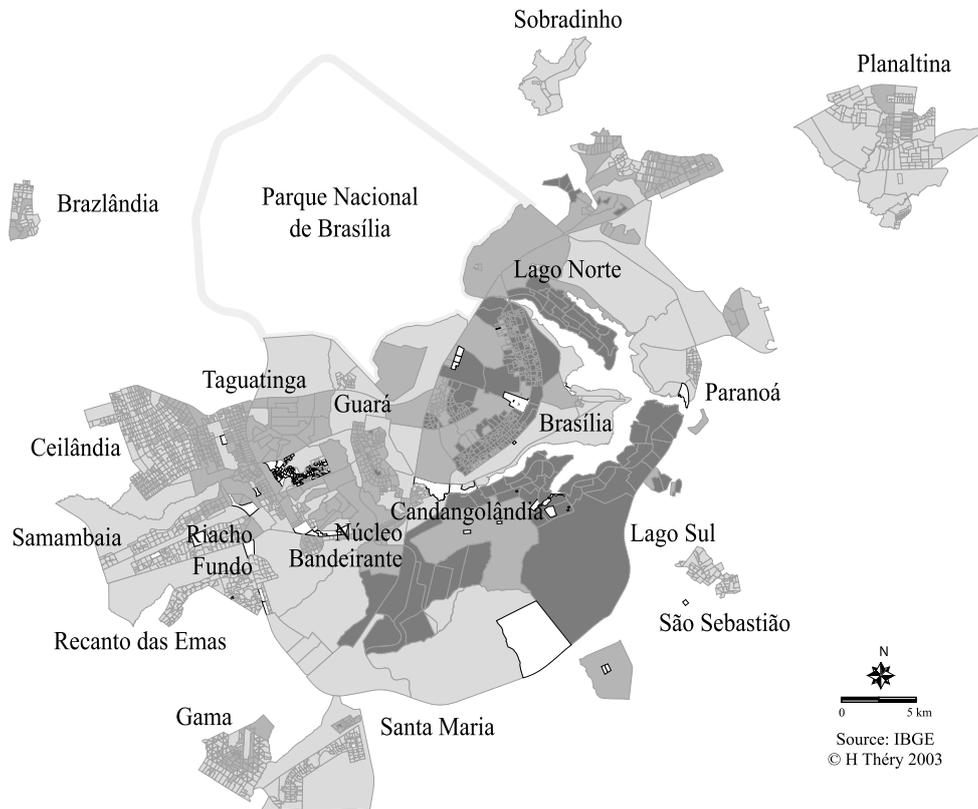


Revenus

- Élevés
- Moyens
- Faibles



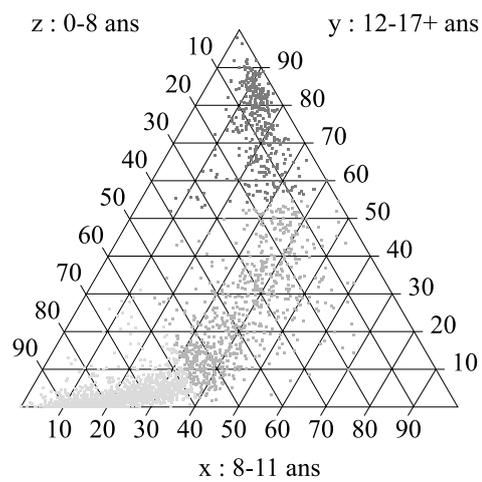
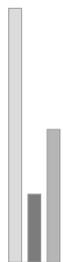
CARTE N° 4 : NIVEAUX D'ÉTUDES DANS LE DISTRICT FÉDÉRAL EN 2000



Niveaux d'étude

- Élevés
- Moyens
- Bas

1407



croissance. La question de la terre, cruciale ici comme ailleurs, renforce probablement cet afflux. Les distributions de lots effectuées jusqu'à une date récente par le gouvernement du Distrito fédéral font penser aux candidats à l'immigration que dans cette zone, ils ont de grandes chances de devenir propriétaire d'un terrain. Or on sait que cette motivation, même si elle ne s'accompagne pas de possibilités d'emploi, est un facteur majeur de mobilité pour une partie importante de la population du Brésil.

Mais ce flux de pauvres gens n'est pas le seul : si Brasilia reste un centre important d'attraction migratoire tout en se maintenant en tête des classements brésiliens pour la richesse et les indicateurs sociaux, c'est sans aucun doute parce qu'elle attire encore, en tant que capitale, des migrants de haut niveau de qualification et de revenu. Ils sont peu nombreux, mais assez pour contrebalancer en partie l'effet de l'arrivée massive de pauvres gens attirés par ses mirages. La différence entre les migrants qui viennent à Brasilia occuper un emploi gouvernemental bien payé (ou faire du *lobbying* plus rémunérateur encore), et ceux qui essayent de s'intégrer dans une grande ville moins saturée que São Paulo ou Rio de Janeiro est manifeste. On est donc manifestement en présence de deux populations bien distinctes, dont les motivations, les revenus et les niveaux de relation sont bien différents, et dont les conditions de vie sur place ne sont évidemment pas les mêmes. Ne s'installent à Santo Antonio do Descoberto, ou à Aguas Lindas, qui en a été récemment détachée, que ceux qui ne peuvent accéder aux logements du District fédéral et doivent se contenter d'un lot sans aucune infrastructure à 40 km du centre.

* * *

Capitale fédérale incontestée, capitale pionnière dépassée par son succès même, Brasilia devient donc aussi aujourd'hui une métropole parmi les autres. On assiste à la « banalisation » de la capitale, moins pionnière et moins exemplaire que naguère. Elle a réussi pendant un peu moins de quarante ans à échapper aux problèmes qui affectaient nombre de grandes villes brésiliennes, comme la violence urbaine, la pollution des eaux ou la congestion automobile. Le mythe d'une capitale-vitrine parfaitement « propre » et parfaitement paisible est en train de s'estomper. La congestion automobile a été plus lente à se faire sentir dans la mesure où la ville a été bâtie pour l'automobile, mais les axes de circulation, pourtant largement dimensionnés, ne suffisent plus à assurer le flux aller-retour des voitures entre la périphérie et le centre matin et soir (la construction d'un métro, qui n'était pas prévue originalement, est révélatrice de ces difficultés). On peut le regretter, parce que son projet original s'est affadi et parce qu'elle connaît désormais les mêmes tensions sociales que les autres métropoles. On peut aussi penser que, de ce fait, elle revient dans la norme et devient plus représentative de la nation brésilienne.

Notes

* Cet article reprend des éléments d'un travail collectif, intitulé « Brasilia, quarante ans après », rédigé en collaboration avec Neli Aparecida de Mello, chercheur associé à l'École Normale Supérieure et au CDS, François-Michel Le Tourneau, chercheur au CNRS/Credal et au CDS, et Laurent Vidal, Maître de Conférences à l'Université de La Rochelle. Le résultat de cette recherche, riche de nombreuses figures, sera mis en ligne sur le site des éditions de l'IHEAL.

- 1 L'ensemble est diffusé sur CD-ROM, occupe deux disques vendus chacun 50 *Reais* (soit 12,5 Euros au cours de mars 2003) pour les mailles des secteurs ruraux et urbains du Brésil entier, et cinq disques à 20 *Reais* 5 Euros) pour les données de chacune des cinq grandes régions du pays.
- 2 Il avait alors été calculé par la fondation João Pinheiro, pour le compte du PNUD (selon les principes à l'origine défini pour comparer les niveaux de développement des pays du monde), pour toutes les communes brésiliennes
- 3 Source: *Anuario Estatístico do Brasil* (IBGE)
- 4 Source: *Anuario Estatístico do Brasil* (IBGE) et chiffres du Gouvernement du District fédéral (<http://www.gdf.gov.br>)
- 5 Source: Gouvernement du District fédéral
- 6 Région intégrée de développement du District fédéral
- 7 Il équivalait en mars 2003 à 200 *Reais*, soit au cours du change de ce même mois à un peu plus de 50 Euros.

Bibliographie

- Anjos R. S. A., 1996, « *Modelagem dos processos espaciais formadores da dinâmica no Distrito federal do Brasil* », tese de doutorado defendida na Escola Politécnica, USP, São Paulo.
- Brunn S.D. and Williams J.F., 1993, *Cities of The World*, New York, HarperCollins College Publishers.
- Costa L., 1973, « Considerações em torno do Plano Piloto de Brasilia », dans Atas do Seminário de Estudos dos Problemas Urbanos de Brasilia, *Revista de Arquitetura, Planejamento e Construção*, n° 6, agosto - setembro p. 11-16.
- De Holanda F., 1989, « Brasilia: the Daily Invention of the City », *Ekistics*, vol. 56, n. 334-335, p. 74-83.
- Epstein D., 1973, *Brasilia, Plan and Reality*, Berkeley University of California Press.
- Farret R.L., 1983, « The Justification of Brasilia », *Third World Planning Review*, vol. 5 n. 11, p. 137-148.
- Francisconi J. G., 1995, « What future for Brasilia? The pattern of Emerging Conflict », *Trialog*, n° 46, p. 46-50.
- Governo do distrito federal, 1991, Relatório do Plano piloto de Brasilia, Arquivo Público do Distrito Federal/Codeplan/DePHA, Brasilia.
- Governo do distrito federal, 1995, *Revista Retrato de Brasilia. 1995 – O ponto de partida*, n.1, abril, Brasilia.
- Holston J., 1993, *A cidade modernista: uma crítica de Brasilia e sua utopia*, Companhia das Letras, São Paulo.
- Instituto de ecologia e meio ambiente – IEMA, 1995, « *Documento básico de subsídio à revisão do Plano Diretor de Ordenamento Territorial* », Brasilia, mimeo.
- Instituto de planejamento territorial e urbano – IPDF, 1996, « *Projeto de Lei complementar do Plano Diretor de Ordenamento Territorial do Distrito Federal* », Brasilia, mimeo.
- Madaleno I. M., 1996, « Viewpoint Brasilia: the frontier capital », *Cities*. Vol 13, n° 4, aout 1996, p. 273-280.
- Mello N., 1997, *A urbanização pública e o comprometimento ambiental no Distrito Federal: o caso da sub-bacia do ribeirão Riacho Fundo*, dissertação de mestrado na Faculdade de Arquitetura e Urbanismo, Brasilia, UnB.
- Niemeyer O., 1988, « Inventer des formes nouvelles », *Villes en Parallèle*, n° 12-13, nov. 1988, p. 260-269.

- Paviani A. org., 1991, *A conquista da cidade - Os movimentos populares em Brasília*, Brasília, Coleção Brasília, Ed. UnB.
- Paviani A. org., 1999, *Brasília - gestão urbana: conflitos e cidadania*, Coleção Brasília, Ed. UnB, Brasília.
- Paviani A. org., 1986, *Brasília - Metrópole em crise. Ensaio sobre urbanização*, Brasília, Coleção Brasília, Ed. UnB.
- Paviani A., 1985, *A metrópole terciária in Brasília Ideologia e Realidade/Espaço Urbano em questão*, São Paulo, Projeto.
- Ruellan F., 1948, « Quelques problèmes de l'expédition chargée de trouver des sites pour la nouvelle capitale fédérale des États-Unis du Brésil », *Bulletin de l'association des géographes français*, n° 194-195, mai - juin, p. 90-100.
- Vasconcelos A., 1988, *As cidades satélites de Brasília*, Gráfica do Senado Federal.
- Vesentini J. W., 1987, *A capital da geopolítica*, São Paulo, Ática.
- Vidal L., 2002, *De Nova Lisboa à Brasília, l'invention d'une capitale*, Iheal Éditions.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

La Brasília d'aujourd'hui n'est plus tout à fait la vitrine qu'avaient voulu ses concepteurs. Elle devait en effet être exemplaire à tous les points de vue; ils voulaient en faire une ville au fonctionnement parfaitement logique et fluide, ainsi qu'un modèle de fraternité entre ses habitants, riches et pauvres. Quarante ans après sa fondation, peuplée de plus de deux millions d'habitants, elle connaît désormais les mêmes tensions sociales que les autres métropoles du pays, revient dans la norme et devient ainsi plus représentative de la nation brésilienne.

Brasília não é mais hoje a cidade que seus idealizadores sonharam. Ela devia ser exemplar sob todos os pontos de vista, eles queriam fazer dela uma cidade com um funcionamento perfeitamente lógico e fluído, assim como um modelo de fraternidade entre todos os seus habitantes, ricos e

pobres. Ela conhece hoje as mesmas tensões que todas as outras metrópoles do país, voltando assim à norma e se tornando mais representativa da nação brasileira.

The " window " which should have been Brasília is menaced, notably by the explosive urban expansion which the town is experiencing. This questions the model desired by its conceivers who wanted to create a "green" town, but also something logic and fluid, and a model of fraternity between its inhabitants, rich and poor. Forty years after its foundation, the town counts more than 2 million inhabitants and is marked by strong social disparities which the recent publication of the data of 2000's demographic census permits us to analyse in detail.

Mots-clés: Brasília, modèle urbain, croissance démographique, recensement, disparités socio-spatiales,

Palavras chaves: Brasília, modelo urbano, crescimento demográfico, disparidades socio-espaciais, censo

Keywords: Brasila, urban model, demographic growth, spatial and social disparities, census

LAS ISLAS DE CHILOE EN EL MUNDO GLOBAL : POESIA, IDENTIDAD Y TERRITORIO

SERGIO MANSILLA TORRES*

POESÍA EN CHILOÉ : ANTECEDENTES HISTÓRICOS

La poesía moderna en Chiloé, entendida como fenómeno cultural que desborda la producción de un autor aislado, se inició en 1975; más concretamente el 11 de abril de 1975 en Liceo de Castro. Ese día ocurre la primera reunión de lo que sería más tarde el Taller Literario « Aumen » (« eco en la montaña »), reunión conducida por Carlos Alberto Trujillo y Renato Cárdenas, con la colaboración de los profesores Clara Andrade, Elba Andrade y Juan Gutiérrez.¹ « Durante la primera semana de abril de 1975, Carlos y otros colegas pusieron avisos en diferentes lugares públicos e invitaron a amigos, colegas y estudiantes de los liceos castreños, para participar en una primera reunión en la que se intentaría organizar un grupo literario en Castro [...] La reunión [...] resultó exitosa pues cada uno de los participantes tenía deseos de participar en una actividad de este tipo, de manera que todos salieron muy contentos de la reunión y en espera de la siguiente que iba a realizarse en el mismo colegio cuyo director les había ofrecido una de las aulas para sus reuniones » (Brooks, 1992:49).

Antes de esta fecha, Chiloé era un territorio en el que no existía en absoluto una masa crítica de poetas que produjera poesía en el sentido moderno del término, vale decir, como escritura especializada, profesionalmente asumida, que problematizara radicalmente la subjetividad y su expresión lírica, haciendo de la poesía testimonio de la imposibilidad de revertir la

* Universidad de Los Lagos, Depto. de Humanidades y Artes, Centro de Estudios del Desarrollo de la Realidad Regional (CEDER), Osorno, Chile.

implacable fragmentación de la relación yo-mundo y registro del deseo – siempre insatisfecho – de que la poesía afirme una cierta relación utópica absoluta del yo con las cosas. Había textos poéticos, sin duda, pero se trataba de residuos de la poesía modernista sentimental de inicios de siglo (que más que provenir de lecturas de Darío o Martí provenían del tango o del bolero escuchados en viejas victrolas) o de textos versificados que se inscribían en la tradición de la poesía patriótica del siglo XIX de raíz romántica nacionalista. Aunque fue en Ancud donde nació en 1874 el importante poeta modernista Antonio Bórquez Solar, su presencia no llegó a crear una tradición poética que se reprodujera por sí misma². Así, pues, en el escenario cultural chilote, no hallamos producción de poesía moderna sino hasta mediados de los años 70 del siglo XX.

¿Cómo explicar este anacronismo cultural? En el período colonial, Castro primero (fundado en 1567 por Martín Ruiz de Gamboa) y Ancud más tarde (fundado en 1768), fueron los puertos más australes de las costas americanas del Pacífico. Todas las expediciones que venían de España rumbo a Perú y a las costas americanas del Pacífico Norte recalaban en los puertos chilotes para reparaciones y abastecimientos de víveres. De hecho, Chiloé siempre estuvo más vinculado con el Virreynato del Perú que a la Capitanía General de Chile. Por otro lado, los indígenas nativos de las islas coexistieron de una manera relativamente pacífica con los españoles, en la medida en que, si bien hubo algunos levantamientos que fueron reprimidos con crueldad por las tropas peninsulares, nunca hubo en Chiloé nada parecido a la larga guerra de Arauco en la que los mapuches conservaron por la fuerza un territorio que abarcaba desde lo que hoy es Concepción hasta Osorno. Chiloé, en cambio, llegó a ser uno de los territorios coloniales más hispanizados de Sudamérica y una verdadera cabeza de playa para la penetración colonial en el subcontinente por el lado de Océano Pacífico.

Después de que fueron consolidadas las independencias de Chile, Perú y de los demás países sudamericanos, Chiloé continuó siendo un enclave colonial hasta 1826, año en que el archipiélago pasó a ser parte del territorio chileno. La incorporación a Chile en la práctica, sin embargo, resultó ser más nominal que real. Desde 1826 hasta mediados del siglo XX, Chiloé constituyó un mundo aparte; su condición de archipiélago sumada a la falta de rutas terrestres que unieran el continente con la Isla Grande, estimuló la consolidación de una economía autárctica de subsistencia y de diversas prácticas culturales heredadas de la colonia (sobre todo, la persistencia de un sistema de vida cooperativo fuertemente estimulado por los jesuitas, quienes evangelizaron Chiloé y permanecieron en el Archipiélago hasta 1767 (año de su expulsión de España y de las colonias españolas), prácticas que resultaron cruciales para mantener la continuidad social y cultural de las islas, casi completamente al margen de lo que ocurría en el resto del país.

Este hecho, si bien permitió la acumulación de un poderoso capital simbólico propio, trajo como consecuencia la casi total marginación de Chiloé de los procesos modernizadores de los siglos XIX y XX³. Siempre en Chiloé la sobrevivencia estuvo asegurada por la generosidad de la tierra y los mares; pero como, al menos hasta fines de los años 60 del siglo XX, la economía fue sólo de subsistencia, la población percibía que la única posibilidad de romper el círculo reiterativo de un aparato de producción elemental era la emigración.



CASA TRADICIONAL DE MADERA EN CHILOÉ (FOTOGRAFIA DEL AUTOR).

Entre 1900 y 1970 miles de chilotes emigraron primero al norte chileno; también a los grandes campos agrícolas de Osorno y Llanquihue y, muy especialmente, entre los años 30 y 60, a la Patagonia argentina y chilena. Se trataba de campesinos, la mayoría varones, con escasa educación formal que, por lo mismo, la mayoría terminaban trabajando en oficios manuales de baja complejidad. Ovejeros y esquiladores en las estancias patagónicas, mineros en Río Turbio, obreros en las obras públicas en Comodoro, Usuahia o Río de Gallegos, empleadas domésticas en Punta Arenas y en ciudades argentinas, son algunos de los oficios que ejercieron los emigrantes chilotes de primera generación que se instalaron en la Patagonia.

El olvido y virtual abandono del gobierno central continental hacia Chiloé se ve de pronto sacudido – literalmente – por el gran terremoto de mayo de 1960 y el tsunami posterior⁴. Dada la magnitud de la tragedia, el país y la comunidad internacional « descubrieron », de pronto, que Chiloé existía, y se reparó en el hecho de que el archipiélago no sólo debía ser socorrido para paliar los efectos devastadores del terremoto, sino, sobre todo, para contribuir a generar condiciones que aseguraran su incorporación a los procesos modernizadores que se habían iniciado hace ya rato en el resto del país. El terremoto de 1960 hizo que Chiloé se tornara visible a los ojos del aparato estatal chileno y se emprendieran obras y acciones conducentes a sacar a Chiloé del aislamiento sempiterno.

Es así como inmediatamente después del terremoto, y ante la inviabilidad de continuar manteniendo el viejo tren de trocha angosta que desde 1911 hacía viajes entre Ancud y Castro, se inició la construcción de una carretera entre ambas ciudades, que muy pronto se extendería desde la localidad de Chacao por el norte hasta Quellón por el Sur, cubriendo una distancia aproximada de 200 kilómetros, casi de extremo a extremo de la Isla Grande. Como un gesto simbólico de internacionalización de Chiloé, esta

carretera pasó a llamarse Panamericana (o Ruta 5) dado que se la conceptualizó como el tramo final, en el hemisferio sur, de la Carretera Panamericana que nace, por el norte, en Canadá, uniendo a todos los países de América por el lado de la costa Oeste del continente. Con esta carretera, Chiloé, simbólicamente, no sólo se integraba al país sino a todo el continente. Tal carretera es hoy día la columna vertebral del sistema de rutas terrestres que une los distintos pueblos y localidades de la Isla Grande, ubicados casi todos en la costa oriental de la Isla. Asimismo, en 1962 se funda Radio Chiloé de Castro – radioemisora de onda media que subsiste hasta los días de hoy –, lo que revela lo tardía que fue en Chiloé la aparición de la radio comparado con el hecho de que en Chile (Santiago, para ser preciso) las transmisiones radiales estables comienzan a mediados de los años 20^o. En adición a lo anterior, a mediados de la década del 60, Castro es declarado « Puerto Libre », lo que permitió la llegada de bienes importados libres de impuesto, los que sólo podían comercializarse en la provincia insular. Esto generó la aparición de redes dedicadas al contrabando de mercadería importada hacia el continente, aunque también contribuyó a generar una cierta atmósfera de modernidad internacional en el Chiloé de los años 60.

El aparato productivo, sin embargo, heredado del siglo XIX y fundado esencialmente en la agricultura de subsistencia, en la explotación artesanal de los recursos marinos, en la construcción habitacional y naval en madera y en la artesanía en lana de oveja (esta última, una actividad casi exclusivamente de mujeres), se mantuvo sin modificaciones estructurales hasta inicios de los años 70. Así, lo que podríamos llamar la « segunda ola de modernización » de Chiloé en el siglo XX (la primera se produce entre 1900 y 1911 ; culmina con la inauguración del tren de trocha angosta mencionado más arriba y el establecimiento de una red de recorridos de barcos de pasajeros y cabotaje que cubrían Chiloé y Aysén o Chiloé, Aysén y Magallanes), se caracterizó por generar una contradicción estructural en la sociedad chilota : una gran oferta de bienes industriales internacionales de última generación y un mercado interno deprimido por una grave falta de circulante ; « consumidores » premodernos sin capacidad real para adquirir tales bienes en una magnitud equivalente a la de su oferta. El resultado, como se adelantó, fue el florecimiento del contrabando manejado por unos pocos chilotes con recursos financieros asociados con traficantes continentales. En consecuencia, pese a los esfuerzos de modernización de Chiloé realizados por los gobiernos de la época, la emigración masiva de chilotes pobres en los años 60 – campesinos todos – estuvo muy lejos de detenerse ni siquiera de disminuir.

Es a inicios de la década de los años 70 que en materia de emigración se produce un cambio notable. En parte por el deterioro de la economía argentina y magallánica, en parte por el proceso de incorporación a la modernidad económica que en 1970-1971 inició el gobierno de Salvador Allende⁶, la ola emigratoria sufrió un violento descenso, llegando casi a cero en los años 80, década en que se desarrollan masivamente los cultivos marinos en los mares chilotes y se instalan grandes industrias transnacionales para el procesamiento y la exportación de peces y mariscos. Es, pues, en un escenario de creciente complejización social y económica en el que surge el taller literario « Aumen », taller que, en los hechos, se convirtió en la primera agencia organizada de producción, difusión y consumo de literatura moderna en Chiloé.

« Aumen » funcionó siempre en una doble dirección: como taller literario escolar dirigido a estudiantes de secundaria, interesados en escribir y leer literatura, y también como academia de formación de escritores profesionales. El *modus operandi* fue sencillo pero efectivo: leer y comentar textos de grandes poetas chilenos y extranjeros de los siglos XIX y XX principalmente; escribir textos propios a partir de éstos, leerlos ante el grupo, comentarlos atendiendo sobre todo a los procedimientos de estructuración textual en función de la producción de determinados efectos estéticos; reescribirlos si era posible o intentar nuevos escritos. Los resultados no se hicieron esperar. A fines de 1975, en el Liceo Coeducacional de Castro se realizó el primer recital del taller con un éxito impresionante de público y ya para entonces las primeras publicaciones de los estudiantes-poetas comenzaron a circular por el país⁷.

El taller funcionó ininterrumpidamente hasta 1988, siempre dirigido a estudiantes de secundaria, aunque desde 1979 bajo la exclusiva responsabilidad de Carlos Trujillo. En los 14 años de existencia participaron con regularidad en las reuniones alrededor de 150 jóvenes de los cuales, hasta hoy en día, unos 30 siguen escribiendo, aunque no siempre publicando. Fue, en los hechos, el mayor semillero de poetas que haya existido nunca en el sur de Chile desde 1975 hasta el presente. Aunque el taller como tal desapareció en 1988, varios de sus antiguos integrantes – muchos de ellos son hoy en día maestros de castellano de secundaria y un par de ellos han llegado a ser profesores de literatura en la educación universitaria – siguieron ejerciendo por algunos años una labor formadora de nuevos escritores a través de talleres escolares que se diseminaron por escuelas y colegios de las provincias sureñas⁸.

La poesía actual de Chiloé está fuertemente marcada por el legado estético de « Aumen ». Se trata de una poesía que busca siempre la universalidad o, más exactamente, una poesía que negocia con la internacionalidad de la poesía moderna: la poetización de problemas metafísicos y existenciales como el tiempo, la muerte, el sentido o sin sentido de(l) ser; la rigurosidad con el lenguaje que se suele traducir, a menudo, en una poesía autorreflexiva, cuestionadora de su propia capacidad de significación; el compromiso político y social que, en el particular contexto de los años 70 y 80, se materializó como ejercicio de recomposición de la memoria histórica profundamente afectada por la represión de la dictadura militar de esos años. Es una escritura que, tanto en sus temas como en sus procedimientos, busca instalarse de lleno en el paradigma de la poesía moderna occidental, haciéndose cargo, en particular, de la compleja y exigente tradición de la poesía chilena del siglo XX. Con todo, si hay algo que caracteriza a la poesía de Chiloé es su persistente empeño por develar y producir, con y a través de la imaginación poética, un sentido de identidad afincado poderosamente en el paisaje físico, histórico, social y cultural de las islas. No estamos, como se comprenderá, ante una poesía regionalista, sino ante una poesía universal que se nutre de las significaciones simbólicas provistas por la cultura chilota y que están disponibles como material formante de los mundos poéticos individuales; pero, a su vez, los textos poéticos contribuyen a complejizar la identidad chilota en sus dimensiones simbólicas y utópicas. Diciéndolo de otra manera, la poesía de Chiloé ha llegado a ser una potente herramienta generadora de identidad y no sólo un discurso parasitario de una cierta identidad preestablecida. Esto explica, por ejemplo,



FORTIFICACIONES ESPAÑOLAS EN CHILOÉ (FOTOGRAFIA DEL AUTOR).

el tono épico-narrativo que caracteriza a un sector importante de la poesía chilota actual: es la evidencia de la necesidad de fundar poéticamente Chiloé.

El golpe de estado de 1973 produjo un enorme impacto en la conciencia colectiva de la nación. Los pocos poetas chilotes que ya habían escrito – aunque no difundido – algunos textos iniciales antes de 1973 (Mario Contreras, Carlos Trujillo, Sonia Caicheo), se ven impelidos por la urgencia de la historia a reformular sus respectivos programas de escritura de manera que sus poesías puedan volverse testimonio de una situación urgente de barbarie y atropello sistemático a los derechos humanos. El resto de los poetas nacen a la vida literaria en dictadura y se forman en un ambiente de censura y represión que obliga a extremar la imaginación poética, no sólo para sobrepasar la censura, sino – y es quizás lo más importante – para escribir una poesía comprometida con la historia pero que no sea reproducción o simple extensión de la poesía combatiente tradicional enraizada en los años 30 en el horizonte de la guerra civil española y el Frente Popular, y/o enraizada en los años 60 en el marco de la Revolución cubana. Se trató de un desafío mayor cuyos resultados estéticos, a mi entender, están aún en curso. No obstante, parece claro que por lo menos una de las estrategias de poesía política adoptada por los poetas chilotes fue la escritura alegórica, mediante el aprovechamiento de ciertos aspectos del mundo de Chiloé para la elaboración de una « narrativa » representacional de la historia. Así, los bosques nativos de Chiloé, amenazados desde 1977 por transnacionales que insisten en explotarlos, le han servido a Mario Contreras para elaborar una alegoría de la historia de un país indefenso a merced de la codicia y violencia del hachero (cf. *Entre ayes y pájaros*); la irrupción del capitalismo en la economía chilota a través de la industria de cultivos marinos ha servido de base a Rosabetty Muñoz y Jorge Velásquez, entre otros, para elaborar imágenes poética que aluden a la invasión destructiva de un espacio primigenio, pristino, imaginado como la utopía histórica que debió ser pero que ya no

será. El gran terremoto de 1960 ha sido tratado por casi todos los poetas del sur de Chile – no sólo chilotes – como la referencia a partir de la cual se dibuja el otro gran terremoto: el del quiebre de la democracia y el fin de la utopía socialista en 1973. La geografía fragmentada de Chiloé ha servido, en especial a Rosabetty Muñoz, para construir una imagen compleja de la fragmentación existencial del ser, dividido a menudo entre lealtades inconciliables y deseos contrapuestos que revelan las contradicciones del sujeto poético en la historia. Asimismo, la religiosidad chilota y la constelación simbólica asociada a ésta, han dado pie a una poética del sacrificio y del dolor elaborada como crítica a una historia de despojos y represiones. En fin, la rica mitología de Chiloé ha funcionado prácticamente en todos los poetas originarios de las islas como componente estructural de una escritura que busca escribir (y leer) el vivir y el morir en el mundo desde y con formaciones simbólicas colectivas arrancándolas de su estereotipia folklorizante y mercantil (p. e., Sergio Mansilla, Nelson Torres, Mario García).

Mención aparte merece Aristóteles España. A diferencia de los poetas antes nombrados, no participó en « Aumen » sino de manera más bien ocasional, pues en los años 70 residía en Punta Arenas. Prisionero político en 1973 en Isla Dawson (tenía entonces 17 años), esta experiencia sería plasmada años más tarde en su libro de poesía testimonial *Dawson*. Su formación estuvo ligada al ambiente literario de Punta Arenas y, sobre todo, a la influencia de la poesía argentina (Juan Gelman en particular) por sus años de permanencia en Buenos Aires. España es uno de los poetas chilotes menos ligado a la poetización de la realidad chilota contingente en beneficio de una mirada más internacionalizante en términos de referencias reconocibles de lugares y situaciones⁹.

« Chiloé: tierra de mitos y leyendas », « Chiloé mitológico », « Chiloé mágico » son algunas de las expresiones que a menudo hallamos en las guías de turismo profusamente ilustradas con fotografía de iglesias antiguas de madera o de casas de tejuelas de alerce y rostros morenos algo taciturnos, destinadas a un público necesitado de exotismo. Lo cierto es que ha llegado a ser un lugar común, incluso para muchos chilotes, imaginar que Chiloé es una tierra especial donde se confunde la realidad con los mitos (el Caleuche, la Pincoya, los brujos voladores, el Trauco, el Cuchivilu, etc.¹⁰) y donde, por lo mismo, todavía sería posible hallar territorios culturales (y mentales) no colonizados aún por el capitalismo neoliberal. Chiloé suele ser a menudo dibujado como un espacio anterior y todavía inmune a la modernidad. La belleza de sus paisajes rurales y la continuidad de un sistema de vida que mantiene aún vigente muchos rasgos de la autarquía histórica refuerzan la percepción del « carácter mágico » de Chiloé. No resulta fácil para los poetas chilotes escribir en este contexto en la medida en que cotidianamente se ven enfrentados a un torrente de significantes culturales que tienden a instalar a Chiloé en el terreno del estereotipo y del mercado simbólico. Por un lado, se identifican con la cultura chilota, la defienden, afirman la diferencia cultural sobre la base de los significantes culturales tradicionales; por otro, no son ciegos al cambio cultural, inevitable por lo demás, ni al hecho de que anclarse en imágenes de la tradición es, a la larga, un mal negocio pues conduce a la incapacidad de entender el sentido profundo del presente histórico. Escribir en, desde y con Chiloé, en este sentido, equivale a llevar adelante una conflictiva

va negociación ideológica con lo « propio » y lo « ajeno », con lo tradicional y lo moderno, con el hecho de aceptar la validez de ciertos estereotipos y deconstruir, a la vez, las falsificaciones mercantilistas de los signos culturales de Chiloé.

PENSANDO LA IDENTIDAD CHILOTA DESDE Y CON LA POESÍA (UNA APROXIMACIÓN PRELIMINAR)

Si aceptamos la tesis de que la literatura podemos leerla como documento de cultura en el sentido de que nos provee de una narrativa sobre situaciones y actos socialmente simbólicos que pone en evidencia una cierta trama de significados relativos tanto a lo fenoménicamente observado como realidad en el aquí y el ahora como a lo deseado y recordado, construyendo « presencia » con la « ausencia », tendrá sentido decir que la poesía escrita por poetas chilotes deviene un rico campo de indagación a la hora de querer saber cómo los chilotes, hoy por hoy, viven (y sufren) la historia de su propia modernización. Esto no porque la literatura sea un « retrato », una « fotografía » o un « espejo » directo de lo positivamente observable en la externalidad del yo, sino porque, dado su carácter de discurso imaginario (memorístico y utópico a la vez), ella misma se constituye como un campo de lucha por el significado, un espacio textual que se nutre del efecto de tensionar los límites representacionales propios de la racionalidad instrumental, evidenciado así las fuerzas en pugna en la constitución de un cierto imaginario identitario, heterogéneo, desigual, lleno de vacíos y fracturas. El discurso canónico que moviliza las imágenes identificatorias del « progreso » y del « desarrollo », no ve (no quiere o no sabe ver) las fallas tectónicas de una historia que, por comodidad y con arreglo a fines político-ideológicos, es imaginada como un movimiento imparabable hacia estadios siempre « superiores » del desarrollo venciendo, de un modo u otro, los obstáculos para un genuino avance. El discurso literario, en cambio – al menos el de los poetas de Chiloé –, tematiza dichas fallas, lo que viene a ser, al fin, un llamado de atención sobre las contradicciones, a menudo insolubles, del particular proceso de modernización de una sociedad local tercermundista que se ve presionada a tener que aceptar que modernizarse es sinónimo de complejización del encadenamiento económico; encadenamiento que tiende, por lo demás, a fundarse en la monoproducción a gran escala de un bien primario de escaso valor agregado, con el consiguiente adelgazamiento (y eventual aniquilación) del espesor cultural acumulado.

Pero la propia literatura, que no es sino uno de los productos simbólicos de este mismo proceso de integración conflictiva a la modernidad capitalista, no está exenta de contradicciones, o de paradojas por lo menos. La imaginación poética de varios escritores chilotes es a menudo conservadora, anclada, con frecuencia no despreciable, en imágenes estereotipadas de lo propio (apego a la mitología tradicional o a la evocación de un paisaje pretérito con rasgos arcádicos, p. e.), que son sentidas como materiales simbólicos aptos para construir un discurso de resistencia ante lo que es imaginado como « invasión » de las transnacionales (en la explotación de los mares principalmente) y de los mercados capitalistas globales, con la consiguiente men-

gua de los afectos hacia la « identidad profunda » que viene del pasado pre-moderno. El riesgo es que este tipo de imaginación poética termine por no comprender ni aceptar el dinamismo del devenir histórico, cancelando, en definitiva, todo impulso genuinamente crítico (y en última instancia revolucionario) del presente, debido a la insistente provisión de imágenes identificatorias formuladas y difundidas a la medida de las satanizaciones pre-vistas de que es objeto la transnacionalidad económica y cultural.

Lo paradójico es que el rechazo, soterrado o explícito, a la modernidad transnacional que hallamos en poetas como Nelson Torres, Rosabetty Muñoz, Mario García, entre otros, se hace desde la condición de poeta moderno, formado en la moderna transnacionalidad de la literatura, y cuyos textos, puestos en soportes de libros, revistas o páginas de internet, buscan insertarse en los circuitos de distribución y consumo legitimados por los mercados de los bienes simbólicos de la sociedad global y no sólo por los mercados de la comunidad local que, en el Chiloé, no han dejado de ser todavía, en más de un sentido, rurales o aldeanos.

Permítaseme trasladar la reflexión al escenario que proponen dos poemas de Nelson Antonio Torres¹¹:

Los Ultimos Gritos

Mi « revisorio » no me deja ver ni a cinco metros.
 No soy capaz ni de mover el polvo con mi « arte ».
 Silbo de noche y mi casa no acude ningún brujo.
 Soy chileno de la era multimedia
 la globalización penetra a los hogares
 por cables por enchufes y electrodomésticos.
 Pero en mitad de tantos aparatos
 – t o d o s e n c e n d i d o s –
 en la distancia a veces (cuando pega fuerte el viento sur)
 creo oír el ruido de las aguas que se agitan
 y el agónico y último grito de los lobos
 en la playa.¹²

Poema Al Borde Del 2000

Cuando no existan árboles
 y nuestros niños los estudien
 en revistas en libros multimedia
 será difícil explicarles
 cómo cuándo para qué cantaba el pitío
 el tordo el churreto.
 Desde sus casas de cristal con luces láser
 y espectaculares puestas de sol provenientes de chips
 a miles de millones de colores no sabrán
 del canto de las aves
 de los bosques de tepuales
 de los gatos colo güiña y del chingue

la cantaría o el monito del monte
y no podrán llegar al hueso a la raíz
para captar esa señal relampagueante.
Aunque quizás llegado ese momento
tampoco sea necesario.

El primer poema transcrito evidencia la imagen de una globalización que toma la forma de un conglomerado invasivo de artefactos tecnológicos que tienen la propiedad de reemplazar el mítico « revisorio » (o « challanco ») del antiguo brujo premoderno. El poema se nos presenta como una especie de elegía que documenta la muerte de una forma cultural tradicional, la que, en apariencia, se ha vuelto ineficaz al lado de la « magia » de la tecnología moderna. No hay « arte » brujeril, a la manera antigua, que transforme la realidad; los brujos de antaño han perdido el poder; se han transformado en consumidores de un mundo de simulacros que ya no pueden controlar y que no comprenden. Pareciera, en principio al menos, que en ambos poemas se dibuja la clásica oposición tradición v/s modernidad, en la que esta última, invariablemente, se la muestra como dominante, destructora, imperialista y normativizante en desmedro de una tradición que es conculcada por el ímpetu avasallante de lo nuevo. Tal « tradición » es deseada y defendida precisamente porque se la imagina como víctima del imperialismo cultural de la modernidad que la borra o la arroja al subsuelo del edificio identitario (de aquí la frecuente retórica política relativa al « rescate de las raíces »).

Los poemas de Torres, sin embargo, no se agotan en la representación de esta dualidad conflictiva. En el poema « Los últimos gritos », en medio de la multitud de mensajes mediáticos, el hablante cree oír « el ruido de las aguas que se agitan/y el agónico y último grito de los lobos/en la playa », vale decir – si lo ponemos en términos de Baudrillard –, los simulacros de realidad que producen de lo mass media no lo son sólo de realidades extranjeras: lo son también de lo estrictamente propio afincado en la naturaleza. Aunque ésta sea simulacro; pero si lo es, por lo menos el hablante percibe la realidad del simulacro, y esa « realidad » se manifiesta precisamente como « naturaleza ». En este sentido, Torres avanza una representación de lo tradicional en la que la identidad heredada, endógena digamos, no desaparece nunca del todo, por más avasallante que sean los signos de una modernidad exógena que trabaja por alterar radicalmente los componentes de lo propio actual. Es evidente, asimismo, que la identidad que se vive (y se construye) en el escenario de la globalidad mass mediática toma la forma de un ser/estar escindido en el mundo, dividido entre lealtades y necesidades contradictorias.

Por un lado, no es posible marginarse de la modernidad que todo lo envuelve y lo traspasa, por lo que no es factible desconocerla so pena de instalarse en un sospechoso ahistoricismo que delataría la incapacidad de la imaginación literaria (y de la imaginación política que comporta la imaginación literaria) para comprender y representar estratégicamente el presente histórico. Por otro, Torres, como varios otros poetas chilotes actuales, está lejos de celebrar gozosamente la modernidad multimedial desmemoriada que trabaja por la pérdida del pasado radical en beneficio de imágenes simulacionales sin profundidad en la memoria de la identidad heredada. Los brujos, la religión tradicional, los bosques vírgenes de Chiloé, la fauna nativa, los viejos mares de las islas, en fin,

la tierra y la memoria en sus acepción más vitalmente propia, siguen siendo parte de los componentes de las imágenes identitarias en la modernidad, aunque tales componentes no estén en el aquí y ahora sino como recuerdos de una realidad materialmente inexistente (ahora o mañana) pero que, por lo mismo, devienen dispositivos de crítica hacia una modernidad tecnológica, soporte de lo simulacional, proveniente de la externalidad de la isla.



TIERRA Y AGUA EN CHILOÉ (FOTOGRAFIA DEL AUTOR).

La propuesta de Nelson Torres, sin embargo, no se conforma con la sola afirmación de que la identidad heredada permanece, a pesar de todo, como sustrato bajo las superficies simulacionales movilizadas a través de los mensajes mediáticos. Aunque el hablante dice que el « revisorio » no le deja ver « ni a cinco metros », lo cierto es que el « revisorio » no ha perdido su eficacia como dispositivo de videncia: ahora el « revisorio » ha tomado la forma de una poesía a través de la cual el poeta ve, « a kilómetros », el estado actual de la identidad, sus fracturas, sus simulacros y los deseos de realidad; ve, a partir de la memoria, el efecto alienante de « tantos aparatos/ – t o d o s e n c e n d i d o s – » y las imágenes apocalípticas que ‘anuncian’ » la extinción de la naturaleza y, acaso, la extinción de la necesidad misma de naturaleza. Lo significativo, a mi parecer, es que Torres, en el terreno de la poesía, establece el principio de resignificación de la tradición de manera tal que, si bien a nivel de contenido las imágenes identitarias heredadas aparecen transformadas en simulacros por la sobreposición colonizante de lo ajeno, a nivel estructural profundo la tradición heredada opera como paradigma desde y con el cual se inteligibiliza la identidad en el aquí y ahora de la historia. La poesía, el poema, es el « revisorio ». El poeta-brujo, « revisorio » en mano, se vuelve poeta-vidente, cual Tiresias tocado por el don de ver el pasado, el presente y el futuro desde y a través del panóptico de la poesía.

Es decir, la poesía moderna funciona como implacable crítica de la modernidad (y de sí misma, por el hecho de que la poesía moderna es, por definición, parte de la modernidad), precisamente porque reescribe la tradición – las narrativas heredadas – haciendo de ellas la condición estructural que hace posible el trazado de mapas representacionales del entramado de elementos que delimitan la identidad colectiva en el presente histórico en el que la modernidad exógena ha entrado a las islas copando, aparentemente (mas no verdaderamente), todo.

Torres nos enseña que la modernidad no es sólo invasiva y colonizante de las formaciones culturales endógenas consideradas « propias » (alguna vez en el pasado, lo que hoy es propio también fue ajeno), sino que, siendo invasiva y colonizante, ella misma genera sus dispositivos autocríticos, dado que, en rigor, ser genuinamente moderno es ser autoconsciente de las grandezas y miserias de la propia modernidad. La escritura poética de Torres es la prueba de esta autoconciencia. Nos enseña, asimismo, que la « tradición » no cabe verla como un conjunto de prácticas culturales incompatibles con la modernidad presuntamente ubicadas de manera homogénea en el lado de los colonizados o invadidos a la hora del choque cultural. Cabe verla más bien como herramienta de liberación (o de desalienación) radicada en el seno mismo de la modernidad justamente porque modernizar podemos entenderlo como emancipar a los sujetos de imágenes alienantes mitificadas a un punto tal que cancelan prácticas de racionalidad emancipatoria. Y las imágenes alienantes pueden provenir tanto de la modernidad exógena como de la tradición endógena. La función de la poesía consiste, en este ámbito, en ponernos en guardia ante la, a menudo, invisible distorsión ideológica que opera en la dualidad propio v/s ajeno y/o en la dualidad tradición v/s modernidad.

Si hay un tipo de discurso que registra en detalle la manera en que funciona la conciencia utópica de una comunidad, ése es el de la literatura, en cualquiera de sus variantes, desde la literatura fantástica hasta el relato testimonial. El texto literario nos hace ver los territorios simbólicos e imaginarios profundos en los que los sujetos se instalan a la hora de (auto)representarse (en) la historia. Si bien, el texto literario, en el sentido moderno de la noción de literatura, arranca, en su origen, de la visión particular de un individuo (la del autor), no es menos cierto que, si hablamos de un texto literario auténtico y no de una simple expresión de puntos de vista personales sobre un asunto colectivo, éste se constituye como un tejido de citas que desbordan la subjetividad solipsista, estrictamente privada del autor; citas que son, en última instancia, huellas de los proferimientos de otros que han vivido antes y/o que son contemporáneos al autor, en las cuales los lectores se reconocen a la vez siendo ellos en otros y siendo otros en ellos mismos. En adición, la literatura, a diferencia de textos puramente informativos, no sólo registra lo existente – existente en el sentido de lo dado en la externalidad del discurso y referido en él y por él –, sino, sobre todo, construye realidad en el sentido de proveer imágenes identificatorias, en el terreno de lo imaginario y lo simbólico, que generan experiencias de deseos de realidad (o de deseos de apariencias de realidad) constituyentes de la dimensión utópica que toda identidad comporta (dimensión que, dicho sea de paso, radica en una especie de cruce entre la memoria y las imágenes propiamente de futuro).

CONSIDERACIONES FINALES

Ya en 1891, José Martí se quejaba de que los gobernantes de América Latina (« nuestra América », en el lenguaje martiano) no conocían el país que gobernaban, siendo que, a su entender, la primera obligación de un buen gobernante es conocer a quienes gobierna y conocer el territorio para hacer que lo mejor tenga la oportunidad de prevalecer sobre lo peor (Martí, 1970:13-25). Se trata de un imperativo que no ha perdido vigencia: las elites gobernantes en distintos niveles, motivadas a menudo por la urgencia de tener que realizar sus respectivos proyectos de modernización quedan atrapadas en una cadena de principios generales abstractos – que pueden ser ética y políticamente incuestionables en sí mismos – pero que no alcanzan a ser lo suficientemente historizados en los escenarios locales concretos; pasan por alto la lectura de los elementos constitutivos de las narrativas identitarias que son determinantes en el proceso de inteligibilización de la realidad de parte de las comunidades locales. La literatura producida por los escritores de dicha comunidad constituye una formulación discursiva en extremo relevante a la hora de querer hacer un análisis fino del entramado de significados que circulan en los discursos constitutivos de identidad, sobre todo si lo que queremos es indagar en las formaciones ideológicas más profundas que operan en la inteligibilización de la historia tal como ésta esta siendo vivida, en los hechos pasados y presentes y en las experiencias de deseos de hechos, por una comunidad determinada. Por cierto, para una indagación de esta naturaleza no sólo la literatura es un espacio textual que conviene visitar; pero, dado que la literatura no está constreñida a tener que ser registro realista mimético de vivido, lo que la separa de otras textualizaciones (dejo fuera aquéllas que son puramente rituales), nos ofrece la oportunidad de interactuar, y conocer por consiguiente, con aquéllas relaciones con lo real que problematizan no sólo lo real sino, sobre todo, la relación misma con lo real por la vía de problematizar la propia textualidad con que se registra el mundo, en el entendido que la textualidad problematizada es también el mundo.

Nos hemos asomado apenas a un pequeño retazo de la poesía actual de Chiloé; pero por lo menos hemos visualizado que en ella hallamos un problema recurrente en cualquier periferia cultural: cómo ser leal a la aldea de manera que la aldea sea el mundo, pero no a la manera del aldeano vanidoso, aludido por Martí, que piensa que su aldea es literalmente todo el mundo. En eso están precisamente los poetas: escribiendo y leyendo los signos ominosos de la historia que les ha tocado vivir.

Notas

- 1 En enero de 1976 se funda el grupo « Chaicura » (palabra veliche que significa « la voz de las piedras ») en Ancud, integrado por Mario Contreras, Rosabetty Muñoz (poeta adolescente entonces) y Milagros Mimica. Tras un par de años de actividad, el grupo desapareció, pero Contreras y Muñoz pasarían a vincularse a « Aumen », aunque no como talleristas activos.
- 2 Bórquez Solar vivió toda su vida intelectual en Santiago, ciudad en la que falleció en 1938. Este escaso o nulo desarrollo de la poesía moderna en Chiloé en el siglo XX (hasta 1975) contrasta con el extraordinario desarrollo de la poesía en el resto de Chile (sobre todo en Santiago y, a partir de los años 60, en Concepción, Valdivia, Arica, Temuco) en el que hallamos una pléyade de poetas de primer nivel: Gabriela Mistral, Pablo Neruda, Vicente Huidobro, Pablo de

Rokha, Humberto Díaz Casanueva, Enrique Lihn, Jorge Teillier, sólo por nombrar algunos, varios de ellos considerados poetas de capital relevancia en lengua española.

- 3 Chiloé es una de las regiones del sur de Chile con una identidad cultural muy marcada. Es un archipiélago formado por la Isla Grande Chiloé, que opera como una especie de isla madre, y casi una cincuentena de islas pequeñas – algunas deshabitadas – e islotes, todos ubicadas en el mar interior al este y al sureste de la Isla Grande. Los chilotes poseen música, mitología, gastronomía, arquitectura, artesanía, religiosidad y diversas prácticas de vida social que les son propias. En general, los chilotes son orgullosos y amantes de su tierra, incluso quienes han emigrado y han vivido muchos años fuera de ella.
- 4 El terremoto ocurrió el 22 de mayo de 1960 a las 3.00 p.m. aproximadamente; tuvo su epicentro en el mar en un punto relativamente cercano a la costa de Valdivia. Afectó desde Concepción hasta Chiloé. Produjo, casi de inmediato, una ola gigante que arrasó con poblaciones ribereñas; Ancud – puerto marítimo y para entonces capital de Chiloé – desapareció casi en un 50 % con un número exacto hasta hoy desconocido de víctimas fatales, pero que contaron por centenares. Los efectos de la ola gigante se hicieron sentir hasta en Japón.
- 5 La primera transmisión radial experimental chilena se hizo en 1922 en Santiago. Pero ya el 21 de mayo de 1923, el presidente Arturo Alessandri Palma leyó su mensaje presidencial ante los micrófonos radiales, lo que revela cuán pronto se incorpora Chile a la radiotelefonía, a diferencia de Chiloé que deberá esperar 40 años para tener su propia radio emisora.
- 6 Para entonces el gobierno creó poderes compradores agrícolas (de papas, sobre todo) lo que dio un gran impulso a la pequeña y, a la sazón, deprimida agricultura de Chiloé.
- 7 Para un recuento pormenorizado sobre el origen de « Aumen », sus primeros integrantes y profesores guías, remito al libro citado en la nota n° 2, de Zelda Irene Brooks, p. 49 y ss.
- 8 Entre los grupos y talleres dirigidos por ex talleristas de « Aumen », destacaron el Taller del Colegio Alemán de Valdivia, dirigido por Oscar Galindo; Taller Literario de Fresia, dirigido por José Teiguel; Taller Literario del Colegio El Pilar, Ancud, dirigido por Jaime Márquez; Taller del Colegio Seminario, Ancud, dirigido hasta 1994 por Rosabetty Muñoz; Taller del Liceo Ramón Freire, Achao, dirigido también hasta 1994 por Ramón Mansilla; Taller Literario del Liceo Politécnico, Castro, dirigido por Mario García y Nelson Torres. También el Taller de la Escuela Básica 922, Castro, dirigido por Sonia Caicheo, quien estuvo vinculada a « Aumen » aunque no participó como tallerista activa. La mayor parte de estos grupos ya no existen.
- 9 El lector hallará una buena muestra, aunque no exhaustiva, de poetas chilotes y algunos de sus temas y poemas más característicos en la antología *Abrazo austral. Poesía del sur de Argentina y Chile*, que recoge a poetas actuales del sur patagónico argentino y de Chiloé; incluye breves datos biográficos y obras publicadas por cada autor (nueve en total) entre 1975 y 2000. Eds. María Eugenia Correas y Sergio Mansilla. Buenos Aires: Ediciones Instituto Movilizador de Fondos Cooperativos, 2000.
- 10 Son personajes de la mitología chilota.
- 11 Los dos poemas que se transcriben a continuación pertenecen al libro *Poemas de relámpago y magia* (2000) p. 15 y 28 respectivamente. Torres nació en Castro en 1957, Chiloé, ciudad en la reside actualmente. Ha publicado, además, *El libro oculto* (1984), *Liricanalladas* (1985), *De Indias* (1993), *Incitación al cielo y otros poemas* (1994).
- 12 Este poema alude a la tradicional creencia isleña de que los brujos chilotes (varones todos) poseen poderes sobrenaturales (« arte ») tales como volar, transformarse en animales o lanzar, a distancia, males contra personas, sea por encargo de terceros, sea por iniciativa propia. Pero también poseen poderes para oponerse al mal lanzado por otro brujo (hacer la « contra »). Disponen de algunos adminículos mágicos como el « macuñ », una especie de chaleco hecho con piel humana extraída de la piel del pecho de los muertos recién sepultados y que les permite volar y metamorfosearse, y el « revisorio » o también denominado « challanco ». Cárdenas y Trujillo definen « challanco » como « el 'libro' que posee el brujo mayor (Juez Supremo), a manera de circuito cerrado de TV, mediante el cual puede ver imágenes, estados de ánimo, y otros aspectos, a kilómetros de distancia. Para algunos posee forma de bola de cristal con campanitas adentro; para otros es una piedra transparente o una fuente de vidrio. Lo utiliza especialmente para ubicar al brujo que ha causado el maleficio, cuando el afectado recurre a la Cueva o Casa Grande a solicitar mejoría ». Ver *Apuntes para un diccionario de Chiloé*, de Renato Cárdenas y Carlos Trujillo. Castro, 1984, sin pie de imprenta.

Bibliografía

- Brooks, Zelda Irene, 1992, *Carlos Trujillo: Un poeta del sur de Sudamérica*. Potomac, Scripta Humanistica.
- Martí, José, 1970, « Nuestra América » dans *Nuestra América*. Selección de Roberto Fernández Retamar, Prólogo de Josep Fontana, Barcelona, Ariel.
- Torres, Nelson Antonio, 2000, *Poemas de relámpago y magia*. Valdivia, Ediciones Pudú.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Les îles de l'Archipel de Chiloé (Sud du Chili) ont été jusqu'au milieu des années 1970 un territoire culturellement anachronique si on le compare avec l'histoire du reste du Chili. L'un de ces anachronismes est le fait que récemment en 1975 s'inaugure à Chiloé ce que l'on pourrait appeler « la poésie moderne », une date qui n'est ni corrélée à l'histoire de la poésie moderne chilienne, ni avec la poésie moderne internationale. Deux des objectifs de cet article sont, d'un côté, d'expliquer cet anachronisme et, d'un autre côté, d'examiner comment Chiloé est représenté dans sa poésie actuelle, à un moment où l'archipel souffre de l'impact de la globalisation culturelle.

En muchos sentidos, las islas del Archipiélago de Chiloé (sur de Chile) fueron hasta mediados de los años 70 del siglo XX un territorio culturalmente anacrónico si se lo compara con la historia acontecida en el resto de Chile. Uno de esos anacronismos es el hecho de que recién en 1975 se inaugura en Chiloé lo que podríamos llamar « a poesía moderna »,

una fecha que no tiene ninguna correlación con la historia de la poesía moderna chilena ni con la de la poesía moderna internacional. Dos de los objetivos de este artículo son, por un lado, explicar este anacronismo y, por otro, examinar la representación que de Chiloé se hace en la poesía chilota actual, en un momento en que el archipiélago sufre el impacto de la globalización cultural.

In many senses, until the nineteen seventies, the Archipelago of Chiloé (south of Chile) was an out of date territory when compared with Chilean history, chiefly Santiago, the Chilean capital. Chiloé was a true cultural anachronism. In Chiloé, for example, modern poetry began in 1975, a date that has no relation with the history of modern Chilean poetry, or modern international poetry. This article has two goals, firstly to explain why this cultural anachronism occurred in Chiloé and secondly to analyse how Chiloé is represented or imagined in current Chiloéan poetry as Chiloé is affected by the impact of cultural globalisation.

Palabras claves: Chiloé, poesía, identidad chilota, islas, modernidad, insularidad

Mots-clés: Chiloé, poésie, identité chilote, îles, modernité, insularité

Keywords: Chiloé, poetry, Chiloé identity, islands, modernity

LES FEMMES ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL ACADÉMIQUE : UNE ENQUÊTE COMPARATIVE FRANCE-MEXIQUE

POLYMNIA ZAGEFKA *

EN 2001, TROIS UNIVERSITÉS – UNAM DU MEXIQUE, PARIS V et l'IHEAL-PARIS III – ont répondu à un appel d'offres du projet ECOS-Nord sur le thème des « Politiques de décentralisation de l'enseignement supérieur : comparaison France – Mexique ». La décentralisation, d'une actualité toujours brûlante, en articulation avec la relative autonomie des universités de part et d'autre nous a semblé un point de convergence important permettant de combiner nos interrogations respectives. Je n'évoquerai pas ici la genèse et l'évolution du projet, qui peuvent constituer un exemple en soi de la sociologie des sciences en train de se faire, mais je présenterai un élément central qui m'a amenée encore une fois au cœur de mes interrogations sur les trajectoires professionnelles des hommes et des femmes dans le champ académique. En effet, trois femmes furent à l'origine du projet, auxquelles sont venus s'ajouter trois hommes, dont deux ne sont présents qu'à travers leurs signatures. Quant aux doctorants, pour lesquels le programme ECOS prévoit le financement de séjours de recherche dans les deux pays, ils sont tous des hommes, à l'exception d'une doctorante qui n'a pas encore pu effectuer sa mission. Et les universités qui participent au projet sont toutes situées dans les capitales des deux pays. À partir de ce positionnement complexe des actrices et des acteurs dans ce projet et de la centralité des institutions qu'ils représentent j'ai décidé de centrer mes enquêtes sur les trajectoires professionnelles des femmes et des hommes dans les différentes universités.

Si « les femmes ont toujours travaillé », comme le souligne avec force Sylvie Schweitzer dans un ouvrage récent (Schweitzer, 2002), la présence des femmes dans les universités et autres institutions de l'enseignement supérieur en tant qu'enseignantes et chercheuses à part entière est relativement récente, si ce n'est dans les institutions réservées presque exclusivement aux jeunes filles : Women's

* Université de Paris III-IHEAL, polymnia.Zagefka@univ-paris3.fr
CAHIERS DES AMÉRIQUES LATINES N°41

Colleges aux États-Unis d'Amérique, Écoles Normales Supérieures des jeunes filles en France, établissements d'enseignement supérieur privé, notamment confessionnels, destinés souvent aux jeunes de « bonne famille ».

En parallèle, les écrits et analyses concernant les universités et les transformations qu'elles ont connues reposent sur une représentation idéal-typique de l'institution à propos de laquelle on décline ses missions et finalités passées, actuelles ou à venir, parfois avec le pathos qu'il convient d'exhiber en telle circonstance. Corollaire à cette posture se trouve la représentation, tout autant idéal-typique, du « professeur », homme bien entendu, représentant de la science pure, maître de sa chaire, des contenus de son enseignement, de sa recherche. Cette double représentation ne permet pas de circonscrire le fonctionnement réel des universités et le travail qui s'y déploie au jour le jour. Elle ne permet pas non plus de cerner et d'analyser les mécanismes à l'œuvre dans la constitution des carrières des hommes et des femmes actifs dans l'institution.

Le cadre d'analyse que je mobilise dans le cadre du projet ECOS-Nord constitue une étape intermédiaire d'une recherche comparative commencée depuis plusieurs années sur le « travail académique » au sens large du terme. Elle comprend plusieurs volets : une première recherche intitulée « mixité et modernité : le cas de l'École Normale Supérieure de Fontenay-Saint Cloud » était fondée sur l'observation participante depuis la fusion des deux Écoles en 1987 (Fontenay ayant été féminine, Saint-Cloud masculine) ; ce qui fut pour moi l'occasion de travailler pendant plusieurs années en interaction avec des collègues principalement allemandes et américaines sur la problématique des « femmes à l'université » et, plus généralement, sur la question de la mixité. Une seconde recherche comparative analysait le « marché du travail académique » en relation avec la définition d'un champ, celui de la sociologie de l'éducation (à la suite d'un ouvrage collectif que j'avais coordonné sur la sociologie de l'éducation en Europe). Je mettais singulièrement l'accent sur les fluctuations d'ordre varié en matière d'entrée et de sortie du personnel enseignant dès lors que l'on analyse l'ensemble des mouvements professionnels.

Cela implique, comme nous allons voir par la suite, que l'on ne se limite pas aux seuls enseignants et chercheurs titulaires de leurs postes ou membres reconnus d'une soi-disant « profession académique ». S'appuyant sur des entretiens extensifs, une troisième recherche interrogeait les pratiques et les représentations des enseignants-chercheurs et des chercheurs physiciens à l'occasion de la « fièvre » provoquée par les potentialités d'une nouvelle découverte. Enfin, je mène depuis plusieurs années des entretiens informels avec toutes les catégories d'enseignants et de chercheurs, hommes et femmes, notamment avec ceux et celles, jeunes et moins jeunes, qui occupent des postes à durée limitée, et dont le devenir professionnel est incertain. Ce sont ces éléments d'analyse accumulés depuis des années qui sont repris et testés lors de l'enquête comparative France-Mexique, qui, rappelons-le, accorde une place prépondérante à l'inscription spatiale des carrières professionnelles.

Quel est le fil conducteur de l'analyse du monde universitaire dans son ensemble ? Je pars du point de vue que les enseignants et les chercheurs, hommes et femmes, mènent un travail ordinaire dans un cadre institutionnel ayant des caractéristiques précises, quoique variables d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre, d'une université à l'autre, publique ou privée. Il s'agit d'un travail ordinaire dans une institution qui comporte des hiérarchies et des divisions

de travail, non seulement sociales et techniques mais aussi sexuées, des contraintes spécifiques, des codes de production aussi bien en matière d'enseignement que de recherche (ou de gestion), travail pouvant donc être comparé à celui mené dans d'autres institutions, dans d'autres administrations. Cette matrice institutionnelle influe directement sur la façon de travailler des agents, hommes et femmes, qui en font partie. En même temps, les agents s'approprient en partie les contraintes institutionnelles, les réélaborent en leur redonnant parfois un sens nouveau, un sens en tout cas particulier, qui leur permet de se positionner comme des acteurs au sein de l'institution. Cependant, les réinterprétations des contraintes et leur traduction fréquente sous forme d'intérêts varient considérablement d'abord selon les sexes, puis selon les générations et, enfin, selon le statut professionnel acquis et à acquérir. L'inscription territoriale de cette matrice institutionnelle est très importante dans la constitution des identités professionnelles et, par conséquent, du discours produit par des agents.

Une des caractéristiques des institutions de l'enseignement et de la recherche est ce que j'appelle « l'androcentrisme », caractéristique d'ailleurs partagée avec d'autres institutions ou avec la haute administration. Loin d'être synonyme de « sexisme » ou de « misogynie », l'androcentrisme renvoie plutôt à la position dominante, allant de soi, inscrite dans les pratiques sociales et dans les représentations, des hommes, et à la position subalterne, qui va également de soi, des femmes. Mais avant tout il renvoie à l'invisibilité des femmes au sein de l'institution, voire à la négation d'une structure sexuée du personnel enseignant et de recherche, négation exprimée non seulement par les hommes mais aussi parfois par les femmes. Soulever la question de la parité provoque des sourires gênés ou malicieux et des commentaires qui se veulent spirituels sur le matriarcat à l'université lorsque les femmes visent un poste de responsabilité. De même, la réponse peut être, comme le signale une récente publication officielle française, que la parité en sciences humaines est atteinte lorsque le rapport est de 30 % de femmes pour 70 % d'hommes (Rapport, M.E.N. 2000). Mais l'androcentrisme se manifeste également sous d'autres formes. Lorsqu'on écrit l'histoire d'une université ou de l'institution universitaire dans un pays, le récit ne tient compte que des hommes. Les femmes, leur scolarisation et leurs carrières sont, dans la plupart de cas, absentes des archives. Les statistiques de recrutement et de suivi de carrière sont rarement ventilées selon le sexe. Lorsqu'on parle d'une catégorie professionnelle au sein des institutions de l'enseignement supérieur, la référence immédiate ou implicite est masculine.

Là, également s'est installé un processus d'invisibilité qui, en dépit d'une participation croissante des femmes dans le secteur de l'enseignement et de la recherche, quoique toujours modeste, fait que les relations de genre ne sont pas mises à distance et analysées par les enseignants-chercheurs au sein de leurs institutions respectives. Et aussi étonnant que cela puisse paraître, les femmes¹, surtout lorsqu'elles ont atteint un niveau hiérarchique élevé dans la carrière, sont parfois les premières à participer à cette pratique d'effacement (ou « d'invisibilisation ») des relations de genre, déployé par l'institution. Ainsi, lors de mes entretiens – formels et informels – les enseignantes dans cette situation déniaient la situation particulière des femmes à l'université et présentaient leur réussite comme un résultat de leurs compétences individuelles et de la qualité de leurs

travaux. Elles reprenaient ainsi à leur compte l'imagerie largement divulguée, notamment dans le milieu scientifique, de la « femme exceptionnelle » ayant pu « percer ».

LE « MARCHÉ DU TRAVAIL ACADÉMIQUE »

Adopter l'optique du marché du travail et interroger la place des femmes dans ce marché permet de tenir compte de mouvements aussi bien internes qu'externes et de saisir leur signification en termes de carrière universitaire. D'une façon classique, les mouvements internes comprennent la structuration en niveaux hiérarchiques, les carrières et leurs évolutions, sans négliger les trajectoires professionnelles informelles comme les passages stratégiques par des institutions, les mouvements migratoires, voulus ou contraints, les promotions attendues et obtenues (ou non) et, en général, les repositionnements au sein des institutions par l'effet des alliances locales, régionales ou transnationales qui jouent un rôle prépondérant, notamment en Amérique latine.

Tenir compte de mouvements externes implique en revanche un suivi serré des hommes et des femmes depuis l'obtention du doctorat qui, dans la plupart de pays européens, est la condition première pour intégrer l'enseignement supérieur, ou, pour les pays latino-américains qui n'ont pas cette contrainte formelle, un suivi des jeunes, hommes et femmes, en fin de diplôme lorsqu'ils négocient et obtiennent une première insertion professionnelle au titre d'assistant ou de chargé d'enseignement. C'est par ce moyen, certes long et coûteux, que l'on peut comprendre d'une part les mécanismes à l'œuvre lors de l'insertion dans le marché du travail universitaire et de recherche et, d'autre part, les caractéristiques du devenir professionnel en termes notamment de permanence dans l'université ou de sortie vers un emploi non universitaire. Notons toutefois qu'il est extrêmement difficile de retrouver ceux qui ont « abandonné » les institutions d'enseignement et de recherche et d'en retracer leurs destinées. « Auto-exclusion » progressivement construite, évaluation objective des « chances » improbables d'obtenir un contrat à durée indéterminée ou une titularisation, contraintes économiques faisant en sorte que les diplômés, hommes et femmes, entreprennent un autre travail s'éloignant progressivement du monde universitaire et de la recherche, contraintes familiales ? Lors de nos enquêtes, nous avons pu repérer plusieurs causes macro-structurelles du « renoncement » à une carrière universitaire :

- L'impossibilité d'obtenir un contrat à temps plein, titulaire ou non, ne permettant pas la survie économique ; ce cas de figure est fortement corrélé à la structure familiale. Il pèse plus sur les hommes ayant une famille et sur les femmes seules, tandis que les hommes et les femmes pouvant s'appuyer sur la famille d'origine ainsi que les femmes en alliance matrimoniale peuvent se contenter d'un contrat provisoire ou à temps partiel et se maintenir dans le monde universitaire.
- L'absence ou la difficulté d'insertion dans des réseaux de pouvoir politique, syndical, confessionnel, etc. actifs au sein de l'université, qui auraient permis une insertion professionnelle durable.

- La fermeture des départements d'enseignement liée au déclin du nombre d'étudiants ou tout simplement à des raisons de politiques universitaires impliquant l'impossibilité, objective et subjective, de trouver un emploi équivalent.

L'approche en termes de marché du travail rend justice à certaines catégories d'acteurs qui sont la plupart du temps « invisibles », car ils sont considérés périphériques et, en quelque sorte, non légitimes de par la fragilité de leur position subalterne : chargés de cours et chargés de travaux dirigés, personnel ayant des contrats à temps partiel, assistants non titulaires, temporaires ou non, tuteurs, etc. qui, dans certains pays, représentent un pourcentage important du travail réellement effectué dans le cadre universitaire.

Cette perspective est d'ailleurs d'autant plus nécessaire aujourd'hui avec la mise en place, progressive et variable selon les pays, des politiques de contractualisation de l'enseignement et de la recherche. Ces politiques préconisent, entre autres, la diminution sensible du personnel enseignant titulaire, comme c'est déjà le cas aux États-Unis où le *tenure track* est extrêmement limité, voire son extinction progressive, comme au Royaume-Uni, et son remplacement par des enseignant(e)s ayant des contrats à durée déterminée, renouvelables sur la base de l'évaluation de leur « productivité » et de leur « efficacité », comme dans la plupart de pays latino-américains, évaluation dont les critères ne sont pas toujours définis par les pairs. À présent, nous pouvons difficilement mesurer les effets de ces politiques sur le devenir professionnel des hommes et des femmes, particulièrement de ceux et de celles qui ne disposent pas d'un patrimoine familial d'origine ou d'appartenance et d'un capital social leur permettant de se maintenir « en course ». Nous ne pouvons pas non plus mesurer l'incidence de la composition sexuée des commissions d'évaluation sur les jugements prononcés en matière de « productivité » et d'« efficacité ».

Le marché du travail académique comporte certaines caractéristiques d'un marché du travail dit fermé, comme d'autres activités professionnelles allant des professions libérales à la marine marchande :

- les modalités d'accès relativement réglementées par une combinaison savamment dosée entre le concours, formellement défini, et la cooptation qui s'appuie largement sur des facteurs informels de « choix » et de « reconnaissance » ;
- une régulation relativement serrée du déroulement des carrières, en dépit de la latitude dans l'application de ces réglementations, que peut conférer la présence importante ou non du secteur privé de l'enseignement supérieur, comme c'est le cas dans certains pays européens, en Amérique latine ou en Amérique du Nord ;
- l'accent mis sur l'ancienneté pour la construction d'une « carrière » et pour sa reconnaissance ;
- la protection des membres qui en font légitimement partie (par exemple, on ne dénonce presque jamais les erreurs dans le travail) situation qui se combine à celle de la concurrence au sens du « champ agonistique » de Bruno Latour, même si « protection » et « concurrence » sont rarement analysées en termes de relations de genre.

Mais cet ensemble de règles ne couvre pas, loin s'en faut, l'ensemble des pratiques réelles. Affiliations intellectuelles, affiliations politiques, affiliations religieuses structurent les carrières sans qu'elles soient directement évoquées. De même, des proximités de toutes sortes, construites le long de ce processus que nous appelons communément socialisation à l'enseignement et à la recherche, interviennent dans les pratiques ordinaires de l'institution.

Dans quelle mesure hommes et femmes, d'origine populaire ou d'origine « bourgeoise », Blancs ou Noirs, Indiens et Métis, nationaux et immigrés, disposent-ils d'« attributs » équivalents face aux réglementations formelles et aux pratiques informelles? Les différentes catégories d'acteurs ont-ils la capacité à construire de la même façon ces différentes proximités requises? et dans quelle mesure cette capacité est-elle reconnue, tolérée ou déniée? En ce qui concerne les femmes, elles apprennent très tôt, précisément durant la phase de socialisation au sein de l'institution universitaire, la gestion complexe des relations de genre, par rapport aux jeunes collègues hommes, par rapport aux collègues hommes *senior*, par rapport aux collègues femmes. Cette gestion peut être considérée réussie à partir du moment où les jeunes femmes arrivent à maintenir sous contrôle la « culture du soupçon » qui accompagne très fréquemment, même aujourd'hui, leurs premiers pas professionnels, notamment dans des structures universitaires majoritairement masculines. Les femmes interviewées disent que l'attitude à adopter dans ce cas est celle de la « retenue » et de la prudence, ce qui renforce leur position traditionnelle de « femmes sous tutelle » et, en même temps, rend difficile la construction des « proximités » nécessaires à l'avancement de la carrière.

La phase de recrutement est en effet la plus importante. Les modalités de celui-ci interviennent directement dans le positionnement différentiel des hommes et des femmes au sein de l'institution. D'une façon quelque peu schématique, nous pouvons opposer deux modes de recrutement : le concours sur dossier et la cooptation. Ces deux modes peuvent certes se combiner. Mais ils s'opposent dans la mesure où le concours repose sur un examen du dossier du candidat en l'absence de celui-ci, tandis que la cooptation, au sens étroit du terme, est centrée sur la personne compte tenu de l'ensemble de ses attributs : mise en scène des compétences, apparence, tenue vestimentaire, comportement verbal et gestuel, gestion de la voix et du regard. Dans la pratique, concours et cooptation coexistent la plupart du temps. Et les membres des commissions de recrutement disent explicitement qu'il s'agit bel et bien d'un choix à opérer pour lequel le futur candidat doit non seulement faire preuve des compétences scientifiques mais encore démontrer, de quelque façon que ce soit, qu'il a des attitudes et des manières d'être compatibles avec les façons de voir de ses futurs collègues. Bien évidemment, les relations de genre interviennent très fortement lorsqu'il s'agit de cooptation. Mais à compétences égales les femmes seraient-elles désavantagées? Il est extrêmement difficile de se prononcer d'une façon générale, d'autant plus que les commissions se déroulent souvent dans un climat feutré durant lesquelles les excès de langage sont contrôlés. Mais il n'est pas rare de faire intervenir des jugements ne relevant pas, loin de là, de la stricte appréciation des compétences scientifiques, qui, pour les femmes, ont tous trait à leur soit disant « mauvais caractère »².

LE MARCHÉ DU TRAVAIL ACADEMIQUE : UN MARCHÉ DES BIENS SYMBOLIQUES

Le travail d'enseignant – chercheur ou de l'enseignant repose sur la production, la détention et l'échange des biens symboliques. Aussi bien détention qu'échange sont régis par des systèmes formels et informels de reconnaissance. Qui détient quoi? Qui a le droit de détenir? Qui a le droit d'échanger? et le droit d'échanger quoi? La définition des critères, des règles, des barèmes peut être formelle ou objectivée mais dans les faits, elle est toujours un objet de négociation selon les situations locales et les rapports de force au sein de l'institution en fonction de ses relations avec son environnement (situations de concurrence entre collègues, entre départements, entre établissements ou relatif monopole local).

La pratique d'enseignement et de recherche est sous-tendue par l'idée du don, du moins en tant que représentation explicite, n'étant pas censée donner lieu à un contre-don direct, sous forme, par exemple, de rémunération comme c'est le cas dans une profession libérale, même si les modes d'évaluation en vigueur dans certains pays comme le Mexique peuvent donner lieu à des compléments salariaux élevés. Le contre-don est présent sous une forme symbolique, difficile à cerner dans les pratiques construites collectivement, que recouvrent les termes tels que la reconnaissance, la réputation, la renommée, inscrites ou non dans le déroulement des carrières. Don et contre-don font bien évidemment partie des modes de rationalisation mis en avant par les agents, hommes et femmes³.

Mais la « reconnaissance », la « réputation » ou la « renommée », pour qu'elles puissent fonctionner, doivent être jusqu'à un certain point collectivement partagées. Elles reposent sur un certain nombre de croyances communes (Bourdieu, 1994), réelles ou feintes, sur des catégories de perception et d'appréciation en vigueur dans les institutions. À ce niveau, il faut poser la question sur le mode de construction de ces croyances et sur l'étendue de leur partage par les différentes catégories d'enseignants-chercheurs. Notamment, il faut interroger la façon dont les relations de genre interviennent explicitement et implicitement dans la configuration de ces croyances et dans la construction des « réputations ».

Les recherches de Sabine Fortino (Fortino, 2001) sur la mixité au travail constituent une piste intéressante à suivre: aux cooptations successives ininterrompues pour les hommes – participant à la construction des réputations – fait face la non-linéarité des parcours féminins. Pour les femmes, elle constate que, si la formation (le diplôme et le titre) est centrale (on sait par ailleurs l'importance des concours versus cooptation), la construction d'une carrière repose sur une « mise à l'épreuve » récurrente. Nous retrouvons cette situation dans le marché du travail académique, certes variable selon les disciplines d'enseignement et selon les situations locales, tout en tenant compte de l'importance qu'y revêt l'inscription dans des réseaux formels et informels. Ce sont précisément ces réseaux qui constituent en quelque sorte les acteurs collectifs de construction de croyances partagées. Ils influent sur les postes, les carrières, l'accès aux financements et aux publications, la défense des « thèmes de recherche » des « para-

digmes » ou des « territoires » en s'alliant ou en s'opposant à d'autres réseaux d'acteurs.

Leur fonctionnement interne repose sur des échanges de services, des accointances, des manifestations de loyauté, des actes d'allégeance et de soumission, en somme, des relations de pouvoir à l'œuvre dans les interstices de la matrice institutionnelle. Mais aussi, à certains moments, réseaux de pouvoir et de contre-pouvoir s'affrontent, tout particulièrement à l'intérieur des structures de décision disciplinaire. Les femmes sont notoirement moins présentes dans ces réseaux de pouvoir et si elles le sont, manifestent moins leur présence, prennent moins la parole, et sont censées « avoir une présence décorative » plus qu'une présence active. En effet, « autour de l'évolution des carrières s'ordonnent des mécanismes subtils, des manipulations symboliques du système par le jeu des interactions » (M.E.N, Rapport 2000). Le déroulement des carrières est ainsi rendu plus difficile pour les femmes en général, mais aussi pour les hommes d'origine populaire ne maîtrisant pas les « règles du jeu » dans la mesure où les facteurs informels, variables selon les configurations locales, ne sont jamais objectivés.

Aux choix disciplinaires sexués, dont nous connaissons les effets sur le recrutement et les carrières des femmes, s'ajoutent également les choix thématiques qui constituent une partie des facteurs informels ayant une incidence sur leur positionnement professionnel. D'une part, on peut situer les thématiques considérées « nobles », légitimes et porteuses de reconnaissance, d'autre part, les thématiques « mineures » et « minorées », ayant peu de légitimité ou souffrant d'une méconnaissance de la part des instances d'évaluation.

Sur le plan des relations professionnelles au sein de l'université, les femmes apprennent et doivent apprendre à gérer les rapports non seulement avec les collègues, hommes et femmes, mais encore avec les hommes et femmes administratifs. Les femmes enseignantes-chercheuses partagent avec les femmes collègues et administratives leur position structurellement subordonnée dans la société notamment en raison des obligations familiales. Cette « *shared experience* » peut créer des connivences, des liens, des solidarités. Mais sur le plan professionnel l'inégalité de statut entre enseignantes et administratives peut provoquer des frictions, notamment au moment des conflits dans le travail, au-delà de la solidarité entre femmes. Cette situation peut s'exacerber lorsque les femmes occupent des postes de responsabilités, lorsque, par exemple, elles deviennent responsables d'un département, car c'est souvent la logique du fonctionnement du service qui prévaut.

Les relations avec les collègues hommes sont également soumises à des codes particuliers qui intègrent une combinaison des données : appartenance générationnelle, statut professionnel, modes de gestion du pouvoir universitaire. La configuration des relations est relativement complexe et en perpétuelle évolution, selon les contextes locaux mais aussi selon les plans de carrière des uns par rapport aux autres. Une bonne entrée pour cerner une partie de ces codes est celle qui élucide les ingérences sexuées dans le travail en tenant compte bien évidemment de la structure générationnelle du pouvoir au sein des institutions. En général, tel enseignement, jouissant de peu de considération, ayant la réputation de corvée ou de « sale boulot » (*dirty work*) (Hughes, 1984) sera confié aux jeunes collègues des deux sexes, et aux femmes ; en revanche, les tâches de représentation ou de prestige en matière de direction

des affaires universitaires ou de direction dans le domaine de la recherche seront confiées aux hommes, et disputées entre eux.

Les relations sont encore plus délicates à gérer lorsqu'elles mettent face à face femmes enseignantes et hommes administratifs. Inégalités de statuts et conflits d'intérêts peuvent créer des situations complexes d'accommodation. Y interfèrent l'appartenance sociale, notamment dans les pays de l'Amérique latine dans lesquels la distance sociale est plus visible et ostentatoire, et l'appartenance générationnelle; une enseignante relativement âgée pouvant résoudre plus facilement les situations de collaboration et/ou de conflit avec les hommes administratifs jeunes qu'une enseignante relativement jeune. Dans ce cas aussi, les femmes apprennent très tôt les postures de retenue leur permettant de gérer le quotidien professionnel de l'université qui, par certains de ses aspects, se revendique de fonctionner comme un milieu démocratique et, surtout, s'affiche comme tel.

MARCHÉ DU TRAVAIL ACADEMIQUE, CAPITAL SOCIAL ET ALLIANCES MATRIMONIALES

L'importance que revêt l'origine sociale pour le devenir professionnel des hommes et des femmes est largement connue. Elle joue actuellement un rôle prépondérant, de toute évidence, sur le choix même du métier d'enseignant-chercheur (Saint-Martin, 1992), sur l'évolution des carrières académiques des femmes, en matière de choix des disciplines (Ferrand, Imbert et Marry, 1999), en ce qui concerne la perméabilité des réseaux et la mise à profit des affiliations familiales. Par ailleurs, comme pour les autres catégories professionnelles des femmes, il importe d'analyser les alliances matrimoniales, si c'est le cas, inscrites ou non dans la durée, et, en général, le rôle des facteurs familiaux dans les choix et les contraintes professionnels. Il serait cependant peu fécond de limiter l'analyse des trajectoires familiales en relation avec les trajectoires professionnelles aux seules femmes. Il s'impose une comparaison avec les hommes enseignants-chercheurs.

Les résultats de mes recherches, qui ne prétendent certes pas à l'exhaustivité, loin s'en faut, tendent à faire apparaître que nous sommes en présence de deux marchés matrimoniaux ayant des contours différents. Hommes et femmes ne concluent pas les mêmes alliances matrimoniales, au sens large du terme, et ces dernières suivent des évolutions différentes en n'ayant pas la même inscription dans la durée. La présence de plusieurs générations au sein du corps professionnel rend une comparaison terme à terme assez difficile, d'autant plus que nous assistons progressivement à une relative redéfinition des rôles familiaux et à une valorisation du travail professionnel des femmes par les jeunes générations. Un changement des mentalités s'opère lentement et collectivement concernant les carrières des femmes, que, hommes et femmes ensemble, doivent négocier et faire avancer.

Un des moments les plus importants de cette négociation se situe lorsqu'il s'agit d'accéder à un grade supérieur, impliquant parfois une mobilité spatiale. Les femmes n'ont pas les mêmes marges de manœuvre aussi bien sur le plan familial que sur le plan social. Elles sont souvent amenées à restreindre leurs

choix, a fortiori lorsqu'elles ont des enfants en bas âge et aucune aide de la part de la famille d'origine. Les hommes en revanche peuvent se permettre, parce que socialement acceptés et reconnus, d'opter pour un poste relativement éloigné, leur donnant la possibilité d'avancer dans la carrière. L'inscription spatiale des carrières professionnelles rend possible la compréhension des phénomènes complexes liés à cette double contrainte: contrainte de mobilité géographique donnant lieu à un avancement dans la carrière et contrainte d'immobilité géographique sur le plan familial.

Aussi l'accès à un grade supérieur a-t-il des incidences sur la gestion des carrières respectives au sein du couple. S'il s'agit d'un « mariage pédagogique » au sein de l'institution de l'enseignement supérieur et de la recherche, la concurrence peut être très élevée, créant des difficultés lorsque c'est la femme qui « devance » l'homme et que celui-ci n'occupe pas d'autres fonctions faisant contrepoids; mais, parfois, l'homme peut voir la mobilité professionnelle ascendante de son épouse ou de sa compagne comme une promotion collective et comme une compensation à certaines de ses ambitions non-satisfaites.

Pour les couples ayant des occupations différentes, mais où celle de l'homme est socialement et économiquement reconnue supérieure, l'enseignante peut envisager l'accès à un grade supérieur à condition que la vie familiale ne soit pas perturbée. Mais, en général, les ambitions professionnelles des femmes, du moins pour les générations plus âgées, contribuent à perturber la vie familiale, voire conduisent à la rupture. Le célibat des enseignants-chercheurs, hommes et femmes, continu ou discontinu, serait ainsi à analyser plus finement, si nous voulons comprendre le poids des facteurs familiaux dans la construction des carrières.

Notes

- 1 A l'exception, bien évidemment, de celles qui affichent leur position féministe et militante.
- 2 En effet, à compétences égales entre un homme et une femme, lorsque le choix par certains membres de la commission se porte sur l'homme, on entend invoquer « le mauvais caractère » de la candidate, qui sous-entend qu'elle ne serait pas aussi soumise par la suite comme on l'aurait souhaité.
- 3 Ces modes de rationalisation constituent par ailleurs un obstacle majeur dans le recueil d'entretiens car les enseignants-chercheurs reprennent pour eux les arguments en vigueur du milieu professionnel pour « expliquer » leur position relative et pour « justifier » leurs choix.

Bibliographie

- Altbach, Philip G., 1996, *The International Academic Profession: Portraits of fourteen Countries*, Princeton, Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, Ewing.
- Bourdieu, Pierre, 1994, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris, Éditions du Seuil.
- Branche, Raphaëlle et Danièle Voldman (dir.), 2002, *Histoire des femmes, histoire des genres*, Numéro spécial, *Vingtième siècle*. Revue d'histoire, juillet-septembre.
- Casillas, Miguel Angel, 2000, « Educación como socialización en la universidad mexicana », dans Cazés Menache, Daniel, *et alii, Los actores de la universidad: ¿unidad en la diversidad?* 3^e volume, Encuentro de Especialistas en educación superior, UNAM, Mexique.

- Cazés Menache, Daniel, *et alii*, 2000, *Los actores de la universidad: ¿unidad en la diversidad?* 3^e volume, Encuentro de Especialistas en educación superior, UNAM, Mexique.
- De Saint Martin, Monique, 1989, « Structure du capital, différenciation selon les sexes et « vocation » intellectuelle », *Sociologie et sociétés*, vol. XXI, n° 2, octobre 1989.
- EPHESIA, 1996, *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, La Découverte.
- Fave-Bonnet, Marie-Françoise, 1996, « Femmes universitaires en France: une féminisation et des carrières différenciées », *Cahiers du Mage*, n° 1.
- Ferrand, Michèle, Françoise Imbert et Catherine Marry, 1999, *L'excellence scolaire, une affaire de famille. Le cas des normaliennes et normaliens scientifiques*, Paris, L'Harmattan.
- Fortino, Sabine, 2002, *La mixité au travail*, Paris, La Dispute, Le genre du monde.
- Hughes, Everett C., 1984, *The Sociological Eye. Selected Papers*, Transaction Books.
- García Guadilla, Carmen, 1996, *Conocimiento, Educación superior y sociedad en América Latina*, Caracas, CENDES Nueva Sociedad
- García Salord, Susana, 2000, « La carrera académica: escalera deposiciones y laberinto de oportunidades », dans Cazés Menache, Daniel, *et alii*, *Los actores de la universidad: ¿unidad en la diversidad?* 3^e volume, Encuentro de Especialistas en educación superior, UNAM, Mexique.
- Gil Anton, Manuel *et alii*, 1992, *Academicos: un botón de muestra*, México, UAM-A.
- Gil Anton, Manuel *et alii*, 1994, *Los rasgos de la diversidad, Un estudio sobre los académicos mexicanos*. México, UAM-A.
- Grelon, André, 1992, « Marie Louise Paris et les débuts de l'École polytechnique féminine, 1925-1945 », dans *La Femme et l'électricité, Bulletin d'histoire de l'électricité*, n° 19-20.
- Latour, Bruno et Steve Woolgar, 1988, *La vie de laboratoire*, Paris, La Découverte.
- Musselin, Christine, 2001, *La longue marche des universités françaises*, Paris, PUF.
- Schweitzer, Sylvie, 2002, *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes au XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Éditions Odile Jacob, Histoire.
- Ministère de l'Éducation Nationale (France), 2000, *Rapport: Les enseignants-chercheurs à l'université. La place des femmes*.
- Tang, Ning, 2002, « Interviewer and Interviewee Relationships Between Women », *Sociology*, vol. 36, Number 3, August 2002.
- Thébaud, Françoise, 1992, *Histoire des femmes à l'Occident. Le XX^e siècle*. Paris, Plon (5^{ème} volume de *Histoire des femmes à l'Occident* sous la direction de Georges Duby et Michelle Perrot).
- Villa Lever, Lorenza, 1996, « Hacia una tipología de los académicos. Los docentes, los investigadores y los gestores », *Revista Mexicana de Sociología*.
- Zagefka, Polymnia, 1997, « Koedukation als Modernisierung? Zum widersprüchlichen Übergang von der Monoedukation zur Koedukation: Das Beispiel der Ecole Normale Supérieure de Fontenay-Saint Cloud in Frankreich », dans Metz-Göckel, Sigrid, Steck, Felicitas, (Hrsg.), *Frauen-Universitäten. Initiativen und Reformprojekte im internationalen Vergleich*, Leske+Budrich.
- Zagefka, Polymnia, 2000, « Sociologie de l'éducation en Europe et le marché du travail académique », dans Mireille Froment, Michel Caillot et Michel Roger (dir.), *30 ans de Sciences de l'éducation à Paris V*, Paris, PUF.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Le présent article propose un cadre d'analyse en sociologie comparative (Mexique-France), permettant de mettre en évidence les spécificités de la place des femmes dans le marché du travail académique. Ce cadre a comme objectif 1°) de distinguer les différentes catégories de personnel, hommes et femmes, œuvrant, d'une façon permanente ou épisodique, au sein du marché du travail académique; 2°) d'analyser la signification, différentielle selon les sexes, des modalités de recrutement et du déroulement des carrières et 3°) de cerner les relations de pouvoir qui sous-tendent les pratiques aussi bien formelles qu'informelles gérant les carrières d'enseignement et de recherche.

Este artículo propone un marco analítico en sociología comparada cuyo objetivo es destacar las especificidades del role de la mujer cuando asume posiciones de docencia o de investigación. Este análisis se organiza alrededor de tres propuestas mayores: i) identificar las diferentes categorías de hombres y

mujeres que participan de una manera permanente o episódica en el mercado de trabajo académico; ii) analizar el significado variable según el género de las modalidades de reclutamiento y de despliegue de las carreras; y iii) aclarar las relaciones de poder que están en las bases de las prácticas formales e informales participando en la construcción de las carreras de docencia e investigación.

The present paper proposes an analytical framework in comparative sociology in order to reveal the particularities of women's position within the academic employment market. The main objectives of this framework are i) to identify the various groups, female and male, present in the academic labour market on a permanent or non-permanent basis, ii) to analyse the gendered meaning of modes of recruitment and the unfolding of careers, and iii) to outline the power relations which underlie the formal as well as informal practices governing academic careers.

Mots-clés : marché du travail académique, genre, enseignement supérieur, carrières, relations de pouvoir, sociologie comparative, France, Mexique

Palabras claves : mercado de trabajo académico, género, educación superior, carreras académicas, relaciones del poder, sociología comparativa, Francia, México

Keywords : academic labor market, gender, higher education, academic careers, power relations, comparative sociology, France, Mexico

LECTURES

Dehouve, Danièle, *La géopolitique des Indiens du Mexique : du local au global*. Paris, CNRS-Éditions, 2003, 238 p.

Dans cet ouvrage qui donne incontestablement un sens nouveau au mot géopolitique (il ne s'agit pas ici de la discipline universitaire, ni d'une méthode d'enquête, mais des pratiques « géopolitiques » des Indiens de l'État de Guerrero), Danièle Dehouve s'appuie sur les bouleversements produits récemment par la transformation du système politique mexicain pour rejeter une vision romantique et consensuelle, trop souvent répandue, de l'organisation sociale indienne. Elle montre au contraire des communautés indigènes qui entrent en concurrence afin d'aménager l'espace à leur avantage. Cette approche est profondément novatrice : « Alors que la plupart des observateurs assument le point de vue des forces politiques extérieures qui, au niveau national et international, développent des projets dont la réalisation englobe les

régions indiennes, ce livre renverse la perspective ; il voudrait expliquer comment les villages indiens ont accueilli les bouleversements politiques nationaux et internationaux, à partir des préoccupations et des conflits qui leur étaient propres » (Prologue, p. 1).

Comme cadre d'analyse et comme terrain d'étude, Danièle Dehouve retient une partie du sud Indien du Mexique, en particulier la partie orientale de l'État de Guerrero. Cet espace rural se caractérise par la présence de grandes municipalités et par le fort degré de politisation des habitants. Parmi les différents groupes qui composent le paysage ethnique de la région, l'auteur s'est concentré sur la population tlapanèque, qui rassemble environ 100 000 personnes, distribuées entre trois municipalités : Zapotitlán Tablas, Tlacoapa et Malinaltepec.

La recherche a été conduite sur une période de plus de trente ans. Cette approche par la longue durée permet de mettre l'accent sur un phénomène contemporain, qui change radicalement la donne poli-

SCIENTIFIQUE

tique à l'échelle des États et de la Nation : la « remunicipalisation ».

Cette notion de « remunicipalisation », qui correspond au processus de création de municipalités nouvelles, permet d'étudier les facteurs susceptibles d'influer sur l'organisation politico-administrative locale. En effet, organisée conformément au principe hiérarchique, dotée de fonctions religieuses et cérémonielles, la municipalité représente le niveau principal de l'administration locale au Mexique : c'est au sein de la municipalité que se déroule une grande partie de la vie politique et de la vie sociale. Or, comme le souligne Danièle Dehouve, les instruments de la concurrence entre municipalités sont très variés : détention d'infrastructures, groupes scolaires, présence d'instituteurs, etc. La célébration de fêtes, la création de groupes de dévotion, de groupes localisés d'intérêts et de coopération, constituent des enjeux importants pour des localités en voie de constitution. Cependant, si les formes et les buts de la rivalité sont dictés par la législation, Danièle Dehouve démontre l'importance du calcul individuel qui sert de base à la dynamique municipale, ce qui favorise le caractère fluctuant des unités administratives.

La théorie de la communauté indienne est donc ici comprise comme une sous-partie d'une théorie de l'État. Cette perspective permet à l'auteur d'établir une comparaison entre les phénomènes géopolitiques qui affectent tous les niveaux de l'appareil étatique, puisqu'il existe de fait un fort parallélisme entre la prolifération des États au niveau international et la multiplication des municipalités au sein de l'État mexicain. Si la prolifération internationale des États peut s'expliquer par une transformation de leurs fonctions, le processus

de « remunicipalisation » peut aussi s'expliquer par la mutation de la forme et des fonctions de la municipalité : autrefois la communauté devait être forte pour protéger le paysan contre ses voisins ; aujourd'hui elle doit être de taille réduite pour recevoir des aides de l'administration fédérale.

Pour mieux comprendre les phénomènes complexes qui régissent les relations entre les différents niveaux de la vie politique mexicaine, Danièle Dehouve centre son analyse sur la question du contrôle des aides financières, qui représenterait le motif principal des luttes géopolitiques, et serait à l'origine de la multiplication du nombre des municipalités. En effet, au cours des présidences de Carlos Salinas de Gortari et d'Ernesto Zedillo, l'attribution des ressources par Pronasol (Programme national de solidarité nationale) dépendait du nombre de communautés dépendant d'une localité. Les chefs-lieux utilisaient donc tous les moyens possibles pour en faire apparaître le nombre le plus élevé possible.

La grande nouveauté de ces luttes géopolitiques, c'est qu'elles se réalisent aujourd'hui en participant de manière active à la vie politique de l'État. En effet, le principal canal d'attribution des aides passe par les chefs-lieux. Or, les conseils municipaux sont désormais élus dans un cadre politique plus souple, qui permet aux partis d'opposition de s'exprimer clairement contre le parti au pouvoir. De cette combinaison entre le multipartisme et les flux financiers est née un nouveau jeu de concurrence entre localités, qui associe de façon complexe la politique et la géopolitique (les rivalités entre communautés).

Dans cette optique, la région tlapanéque constitue un modèle particulier, et particulièrement fascinant, de « remunicipalisation », puisque la zone étudiée se caractérise par une lutte ouverte entre des localités dont beaucoup sont d'apparition récente. Ce caractère récent de la « remunicipalisation » au Mexique permet donc à Danièle Dehouve de s'interroger sur les processus politiques liés à l'introduction du multipartisme au Mexique, depuis les années 1980, suite à la création d'un véritable parti d'opposition au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), le Parti de la révolution démocratique (PRD). En ce sens, elle nous démontre de manière magistrale comment la réforme politique de l'État suscite, à toutes les échelles de la Nation, une redéfinition des identités territoriales.

Sabrina Grossi

Droulers, Martine, *Brésil: une géo-histoire*, Paris, PUF, 2001, 306 p.

En 1845, répondant à une question de l'Institut historique et géographique du Brésil (IHGB) : « comment doit-on écrire l'histoire du Brésil ? », le naturaliste allemand Karl Philip von Martius préconisait notamment, outre la lecture des sources et ouvrages de références, le recours aux voyages afin de se rendre compte sur place de la diversité des réalités régionales. C'est à cet exercice que s'est livrée, un siècle et demi plus tard, Martine Droulers. Sa *Géohistoire du Brésil* est fruit d'une double connaissance, de cabinet et de terrain. Partant de l'idée que l'histoire du Brésil est d'abord l'histoire d'une conquête – celle de l'espace donné aux Portugais à Tordesillas en 1494 –, l'auteur se propose de

« déceler les logiques particulières de la configuration du territoire [brésilien] sous ses formes les plus durables ».

Cet ouvrage jette opportunément un pont entre deux lectures du Brésil propres aux sciences sociales françaises : d'une part celle de géographes comme Pierre Monbeig et Hervé Théry, qui ont tous deux consacré un chapitre de leur *Brésil* respectif à la formation de l'archipel brésilien ; et celle d'un historien comme Frédéric Mauro, nourri de la géohistoire braudélienne.

Puisant abondamment à ces deux sources, Martine Droulers construit pas à pas une passionnante « géographie rétrospective » (Roger Dion) du Brésil. Redonnant vigueur aux thèses du célèbre historien portugais, Jaime Cortesão, selon lequel le Brésil est le fruit d'une stratégie d'État, l'auteur se refuse toutefois à réduire la formation de l'espace brésilien à la seule action des autorités centrales. L'auteur fait en effet sien un autre postulat de von Martius, selon lequel l'histoire du Brésil ne peut s'écrire que par régions ; régions qui, pour être réunies sous le même territoire national, n'en partagent pas moins des histoires et des destins différents. Montrant tour à tour les simples juxtapositions (« le territoire égratigné », « une occupation en archipel ») puis les enchâssements (« le maillage du territoire »), Martine Droulers prend garde à ne laisser dans l'ombre aucune région, fut-elle la plus excentrée. Trop longtemps en effet l'historiographie avait privilégié l'action des forces centrifuges à l'œuvre dans la construction territoriale du Brésil, n'accordant qu'une place anecdotique aux forces centripètes, telles que la *cabanagem* (1835-1840), ce mouvement indépendantiste et

SCIENTIFIQUE

réformiste, dont on n'a pas encore suffisamment montré combien elle a déferlé sur tout le nord du Brésil, suscitant espoirs et peurs, dessinant une césure durable entre unionistes et séparatistes, entre légitimistes et réformistes.

Animée d'un réel souci didactique, Martine Droulers a doté son ouvrage d'un bel appareil cartographique (45 cartes), de nombreux tableaux, d'index (à noter la présence d'un index thématique), et d'une solide bibliographie. Véritable manuel de référence, il est composé de six chapitres qui balayent les grandes étapes de sa configuration territoriale du Brésil depuis sa « découverte » : « Le nouveau monde des Portugais », « Le territoire égratigné », « Le système colonial : une occupation en archipel », « La modernité émergente d'un pays continent », « L'aquarelle de la brésilianité », « Le projet national et ses contradictions spatiales ». Un manuel certes, mais aussi un essai, une tentative d'explication des enjeux contemporains de la géopolitique brésilienne. Constatant que « la frontière se ferme », rendant caduc à court ou moyen terme un usage prédateur de l'espace, Martine Droulers termine sur une note d'espoir : « Le Brésil semble en passe d'adopter et de faire respecter des normes de gestion des territoires, tant pour les espaces littoraux que pour l'Amazonie ». Bref, après l'âge de la « géophagie » voici le Brésil s'appêtant à entrer dans celui de la « géosophie »...

Laurent Vidal

Ariel de Vidas, Anath, *Le tonnerre n'habite plus ici, culture de la marginalité chez les Indiens teenek (Mexique)*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2002, 476 p., [cartes, tableaux, photos].

Les questions de l'identité sont au cœur même de ce magnifique ouvrage. Les Indiens teenek, installés dans la région de la Huastèque au nord-est du Mexique, ne présentent – si ce n'est la langue – aucun signe particulier d'appartenance ethnique : ni rites ancestraux, ni habits traditionnels... Frappée par cette absence apparente d'identité culturelle allant même jusqu'à un sentiment d'autodénigrement affirmé, Anath Ariel de Vidas, s'est efforcée d'analyser les fondements de la spécificité teenek. Pour mener à bien son analyse, l'auteur a croisé les disciplines et a su multiplier les angles d'approches. Une enquête de terrain, réalisée entre 1991 et 1993 dans le hameau de Loma Larga, place l'ethnologie comme matrice de ce travail, mais à cette orientation principale s'ajoutent d'autres références. Ainsi, Anath Ariel de Vidas a largement puisé dans les archives de Mexico, ce qui rend la dimension historique très présente. En outre, son texte est parsemé de nombreuses citations de chroniqueurs espagnols, qui viennent donner de la profondeur au texte en plaçant sa recherche dans la longue durée. Enfin, la géographie fait également partie intégrante de l'étude, puisque le contexte environnemental des Teenek est largement évoqué. L'interdisciplinarité contribue donc fortement à la richesse de cet ouvrage.

La première partie a pour objet l'« Univers teenek » contemporain ; Anath Ariel de Vidas y analyse les rapports qu'entretiennent les sociétés teenek et métisse. L'auteur décrit tout d'abord le cadre géographique et les

processus historiques expliquant les configurations sociales actuelles. Puis, elle brosse le portrait du paysage social et naturel de la commune de Tantoyuca. Le contraste existant entre, d'une part, le centre urbain imprégné de modernité où vivent les éleveurs de bétail et les grands propriétaires terriens et, d'autre part, les alentours où les paysans teeneks cultivent de petites parcelles, est mis en évidence. Cette dichotomie sociale se matérialise dans l'espace, ce qui souligne la réalité de la communauté teenek.

Ce cadre apparaît alors comme le lieu de son autonomie et de son retranchement. Les autorités politiques et juridiques teeneks détiennent – dans une certaine mesure – le pouvoir de régler les problèmes internes selon un code éthique exprimant les valeurs communautaires. En tant que cadre de vie et de pensée, la communauté teenek fonde sa légitimité sur différents éléments reflétant une certaine perception du monde, distincte de celle qui l'entoure. L'endogamie locale par exemple permet de préserver la cohésion interne communautaire. En effet, les pratiques familiales sont directement liées au problème foncier. Outre les relations de parenté et la notion de territorialité, le partage d'une langue minoritaire et d'un système de valeurs définit l'identité teenek. Cette étude de l'univers teenek montre combien cet espace se démarque de celui des autres (Métis, Indiens nahuas, etc.). La prégnance d'une certaine identité culturelle est donc clairement perceptible.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, intitulée « Messages de l'inframonde », la question des modes de religiosité teenek est abordée. Si la reconnaissance du dieu chrétien et des saints catholiques est réelle, l'allégeance aux *Baatsik'*,

ancêtres et maîtres mythiques des Teenek, est bien maintenue. Les croyances teenek d'origine autochtone, le respect des forces chtoniennes permettant d'éviter le risque de tomber malade ou de perdre sa récolte, persistent avec vigueur. La foi chrétienne constitue la seconde caractéristique de la religion teenek. Les sacrements à l'instar du baptême, de la confirmation ou du mariage régissent la vie sociale et économique. Le salut des Teenek repose donc sur un équilibre complexe entre les deux « forces ». Le christianisme serait le versant de l'univers teenek de la culture, pratiqué en langue espagnole, par opposition au respect des *Baatsik'*, qui serait le versant de l'univers teenek de la nature, pratiqué en langue teenek. Mais cette dualité nature/culture n'est aucunement figée et évolue dans le temps. Les croyances païennes et chrétiennes sont bien les composantes d'une seule religion : la religion teenek, qu'Anath Ariel de Vidas qualifie de « variante méso-américaine du rite romain ».

Enfin, la troisième partie, « Entre ciel et terre », met en exergue les résonances concrètes et actuelles du système de représentations symboliques analysé dans l'étape précédente. L'auteur poursuit son raisonnement et démontre toute l'importance du recours au mythe fondateur comme élément marquant la distinction entre l'identité teenek et l'altérité. Ainsi, la vision cosmologique pré-hispanique d'un groupe ethnique ayant connu des mutations si profondes de sa structure sociale et agraire transparait dans quelques éléments de son patrimoine culturel. La conception de la maladie ou la survivance de mythes sont abordées en tant que tels. La manifestation de l'identité teenek se lit donc à travers

SCIENTIFIQUE

différentes pratiques, l'exemple des danses est notamment développé. Si le dieu Tonnerre n'habite plus dans la montagne du fait des transformations intenses expérimentées par les Teenek, sa présence reste vive dans la mémoire collective de cette population. Cette réflexion autour des processus de transmission de la mémoire collective teenek conduit à un élargissement des perspectives. Il en ressort que l'identité teenek est en restructuration constante, comme si elle s'auto-réajustait en fonction de son contexte.

L'analyse des facteurs historiques, sociaux et culturels permet donc de rendre compte de l'élaboration de l'identité teenek – constituée par les membres mêmes du groupe – ainsi que des rapports entretenus avec l'environnement géographique et social. Il existe bien une identité teenek, reposant sur un ensemble symbolique dont le thème de la margina-

lité est le fondement. Anath Ariel de Vidas explique alors que les discours autodénigrants des Teenek doivent être compris comme « un langage allégorique » permettant une « survie culturelle dans la marginalité ». La pertinence de telles conclusions ne représente pas le seul intérêt de ce travail ; en effet, le style et la sincérité de son auteur en font un ouvrage de référence. La sensibilité du lecteur est éprouvée tout au long du texte, car Anath Ariel de Vidas lui fait partager une large palette d'émotions, allant du désespoir à l'exaltation. Dans sa préface, Nathan Wachtel n'hésite pas à parler de « pages d'anthologie ». Ce livre apparaît donc comme l'association, particulièrement harmonieuse, de la rigueur scientifique et de la perception personnelle de l'ethnologue.

Clémentine Gutron